MAR 13 1923

Année. N° 2. 15 Janvier 1923.

PERIODICAL
GENERAL LIBRARY
UNIV. OF MICH.

# LA REVUE DE PARIS

## SOMMAIRE


| | | Pages. |
|---|---|---|
| hur Chuquet . . . | *De l'île d'Elbe au golfe Juan.* — I. . . . . | 225 |
| é Bazin . . . . . | *Il était quatre petits Enfants.* — III. . . . . | 254 |
| rles Andler. . . . | *La dernière œuvre d'Ernest Lavisse* . . . . . | 303 |
| otus . . . . . | *Études et Portraits : Le Chancelier Cuno* . . . | 341 |
| r de Kergorlay. . | *Les Châteaux des Croisés en Syrie*. . . . . | 352 |
| n Galsworthy . . | *Le Patricien.* — III. . . . . | 369 |
| ri Mylès . . . . . | La Vie à l'étranger : *En Bulgarie*. . . . . | 401 |
| ry Bidou. . . . . | La Vie littéraire : *Parmi les Livres* . . . . . | 414 |
| ert Flament. . . . | La Quinzaine : *Tableaux de Paris*. . . . . | 426 |
| iré Chaumeix. . . | La Politique : *Au lendemain de la Conférence* . | 439 |


Copyright 1923 *Revue de Paris.*

PRIX DE LA LIVRAISON : **3** fr. **50**

PARIS

DIRECTION ET RÉDACTION : 85bis, FAUBOURG SAINT-HONORÉ

ADMINISTRATION. ABONNEMENT ET VENTE : 3, RUE AUBER

1923

*La* ***Revue de Paris*** *publiera dans ses numéros des 1er 15 Février une étude politique qui a pour titre*

# Aurons-nous une révolution

PAR

## Le COMTE DE FELS

*L'auteur de l'*Essai de politique expérimentale, *qui précédemment étudié comment notre constitution politique administrative a résisté à la guerre, analyse sa résistan possible à la paix et présente, à propos de notre situati financière, une étude des plus pressants problèmes de l'hei actuelle.*

## CHRONIQUE BIBLIOGRAPHIQUE

**Le nouveau livre de M. Lenôtre, l'*Affaire Perlet*, est l'histoire du célèbre agent royaliste Fau Borel pendant le Directoire, le Consulat et l'Empire. Libraire-imprimeur à Neuchâtel, il entre, vanité, au service du prince de Condé, en 1795. Il joue un rôle important dans les intrigues qui parent la trahison de Pichegru. Arrêté en juillet 1802, il passe trente et un mois au Temple, o naïveté et ses faiblesses le désignent à l'attention des chefs de la police consulaire, Fouché, Réa Desmarets. Ils chargent un de leurs subordonnés, Perlet, de correspondre clandestinement avec Fau réfugié à Londres; ils le persuadent ainsi de l'existence d'un comité secret royaliste, qui, com des principaux fonctionnaires de l'État, serait prêt à renverser Napoléon. De 1806 à 1814, Fau Borel et, avec lui, presque toute l'émigration, Louis XVIII, le Cabinet anglais, croient au mystér comité: leurs tentatives de contrôle échouent parfois de façon sanglante. Il fallut la Restaura pour les détromper : de là la retentissante affaire Perlet, plaidée en 1816, et qui dévoila des côtés les plus secrets et les plus dramatiques de la politique impériale. M. Lenôtre a utilisé seulement les mémoires de l'époque et les travaux récents, comme l'ouvrage de M. Condaillier Pichegru, mais les riches dossiers de la série F7, aux Archives nationales. Il est allé aux précis vivantes et aux détails typiques, avec cette imagination réaliste qui est la marque de son tal Son récit, abondant, touffu comme la vie elle-même et, suffisamment objectif, est captivant p qu'un roman. Par instants, il s'interrompt, et le lecteur se plaît à rencontrer d'excellents souve sur l'activité royaliste en France de 1802 à 1814, sur l'organisation de le police après le Directo sur l'ingratitude des Bourbons restaurés envers leurs partisans.**

★

DE

# L'ILE D'ELBE AU GOLFE JUAN

— 26 FÉVRIER-1er MARS 1815 —

## LA TRAVERSÉE

### I

Napoléon emmenait 1 000 hommes avec lui : les gendarmes de l'île d'Elbe; les artilleurs et les marins de la garde; les chevau-légers lanciers de l'escadron Napoléon; les grenadiers du bataillon Napoléon; le bataillon corse.

La gendarmerie de l'île d'Elbe se composait de 18 hommes [1].

43 canonniers formaient la compagnie d'artillerie de la garde [2].

Les marins de la garde, commandés par le lieutenant de frégate Taillade, étaient au nombre de 21.

94 Polonais — *exercitus sarmatici reliquiæ* — constituaient l'escadron Napoléon ou escadron des chevau-légers lanciers de l'île d'Elbe [3]. Ils avaient à leur tête des officiers que Pons

1. Un capitaine, François Paoli, un sous-lieutenant, Joseph Brignoli, et 16 sous-officiers et gendarmes (5 restés à Porto-Ferrajo, rejoignirent à Paris au mois de mai). La plupart furent incorporés dans la gendarmerie de la ville de Paris.

2. Cornuel, « le beau Cornuel », capitaine; Raoul, capitaine en second; Lanoue, lieutenant en premier; Demont, lieutenant en second.

3. Ils étaient au complet 109. Au départ, 15, dont un officier (Fontowski), restèrent en arrière, 3 à la Pianosa, 12 à l'île d'Elbe.

a justement nommés des officiers modèles[1] et le colonel-major Jean-Paul Jzermanowski, alors âgé de trente-six ans, ancien soldat de Dombrowski, un des héros de 1813, baron de l'Empire, commandant de la Légion d'honneur, plein de courage, de sang-froid et d'expérience, le chevaleresque Jzermanowski qui fut blessé à Waterloo et qui devint en 1831 général de brigade au service du gouvernement national de Pologne[2].

Le bataillon Napoléon ou comme on l'appelait, le bataillon Napoléon de la garde impériale ou, comme on le nomma après le 20 mars, le régiment venu de l'île d'Elbe, ne devait comprendre, selon la convention du 11 avril 1814, que 400 hommes de la garde. Il eut d'abord plus de 600 hommes. Mais lorsqu'il partit pour la France, il avait été réduit de six compagnies à quatre, et il comptait exactement 551 grenadiers[3]. Son chef était le chef de bataillon Malet, bon soldat, loyal, ferme, dévoué, qui fut blessé à Waterloo et qui, transporté à Charleroi, arracha son pansement dans un accès de rage lorsqu'il sut que les alliés occupaient Paris. Le capitaine adjudant-major du bataillon, Laborde, nous a laissé un maigre et fautif récit de ses aventures. Les capitaines Lamouret, Combes, Loubers, Mompez, commandaient les quatre compagnies[4]. Lamouret était le doyen des capitaines du bataillon. Combes fut ce colonel Combes, homme vaillant et vigoureux qui gagna l'Amérique après Waterloo, rentra

1. Les capitaines Schultz et Balinski, le lieutenant en premier Fontowski et le lieutenant en second Skowronski.

2. Il avait épousé une Française, mademoiselle de Coëtquen, et il passa ses dernières années au château de la Grande Rabière, près de Tours.

3. Il ne se composait que de grenadiers, et non, comme on l'a dit, de chasseurs. Cambronne et Laborde sortaient, il est vrai, des chasseurs de la garde et Cambronne écrit en avril 1815 à Dumoustier que les officiers des chasseurs à pied, venus de l'île d'Elbe, regrettent de ne plus l'avoir à leur tête. Mais le bataillon Napoléon disait appartenir, comme bataillon, à un régiment, et ce régiment était qualifié « régiment de grenadiers ». Sur tous les états nominatifs les soldats du bataillon sont inscrits comme grenadiers de 1re et de 2e classe. Les quatre compagnies comptaient, la 1re compagnie (Lamouret), 138 hommes; la 2e compagnie (Combes), 138; la 3e compagnie (Loubers), 137; la 4e compagnie (Mompez), 138.

4. Tous quatre devaient être nommés le 13 avril 1815 lieutenants-colonels dans la garde — avec Hurault de Sorbée, parti en mission le 21 août 1814, et rentré le 29 mars 1815. Combes avait succédé à Hurault dans le commandement de la 2e compagnie.

dans l'armée sous le gouvernement de juillet, planta le drapeau français à Ancône et tomba mortellement blessé sur la brèche de Constantine. Loubers, fils de famille, le danseur de la princesse Pauline et, comme on disait, le Vestris de la garde, devint plus tard colonel d'une légion de la garde nationale parisienne.

Le bataillon corse — 301 Corses et Italiens — se composait de quatre compagnies : trois compagnies portaient des habits verts; la quatrième était vêtue de bleu. On le nommait aussi le bataillon des chasseurs corses ou encore les flanqueurs de la garde impériale ou les flanqueurs de l'île d'Elbe, ou, comme les grenadiers du bataillon Napoléon l'avaient plaisamment baptisé, « le corps auxiliaire ». Son chef était un Bastiais, ardent bonapartiste, Joseph Guasco, capitaine de volontaires corses en 1792 et chef de bataillon depuis 1799. Napoléon allait le faire chevalier de la Légion d'honneur et major au 1er régiment des tirailleurs de la garde. Il passait pour peu capable et Pons le juge un mauvais officier; mais il appartenait à l'une des familles les plus nobles de son île[1].

Voilà la poignée d'hommes qui devait conquérir la France[2]. C'est pourquoi, dans les premiers jours de l'expédition on ne parlait qu'avec mépris et de l'Empereur et de la faible colonne qu'il commandait. Ces *Mille*[3] de Napoléon, on les appela dédaigneusement les « débarqués », les « échappés de l'île d'Elbe », la « troupe d'aventuriers ». Seul, et au mois d'avril, l'Anglais Hobhouse prononce ce mot : « l'armée elboise », *the Elbese army*. Et qu'étaient-ce que ces hommes qui se jetaient en Provence? Des Français, des Italiens, des Polonais. Les journaux royalistes annoncèrent donc que Napoléon n'avait

1. Guasco se qualifiait de lieutenant-colonel. Le bataillon avait pour adjudant-major un ancien capitaine du 35e léger, Hiver, qui périt à Waterloo, et pour quartier-maître Moro. 1re compagnie, capitaine Pierre-Marie Arrighi; lieutenant, Caviglioli, sous-lieutenant, Brancaleoni; 85 hommes; — 2e compagnie, lieutenant de 1re classe, Gabrielli, faisant fonctions de capitaine : 58 hommes; — 3e compagnie, capitaine, Frediani; lieutenant, Santini : 82 hommes; — 4e compagnie : capitaine, Multedo; lieutenant, Farinole; sous-lieutenant, Rustenucci : 76 hommes.

2. C'étaient exactement, 1 028 hommes (18 gendarmes, 43 canonniers, 21 marins, 94 Polonais, 551 grenadiers, 301 Corses et Italiens).

3. En général, les contemporains opposent « la troupe de l'île d'Elbe » et « les troupes du roi ».

avec lui que quelques centaines de gens du dehors, qu'un misérable petit corps d'étrangers. Dans l'acte d'accusation du maréchal Ney les commissaires du roi déclarèrent que Bonaparte était à la tête d'une bande de brigands de plusieurs nations !

Le commissaire anglais Campbell avait donc raison de dire que les troupes de l'île d'Elbe ne comptaient qu'un millier d'hommes.

Pas d'artillerie. Napoléon n'emmenait que deux canons de campagne qu'il dut abandonner dès ses premiers pas sur le sol de France.

Il n'avait pu embarquer, dit-il, que 34 chevaux : ses 8 chevaux de selle qu'il avait mis sur l'*Inconstant* et 26 chevaux destinés à l'attelage des pièces : 20 sur la *Caroline*, 2 sur l'*Étoile*, 2 sur le *Saint-Esprit*, 2 sur un des bâtiments de Rio. Voilà ce que rapporte Napoléon. Faut-il le croire sur ce point? Mieux vaut dire qu'il n'avait presque pas de chevaux.

Le départ avait eu lieu si précipitamment que les Polonais ne purent prendre avec eux leurs montures qui paissaient dans l'île de la Pianosa et ce fut sur la route de Provence qu'on leur acheta des chevaux au fur et à mesure qu'on en trouvait[1].

On ne sait pas exactement comment les troupes furent réparties sur les 7 bâtiments dont se composait la flottille[2].

Le brick de guerre, l'*Inconstant*, étant le meilleur marcheur, reçut l'Empereur, les généraux Bertrand, Drouot et Cambronne, les deux chefs du bataillon Napoléon et de l'escadron Napoléon, Malet et Jzermanowski, les principaux employés civils, le directeur des mines de Rio et organisateur de la flottille Pons, l'ancien commissaire général de l'île d'Elbe Galeazzini, l'inspecteur aux revues Boinod, le trésorier Pey-

1. Aussi le 3 mai les officiers polonais Jzermanowki, Balinski, Schultz, Skowronski et Fintowski, reçoivent une indemnité de 1 000 francs : 600 francs pour le cheval et 400 francs pour le harnachement qu'ils ont laissés à l'île d'Elbe.

2. Selon Napoléon — et les chiffres qu'il donne, ne sont pas sûrs du tout, — le brick portait 500 hommes; le chebec l'*Etoile*, 200 hommes; l'esperonade la *Caroline*, 40, dont les marins de la garde; chacun des trois bâtiments de Rio, 200 hommes, Polonais, Corses et gendarmes; la polacre le *Saint-Esprit* avait certainement 250 hommes.

russe, le commissaire des guerres de la garde Lacour, le commissaire des guerres adjoint Vauthier, les officiers de la garde et l'élite, ce que Napoléon appelait la « tête » des troupes : si l'*Inscontant* arrivait seul sur les côtes de France, il mettrait à terre quatre cents grenadiers, et c'était assez pour que l'expédition réussît.

Au reste tous les navires étaient surchargés de munitions et de vivres. Il y avait sur le *Saint-Esprit* un tel encombrement qu'on pouvait à peine se remuer et durant le trajet on ne parvint qu'avec une difficulté extrême à descendre dans la cale pour y chercher des provisions.

## II

La flottille avait levé l'ancre le 26 mars à huit heures du soir et tous les bâtiments marchaient derrière le brick l'*Inconstant* sans perdre de vue sa lanterne suspendue au grand mât. Par malheur, si la mer était belle, le vent fut extrêmement faible; le calme survint et le 27, à sept heures du matin, on n'avait fait que six lieues.

On voyait encore l'île d'Elbe et, non sans émotion, on regardait la cime de ses montagnes dorée par les premiers rayons du soleil. Mais l'Empereur monta sur le tillac, et l'Elbe fut oubliée. On ne pensa plus qu'à lui; on l'accueillit comme s'il venait d'arriver. Il fit mettre un peu d'ordre parmi les grenadiers qui s'étaient entassés au milieu des canons et dans la cale; il distribua les postes; il exposa le but de l'entreprise à ses fidèles.

Ce but, qui ne le connaissait? Historiens, mémorialistes et Napoléon lui même ont dit que les soldats et les officiers ne savaient pas où ils allaient. Mais y a-t-il jamais, comme s'exprime un proverbe, des secrets d'abbé que les moines n'entendent pas? Depuis plusieurs jours nul n'ignorait à Porto-Ferrajo ni l'expédition, ni son objet. Le 23 février, de jeunes Elbois avaient prié Napoléon de les enrôler dans ses chevau-légers polonais. Le 24, le président du tribunal l'avait félicité publiquement d'aller reconquérir sa couronne. Le 25, tout Porto-Ferrajo répétait qu'un grand mouvement

avait éclaté dans la France entière contre les Bourbons et en faveur de Napoléon. Le 26, jour du départ, la garde assurait qu'elle irait à Paris, quel que fût le chemin, et, lorsqu'elle s'embarquait, elle criait *Paris ou la mort*!

« Es-tu content de rentrer en France? — dit Napoléon à un grognard. — Sire, répondit le soldat, il n'y a qu'une France dans le monde », et un sergent, avec la vivacité nationale, ajouta sur-le-champ : « Et il n'y a qu'un Empereur pour les Français ».

L'affection de ces hommes pour leur souverain était profonde. Ils l'appelaient non seulement *le petit Caporal* et *le petit Tondu*, mais *Jean de l'épée*. Ce nouveau et plaisant sobriquet qui date de l'île d'Elbe, signifiait que Napoléon n'était plus désormais qu'un pauvre cadet qui n'avait que la cape et l'épée.

Le brick avait doublé le cap Capraja lorsqu'à midi et quart la vigie signala la corvette anglaise la *Perdrix* qui venait de Livourne. C'était le vaisseau de Campbell! C'était le vaisseau qui portait et ramenait l'Argus britannique! Il se trouvait à six lieues de distance et il poussait vers l'est. Faisait-il route sur l'*Inconstant*?

« Qu'on se prépare au combat », dit l'Empereur.

« A l'abordage! — crièrent les soldats.

« A l'abordage! — répéta l'Empereur, et, s'il restait calme, deux rayons de feu, assure Pons, semblaient sortir de ses yeux. Mais plutôt que de combattre, ne valait-il pas mieux accélérer la fuite du brick? L'*Inconstant* avait à la remorque trois embarcations : sa chaloupe et les deux canots de l'Empereur. La chaloupe fut envoyée à un bâtiment du convoi et le canot le plus lourd coulé bas. Pourtant la corvette anglaise donnait encore des inquiétudes; à la faveur d'une jolie brise, elle avançait toujours; à deux heures, elle gagnait sensiblement; on distinguait clairement ses trois mâts et sans nul doute elle avait reconnu le brick. Pons et Malet vinrent prier l'Empereur de descendre dans l'entre-pont. Ce fut Pons qui porta la parole : « Sire, vos fidèles désirent que Votre Majesté ne soit pas sur le tillac si nous allons à l'abordage ». — « Je me cacherai donc, répondit l'Empereur,

tandis qu'on se battra; je crois, Messieurs, que vous plaisantez! » Mais, à trois heures, la *Perdrix* mettait le cap sur l'île d'Elbe et bientôt elle fut hors de vue.

On n'échappait à ce péril que pour tomber dans un autre. Afin d'éviter la corvette anglaise, on avait changé de route et approché d'une frégate française qui courait en avant de Bastia à quatre lieues du brick. C'était la *Fleur de lys*, une des frégates de la croisière que les Bourbons avaient naguère résolu d'établir. Derechef on trembla; derechef la sérénité de l'Empereur inspira confiance. A plusieurs reprises, il affirma que l'équipage de la frégate royale se prononcerait pour lui : « Ces marins, disait-il, sont de bons Français; ils aiment la patrie; s'ils viennent à nous, nous hisserons le pavillon tricolore, et ils suivront notre exemple. » Mais la *Fleur de lys* ne remarqua ni l'*Inconstant*, ni la flottille. Dans ce passage où, comme on s'exprimait alors, dans ce canal entre Livourne et la Corse, les bâtiments étaient toujours nombreux et l'escadrille impériale qui comptait cinq petites voiles sur sept batiments, n'excitait guère l'attention.

Il y avait à bord de l'*Inconstant* trois officiers de marine, Chautard, Taillade et Sari, et aucun n'était un loup de mer.

Chautard, venu de Toulon offrir ses services à l'Empereur, pilote sous Louis XVI, commandant de la flottille du lac de Garde sous la République, avait succédé à Taillade après le naufrage du brick au mois de janvier 1815. Mais il était médiocre, faible, usé. Au début de la traversée, le 27 février, il avait mis le cap sur l'Afrique, et à la vue de la corvette anglaise, il proposait de regagner Porto-Ferrajo!

Taillade, vaniteux, égoïste, effronté, médisant, maladroit, méritait sa disgrâce, et Drouot avait menacé de le renvoyer sur le continent. Mais il avait pris femme à l'île d'Elbe; le chasser, c'était mécontenter la population, et n'aurait-il pas en France répandu de méchants bruits? Il se trouvait donc sur l'*Inconstant* comme passager et depuis le départ, il répétait, non sans raison, que le brick n'était pas en bonnes mains. Si Chautard disait noir, Taillade disait blanc. Ce n'étaient, dit Pons, entre les deux hommes que discussions indécentes.

L'Empereur aurait pu confier l'*Inconstant* à l'enseigne

Sari. Il le savait très dévoué, fort instruit et capable de maintenir la discipline sur un bâtiment de guerre. Mais Sari était trop jeune; il comptait à peine six années de service, il n'avait pas encore vingt-quatre années d'âge.

Napoléon remplaça donc Chautard par Taillade. « Je vous fais, dit-il à Taillade, capitaine de frégate; conduisez-moi sur les côtes de France. — Sire, répondit Taillade, Votre Majesté y sera après-demain à midi. »

Mais l'Empereur donnait en même temps à l'enseigne Sari le grade de lieutenant de vaisseau, et ce fut Sari qui, de l'île d'Elbe au golfe Juan, dirigea réellement l'*Inconstant*; ce fut Sari qui, selon le mot de Pons, exerça le commandement, et Sari, comme lui-même l'a écrit, ne quitta pas le porte-voix durant les soixante-quatre heures de cette mémorable traversée [1].

Le 27, au soir, à cinq heures, se montra soudain un brick de guerre qui venait tout droit à l'*Inconstant*. On le prit d'abord pour un brick anglais, et une seconde fois l'Empereur ordonna de se préparer au combat. En un moment, tous les hommes réunis sur le pont se couchèrent à plat ventre. Les grenadiers ôtèrent leurs bonnets à poil et mirent des mouchoirs sur leur tête. Seul l'Empereur restait à l'arrière de l'*Inconstant*. Il avait fait enlever les sabords et charger les pièces : « Laissons approcher les ennemis, disait-il, et s'ils attaquent, sautons à l'abordage. »

Mais Sari, montant en haut d'un mât, reconnut le bâtiment. C'était le brick français le *Zéphyr*, commandé par le lieutenant Andrieu. Il fut bientôt à portée.

Or, Andrieu, quoique ami de Taillade, n'avait pas reconnu l'*Inconstant* dont la peinture était changée, et il l'examina

1. Jean-Mathieu-Alexandre Sari est l'aïeul maternel de M. le marquis de la Soudière à qui nous devons ces renseignements. Ancien élève de l'École militaire de Saint-Cyr, enseigne à bord du brick impérial depuis le 9 juillet 1814, lieutenant de vaisseau le 27 février 1815, il devait prendre le 27 mai à Toulon le commandement de l'*Inconstant*. Après Waterloo, il avait ordre de rejoindre l'Empereur aux États-Unis. Traqué en Corse pendant neuf mois, il se rendit à Rome. En 1818, Létizia l'envoyait en Amérique à Joseph Bonaparte. Le fidèle Sari passa quinze ans auprès de l'ex-roi d'Espagne. Sous la monarchie de juillet il fut à Paris le « correspondant » de Louis Bonaparte.

longtemps. Peut-être, à l'aspect des couleurs qui lui semblaient tantôt fraîches, tantôt effacées par les frottements des cordes et des voiles, crut-il rencontrer un forban d'Alger. Aussi fut-ce lui qui parla le premier et il héla l'*Inconstant* en anglais. Mais Taillade dont la voix lui était familière, lui répondit en français et ce fut dans cette langue que les deux hommes s'entretinrent.

— Où allez-vous? demanda Taillade.

— A Livourne, et vous?

— A Gênes.

— Comment se porte le papa? (Andrieu voulait dire l'Empereur).

— Répondez, dit l'Empereur à Taillade, que je me porte très bien.

— L'Empereur se porte très bien, répliqua Taillade.

Les deux vaisseaux étaient à une encâblure de distance. Ils se séparèrent. Malgré l'ordre de Napoléon, les grenadiers cherchaient à voir cet équipage français, le premier qu'ils voyaient depuis près d'un an. L'Empereur fit semblant de les gronder. Et il demanda à Pons : « Connaissez-vous cet Andrieu et que pensez-vous de lui? — Je le connais beaucoup, dit Pons, c'est un homme d'honneur, bon Français, plein de savoir et de modestie. »

Pons se trompait, et il se trompait encore lorsqu'il s'indignait plus tard contre le gouvernement de la Restauration qui destitua Andrieu. Quoi, malgré de longues années d'un service honorable, Andrieu était coupable parce qu'il n'avait pas deviné que l'*Inconstant* portait Napoléon et sa fortune! Pons ignorait qu'Andrieu écrivit le 14 mai suivant, à Decrès, ministre de la marine, qu'il devinait au soir du 27 février la destination de l'*Inconstant* et que s'il avait eu quelques doutes, ils s'étaient dissipés, lorsqu'il rencontra le convoi. Mensonge qui ne trompa personne! Andrieu voulait se faire valoir, et Decrès dit alors : « Il faut beaucoup de complaisance pour le croire. » Toutefois, ajoutait le ministre sur ce ton de scepticisme qui lui était familier : « Andrieu n'est pas sans mérite, et ce sera un héros de plus. » Le « héros » fut, le 31 mai, nommé capitaine de frégate. Mais les Bourbons revinrent, et, au mois de juillet, ils rayèrent Andrieu des listes de la marine.

Cette journée du 27 février fut donc pour les passagers de l'*Inconstant* pleine d'émotions et selon le mot de Pons, pleine de fortes secousses.

En échange, que de jouissances!

Napoléon fit des nominations dans la garde. Le chef de bataillon Malet fut promu major et les capitaines Lamouret et Loubers devinrent chefs de bataillon.

Puis l'Empereur annonça qu'il décorait de la Légion d'honneur tous ceux qui, partis avec lui de Fontainebleau en 1814, comptaient maintenant quatre années de service. Beaucoup de sous-officiers et soldats de la garde portaient déjà la croix. Ceux qui ne l'avaient pas, exultèrent de joie; ils acclamèrent l'Empereur et coururent à la caisse des signaux où le capitaine Chautard leur distribua des morceaux de serge rouge qu'ils mirent fièrement à leur boutonnière. Plus tard, quelques-uns de ceux qui reçurent cette faveur, disaient de leur vieux ruban que c'était *l'insigne du golfe Juan.*

Ce soir-là, Napoléon vécut dans le cercle de ses fidèles, et il fit avec eux comme un repas de famille. Il s'était assis à une petite table. Quarante à cinquante personnes l'environnaient, debout, l'assiette à la main, le pain sous le bras. Chacun, selon son tour, puisait à un grand vase plein de vin et buvait à la santé de l'Empereur.

Après le dîner, de neuf heures à minuit, Napoléon s'entretint librement avec ses compagnons. Un capitaine osa lui dire qu'il avait mal connu les hommes, qu'il s'était laissé trahir ou du moins qu'il n'avait pas su châtier les traîtres, et que ses maréchaux, enrichis par lui, n'avaient plus pensé qu'à conserver leur fortune.

« Vous avez raison, répliqua Napoléon, mais je n'ai jamais pu prendre sur moi de punir rigoureusement les hommes qui me trompaient après m'avoir servi; le souvenir du bien qu'ils m'avaient fait enchaînait ma colère, et Marie-Louise me disait qu'on avait tort de me croire méchant, qu'elle me voyait toujours prêt à pardonner. »

Il parla de ses maréchaux. « Ney, remarquait-il, n'aime personne; mais la nature l'a créé pour être brave. Masséna est, de tous les généraux français, celui qui montre sur le champ de bataille et quand le feu commence, le jugement

le plus sain et le coup d'œil le plus rapide. Augereau a fait en 1814 une proclamation bête, et il fera maintenant une proclamation qui ne vaudra guère mieux; mais, quoi qu'il fasse, je n'oublierai pas son rôle à Castiglione. »

Jamais Napoléon n'avait été plus aimable et plus familier. Sans donner le moindre signe d'ennui ou d'impatience, il répondait à toutes les questions, bien que certaines fussent un peu indiscrètes. Jzermanowski admirait son éloquence aisée, persuasive, et assurait que chaque mot était digne de passer à la postérité.

## III

Le 28 février, à la pointe du jour, après avoir doublé le cap Corse durant la nuit, tous les bâtiments se réunirent. Aucune voile suspecte ne parut dans la matinée. Vers midi, un vaisseau de 74 fut signalé à quatre lieues de la flottille; il semblait, toutes voiles dehors, se diriger sur elle; on ne savait à quelle nation il appartenait; mais, vers quatre heures, on se rassura et à cinq heures, on eut la certitude qu'il suivait son chemin, soit vers Saint-Florent soit vers la Sardaigne, sans s'occuper de l'escadrille.

Le vent demeurait favorable. Au lever du soleil, on avait pu voir au loin les montagnes de Ligurie et deux heures plus tard, on découvrait le cap de Noli et le cap delle Mele. L'Empereur témoignait sa joie de s'être soustrait aux croisières et d'avoir passé, comme il disait, au milieu des vaisseaux de guerre des différentes nations. « C'est une journée d'Austerlitz », s'écriait-il.

Dans la matinée, d'après le texte imprimé par Broglia à Porto-Ferrajo, il dictait à son secrétaire particulier Rathery les deux proclamations qu'il avait d'abord intitulées *l'Empereur Napoléon au peuple français* et *l'Empereur Napoléon à l'armée*. Par l'écoutille ouverte de sa chambre on le voyait et l'entendait facilement. La dictée finie, il communiqua les deux proclamations à Pons. Le bonhomme les lut dévotement. Il proposa quelques légères corrections que Napoléon adopta, et il a depuis assuré que ce fut le plus beau moment de sa vie,

que cet assentiment impérial était la plus précieuse récompense de son dévouement[1].

Les deux proclamations furent lues à haute voix sur le tillac. Elles excitèrent le plus vif enthousiasme. On les fit transcrire aussitôt pour les distribuer après le débarquement et il y eut avant la nuit une centaine de copies. Quiconque avait une belle main, fut mis en réquisition. L'Empereur vit le trésorier Peyrusse qui s'adossait à un mât. Pourquoi le trésorier ne se joignait-il pas aux calligraphes du bord? Peyrusse répondit qu'il avait souffert du mal de mer pendant toute la nuit, qu'il en souffrait encore, qu'il ressentait de grandes douleurs de tête. « Bah, bah ! dit l'Empereur, l'eau de la Seine guérira tout cela. » Le trésorier levait incrédulement les épaules. « Monsieur Peyrusse, reprit Napoléon, nous serons à Paris pour la fête du roi de Rome. »

Ces deux proclamations étaient un peu longues, mais elles ont quelque chose de fier et de vibrant qui parlait à l'imagination et remuait le cœur.

La première s'adresse au peuple français. Napoléon, après avoir flétri la défection d'Augereau et la trahison de Marmont, ces deux généraux, qui, selon lui, changèrent en 1814 le destin de la guerre, disait qu'il s'était exilé dans l'intérêt

1. Pons n'est pas difficile à satisfaire, et il grossit toujours les choses. Voici les menues différences que le texte elbois des deux proclamations offre avec le texte postérieur (nous mettons le texte elbois en italique et le texte postérieur entre parenthèses) et sans doute tous ces changements ne sont pas du seul Pons.

1° Proclamation au peuple français :

*qui se serait assis sur mon trône* (qui serait assis);
*à s'étayer du droit féodal* (à s'étayer des principes du droit féodal);
*qui n'ait eu le droit et qui ne se soit soustrait* (qui n'ait eu le droit de se soustraire et ne se soit soustrait);
*de tant devoir* (de tout devoir).

2° Proclamation a l'armée :

*ce que tout le monde admire* (ce que le monde admire);
*dans ces grandes journées* (dans nos grandes journées);
*sont humiliés* (sont tous humiliés);
*le souverain légitime était* (les souverains légitimes étaient);
*leurs affections* (leur affection);
*y avaient empreint* (y ont empreinte).

de la patrie. Mais il avait entendu les vœux des Français qui réclamaient le gouvernement de leur choix, le gouvernement national. Il revenait donc les soustraire au déshonneur, car c'était un déshonneur d'obéir à un prince imposé par l'ennemi. Il revenait renverser ce prince qui n'invoquait que les principes du droit féodal et n'assurait que les prétendus droits d'un petit nombre d'hommes. Toujours il ignorerait ce que les individus avaient fait, écrit ou dit depuis la prise de Paris; il ne conserverait que le souvenir des services rendus, puisqu'il y a « des événements d'une telle nature qu'ils sont au-dessus de l'organisation humaine ».

Certes, dans cette première proclamation, l'Empereur a tort d'imputer uniquement à Marmont et à Augereau ses revers de 1814. Mais le ferme et noble langage qu'il tenait en se déclarant l'élu du peuple, le représentant de la Révolution et le champion de l'honneur national, devait faire et fit une profonde sensation.

La deuxième proclamation, plus belle que la première, était une proclamation de Napoléon à l'armée.

Les Bourbons, disait l'Empereur, avaient humilié les vétérans des armées de Sambre-et-Meuse, du Rhin, d'Italie, d'Égypte, de l'Ouest et de la Grande Armée; ils n'avaient donné honneurs, récompenses et affection qu'à ceux qui les avaient servis contre la patrie, qu'à une poignée d'hommes arrogants, à des gens qui durant vingt-cinq années avaient combattu dans les rangs étrangers en maudissant la France. Mais Napoléon avait entendu la voix de ses soldats. Il les appelait à lui. Souffriront-ils que l'émigration calomnie leur gloire et qu'elle s'empare de tout? Qu'ils arrachent donc les couleurs que la nation a proscrites et qu'ils les remplacent par cette cocarde tricolore qu'ils portaient dans leurs grandes et immortelles journées! Qu'ils viennent avec lui délivrer Paris de la souillure empreinte par la trahison et par la présence de l'ennemi!

La proclamation est en certains endroits un peu emphatique et elle offrait des redites[1].

1. « Nos aigles... eux qui n'ont jamais pu en soutenir les regards » et plus

Mais qui ne connaît cette fin superbe, si véhémente, si propre par ses répétitions et par ses images à frapper, à enflammer les esprits? « Soldats, venez vous ranger sous les drapeaux de votre chef; son existence ne se compose que de la vôtre; ses droits ne sont que ceux du peuple et les vôtres; son intérêt, son honneur et sa gloire ne sont autres que votre intérêt, votre honneur et votre gloire. La victoire marchera au pas de charge; l'aigle, avec les couleurs nationales, volera de clocher en clocher jusqu'aux tours de Notre-Dame! »

Chateaubriand a dit que ces aigles qui volèrent de clocher en clocher jusqu'à Paris, s'abattirent fatiguées sur les cheminées des Tuileries et qu'elles ne purent aller plus loin; la phrase jolie, mais inexacte, n'a pas fait oublier les mots éloquents de Napoléon.

Tous ceux qui, sur le pont de l'*Inconstant*, entendirent cette péroraison, admirèrent, comme Peyrusse, la simplicité, la chaleur et l'énergie du style.

Les ennemis mêmes de Napoléon remarquèrent alors avec quelle adresse il éveillait d'héroïques souvenirs, avec quelle puissance il évoquait les noms magiques de gloire et de liberté.

Quelques jours plus tard, Ney et son lieutenant Bourmont louaient hautement la proclamation à l'armée, et surtout les deux passages : *l'aigle volera de clocher en clocher jusqu'aux tours de Notre-Dame* et *la victoire marchera au pas de charge*. « Cette proclamation, disait le maréchal, est bien faite; on n'écrit plus comme cela et le roi devrait écrire dans ce genre; cela plairait davantage aux troupes; cela aurait sur elles une grande influence; c'est ainsi qu'on doit leur parler et qu'on les émeut. » Bourmont approuvait Ney. Mais il conseillait de cacher la proclamation aux soldats. Selon lui, des mots comme « l'aigle qui vole » et « la victoire qui marche au pas de charge » auraient sur eux un effet immanquable.

L'impression fut, en réalité, indicible. Les grognards répétèrent les paroles de Napoléon. L'un d'eux, Alexandre Gauvillier, mandait d'Autun, le 15 mars, à un ami de Paris que

loin « reprenez vos aigles... pensez-vous qu'ils puissent en soutenir la vue? » Et encore : « Que nous avons vus pendant vingt-cinq ans combattre dans les rangs des armées étrangères », et plus loin : « qui combattirent vingt-cinq ans avec l'étranger ».

l'aigle et le drapeau tricolore flotteraient bientôt sur la tour Notre-Dame!

Il y avait une troisième proclamation, celle de la garde impériale au reste de l'armée.

Elle aussi avait été imprimée par Broglia à Porto-Ferrajo. Mais elle ne fut pas dictée et copiée sur le pont de l'*Inconstant*. On la répandit plus tard que les deux autres, et les premières troupes qui l'aient connue, sont celles qui, le 7 mars, à Laffrey, se prononcèrent pour l'Empereur.

La garde déclarait qu'elle ramenait l'Empereur, qu'elle revenait avec la cocarde nationale et l'aigle impériale. Elle exhortait l'armée à fouler aux pieds la cocarde blanche, ce « signe de la honte et du joug imposé par l'étranger et la trahison ». Des vaincus devaient-ils lui donner la loi? Qu'avaient fait les Bourbons depuis leur retour? Ils n'avaient rien oublié ni rien appris; ils n'avaient écouté que leurs préjugés; ils avaient violé les droits du peuple. Ils avaient donné la Légion d'honneur à tous les traîtres, et ne l'avaient-ils pas prodiguée pour l'avilir? Les émigrés n'étaient-ils pas des héros et les soldats de Napoléon, des rebelles? Faudrait-il bientôt, pour parvenir aux honneurs et aux récompenses, avoir porté les armes contre sa patrie? Pour être officier, il suffirait d'être noble! Les soldats de la grande nation, les soldats de Napoléon seraient donc les soldats d'un prince qui vingt années durant avait été l'ennemi de la France! Qu'ils se lèvent, ainsi que les officiers en retraite et les vétérans! Que tous courent aux armes et viennent joindre et l'Empereur et la garde et les aigles tricolores, pour faire rentrer dans le néant les adversaires du peuple et de l'armée[1]!

1. La proclamation imprimée par Broglia à Porto-Ferrajo était intitulée : « Les généraux, officiers et soldats de la garde impériale aux généraux, officiers et soldats de l'armée ». Voici les variantes qu'elle offre avec la vulgate :

*pour* (par) ... « par l'introduction, par le remplacement »;
*être* (rester) ... « le soldat devra toujours rester »;
*un Vieuxmesnil* (un Vioménil);
*naturalisent* (naturalise);
*un Roger-Damas*... (on a imprimé *Royer* et le nom manque dans le texte du continent);
*consentez-vous* (continuerez-vous);

On a nommé cette proclamation la proclamation des officiers de la garde ou la proclamation de Drouot, parce qu'elle fut signée par Drouot, aide-major général, par le lieutenant-colonel Malet et autres officiers de la garde. On a même dit que Drouot l'avait rédigée. Mais il y a dans cette proclamation, que les juges de Cambronne déclaraient incendiaire, quelque chose de bref, d'âpre, de violent qui ne sent pas son Drouot, et le général vit avec peine que Vioménil, lorrain comme lui, fut, dans cette pièce, accusé par Napoléon d'avoir insulté Masséna. D'un bout à l'autre, et notamment dans la conclusion « que la postérité dise un jour... », la proclamation dite de Drouot est napoléonienne par le ton, par la langue [1], et ces trois proclamations, proclamation au peuple, proclamation à l'armée, proclamation de la garde aux troupes françaises, ainsi que les deux proclamations aux habitants et aux soldats de la Corse [2], ont sûrement Napoléon pour auteur. Il les a faites à l'île d'Elbe, le même jour, ce 25 février où il s'est enfermé dans son palais.

Naturellement, il lui fut très difficile de varier les expressions. Aussi, dans toutes reviennent les mêmes épithètes, les mêmes phrases. Dans toutes, nous lisons que l'Empire a été malheureux, mais non vaincu; que les Bourbons et leurs partisans ne peuvent soutenir le regard des aigles impériales; qu'ils n'ont qu'orgueil et ignorance; qu'ils ne

*et nous avoir consultés...* cette phrase du texte continental manque dans le texte elbois;

*courrez* (courez);

*notre* (votre)... « votre Empereur »;

*voulaient s'y opposer* ( « osent vous attendre »).

*pour* (de) ..« de verser »;

*à donner les premiers l'exemple* (à l'honneur de donner les premiers l'exemple).

*le trône* (ce trône);

*signés* (ont signé);

parmi les signataires, figurent les lieutenants *Paris, Noisol, Arnaud* et les sergents-majors *Tussin, Escribe, Puisproux* qui manquent dans le texte du continent (lequel en revanche, offre un nom nouveau, le nom du lieutenant *Malet*).

1. Les variantes mêmes fournies par le texte de Porto-Ferrajo prouvent — outre l'affirmation de Cambronne — que la proclamation des officiers de la garde ou de Drouot fut rédigée par Napoléon. Il suffirait de remarquer que l'Empereur seul a pu dire Vieuxmesnil pour Vioménil (il était coutumier de ce genre de faute), et Drouot n'aurait pas osé prononcer le nom de Roger de Damas.

2. Nous avons parlé ailleurs de ces deux proclamations.

voient dans le soldat qu'un révolté; qu'il faut donc arborer le drapeau tricolore; qu'il faut faire disparaître un gouvernement illégitime. On peut dire, en usant d'une de ses expressions favorites, que Napoléon tire à boulets rouges sur le trône de Louis XVIII.

La matinée du 28 février avait été consacrée aux proclamations. L'après-midi apporta comme une bouffée de l'air du pays.

Un marin reconnut soudain les montagnes qui dominent la pointe de la Garoupe. Un cri d'allégresse éclata. Officiers et soldats saluèrent le sol natal avec émotion. L'Empereur, dans sa joie, donna tout son argent de poche au matelot qui le premier avait découvert la terre de France. Il leva son chapeau. « Vive la patrie! », dit-il tout haut. Chaque fois qu'il montait de sa chambre sur le tillac, il répétait : « Voyons notre belle France. Voyons notre chère patrie! », et tous ceux qui l'entouraient, criaient : « Vive la patrie, vive la France, vive Napoléon! »

## IV

Le 1er mars serait, sans nul doute, le jour du débarquement. Le ciel était pur et la mer calme. Le vent qui restait propice enflait doucement les voiles du brick. Les fidèles se disaient les uns aux autres qu'ils toucheraient bientôt le sol sacré, qu'ils étaient les enfants de la patrie et qu'ils venaient la délivrer.

Bientôt la côte de Provence se déroula devant leurs yeux. Ils aperçurent distinctement la plage de Nice. A midi, ils étaient par le travers d'Antibes. A une heure et demie, ils voyaient la ville et ses maisons grises et le fort Carré. A deux heures ils étaient dans la passe du Golfe Juan. A trois heures ils mouillaient au milieu de la baie.

Napoléon regardait attentivement la côte et semblait, assure Pons, maîtrisé par un sentiment religieux. Voilà tous les endroits, les coteaux, les forêts de pins qu'il parcourait vingt et une années auparavant, en 1794, lorsqu'il était général d'artillerie! Voilà ce fort Carré où il avait été détenu

pendant quinze jours sur l'ordre des représentants Saliceti et Albitte après la mort de Robespierre! Voilà Antibes, d'où il avait tiré tant de munitions, tant de charrettes et de canons pour les envoyer à l'armée d'Italie! Voilà le Golfe Juan qu'il avait mis en état de défense, et il cherchait des yeux l'emplacement des batteries de la Fourcade et de la Gabelle qu'il avait établies sur le rivage. Voilà Cannes où il avait placé une autre batterie et les îles Sainte-Marguerite et Saint-Honorat qu'il avait fortifiées et qu'on appelait en ce temps lointain soit les îles Marguerite et Honorat, soit les îles Le Peletier et Marat. C'est là qu'avait commencé sa carrière, et il s'écriait : « Je dois tout à la Révolution; je dois tout à la France. Mes ennemis ont prétendu que je n'étais pas Français, que je ne portais pas les Français dans mon cœur, que je ne confondais pas mes intérêts avec les intérêts de la France. Mais j'aimerais la France et je lui vouerais toute ma reconnaissance si je n'étais qu'un simple général, et elle m'a fait monter sur le premier trône du monde! »

Il ordonne alors d'arborer la cocarde tricolore et de distribuer toute l'étoffe qui se trouverait à bord. Cette fois encore les vivats éclatent; on bat des mains, on trépigne des pieds, et Pons craint un instant que le vaisseau ébranlé ne s'enfonce dans la mer. « Cela, dit l'Empereur, vaut mieux que le plus beau discours et je voudrais que la France pût voir ces transports patriotiques! » Mais les soldats n'avaient pas besoin d'une cocarde nouvelle; ils cachaient l'ancienne au fond de leur shako. Quant à Napoléon, il dut troquer la sienne contre une neuve que le major Malet lui offrit au nom de la garde impériale. Quelques officiers désiraient conserver les trois abeilles de l'île d'Elbe et ils firent cette proposition. « Messieurs, leur répondit Napoléon, la volonté du peuple français a solennellement consacré la cocarde nationale aux trois couleurs; il n'est pas en mon pouvoir de la changer; nous ne devons vouloir que ce que veut la nation. »

Un déjeuner improvisé fêta la résurrection de la cocarde. Les braves reçurent toutes les provisions qui restaient. « Messieurs les grognards, dit Napoléon, le soleil luit pour tout le monde; venez prendre votre part; que chacun mange et que chacun boive. » Les vieux grenadiers s'amusèrent comme

des gamins de Paris; sans sourciller et sans rire, ils venaient recevoir une portion, et sitôt qu'ils croyaient échapper aux regards de l'Empereur, ils faisaient des grimaces et des gambades que Napoléon avait l'air de ne pas voir.

On but du bordeaux, du bourgogne, du champagne, du tokay. Le commissaire des guerres Vauthier chanta des couplets patriotiques. Pons déclama des strophes qui célébraient le retour du héros et le vol de l'aigle victorieuse.

Napoléon était très gai. Il s'entretint aimablement avec chacun. « Avez-vous toujours le mal de mer? » dit-il à Peyrusse. Mais lorsque approcha l'instant du débarquement, il devint sérieux, grave, et les dernières paroles qu'il prononça sur le brick avaient quelque chose de solennel. De nouveau, devant ses fidèles, il exposa les chances qu'il avait et l'espoir qui l'animait. Il exprima sa confiance dans ses grenadiers accoutumés à braver les périls et il conclut ainsi : « Il n'y a dans l'histoire aucun exemple d'une action aussi hardie. Mais j'ai mis en ligne de compte les dispositions de l'esprit public, le ressentiment du peuple contre les alliés, l'amour de mes soldats et tous les éléments napoléoniens qui germent encore dans notre belle France. J'ai mis en ligne de compte l'étonnement, la stupeur que produira, sur les Bourbons, la nouvelle d'une entreprise audacieuse et inopinée. Mille projets se formeront; la résistance ne sera complète nulle part; j'arriverai sans que rien soit organisé contre moi. Dans un cas comme celui-ci, on doit penser lentement, mais agir vite. J'ai longtemps pesé mon projet, je l'ai très mûrement examiné. La gloire, les avantages que nous vaudra le succès, je n'ai pas besoin d'en parler amplement. Si nous échouons, la destinée qui nous attend n'a rien d'effrayant pour des hommes qui depuis leur enfance ont envisagé la mort sous tant de formes. Cette destinée, nous la connaissons et la méprisons, puisque nous avons vu mille fois en face les pires choses qui résultent d'un revers. »

# LE GOLFE JUAN

## I

Napoléon projetait d'abord de débarquer à Fréjus : sur le pont de l'*Inconstant*, les officiers l'entendirent parler de Fréjus, et les journaux royalistes ne manquèrent pas de dire qu'il revenait sur cette terre qui l'avait quinze années auparavant accueilli comme un libérateur et, cette fois, pour périr comme un rebelle.

Mais, après mûre réflexion, Napoléon avait préféré le Golfe Juan à Fréjus. De tous les points du littoral de la Provence, le Golfe Juan était le plus favorable à son dessein. Près de là, à Cannes et à Grasse, il trouvait le chemin le plus court, le plus direct pour aller à Grenoble et à Lyon. Pas le moindre obstacle. La garnison d'Antibes, même hostile, était faible et trop éloignée pour s'opposer au débarquement. Pas d'autre troupe qu'un poste de douaniers.

Sur la plage aujourd'hui peuplée de villas et à l'endroit où s'étend la commune de Juan-les-Pins, on ne voyait, en 1815, qu'une vieille tour carrée et un petit hameau formé de masures éparses où les paysans déposaient leurs poteries.

La tour, située à quarante mètres de la mer, sur l'emplacement de la villa Lydia actuelle, servait jadis d'entrepôt de sel. De là son nom : tour de la Gabelle.

Le hameau, lui aussi, s'appelait la Gabelle et il dépendait de la commune de Vallauris.

Un chemin creux, bordé d'oliviers, reliait la plage à la grande route et menait directement au lieu où s'élève maintenant la colonne commémorative qui porte ces mots : Souvenir du 1er mars 1815.

A gauche de cette colonne la route conduit à Cannes; à droite, elle conduit à Antibes. A cent pas du monument, le chemin de Cannes croisait le chemin de Vallauris et à ce carrefour était l'auberge tenue par Jacomin, le Jacomin que Chateaubriand vit en 1838.

## II

Les premières troupes qui prirent terre furent celles du brick l'*Inconstant*. Elles se servirent, pour atteindre le rivage, des embarcations de tous les bâtiments et d'un gros bateau ou brigolet qui se trouvait au mouillage; les poteries de Vallauris dont le brigolet était chargé, furent endommagées ou brisées, et le trésorier Peyrusse paya plus tard une indemnité de 1 200 francs.

Mais le débarquement fut plus long qu'on ne l'avait pensé et les relations officielles n'ont pas retracé ses lenteurs et ses difficultés. La nuit était déjà venue que la polacre le *Saint-Esprit* avait encore des soldats et des bagages à son bord.

Deux coups de canon avaient annoncé l'atterrissement. L'intendant de santé, le vieux capitaine au long cours Carbonnel accourut. Il tenta d'arrêter les premiers débarqués et de soumettre les chaloupes à la visite. « Il faut, criait-il, respecter les règlements! — C'est l'Empereur qui arrive, lui dit un officier, et il a le droit de donner toutes les permissions. » Les douaniers assistaient à la scène. Les grenadiers leur distribuèrent des cocardes tricolores. « Tiens, mon garçon, dit l'un d'eux en mettant cet emblème au shako d'un gabelou, tiens, est-ce que celle-là ne te va pas mieux? C'est la cocarde de l'honneur. »

Les paysans du voisinage s'étaient enfuis au bruit du canon et à la vue des grognards. Ces débarqués, n'étaient-ce pas des Anglais ou des corsaires d'Alger? Quelques-uns, plus étonnés qu'effrayés, restaient à distance. Peu à peu rassurés, ils s'approchèrent, se pressèrent pour vendre leurs denrées, pour causer avec les soldats et surtout pour voir l'Empereur.

Napoléon descendit de l'*Inconstant* à trois heures. La mer était houleuse, et la barque qu'il montait, n'avançait que lentement, malgré les efforts de six rameurs. Une longue planche jetée de la barque sur le rivage, lui servit de passerelle, et entre deux haies de marins de la garde qui se tenaient dans l'eau jusqu'à mi-corps, il prit terre au milieu des cris de : *Vive l'Empereur!*

Il s'établit d'abord à l'entrée du chemin creux dans une maisonnette où ses gens avaient mis un fauteuil et dressé un lit de camp. La fumée du feu qu'ils allumèrent l'incommoda bientôt. Il alla s'asseoir sous un olivier qui depuis a disparu, mais qui fut longtemps célèbre dans la contrée; un voyageur atteste en 1835 que les passants aimaient à se reposer sous ce gros arbre au dôme grisâtre et à l'ombrage prophétique.

L'Empereur s'entretint avec les indigènes. Il vit une femme enceinte et il félicita la future mère, lui offrit d'être parrain : « L'enfant, disait-il en souriant, sera grenadier de la garde », et du doigt il montrait ses grenadiers.

Dès son arrivée, il avait fait toutes ses dispositions pour se mettre à l'abri d'une surprise. Les canonniers occupèrent l'emplacement de deux batteries naguère désarmées et dites l'une batterie de la Fourcade et l'autre batterie de la Gabelle. Des postes furent établis sur la grande route, au pont du Riou de la Gabelle, à la hauteur du Val des Roses et sur le chemin de Vallauris. Autour du bivouac de l'Empereur, tant qu'il fit clair et plus tard à la lumière des lanternes, des officiers et des sous-officiers copièrent les proclamations; des tambours, des troncs d'arbre, des pierres leur servirent de pupitres.

Les chevaux de cavalerie manquaient.

— Combien en avez-vous embarqué? dit Napoléon à Jzermanowski.

— Sire, je n'en sais rien, répondit Jzermanowski, et moi-même je n'ai pas de cheval.

— Eh bien! moi j'ai quatre chevaux; partageons-les; j'en prends un, vous aussi en aurez un, puisque vous commandez ma cavalerie; Bertrand, Drouot et Cambronne s'arrangeront des deux autres comme ils pourront.

On alla quérir les quatre chevaux, et lorsque Bertrand et Drouot eurent déclaré qu'ils iraient à pied, Cambronne et Malet furent, avec Napoléon et Jzermanowski, les seuls officiers montés. Mais l'Empereur avait donné au colonel polonais une poignée de napoléons en le chargeant d'acheter aux paysans tous les chevaux qu'il trouverait. Le colonel en acheta quinze qu'il paya sans marchander, et ces chevaux furent attelés aux deux pièces de canon qu'on avait et au landau impérial, amené de Porto-Ferrajo par le *Saint-Esprit*.

Pareillement, les moyens de transport faisaient défaut. On agit comme en pays conquis. Toutes les voitures qui passaient furent réquisitionnées. Peyrusse et Jzermanowski étaient sur la route avec quatre grenadiers et quatre Polonais. Une grosse roulante parut. Le trésorier se l'adjugea; mais, pendant que les soldats arrêtaient le véhicule, il restait un peu en arrière et cachait sous sa redingote la broderie de son habit. Le cocher se débattit. Les voyageurs mirent la tête à la portière en jetant des cris d'effroi : ils croyaient avoir affaire à des pirates. Peyrusse s'approcha; il reconnut un sous-inspecteur aux revues qui se rendait avec sa femme à Antibes. Il calma l'inquiétude des deux époux, leur apprit le débarquement de Napoléon, leur montra le bivouac impérial; mais, ajoutait-il, il avait besoin de leur voiture pour transporter ses malles; ils la retrouveraient à Cannes; ils n'avaient qu'à patienter.

## III

On arrêta de même tous les allants et venants, entre autres un voiturier, un maire de village, un courrier du prince de Monaco et le capitaine d'artillerie Alexis Gazan.

Le voiturier avait traversé la France entière, et il dit à Bertrand avec naïveté : « Ah! Monsieur, je suis bien fâché de vous voir. Certainement, vous avez des amis. Mais nous commencions à être tranquilles, et qui sait ce qui adviendra? Vous allez tout troubler. »

Le maire — il se nommait Bellissimo et il était maire de La Colle — remarqua que Napoléon avait peu de soldats, que la faiblesse de ses moyens d'action ne répondait pas à son entreprise.

Le courrier du prince de Monaco — il s'appelait Milowski — portait une livrée écarlate galonnée d'or. Employé d'abord dans les écuries de l'Impératrice, il était entré, depuis la mort de Joséphine, au service du prince. Il reconnut Napoléon et il parut ivre de joie en revoyant l'Empereur sur la terre de France. « Sire, dit-il, tous les Français partageront mon bonheur. L'armée et le peuple sont pour vous. De Paris à Montélimar j'ai entendu crier : *Vive l'Empereur!* On ne veut

plus de Bourbons ni de leurs nobles ni de leurs princes. On s'est en quelques endroits moqué de ma livrée. On vous attend, Sire, comme les Juifs attendent le Messie. Cependant la Provence n'est pas aussi bonne que le reste du pays. »

Le capitaine d'artillerie Alexis Gazan, alors à la demi-solde, revenait à cheval du Cannet à Antibes lorsqu'à son grand étonnement, il rencontra, sur le parapet de la batterie de la Fourcade, des soldats qu'il reconnut à leurs bonnets à poils et à leurs parements rouges pour des canonniers de la garde impériale. L'un d'eux qu'il interrogea, lui répondit qu'ils arrivaient de l'île d'Elbe, qu'ils avaient la permission de rentrer en France et qu'ils faisaient une promenade.

Gazan poursuivit sa route. Un douanier qu'il croisa, lui apprit que l'Empereur était descendu quelques instants auparavant à la Gabelle. L'officier hâta sa marche. A l'endroit où se trouve aujourd'hui la colonne commémorative il fut arrêté par un sous-lieutenant qui lui ordonna d'attendre le général Bertrand.

Ce ne fut pas le général Bertrand qui se présenta. Ce fut le lieutenant Larabit, le seul des officiers du génie qui ait suivi Napoléon à l'île d'Elbe. A peine débarqué, Larabit avait demandé des nouvelles de Gazan, son compagnon de salle à l'École polytechnique, et il lui écrivait un billet lorsqu'il apprit que son camarade passait justement sur la route. Les deux amis s'embrassèrent. Mais Gazan refusa de se rallier à la cause de l'Empereur et invoqua le serment prêté au roi. « Nous venons, disait Larabit, relever le drapeau et la force de la France; nous croyons que la France attend l'Empereur et veut lui confier encore ses destinées. — Vous venez, répliqua Gazan, allumer la guerre civile. »

Cette réponse de Gazan, était, comme rapporte Larabit, peu encourageante.

Drouot, qui survint, ne fut pas plus heureux.

— Vous ne voulez pas marcher avec nous, dit le général.

— Mon général, répondit Gazan, je ne le dois pas, je suis lié au roi par mon serment de fidélité.

— Mais vous ne partirez pas sans voir l'Empereur.

— Mon général, je n'ai en ce moment d'autre désir que

d'aller rassurer ma famille, et je vous prie de me faire rendre mon cheval.

— Attendez-moi un instant.

Drouot s'éloigna. Lorsqu'il revint, il prit Gazan par la main. « Venez, dit-il, l'Empereur désire vous voir. »

L'Empereur se promenait dans une de ces bandes de terre qui séparaient les vignes et que les gens du pays nomment des planches. Il portait, a écrit Gazan, l'uniforme de colonel des grenadiers de la garde, la cravate noire qui cachait le col de la chemise, le petit chapeau et la redingote grise. Autour de lui s'agitaient officiers et fonctionnaires. Il n'y avait personne dans les deux planches avoisinantes. Un peloton de grenadiers occupait les deux suivantes à droite et à gauche.

L'entretien de Napoléon avec le capitaine Gazan dura quelques minutes.

— Vous êtes neveu du général Gazan; c'est un homme que j'aime et que j'estime.

— Sire, je ne suis que son homonyme.

— Où est-il?

— Il habite Grasse.

— Drouot vous aura remis des proclamations pour lui. Allez-vous à Grasse?

— Sire, il est tard et je voudrais rentrer à Antibes ce soir.

— Vous n'y entrerez pas; on a fermé les portes.

— Sire, on me les ouvrira parce que je suis du pays.

— Vous avez un cheval?

— Oui, Sire.

— Voulez-vous me le vendre?

— Sire, il n'est pas à moi, et je ne peux en disposer.

— Allez donc à Antibes, vous êtes libre.

Gazan rejoignit Drouot. Le général le pria d'emporter un exemplaire de la proclamation impériale au peuple français.

— Vous pouvez, — ajouta Drouot, — la faire connaître à vos compatriotes, sans vous compromettre.

— Il n'appartient pas, mon général, à un simple particulier comme moi de publier cette proclamation; mais je la remettrai à l'autorité supérieure qui commande à Antibes.

— Soit, — dit Drouot, et il remit la proclamation à Gazan.

— Adieu, monsieur Gazan, j'espère que j'aurai le plaisir de vous revoir dans un temps moins difficile.

— Mon général, je vous répète que j'ai prêté serment à un autre souverain, mais si l'Empereur remonte sur le trône, je le servirai comme par le passé.

L'officier regagna la grande route. Il y retrouva son cheval; il partit au galop, après avoir passé deux heures au Golfe Juan; il atteignit Antibes à la nuit close, réussit à entrer dans la ville et vint aussitôt raconter ses aventures au Conseil municipal et au Conseil de guerre qui siégeaient en permanence. Tout le monde se récria; personne ne voulait croire que Napoléon fût à la Gabelle et l'on fît cent questions à Gazan pour s'assurer qu'il ne se trompait pas et que c'était bien l'Empereur en personne, que c'était bien Napoléon en chair et en os qu'il avait vu[1].

## IV

Napoléon n'avait rien tiré d'Alexis Gazan, sinon ce renseignement, que le lieutenant-général Gazan vivait en demi-solde à Grasse. C'était le premier officier de l'armée royale qu'il rencontrait et cet officier avait objecté ce que d'autres allaient sans doute objecter : la parole donnée à Louis XVIII. L'Empereur comprit que certains officiers ne le suivraient pas ou ne le suivraient qu'emportés par le flot, entraînés par la volonté des soldats.

Il essaya de séduire le lieutenant des douanes royales du Golfe Juan, Maquin. Cet homme, ancien soldat, était actif, zélé, intelligent; Napoléon lui offrit du service. « Je suis à mon poste, répliqua Maquin, et je resterai fidèle au souverain qui me l'a confié. » L'Empereur ne se fâcha pas; il appela Bertrand qui, sur son ordre, prit le nom du lieutenant des douanes.

L'arrivée d'un ami d'autrefois consola Napoléon. Cet ami, c'était Girard-Doucet qui vivait en propriétaire à Vallauris.

1. Alexis Gazan, né à Antibes en 1792, devint colonel et directeur d'artillerie à Toulon. Il n'est mort à Antibes qu'en 1887, à l'âge de quatre-vingt-quinze ans, et, dans les temps derniers de sa vie, il se qualifiait « le doyen des colonels de France ». Sous-lieutenant en 1812, il avait fait la campagne de 1813 et vu Lützen, Bautzen, Leipzig — où était tombé son oncle, le général Vial — et Hanau. Aussi, à la fin de 1813, était-il déjà capitaine.

Aurait-il été, comme on l'a dit, élève d'une École militaire et camarade de Napoléon? Mieux vaut croire que Napoléon l'avait connu lorsqu'il commandait l'artillerie des côtes. Quoi qu'il en soit, à la nouvelle du débarquement, Girard enfourcha son cheval et accourut de Vallauris. Il mit pied à terre et, chapeau bas, pendant que Jacomin tenait la bride de sa monture, il aborda l'Empereur qui se promenait entre Bertrand et Drouot.

— C'est toi, Girard? — lui dit Napoléon.

— Oui, Sire, c'est moi qui viens offrir à Votre Majesté mon entier dévouement.

Après un entretien de quelques instants, Girard regagna Vallauris au galop et rassembla des chevaux et des mulets, des charrettes et des provisions pour les débarqués de l'île d'Elbe.

— Monsieur Girard, — lui avait dit Jacomin, — c'est bien l'Empereur au moins?

— Oui, mon garçon, c'est bien lui.

— Lequel des trois est-ce donc?

— C'est celui qui est au milieu et qui m'a fait remettre mon chapeau sur la tête.

## V

Cependant le vent jusqu'alors favorable avait entièrement changé de direction. L'Empereur résolut de renvoyer sans retard sa flottille à l'île d'Elbe, et les bâtiments durent mettre à la voile aussitôt que possible.

Tous partirent dans la nuit. Seuls, l'*Inconstant* et le *Saint-Esprit* ne regagnèrent pas l'île d'Elbe.

L'*Inconstant* se rendit à Gaëte, puis de là, sur un appel de Murat, à Naples, où il répara ses avaries, puis à Castellamare, et il ne manqua pas de jeter les proclamations de Napoléon sur les côtes d'Italie. Le 18 avril, il eut ordre de rentrer à Toulon.

Quant au *Saint-Esprit*, il n'avait qu'à rejoindre Marseille, son port d'attache. Mais on convint avec Galibert, son capitaine, qu'il relâcherait auparavant à Antibes. La polacre portait six caisses de fusils. Que faire de ces caisses?

Napoléon n'en avait pas besoin et les chevaux, les voitures manquaient pour les transporter[1]. Au lieu de les décharger sur le rivage et de les abandonner, ne valait-il pas mieux les laisser sur le *Saint-Esprit*? La capitaine Galibert dirait au commandant d'Antibes que l'Empereur dans sa hâte avait oublié de les prendre; le commandant les ferait sûrement déposer à l'arsenal, et, quoi qu'il advînt, l'État français ne les perdrait pas. La chose s'exécuta. A une heure du matin, Galibert recevait un billet signé par Peyrusse « au camp devant Antibes ». Le trésorier priait le caissier Izzo de Porto-Ferrajo, de payer au capitaine du *Saint-Esprit* pour le nolis ou fret de son bâtiment une somme de 800 francs. A deux heures Galibert appareillait. Au matin, il faisait son rapport aux autorités d'Antibes : « On m'a, disait-il, laissé à bord les six caisses de fusils. »

Ainsi s'était dispersée l'escadrille qui, du 26 février au 1er mars, avait conduit Napoléon et ses fidèles de Porto-Ferrajo au Golfe Juan. Le 2 mars, au soir, le chevalier du Garat qui commandait la *Fleur de lys*, entrait dans la baie et apprenait que Napoléon avait la veille débarqué, comme on disait et devait dire longtemps en ces parages, vis-à-vis la tour de la Gabelle. « Que sont, s'écriait-il avec colère, devenues ses embarcations? »

A onze heures du soir, Napoléon ordonnait à ses troupes de préparer leurs armes et de quitter la Gabelle. Il avait projeté de s'emparer d'Antibes; il savait maintenant à n'en pas douter que sa tentative avait avorté; ses émissaires, ses grenadiers, étaient prisonniers[2]. « Nous avons fait, disait-il, un mauvais début; notre seul espoir, c'est de marcher vite et d'atteindre les défilés avant qu'on ait la nouvelle de notre arrivée. »

Jzermanowski a raconté depuis que les soldats s'étaient mis en route sans protester, qu'ils suivaient et ne délibéraient pas. Mais Napoléon avoue qu'il entendit quelques murmures. Des officiers conseillaient de menacer sérieusement Antibes

1. On laissait à bord du *Saint-Esprit*, outre les fusils, dix-huit sacs de biscuit et quinze sacs de riz, trois moutons vivants, un quintal de viande salée, un baril d'eau-de-vie, du sel et du bois.

2. Voir un prochain numéro.

et de se faire rendre les prisonniers; quelques coups de canon suffiraient. Or, Napoléon calculait qu'il faudrait deux heures pour arriver devant Antibes, quatre heures pour sommer et prendre la place, deux heures pour revenir; il perdrait donc une demi-journée; s'il réussissait, il gagnait peu de chose; s'il échouait, ce qui semblait probable, l'échec porterait une rude atteinte à son prestige et redonnerait aux royalistes la confiance que la soudaineté de son apparition aurait sûrement ébranlée. « Plus de la moitié d'entre vous, déclara l'Empereur, seraient prisonniers à Antibes que je ne changerais pas mon plan. »

Il avait raison. Tout dépendait de sa célérité. En marchant vite, il cacherait la faiblesse de ses moyens, et sa petite troupe passerait pour une armée ou un noyau d'armée. Qu'au lieu de s'entêter devant Antibes, elle se jette donc dans les montagnes.

On prit le chemin de Cannes, c'est-à-dire le chemin de Digne et de Gap, le chemin de Grenoble, le chemin de Lyon et de Paris. Durant cette marche du Golfe Juan à Cannes, les soldats gardèrent un profond silence; le cœur leur frémissait; ils comprenaient, selon une expression dont leur Empereur usait fréquemment, qu'ils s'embarquaient dans une grande affaire.

Trois personnages remarquables, le pape Pie VII, le roi Frédéric de Wurtemberg et Metternich devinèrent aussitôt son but et prophétisèrent son succès.

« Il a débarqué, dit le pape à Lucien Bonaparte, il est arrivé » : *è sbarcato, è arrivato.*

« Napoléon s'est échappé, écrivait le roi de Wurtemberg, il renversera les Bourbons; même s'il n'avait pas paru, leur faiblesse les perdait. »

Metternich apprit à Talleyrand que Napoléon s'était enfui. « Il débarquera, répondit Talleyrand, sur quelque côte d'Italie et il se jettera en Suisse. — Il ira droit à Paris », répliqua Metternich.

ARTHUR CHUQUET

(*A suivre.*)

# IL ÉTAIT QUATRE PETITS ENFANTS[1]

## XIV

### LE CONSCRIT

Depuis quelques mois, son frère aîné était au régiment. En janvier 1898, l'âge étant venu de servir, Maximin avait dû se rendre au chef-lieu, pour tirer au sort. Il partit à bicyclette, avec plusieurs conscrits de Trois-Épines, jeunes gars habitués à la fatigue, exercés au maniement du fusil par M. Chavagne, et que la pensée d'entrer bientôt à la caserne intimidait moins que d'autres. Comme ils avaient de belles voix, ils chantaient le long des routes. Le sol était gelé. Le vent portait les notes jusque dans les métairies, et les mères, aussitôt, mettaient la main sur la tête de leurs petits garçons, et se réjouissaient de ce qu'ils n'avaient point l'âge encore de s'en aller si loin.

Maximin passa l'un des derniers le conseil de révision; le conseiller de préfecture, qui présidait, dit, le voyant entrer dans la salle : « Voilà un bel homme ! »; le conseiller général du canton, auquel il s'adressait, répondit : « Je connais le père : ces Fruytier de Trois-Épines ont un air décidé »; la toise officielle indiqua que la taille était de 1 m. 80; le méde-

1. Voir la *Revue de Paris* des 15 décembre 1922 et 1er janvier 1923.
Copyright by René Bazin, 1923.

cin ne fut pas long à déclarer : « Bon pour le service ». Le commandant de recrutement allait inscrire, sur ses registres : « cavalerie », ou « artillerie lourde », lorsque le jeune homme demanda :

— Mon commandant, je sais qu'il y a des places libres au 1er régiment de zouaves. Elles n'ont pas été prises encore?

— Non.

— Je demande les zouaves.

— Très bien, mon garçon. Signez la feuille, ici, au bas de la page. Et bonne chance!

Ces mots avaient été échangés rapidement, dans un coin de la salle, et la plupart des membres du conseil n'y avaient point prêté attention. Que le fils d'un cultivateur de Trois-Épines choisît un régiment de zouaves pour y accomplir ses trois ans de servive, l'événement était mince. Il ne l'était pas pour ceux de la Genivière. Dans quelques mois, l'aîné des Fruytier, pour gagner sa ville de garnison, ferait plus de chemin que n'en font, durant toute une année, les chevaux les mieux trottant du canton de Marcheprime. La mer séparerait Maximin d'avec ses parents, ses voisins, ses camarades d'école. Que de choses pouvaient se passer à la Genivière en trois années! Jamais il ne serait là, au cri d'appel. Jamais il n'aurait de permission pour les semailles ou pour les moissons. Il allait vivre dans un monde inconnu, qu'il se représentait très vaguement, d'après des récits, des lectures faites à l'école, ou des images d'Épinal admirées à la devanture d'un magasin de Marcheprime : le désert, les indigènes en burnous, les palmiers pareils à des choux très hauts et dont on aurait coupé les feuilles en lanières, les spahis en bleu et rouge, lancés au galop de leurs chevaux à queue de comète.

Comment avait-il eu l'idée de choisir ce régiment d'Algérie? Elle lui était venue à la lecture d'un entrefilet de journal : « *Classe* 1898. *Quelques-uns des jeunes conscrits de cette classe pourront demander d'accomplir leur temps de service au* 1er *zouaves (Alger, Fort National).* » Quelque chose avait tremblé en lui : « Si j'allais en Afrique, où mon père est allé? Ça serait chic! » Puis l'idée s'était échappée, comme tant d'autres. Il y en a qui ne reviennent plus, mais la plupart font l'hirondelle, et repassent devant nous. Celle-là devait se représenter

à l'esprit de Maximin, et elle n'y manqua point, lorsque le temps approcha où il allait tirer au sort. Il prit sa résolution avant Noël. Personne n'en sut rien, ni chez lui, ni parmi ses camarades. Au conseil de révision, nul témoin gênant. Lorsque le jeune homme se retrouva, avec les conscrits de Trois-Épines, dans un cabaret posté à la sortie de la ville, quelques-uns lui demandèrent quelle arme il avait choisie. « L'infanterie », répondit-il, mais il n'ajouta pas que le régiment stationnait en Algérie. Il en fut de même chez lui, le soir, lorsque, avant de souffler la lampe, la mère, en bonnet de nuit, dit à Maximin, d'un ton demi plaisant : « Nous allons donc savoir si nous avons nourri un fantassin, un artilleur ou un cavalier? » Cependant, le lendemain et les jours suivants, elle l'interrogea encore, et, comme elle connaissait les yeux, la voix, les gestes, et par eux l'âme de ses enfants, elle garda la certitude que son aîné n'avait pas tout raconté.

Le temps coula, la glace fondit, les promesses de printemps reparurent. On travaillait à la Genivière comme si jamais le trio de grands travailleurs qui la cultivaient n'eût dû être brisé. Parfois, en revenant des labours, Nicolas Fruytier considérait ses deux fils devenus hommes et marchant devant lui; d'ordinaire, les années précédentes, quand il les voyait ainsi côte à côte, bien appariés quoique d'humeur différente, et riant du trop-plein de leur jeunesse, il songeait à sa belle chance d'avoir des aides pareils; mais maintenant, il entendait une voix, au-dedans de lui-même, qui disait : « Ton grand va s'en aller; ce sera bientôt, en octobre; il est gai, écoute-le; il n'a pas commencé d'avoir du chagrin : alors, toi, bonhomme, tu ne dois pas lui raconter ta peine. » La ferme n'entendait pas une plainte; dans le cœur de chacun, l'émotion grandissait pourtant.

Un dimanche d'août, la mère revenait de la grand'messe avec son fils aîné; ils étaient arrivés en vue lointaine de la Genivière, et la route n'avait point d'autres passants. Aussi maîtresse Fruytier, qui n'avait pas souvent son Maximin pour elle seule, comme en ce moment, ralentissait la marche, et, de sa main qui tenait le livre, — l'autre soulevait la robe, à cause de la poussière, — montrait un champ de chez elle, demandant : « Que mettrez-vous là, les hommes? » Il répon-

dait; il jouissait, lui aussi, de la présence maternelle, et, bien que les mots fussent indifférents, le son des voix, la lenteur des pas, les regards qui se rencontraient, formaient, entre la mère et le fils, une seconde conversation, toute pleine de tendresse, où ils trouvaient leur joie, et ne la disaient pas. Mais, au moment de prendre le raccourci, et de monter droit à la Genivière :

— La luzerne ne se plaît pas dans nos Terres-Noires, — dit Marie Fruytier; — regarde comme elle est maigre! Par quoi le père la remplacera-t-il?

— Ça, je ne sais pas, maman. Il en décidera avec Pierre, quand je ne serai plus là. Je sais seulement que nous devons, avant que je ne parte, creuser un fossé, tenez, là, au milieu, où le terrain est bas.

A ces paroles, vous auriez vu s'assombrir la claire figure de Marie Fruytier, la figure où la paix de l'âme avait sa demeure. La mère releva sa robe des deux côtés, pour passer, après le fils, par la brèche du champ des Terres-Noires, et, quand elle eut passé, elle s'arrêta, et s'accota à un tronc de saule, si bien que Maximin, n'entendant plus le bruit des vêtements en marche, se détourna.

— Vous ne venez plus?

Mais elle répondit, sans faire un mouvement :

— Maximin, je ne te parlais point de ton départ, pour ne pas en pleurer trop tôt. J'en parle à Dieu : c'est bien assez. Mais puisque tu as dit cela, moi je vais te dire une pensée qui me tient éveillée, la nuit.

Le grand gars au visage calme baissa les yeux. Il faisait tourner sa canne de houx, et tourmentait une herbe des Terres-Noires.

— Qu'est-ce que c'est?

— Maximin, tes camarades ont reçu des feuilles, qui leur disent dans quelle garnison ils vont vivre, et le numéro de leur régiment. J'ai l'idée que tu as reçu une feuille, toi aussi, un jour que je n'étais pas à la maison, et que tu ne veux pas dire où tu vas?

— C'est vrai, maman.

Elle revit les yeux bleus qui ne mentaient jamais. Ils la considéraient avec une grande pitié. Les lèvres, qui ne men-

taient pas non plus, remuèrent de nouveau au-dessous de la moustache blonde.

— Maman, personne ne le sait : je ferai mon service au 1er régiment de zouaves, en Algérie.

— Plus loin que la France?

— Oui maman, mais c'est tout de même la France, de l'autre côté de la mer.

— Tu l'as demandé, ce régiment-là?

— Oui maman.

Maîtresse Fruytier se tut, et elle regarda tendrement celui qui la faisait souffrir. Plusieurs pensées lui vinrent à l'esprit; mais il n'y eut que ses yeux qui parlèrent pendant plus d'une minute. Alors, elle quitta l'appui du saule, et, ajoutant sa peine à d'autres, qu'il avait fallu porter, elle dit :

— Moi, je te laisserai aller, tu as des raisons, et tu en sais plus long que moi : mais le père, qu'est-ce qu'il dira? Ça peut lui faire bien du mal... Maximin, peux-tu encore changer de régiment?

— Non.

— Alors, ne dis rien au père : il saura toujours assez tôt, le pauvre cher homme, qu'on ne pourra pas espérer de te revoir pendant trois ans!

Les mois continuèrent donc de venir et de passer. Une fois ou deux, Nicolas Fruytier fit allusion au départ de l'aîné, et déclara, moitié interrogeant, et moitié répondant lui-même :

— Puisque tu n'as pas demandé autre chose, et qu'ils ne t'ont rien dit, tu seras mis dans l'infanterie. C'était comme ça de mon temps, et ça n'a pas dû changer.

Personne ne releva le propos. La rude époque des moissons arriva. Elle épuisa les hommes, et raccourcit le temps qu'ils mettaient entre la dernière bouchée de pain du souper et l'entrée dans les draps. On ne causait plus guère à la ferme.

Enfin septembre vint, mois des premiers labours. Les conscrits devaient être rendus au chef-lieu le 3 octobre à midi. On savait cela à la Genivière, et peu à peu chacun se mit à compter : « Plus que vingt jours, plus que dix jours, plus que quatre. » L'automne était radieux.

Tous ils avaient du chagrin, les gens de la ferme, mais ils n'en disaient rien, pour ne pas se faire de la peine les uns aux

autres. Pendant les repas, si le père, la mère, ou Pierre tournait les yeux du côté où était Maximin, personne n'avait l'air de deviner pourquoi ce regard durait plus que de coutume; pourquoi il y avait un silence autour de la table; pourquoi l'un ou l'autre de ces bons travailleurs se prenait à dire : « Je n'ai pas faim aujourd'hui »; pourquoi Jeanne tenait obstinément le visage penché au-dessus de son assiette, et soupirait comme une grande personne. Maximin, objet de tous ces regards déjà, souriait bravement.

Le 2 octobre, maître Fruytier, voulant profiter jusqu'au bout du travail de ses deux grands fils, commença la tranchée qu'il méditait de faire depuis longtemps, en travers du champ des Terres-Noires. Elles étaient noires, en effet, les terres de ce champ situé en bordure du ruisseau, et nul doute qu'en des âges anciens elles n'eussent été un marais couvert de roseaux et de mousses. Il restait, dans le sous-sol, beaucoup d'humidité, et même, après les pluies d'hiver, l'eau séjournait pendant des semaines à la surface. Dès l'aube, les trois hommes étaient rendus sur le chantier. Une première gelée blanche avait fleuri, de ses cristaux de glace, le tranchant des brins d'herbe. Malgré l'air piquant, deux des travailleurs, en arrivant dans les Terres-Noires, enlevèrent leur veste. Seul, le cadet des fils, qui avait le sang moins vif que l'aîné, resta « pouillé » comme il disait. Il portait une large pelle demi-creuse, à manche courbe. Le père marqua la place, près de la haie, où devait être fendu en deux le vieux marais, et donna le premier coup, avec sa pioche géante, qui pesait près de vingt livres. La lame s'enfonça jusqu'au manche, puis, manœuvrée comme un levier, fendit et souleva plus de deux pieds cubes de terre noire. A son tour, Maximin, armé d'une pioche aussi, frappa le sol, et le fit éclater en mottes visqueuses d'où pendaient, rompus par l'effort, des bouts de racines à demi pourries, et jaunes comme du fumier. Aussitôt Pierre, se plaçant en face d'eux, glissant sa large pelle sous les blocs déchaussés, rejeta une pelletée à gauche, une pelletée à droite, et un commencement de tranchée apparut, du fond de laquelle une eau trouble sourdait. Les trois hommes, tout entiers à l'ouvrage, et chacun donnant toute sa force, demeuraient silencieux. Ils ne se reposaient pas. Après une

demi-heure, dans l'air encore frais, leurs chemises commencèrent de fumer, et Pierre enleva sa veste, comme avaient fait les autres. Le fossé s'allongeait. Quand sonna l'Angelus de midi, dont la brise de l'est apportait les appels à travers la campagne, la moitié du travail était achevée déjà.

Il reprit dès une heure. Acharnés, animés de la même volonté de finir l'œuvre avant la nuit, le père et les deux fils, jusqu'au soir, n'échangèrent aucune parole qui n'eût trait à la besogne. Avant que le soleil ne fût à l'horizon, ils purent se relever, l'un après l'autre, et, appuyés sur le manche de l'outil, souffler en regardant les Terres-Noires fendues en deux morceaux, le vieux projet accompli, le champ assaini pour les futures récoltes, et un filet d'eau sombre coulant à leurs pieds.

Leur contentement était grand. Mais quand ils sortirent du chantier pour rentrer à la ferme, la pensée qu'ils n'avaient point exprimée de tout le jour, n'étant plus retenue par l'application au travail, domina leur esprit. Tous trois ils se disaient, marchant en ligne, épuisés de fatigue, sur l'herbe du chemin vert : « C'est demain matin que l'aîné va quitter la ferme! C'est à présent le dernier soir! Nous venons de travailler ensemble pour la dernière fois! » Le père, qui marchait au milieu de ses fils, mit la main sur l'épaule de Maximin. Le jour était encore clair dans les hauteurs. Ils regardèrent devant eux les toits de la Genivière, et leurs cœurs s'emplirent d'amour, de douleur et de promesses. Car ils se promettaient, secrètement, de ne pas s'oublier. C'est tout ce qu'ils pouvaient faire.

Lorsqu'ils entrèrent dans la salle, éclairée et chaude, ils virent que la mère avait mis la nappe de grosse toile blanche, comme aux jours de fête. Ne fallait-il pas que l'enfant, ce très aimé, ce tout noble Maximin, eût un souvenir particulier, une image jolie et arrangée pour lui, de la dernière réunion de famille? Elle avait préparé un menu, selon les goûts de ses enfants : une soupe au potiron, un lapin aux pommes de terre, et un saladier de châtaignes bouillies. Maître Fruytier demanda, voyant cela :

— Donne une bouteille cachetée, Marie, car la journée a été rude!

On soupa à la lumière de deux lampes à pétrole, que la

mère allumait pour la première fois de l'année. Ce fut un repas rapide et morne. A quoi bon cacher plus longtemps qu'on ne pensait plus qu'à une chose : au départ de l'aîné, au départ qui aurait lieu le lendemain matin? Toute la journée, chacun avait lutté contre soi; le courage avait été difficile; à présent il pouvait mollir : le travail était fait, le jour sur le point de finir.

— Tu ne prends pas une pomme, la mère? — demanda Nicolas Fruytier.

— Non merci, pas ce soir.

— Ni toi, Maximin?

— Non, papa.

— Tu les aimes pourtant, les reinettes de chez nous, et tu n'auras guère l'occasion d'en goûter, là où tu vas!

Il n'y eut pas de réponse. Cela aussi était fini : le plaisir de goûter des pommes du clos, et de mordre dans le pain de chez soi.

Jeanne, qui n'avait rien dit de tout le souper, se leva, et porta une chaise du côté droit de la cheminée, pour le père, et une autre du côté gauche, pour la mère. Elle s'assit elle-même sur le banc, comme chaque soir d'automne ou d'hiver, droit devant le foyer, après Maximin, après Pierre, et elle était ainsi la troisième, la plus proche de Marie Fruytier. Ce fut elle encore qui remua les cendres, et jeta une poignée de menu bois entre les deux bûches à demi éteintes. Tous ensemble, quand la flamme jaillit, ils étendirent les mains, ceux de la dernière veillée. Ils écartaient les doigts, puis les repliaient; ils partageaient encore la chaleur du foyer et la douceur de l'abri commun. La mère, bien droite sur sa chaise, le cœur battant, n'osait pas regarder le père, qui faisait semblant de ne pas être plus ému, ce soir là que les autres, et fumait sa pipe à petites bouffées. Nul ne parlait. Marie Fruytier attendit qu'il eût secoué la cendre de sa pipe sur la boule du landier. On la vit alors joindre un instant les mains, puis les poser à plat sur ses genoux, et dire, ne levant les yeux que jusqu'au milieu de la veste du père, comme s'il y avait eu là un bouton à recoudre :

— Dis, le père, notre Maximin a une chose à t'apprendre, ce soir.

Pierre et Jeanne se tournèrent, d'un même mouvement, vers le frère aîné, qui était le plus près du père. Le fermier se tourna aussi tout d'une pièce, sur sa chaise de paille.

— Eh bien, mon gars, parle donc! Tu as l'air tout ébaubi!

Maximin, se leva, comme un petit que le maître interroge, en classe. Il essaya de parler, mais les lèvres refusèrent d'obéir, pendant un petit moment.

— Mon père, — dit-il enfin, — je m'en vas loin, pour le service : je m'en vas en Afrique...

— Ne te fâche pas contre lui, le père, — interrompit vivement Marie Fruytier. — S'il n'a pas parlé jusqu'à ce soir, c'est pour ne pas te faire de la peine; moi-même, je lui ai conseillé...

— Tais-toi, femme, les choses du service, ça regarde les hommes!

Il n'était pas en colère, il s'était seulement redressé pour mieux voir l'enfant; il avait son air de commandement, mais ses mains tremblaient entre ses genoux.

— Qui t'a donné cette idée-là, Maximin?

— C'est vous!

— Ne plaisante pas! Tu as peut-être demandé conseil aux femmes, pas à moi!

— Je n'ai demandé conseil à personne. Mais quand j'étais petit, plus d'une fois, vous avez raconté devant moi vos souvenirs d'Alger.

— J'ai passé-là la dernière année de mes sept ans de service, c'est vrai.

— Vous disiez que le soldat y était plus libre qu'en France...

— Sans l'être beaucoup...

— Que vous aviez fait colonne dans le Sud...

— En effet.

— A travers des pays brûlants...

— A croire qu'on va mourir de soif...

— Que vous aviez poursuivi des tribus révoltées, des pilleurs de grains, des voleurs de chameaux...

— Des brigands cachés dans les dunes.

— C'est cela : que vous aviez rendu les troupeaux à ceux qui les avaient perdus, et fait craindre la France par tous les

mauvais gars; alors, je me suis rappelé tout cela, et j'ai demandé à faire mon service là où on sert le plus...

— Mon garçon, je ne peux pas te dire que ça me plaît!

— Oh! si!

— Mais ça ne me déplaît pas non plus. Où t'envoie-t-on?

— Alger, sans doute.

— Je connais. Quelle arme?

— Les zouaves

— Quel régiment?

— Le premier, mon ancien!

— Beau régiment, je sais : prise de Laghouat, prise de Sébastopol, campagne d'Italie! On nous apprenait cela, dans les casernes, là-bas.

Le grand fils de Marie Fruytier, en disant « mon ancien », avait porté la main à son front, pour saluer son père, et il avait répondu d'une voix si ferme, que Pierre murmura « bravo » et que Jeanne eut un sourire de fierté, parce qu'elle avait un cœur joli.

La mère était surprise que le père acceptât ainsi un pareil éloignement. Elle comprenait que son Maximin était brave, elle aurait voulu le lui dire, mais elle manqua de force, tout à coup, et, se courbant vers le feu, elle fondit en larmes. Le vent roulait, dehors, ses chariots qui vont vite. Le froid entrait. Nicolas Fruytier, remué jusqu'au plus profond de son âme, considérait ce grand jeune homme, son fils, qu'il n'avait pas cru si ardent, ni si occupé de servir le mieux possible, ni hanté par de pareils souvenirs, par des histoires que les pères racontent sans y attacher d'importance, dans les veillées d'hiver. Il voyait, à présent, les choses que sa femme avait vues les premières, mais d'autres aussi, d'autres qu'elle n'avait pu imaginer. Maximin regardait au-dessous de lui ces êtres chers, troublés à cause de l'adieu prochain. Le silence était grand dans la maison; le silence éveilla peut-être le sansonnet, endormi depuis une heure dans la cage pendue au fond de la salle, et qui siffla trois notes douces, pures, la dernière frémissante, comme il arrive lorsque les étourneaux, picorant au milieu d'un troupeau, prennent la volée. Puis, l'oiseau referma ses paupières rondes, et retomba dans le sommeil. De toute la famille, il n'y eut que lui qui parla, tandis

que Maximin se rasseyait, que le père songeait à ce qu'il devait dire maintenant, et que la mère pleurait en cachant son visage.

Le maître de la Genivière, subitement ramené vers les années de sa jeunesse, faisait ce que nous faisons tous, et revivait sa propre vie, en conseillant celui qui allait partir.

— L'Afrique, — reprit-il, — j'y ai repensé tous les jours; je ne m'étonne pas si l'envie t'en est venue : un pays où les arbres ne sont pas verts comme chez nous, pourtant; où le soleil fait mourir; où les femmes, qu'on appelle des mouquères, portent un voile jusqu'aux yeux.

— Alors, — demanda Jeanne, — elles ne parlent pas?

— Elles ne vivraient pas sans cela, tu comprends, Jeanne. On les entend bien à travers l'étoffe; seulement, les mots qu'elles disent..., va te promener, il faut être de leur tribu pour en rire ou en pleurer!... Maximin, quand tu seras là-bas, et que l'été sera venu, — il vient de bonne heure, — couvre-toi la nuque, rabats ta chéchia en arrière, tiens, comme ça...

Il fit le geste d'aplatir la chéchia sur le cou.

— Les officiers ne disent rien : ils permettent.

— Oui, mon père, j'y penserai.

— N'oublie pas d'acheter un bidon, à cause de la soif qui étrangle les gens et les bêtes. Je me rappelle, il y a un marchand qui en vendait de bons. Tâche de retenir le nom : rue Bab el oued.

— Bab el oued.

— C'est ça, un petit moricaud jeune, qui a des yeux longs, comme une femme, et des boucles d'oreille... Au fait, il est peut-être bien vieux à présent...

La voix de la mère l'interrompit. Marie Fruytier avait essuyé ses larmes, mais elle tenait encore le mouchoir entre ses deux mains allongées sur le tablier. Elle soupira, et se leva.

— Je ne peux pas t'entendre parler de ces choses-là avec le fils! dit-elle. On a perdu notre petit Vincent, qui est à Nevers. A présent notre aîné part pour trois ans; on ne le reverra pas: tu ne lui demandes même pas de nous écrire! Tout est pour l'Afrique entre vous deux! On dirait qu'il n'y a plus que le service qui compte!

Elle sortit de la hotte de la cheminée, et se mit à enlever les assiettes et les bouteilles du souper, et Jeanne se leva aussi, pour l'aider. Mais à elles deux, elles faisaient moins de bruit que le vent sous la porte et dans la cheminée, car elles voulaient continuer d'entendre ce que diraient les hommes. Le père n'ayant plus que ses fils devant lui, répondit d'abord à la mère, par-dessus leur têtes, et il le fit bonnement, comme un homme qui souffre, lui aussi, mais pas du même mal.

— Ma pauvre femme, tu ne comprends pas ce que nous disons, parce que le métier de soldat, ce n'est pas un métier de femme; mais Maximin, il me comprend, et aussi notre Pierre, qui sera de la classe dans deux ans.

Un grand signe de tête montra que le cadet s'intéressait à la conversation. Le père se pencha vers ses fils; ils rapprochèrent un peu le banc, et il dit à voix prudente :

— Beau pays, dur pays, je te le dis, Maximin. Tu courras des dangers, je le sais bien, et là-dessus, je suis comme ta mère, mais il y en a un qu'elle ne connaît pas!

— Lequel, père?

— L'Afrique, on s'y attache, vois-tu; ça vous prend le cœur... Il ne faudrait pas...

Le conscrit se mit à rire.

— Vous craignez que je reste là-bas?

— Si je te disais que moi qui te parle, j'ai eu du regret de quitter l'Algérie? J'avais eu des jours mauvais, mais on s'était fait à sa misère, je ne voulais plus m'en aller. Pourtant, ta mère et moi, en ce temps-là, on s'écrivait déjà.

— N'ayez pas peur! Au bout de mon service, je rentrerai à la Genivière!

— Tu parles comme les gens qui ne sont point allés en Afrique, mon garçon.

La phrase étrange mourut entre les murs de la salle.

— Dites, papa, vous n'avez pas eu de grade?

— Soldat de 1re classe. On ne peut pas dire que ce soit un grade; ça ne donne pas de commandement sur les autres bonshommes, mais celui qui a le galon sur la manche, on ne le confond pas avec un bleu! Du grade, non : mais tu as des grands-pères qui en ont eu!

Il disait cela avec complaisance. Les temps anciens devaient

passer devant ses yeux, qu'il tenait baissés à présent, afin de se mieux souvenir.

— Il y a eu mon défunt père, reprit-il, un caporal, un homme qui s'était battu contre les Russes, à Sébastopol... Quand il racontait ses histoires, il était si long qu'on s'endormait.

— Dommage qu'on n'ait plus le temps : je vous les aurais demandées.

— Il y a eu mon arrière-grand-père, qui avait été en Russie, également, avec l'empereur Napoléon Ier. C'était bien de la misère, à ce qu'il paraît, pour le soldat. Celui-là avait un grade : il était sergent dans les grenadiers.

— Bel homme, alors?

— Une tête de plus que moi, si on ne m'a pas menti, et un air de victorieux.

Le jeune homme étendit les bras.

— A-t-il vu l'empereur?

— Oui donc! Il n'était pas à la suite de son armée, l'empereur!

— Lui a-t-il parlé?

— Pas tout à fait, mais il s'en est fallu de peu de chose. Je l'ai entendu raconter par mon père, bien des fois. L'empereur allait au pas, sur un petit cheval gris, qu'on voyait de loin sur la neige. Les compagnies n'avaient plus guère d'hommes; ils se retournaient pour voir si les ennemis ne les suivaient pas de trop près. Et voilà que mon arrière-grand-père vit tout à coup Napoléon sortir de la forêt. L'empereur, à cause du froid, était tout penché en avant sur le cou de son petit cheval gris. Son sergent de la garde connaissait bien la consigne : il savait qu'on présente les armes au général en chef. Et il tâchait de se dépêcher: de décrocher son fusil qu'il avait en bandoulière, de rattacher son fourniment, de secouer les grosses bottes de neige qui lui tenaient les jambes écartées et si lourdes .« Si je peux seulement me mettre sur son chemin, pensait-il, nous lui présenterons les armes, moi et les trois blessés que je ramène, et il nous remarquera. » Mais il faisait si froid, que mon arrière-grand-père, lui, vif comme la poudre, n'arrivait pas à se dépêcher. Quand il eut fini ses préparatifs, il se retourna, se mit au port d'arme, en décomposant

les temps :... malheureusement, l'Empereur était déjà passé. Sans cela, vous comprenez, ils auraient causé un moment tous les deux. Car il n'était pas fier, le grand homme. Peut-être aussi mon arrière-grand-père n'avait pas sa figure ordinaire : il racontait que, ce jour-là, il avait un glaçon au bout de chaque moustache.

— Pauvre vieux! — dit Pierre.

— Oui, pauvre vieux! Faut les aimer, ceux qui ont eu tout le mal des commencements. Il a habité le premier dans cette maison. Regardez les poutres là-haut?

Les fils levèrent la tête, et Jeanne aussi, qui travaillait de profil et l'oreille tendue.

— La fumée de son feu y est encore. Regardez le bois qui brûle?... La souche que voilà, il lui avait coupé la tête, quand elle n'était qu'un brin d'ormeau sur le talus du Mousseron blanc.

Et ils touchaient la cendre du bout de leurs sabots. Le père songea de nouveau, comme la tempête aboyait après les nuages, et il dit encore :

— Dieu merci, le sang est bon, chez nous : il n'a jamais refusé le service. Tous ceux des Fruytier dont il a été fait mémoire devant moi ont été des Français du labour...

— Ils avaient raison! — dit la voix du cadet.

— Des hommes tendres à la terre, pas gais quand il fallait rejoindre les régiments, mais bons soldats, dès le lendemain. Je n'ai rien entendu dire au delà de Corbulon Fruytier, sergent de la garde impériale. Mais, dans les temps plus anciens, il n'y a pas de doute que la famille ait fait sa partie dans les combats pour la France... C'est pourquoi, Maximin...

Il s'arrêta de parler, parce que ce qu'il allait dire était dur à son âme.

— C'est pourquoi, je ne t'en veux pas d'avoir demandé l'Afrique, pour servir encore mieux, comme tu dis...

— Ça vous fait de la peine tout de même, à ce que je vois?

— Il faut en avoir, de la peine, mon garçon : le tout, c'est qu'elle serve aux autres.

Nicolas Fruytier se leva, les deux fils également, parce que les femmes avaient fini de remettre tout en ordre dans la salle, et qu'elles revenaient vers le feu à demi mort.

L'heure était passée depuis longtemps, où la Genivière prenait son repos, d'habitude. Tout le bétail dormait dans les étables, tous les passereaux dans le paille du grenier.

— Allons, — dit Nicolas Fruytier, — ce soir encore il n'y a qu'un toit pour nous tous. Il ne faut pas s'attendrir; il faut prier les uns pour les autres. A la place de la mère, qui ne pourrait droitement parler, m'est avis, c'est toi, Maximin, qui réciteras la prière.

Ils s'agenouillèrent tous où ils étaient, les trois hommes devant la cheminée, qui portait, sur sa tablette, un petit crucifix noir, et les femmes derrière eux.

Maximin ouvrit, à la page la plus fatiguée, le livre que Marie Fruytier avait aussitôt pris dans l'armoire. En lisant, il galopait un peu, sans doute pour montrer qu'il lisait mieux que les autres, et qu'il était maître de son émotion. Cependant, il y eut un passage qui fit se ralentir le lecteur, et s'enrouer cette voix nette et grave qu'il avait. C'est que la formule s'appliquait justement à deux fils de la Genivière : « *Répandez, Seigneur, vos bénédictions sur mes parents, mes bienfaiteurs, mes amis et mes ennemis; secourez les pauvres, les prisonniers, les voyageurs et les agonisants...* »

Il s'arrêta, comme pour un examen de conscience. Oh! la belle formule! Ce soir, comme les autres soirs, elle appelait les âmes au dehors, et les lançait à travers le monde. Ce fermier, sa femme, ses enfants, gens tout simples et qu'on eût pu croire isolés dans leur Genivière, se trouvaient reliés ainsi, pour quelques minutes, à toute la famille dispersée, puis à toute la misère, connue ou inconnue. Ils faisaient le tour de la terre. Leur pensée, leur prière, se jetaient au secours des plus déshérités; elles visitaient les prisons; elles se penchaient sur des êtres en larmes; elles protégeaient les hommes aventurés sur la mer, ou ceux qui font le plus terrible voyage, celui dont on ne revient pas. Mais ce soir, et au même moment, toute la tendresse de la Genivière se rassemblait sur l'aîné des fils qui allait quitter l'abri où l'on est bien, sur le plus jeune, depuis plusieurs années séparé de la maison, sur Vincent et sur Maximin auxquels tant de choses tristes pourraient arriver. Voyageurs, ne l'étaient-ils pas? Affligés, ne pouvait-on pas les nommer ainsi, puisqu'ils ne seraient plus

au nid? La mère soupira même à cause du mot « agonisant », qui lui faisait mal. Elle pensait à ce fils dont elle n'entendrait plus la voix. Elle le vit perdu, mourant de soif, dans un pays aride et parmi quelques camarades.

Maximin reprit la récitation. Il termina, selon la coutume, en disant, de mémoire, la liste des saints patrons de la famille, qu'on avait l'habitude d'invoquer à la Genivière : Saint Nicolas, Sainte Marie, Saint Maximin, Saint Pierre, Saint Vincent, Sainte Jeanne. Alors, tout à coup, — et déjà quelques-uns des genoux pliés se redressaient, — la voix du père retentit, en avant, comme un ordre à l'équipe du labour. Elle disait :

— Caporal Fruytier, mon vieux père, qui avez combattu à Sébastopol...

La voix de la mère et celles des enfants, habituées, répondirent :

— Priez pour nous!

— Sergent Fruytier, soldat de l'Empereur...

— Priez pour nous!

— Vous tous, les anciens de notre nom, qui avez été bons soldats au service de la France...

— Priez pour nous!

Ensuite de ces mots, le père se releva le premier. Il était le plus fort de tous, et, seul, il avait les yeux secs.

Il se dirigea vers la porte, suivi de ses deux fils, l'ouvrit, et, pour mieux juger du temps, s'avança dans la tempête. Toute la salle fut remuée par le vent qui s'engouffra en arrière.

— Les nuages vont vite, mes garçons, le vent mord trop dur, ils n'ont pas le temps de pleuvoir. La pluie sera pour demain matin. Toi, Pierre, dès que tu seras levé, tu donneras quatre litres d'avoine, et de la bonne, au cheval, et tu attelleras la carriole.

— Pourquoi faire, mon père? — demanda Maximin.

— Eh! mon garçon, j'irai te conduire à la ville; nous ferons un petit tour dans les magasins, pour le cas où tu aurais quelque chose à acheter, un couteau, par exemple, puis... je t'accompagnerai à la gare...

— Non, j'irai à pied, jusqu'à la ville...

— Cinq lieues de pays!

— J'en ferai bien d'autres!

— Et ton bagage?

— Il ne sera pas gros, je le mettrai sur mon épaule, au bout de mon bâton. Demain, je serai soldat, et il faut apprendre à marcher avec le sac. C'est ici que je vous dirai adieu.

Il avait dit cela si fermement, que Nicolas Fruytier en fut tout impressionné.

— Par ma foi, — répondit-il en repoussant la porte, — je ne peux pas te donner tort : tu es déjà dans ton métier. C'est bien.

Les adieux furent brefs. On se sépara presque aussi tranquillement que les soirs d'autrefois, quand les lendemains cachaient leur peine ou leur joie. Les enfants gagnèrent les lits, les parents de même. Et la plainte du vent fut sans réponse, qui courait autour de la Genivière des Trois-Épines.

Le lendemain, au petit jour, Maximin s'est éveillé. Il a fait son paquet de hardes qu'il emportera au bout d'un bâton. En deux minutes, il a tout plié, enveloppé, ficelé. Alors, il a pris bien garde d'ouvrir avec précaution la porte de la cour, et il a donné double ration d'avoine au cheval, comme si la brave bête devait aller à la ville. « Bon courage, mon vieux, a-t-il dit en lui caressant l'épaule, travaille bien, comme quand j'étais là! » Il a passé dans l'étable, pour dire adieu aux bœufs, aux vaches et aux taures de l'élevage; il a couru, tête nue, jusqu'à l'aire, jusqu'au jardin où il y a encore des giroflées vivantes, mais à bout de sève, et il a cueilli un brin fleuri qu'il a serré dans son portefeuille, carnet fermé par un élastique, et que Jeanne a rapporté du bourg.

Déjà Jeanne était dans la cour; inquiète de ne pas avoir trouvé Maximin dans la chambre des garçons, elle s'avançait vers la grange. Le père, la mère, le frère cadet, tout le monde était dehors, un peu en arrière de Jeanne. Et Maximin, revenant du jardin, prit sa sœur par la main. Ils formaient un joli couple, marchant de compagnie, comme pour une contredanse, émus de la même manière et s'avançant vers les parents et le frère assemblés devant la maison.

Arrivé près d'eux, Maximin enleva son chapeau, et embrassa d'abord sa grande Jeanne, qui ne put rien lui dire,

tant elle avait, depuis le matin, dépensé de courage à ne point pleurer. Il embrassa ensuite Pierre, puis le père, qui demanda : « Tu n'oublies rien? Je t'aurais bien mené avec la carriole, tu sais! Maximin, notre fils, écris-nous souvent! » Ce fut enfin le tour de la mère. Ils s'écartèrent un peu des autres, elle et son aîné; ils firent ensemble les premiers pas du grand voyage. Puis elle serra cette tête chérie contre sa poitrine, et dit tout bas, à l'oreille de l'enfant :

— Mon Maximin, n'oublie pas de prier tous les jours; garde bien ton cœur comme il est.

Un petit oui, murmuré et ferme, fut la réponse.

Quand Maximin se redressa, il salua, de nouveau, avec son chapeau que tous ces embrassements avaient aplati, le groupe demeuré près de la porte de la maison. Et, soulevant son bâton, au bout duquel pendait le paquet de hardes :

— Adieu! merci à tous! cria-t-il.

Il continua sa route, vers la ville où il prendrait le chemin de fer. On le vit jusqu'au détour, la tête droite, marchant d'un pas balancé, qui faisait osciller le bagage d'une épaule à l'autre. Enfin, il disparut. Il ne s'était pas retourné, pour ne pas être tenté de revenir.

## XV

### LE BEAU SOLDAT QUI VA ET VIENT

Maximin avait l'ordre de se rendre à Marseille. Il ne fit pas le voyage en touriste, comme vous le pensez bien, mais rencontra un petit contingent de conscrits dans une ville, sur le parcours, puis un autre contingent dans une seconde gare, et, sous la conduite d'un sergent, se dirigea, dès l'arrivée à Marseille, vers un vieil entrepôt où l'administration militaire logeait quelquefois des troupes de passage. Il regretta le lit de la Genivière et la compagnie à laquelle il était habitué. Mais il était décidé à ne se jamais plaindre : quand on aime un métier, on en accepte les ennuis, comme on tâche de s'accommoder aux défauts d'un ami. Marseille l'amusa, — le peu qu'il en vit, — la foule lui parut si vive

d'allure, de parole et de regard, qu'il fut stupéfait et presque scandalisé de n'y sentir aucune parenté avec les hommes et les femmes qu'il avait connus depuis l'enfance. Le port l'émerveilla, et le voyage aussi, qu'il fit dès le lendemain, sur le pont du navire, parmi des gens de dix nations, des soldats et des marins français, des colons espagnols établis en Algérie, des nègres qui dansaient la nuit, et des Arabes enveloppés de laine, qui demeuraient tout le temps les jambes croisées. A cause du vent du sud, la traversée fut lente, et, le second soir seulement après le départ de Marseille, les nouveaux soldats débarquèrent au pied d'Alger, qu'on appelle toujours « la blanche », bien que les pins des sommets et les jardins des pentes aient fait d'elle une ville blanche et verte.

Trois jours après, Maximin écrivait :

« *Ma chère maman, vous me reconnaîtriez, mais vous seule peut-être, sous l'uniforme des zouaves. Pour commencer par le bout de ma personne qui touche la terre d'Afrique, je porte des souliers plats et des guêtres blanches; j'ai un pantalon large en drap rouge, une grande ceinture bleue par dessus le gilet noir, une veste courte, également noire, à brandebourgs rouges. Mais le plus drôle c'est la coiffure : un bonnet cylindrique, en drap rouge épais, qui se nomme chéchia, et qui a un gland attaché au sommet de la calotte. Après cela, tâchez de revoir ma figure, telle qu'elle était à Genivière, ma figure sérieuse, celle que j'avais quand je ne vous regardais pas, ma chère maman; supposez qu'on m'a rasé les cheveux, et que j'ai mis un peu de savon pour relever ma moustache aux deux coins : vous aurez mon portrait.*

« *Le pays n'est pas pour déplaire. La mer est devant la ville, et la ville monte sur des collines en forme de croissant de lune. Où serai-je envoyé? Je ne sais pas : probablement à Fort-National, dans les montagnes de Kabylie, où le* 1er *zouaves a un de ses bataillons. Ne vous effrayez pas. De la caserne d'Orléans, tout en haut de la ville arabe, où nous sommes provisoirement logés, je vois ces montagnes bleues, dans l'est. C'est évidemment plus loin que Marcheprime ne l'est de chez nous, mais je sais bien que mes jambes m'y porteront, et que je ne serai pas perdu pour vivre au sommet d'un pic. Je me réjouis même d'habiter en plein pays indigène, et dans une campagne.*

*Je vous dirai ce qu'il en est, si je suis désigné pour Fort-National ou encore pour Goléa, qui est une autre garnison du 1er zouaves. Aujourd'hui, je suis simplement habillé, et j'attends la suite. Vous m'avez dit souvent, ma chère maman, que les gens qui s'aiment et qui sont séparés peuvent se retrouver en souvenir et en prière. Je vous retrouve donc de ces deux façons, car ce ne serait pas bien me souvenir de vous que de me rappeler vos exemples et de ne pas les suivre. J'ai même, à présent, une idée bien plus grande du bonheur que j'ai eu et de ce que valaient mon père, ma mère, mes frères, ma sœur, et la Genivière qui nous renfermait tous. Je comprends des choses que je ne comprenais pas, et je vous remercie de plusieurs défenses qui nous paraissaient alors sévères. Mes camarades sont, en général, des garçons décidés, avec lesquels je crois que je m'entendrai bien. Ils ne nous ressemblent pas tous : mais les cœurs au moins sont voisins.*

*« Vous direz à Pierre que les champs sont de l'autre côté des collines d'Alger, et que, par conséquent, je ne puis pas encore lui en parler. Vous direz à Jeanne que les femmes indigènes sont voilées de blanc, comme au temps de mon père. Mais le soleil ne l'est pas : il chauffe, en ce moment, aussi dur qu'au temps de la moisson à Trois-Epines.*

*« Au revoir, maman! Je vous embrasse, vous et tous ceux de la maison où on fut si heureux,*

*le zouave Maximin Fruytier. »*

Une semaine encore passa, et une seconde lettre, cette fois datée de Fort-National, fut lue à la veillée, chez les Nicolas Fruytier. Maximin y racontait le voyage d'Alger à la garnison de Haute Kabylie; il nommait les villages traversés, les points où l'on avait couché, et décrivait les paysages parmi lesquels on avait marché au bord de la grande route : d'abord l'immense plaine de la Mitidja, sans haie, presque sans arbres, toute en vignobles et rayée de lignes de ceps; les bosquets d'orangers et de citronniers qui sont au bout; puis la région vallonnée des pâturages, le long d'un fleuve, et enfin, le fleuve franchi, les montagnes en pain de sucre qui sont celles de Kabylie, couvertes de figuiers, d'amandiers, et de treilles qui grimpent aux branches. Maximin disait :

« *Fort-National est un de ces grands villages, que les Kabyles avaient coutume de bâtir sur les cimes, et non ailleurs. De la place principale, et, bien entendu, de notre caserne, on domine tout le pays. Partout on parle arabe, et j'espère que j'apprendrai la langue, moi aussi. Un vieux zouave me donne déjà des leçons. En attendant, nous ferons une terrible gymnastique, dans cette garnison qui n'a pas de terrain plat. J'étais assez bon marcheur en plaine ; je vais devenir grimpeur. Il me semble que je réussirai dans ce métier nouveau. Hier déjà, le lieutenant m'a demandé de suivre le peloton des élèves caporaux. Bien entendu, j'ai accepté. L'ordre que j'ai toujours vu dans la famille, le travail que j'ai fait, m'ont préparé au service : l'obéissance ne me coûte pas. Je ne comprends pas toujours le pourquoi du commandement, mais je me dis que l'autorité, dans l'armée, doit servir au bien de tous, comme elle servait au nôtre, quand c'était vous qui commandiez.* »

« Vincent, lui aussi, recevait quelquefois des lettres de Fort-National. Il en reçut une, au mois d'août, qu'il s'empressa de communiquer aux habitants de la Genivière.

« *Mon cher Vincent,* disait Maximin, *c'est aujourd'hui ton « tour de lettre », et je t'apprends vite une nouvelle qui fera plaisir à notre monde. Depuis hier, je suis caporal. On a fêté mes galons, dans la compagnie; ça m'a coûté tout mon prêt du mois passé, et encore plus. Je vais bien; je fais des progrès en arabe; le pays commence d'avoir, pour moi, une figure de connaissance, et je me rends compte que je n'ai pas eu tort de choisir l'Afrique du Nord pour y faire mon service. Ici, nous ne menons pas la vie ordinaire de garnison, telle qu'on la mène en France. Quand nous faisons l'exercice, sur la place, ou que nous manœuvrons en montagne, les hommes à burnous qui nous regardent, — et ils sont parfois nombreux, — reçoivent une salutaire leçon de tranquillité. Nos fusils, notre allure, nos figures, notre discipline, leur conseillent de rester fidèles. Si je pivotais sur la place d'un chef-lieu de département de France, je n'aurais pas ce sentiment là qui est déjà celui de la lutte. J'espère être sous-officier de zouaves dans un an. Le métier est rude, mais je l'aime. J'ai quelque chose de rude aussi en moi, qui me vient peut-être de la longue bataille que les Fruytier, de père en fils, ont eue*

*avec la terre. Nous n'avons peur ni de la creuser, ni de marcher dessus, ni de coucher dehors. Chez nous, c'étaient les hargnes de pluie et de vent mouillé qui exerçaient notre courage. Ici, tu penses bien que c'est le soleil. Ma peau commence à être tannée. J'ai les joues maigres des brochets que nous prenions dans la Cendrine, tu te rappelles?*

*Ne crois pas cependant que j'aie beaucoup changé. Tu me reconnaîtrais si tu pouvais monter dans une machine à voler, comme il paraît qu'on en construit à présent, et débarquer ici.*

*Je parle de ma rudesse : elle est peut-être pour moi seul, car je ne peux penser à la Genivière, à ceux qui y sont restés, à toi qui l'as quittée, sans me sentir le cœur tout chaviré.*

*Ton frère qui t'embrasse,*

*Maximin Fruytier, caporal comme le grand-père.* »

Vincent lut et relut la lettre de Maximin, la copia pour la Genivière, et la serra dans une boîte en bois de peuplier, sur le couvercle de laquelle il avait écrit : *Lettres et papiers précieux.*

Vers la fin de la même année, Maximin faisait coudre sur ses manches les galons de sergent. « Faut croire qu'il était né pour être soldat », disait la mère. Elle ne savait pas si bien dire. Les chefs de Maximin Fruytier le considéraient comme un de leurs meilleurs sous-officiers, doué d'initiative, et de cette autre qualité faite de volonté et de sagesse, d'audace et d'une entière maîtrise de soi-même, qui se nomme l'autorité naturelle.

Ce que peut un sergent, pour le bien ou le mal d'une compagnie, c'est beaucoup. L'homme aux galons d'or vit avec le soldat; il connaît tout : il entend les propos mauvais, il souffre du godillot, de la revue de détail, de la durée du maniement d'armes, des intempéries d'humeur qui s'abattent, certains jours, sur la troupe casernée. Maximin était juste; il ne rudoyait pas les faibles d'esprit; il avait pitié des malades « reconnus », et parfois même de ceux qui ne l'étaient pas; les hommes disaient de lui : « Il deviendra capitaine, c'est sûr ».

Ils ne se trompaient pas. Quelque temps avant que les trois ans de service fussent accomplis, dans l'été de 1901, le colonel vint à Fort-National, passa le bataillon en revue,

et, à la fin de l'exercice qui suivit, s'étant fait désigner Maximin, l'appela.

— Vous êtes de la classe, n'est-ce pas, sergent?

— Oui, mon colonel.

— Combien de jours encore?

— Cinquante-sept.

— Vous êtes bien noté, énergique, fait au climat et aux hommes : si vous rengagiez? Y avez-vous pensé?

— Quelquefois, mon colonel.

— Faites-le. Vous avez un avenir devant vous... Ne vous croyez pas obligé de prendre un air de doute, mon ami! C'est très bien d'être modeste, mais il ne faut pas l'être aux dépens de la vérité. La vérité, c'est que vous pouvez parfaitement, si vous le voulez, vous préparer au concours de Saint-Maixent, vous présenter à la fin de votre second congé, et devenir officier. Vous n'êtes pas soutien de famille?

— Non, mon colonel : mais si je ne reviens pas, mon père en aura bien du chagrin. Déjà un de mes frères a quitté.

— Il en reste un?

— Oui, et une sœur jeune.

— Eh! la sœur se mariera : cela fera deux ménages pour tenir compagnie aux vieux parents!...

Le colonel mit la main sur l'épaule du jeune homme; sa figure prit l'expression âpre et tendue de celui qui dit son secret.

— Croyez-moi, Fruytier : la France a besoin de vrais soldats, et l'Afrique s'entend à les lui former; si vous étiez clerc, je vous dirais qu'elle a besoin de prêtres; si vous faisiez de la science dans un laboratoire, je vous dirais, de même, qu'elle a besoin de savants : car il lui faut, à elle, beaucoup de fils nobles, qui pensent à autre chose qu'à la paye. Je suis sûr que vous êtes capable d'être de ceux-là. Réfléchissez.

Le chef s'éloigna, après avoir répondu, d'un joli geste de la main, au sergent qui saluait.

Maximin réfléchit, et se décida. Ayant écrit à son père, mais sans attendre la réponse, il signa un acte de rengagement pour trois ans. Puis il partit en congé, avec sa feuille de route dans sa musette.

Quelle joie de retrouver sa Genivière après trois ans d'ab-

sence, et quelle appréhension! Que va dire le père, et la mère ne pleurera-t-elle pas trop amèrement, lorsqu'ils vont revoir ce fils pour le perdre trois semaines plus tard? La décision avait été si dure à prendre! Maximin n'ignorait pas que Pierre était au régiment, lui aussi, depuis un an. Il allait donc laisser la ferme sans secours et la maison sans fils pendant deux années encore. Jusqu'aux derniers jours, il n'avait rien dit de la décision prise. A quoi bon? A la veille seulement de l'embarquement, il avait envoyé à la Genivière ce mot qui détruirait un rêve et assombrirait deux vieillesses. Il s'inquiétait.

Non, non, Maximin, vous ne saviez pas encore, malgré votre heureuse jeunesse, ce qu'il y a de générosité dans le cœur de parents comme les vôtres. Ils souffriront : à peine le laisseront-ils voir, s'ils peuvent se dire : « L'enfant va où il doit aller; nous ne devons pas le retenir, ni diminuer sa confiance dans la vie. »

A la descente du train, dans la ville chef-lieu, lointaine, Maximin reconnut la carriole de la Genivière; il ne reconnut ni le cheval ni le conducteur. Il s'approcha :

— Sergent, — dit l'homme à la barbe drue, noire et blanche, et qui avait des yeux comme des phares d'automobile, et un petit chapeau de paille d'au moins cinq printemps et cinq étés, — votre père m'envoie au-devant de vous. Il a dû donner un coup de main à ceux de la Grandesse, qui sont venus faire le battage chez nous. Peut-être qu'ils vous l'ont écrit?

« Il dit *chez nous*, pensa Maximin, et moi, j'hésiterais à le dire à présent! Puis, à haute voix :

— Comment vont-ils?

— L'âge les tient, sergent, mais ils se débattent, pour continuer de travailler.

— Tant mieux. Mon père va-t-il rentrer bien tard?

— Il a dit qu'il viendrait plutôt sur les mains au-devant de nous. Donnez-moi votre valise; dépêchons, car il y a du chemin d'ici à la Genivière, vous ne vous rappelez peut-être plus?

— Qu'est-ce que vous dites là? Je n'ai rien oublié. Je pourrai vous dire la place des arbres tombés en mon absence.

Vite, ils partirent au trot du cheval jeune, qui battait la

mesure à coups secs, sur la route, et tendait sa tête vers l'occident tout jaune, car le soleil baissait, et, derrière les futaies, rassemblait les montagnes de paille fraîche où il s'endort le soir.

Bien avant la Genivière, au sortir d'un chemin creux qui ouvrait sur la route, tout à coup, un homme leva les bras. Maximin n'attendit pas que la voiture fût arrêtée : il sauta à terre, et serra sur son cœur le vieux batteur de blé qui ne trouvait qu'un mot :

— Mon gars, mon gars, mon grand gars d'Afrique!

Quand ils se furent écartés l'un de l'autre, — ah! que le père avait vieilli! que le fils était beau! — ils ne pouvaient se contenter de se regarder l'un l'autre, là, sur la route, dans la nuit presque faite.

— Je te l'avais bien dit, Maximin, que l'Afrique te prendrait le cœur!

— Elle n'a pas tout pris, je vous en réponds! Courons voir maman!

— Elle t'attend, va!

— Courons voir Jeanne!

— Elle est jolie comme un bouquet!

Ils achevèrent le voyage au galop du cheval. On les entendait de loin. Des cœurs battaient à cette musique. Quand la carriole entra dans la cour de la Genivière, depuis un quart d'heure deux lanternes se promenaient de long en large, levées haut par les femmes.

— Bonjour mon fils! Bonjour mon frère!

On montait les marches, trois de front et Jeanne par derrière. La grande salle était claire. Ah! quels bons moments, et quelles larmes, même du sergent Fruytier, qui pleurait comme un enfant de l'école! Il s'était jeté si promptement dans les bras de « maman Marie » qu'il n'avait pas eu le temps de voir si le cher visage était amaigri, si les chers yeux lui faisaient reproche et demandaient : « Pourquoi as-tu rengagé? Qu'est-ce donc que tu aimes mieux que moi! »

La nappe était sur la table de cerisier; la tarte aux prunes, encore chaude, portait une inscription nouvelle : « Vive le sergent! » Maman Marie n'avait d'arrière-pensée que celle de toujours : « Comment ferai-je pour qu'il soit tout heureux? »

Maximin se sentait aimé par des cœurs qui ne se cherchaient point eux-mêmes dans le bonheur de l'enfant. Il admirait l'accueil où tout était pour lui, où les espérances mortes ne revenaient point en secret. Le père, avant longtemps, se prit à dire :

— Maximin, je t'ai attendu pour vendanger le grand clos.

Et sa voix était aussi tranquille que si le fils lui était rendu pour toujours.

Dès le lendemain, à l'aube, ils montèrent sur la colline, pour vendanger la vigne plantée dans la terre caillouteuse, le long de la forêt. Cinquante rangs de ceps bien alignés, taillés, pourvus de lattes de châtaignier qu'ils coiffaient de sarments, formaient, pour les yeux des passants qui suivaient la route de Marcheprime, un long rectangle vert, fauve ou rouge, au bas de la futaie; pour les perdreaux et les grives, une table d'automne abondamment servie; un promenoir pour bien d'autres oiseaux, et pour les papillons, libellules, mouches et moucherons, un lieu de bien-être, une serre en feuilles tièdes, où l'on peut replier ses ailes, et marcher en rond, et respirer l'odeur enivrante de la sève.

A la suite de maître Fruytier et de son fils, d'autres vendangeurs montèrent, des enfants, des femmes, qui venaient des villages voisins. Pendant plus de cinq jours, les cueilleurs ne cessèrent de couper les grappes et de les jeter dans les hottes, les hottiers de porter la récolte jusqu'aux baquets rangés sur des charrettes, et les charrettes de descendre la colline, au bruit des sonnailles, des moyeux cahotés, des roues heurtant les cailloux, et des cailloux qui roulaient sur la pente : musique délicieuse, que les femmes de la Genivière écoutaient en préparant les tables. On n'avait jamais vu pareille vendange à Trois-Épines. Pendant ces premiers jours, Nicolas Fruytier et son fils travaillèrent sans se quitter de plus de trois pas, l'un suivant un rang de ceps, l'autre le rang d'à côté. Ils se disaient des mots de petit sens, les mêmes souvent, mais qui rompent la solitude, et suffisent à marquer qu'on a bon courage, et l'âme toute pareille à celle du voisin.

La préparation du vin prit une semaine encore, et la dernière dizaine du congé fut employée aux labours. Nicolas

Fruytier tenait la charrue; il passait pour le meilleur laboureur du canton, capable de tracer un sillon de cent mètres sans dévier de la largeur du sabot d'un bœuf, et cependant, il lui arriva, au milieu du champ du Petit-Beau-Bélier, de donner aux lignes parallèles un renflement d'au moins une coudée. Maximin, qui conduisait le harnais, s'aperçut de l'erreur quand il rangea les bœufs, près de la haie, et les fit tourner pour commencer une nouvelle ligne. Alors il dit à son père, en riant :

— Papa, pour la première fois de votre vie, vous n'avez pas labouré droit.

— C'est que je te regardais devant moi, — répondit le père.

L'allusion au temps qui s'approchait ne fut pas plus appuyée, et les bêtes ayant eu la permission de souffler, au milieu du champ, le père et le fils ne parlèrent que de la pesanteur de cette terre du Petit-Beau-Bélier, de l'abondance de la mauvaise herbe, de deux hersages et d'un roulage qu'il faudrait faire avant de songer aux semailles; ils ne dirent rien du départ, si prochain, et cette fois définitif. Maximin, à mesure que l'après-midi s'avançait, sentait grandir son émotion; il admirait ce courage, ce silence, cet oubli de soi. Bien avant le coucher du soleil, le père et le fils sortirent du champ; ils avaient achevé leur travail; ils s'arrêtèrent un moment, à la barrière, afin de considérer le guéret, sur lequel, paisiblement, retombait la poussière des mottes, touchée par le soleil.

— Père, — dit Maximin, — depuis que je suis revenu, pendant tout mon congé, vous ne m'avez pas, une seule fois, fait reproche de mon rengagement.

— A quoi bon?

— Je comprends mieux toute chose, à présent que j'ai vieilli.

— Pauvre jeunesse, va!

— Et je me dis que vous êtes, et ma mère aussi, de ces fils nobles de la France dont mon colonel me parlait, à Fort-National!

Sans s'étonner le moins du monde, acceptant même l'hommage mérité, Nicolas Fruytier jeta un petit regard aigu et content sur son fils.

— Il y en a partout, — dit-il. — Allons, Maximin, touche

Caillard et Maréchaux qui broutent la haie, et rentrons. Nous avons encore du travail à faire, avant la nuit.

Dès son retour en Afrique, le sergent Fruytier reprit sa fonction d'instructeur. Aux heures libres, il lisait en vue du lointain concours qui ferait de lui un officier. En trois ans, il avait acquis une expérience complète de l'homme de troupe, et l'intelligence du commandement, et celle du rôle de l'armée d'Afrique, de ces forces de garde et de civilisation qui tiennent, jusque si loin dans le Sud, l'antique royaume du pillage et de la vengeance.

Il disait parfois, le soir, regardant le paysage de cimes et de précipices dont il était enveloppé : « Ma Genivière qui es si loin, je te défends en Afrique; de l'observatoire du Djurjura, mes camarades et moi, nous protégeons les fermes de France. » Il se sentait soldat pour la vie.

Je ne puis raconter en détail ce qu'il advint de Maximin au 1er régiment de zouaves. Je n'écris pas son histoire; j'écris celle de toute une famille, et je dirai de lui seulement ce qu'il importe de savoir pour suivre le récit. Dans la dernière année de la nouvelle période pour laquelle il s'était engagé, Maximin Fruytier, en avril 1904, fut reçu à l'école de Saint-Maixent. Il en sortit, un an plus tard, sous-lieutenant; demanda à rentrer au 1er zouaves et, après une courte visite aux parents, monta de nouveau les pentes des montagnes de Haute Kabylie. Il rentrait à Fort-National avec une ambition nette : celle de commander un jour une troupe saharienne.

Ah! mes enfants, si vous saviez quels serviteurs du pays, ces jeunes officiers et sous-officiers de notre sang, qui s'offrent à commander des centaines d'hommes d'autres races, à tenir avec eux de petits postes fortifiés, si loin de nos rivages et de ceux de l'Algérie, qu'en prenant la garde, le soir, sur les murailles, on aperçoit la Croix du Sud; à poursuivre les bandes de pillards qui volent les troupeaux de nos protégés; à combattre contre elles, parfois, sans aucune chance d'être secourus; à donner aux nomades le sentiment que la France est présente, qu'elle est juste, qu'elle est bonne, qu'elle est venue à eux pour le bien! Ils remplissent ainsi une bien belle mission de chevalerie et de civilisation.

Personne ne fut surpris, au 1er zouaves, — le colonel moins encore que les jeunes officiers, — lorsque Maximin, devenu lieutenant à l'automne de 1907, demanda à être détaché, pour faire un stage aux affaires indigènes. On apprit, à la fin de 1908, qu'il avait été nommé à la compagnie de méharistes du Tidikelt, et qu'il s'était enfoncé dans le Sud.

Il eut de la chance. Il arriva à In Salah, à l'un des moments les plus intéressants de notre œuvre coloniale saharienne. Le général Laperrine avait organisé, pour la police du désert, ces troupes montées à méhari, et, lui-même se mettant à leur tête, entrepris de grandes randonnées qu'il appelait « les tournées d'apprivoisement ». On allait de puits en puits, à travers les sables mobiles, ou bien, dans les espaces pierreux, sans autre végétation que des touffes d'herbes sèches et misérables, épointées quand même au passage, d'un coup de dent, par les chameaux; on entrait dans des espaces caillouteux et plats, où le regard ne découvrait aucun obstacle, si ce n'est, à l'horizon, à des distances immenses, des lignes dentelées, bleues le matin, fauves le reste du jour, et qui devaient être des montagnes. Mais après sept heures, huit heures de marche, sous le soleil, si on atteignait cette barrière, on s'apercevait qu'elle était faite de roches chauffées à blanc, dont le rayonnement était pareil à celui d'un four; on se hâtait de chercher la sortie, on la trouvait, et, de l'autre côté, un cirque nouveau étendait sa nappe prodigieuse de lumière qui blesse les yeux, et de lamelles de pierre qui coupent le pied des animaux. Il y avait des jours sans eau, des nuits glacées, des aurores tout de suite brûlantes. Autour des puits, simples trous creusés dans le sol, que mouille, tout au fond, une source hésitante et souvent malsaine, on était sûr de rencontrer une caravane, petite ou grande, quelques voyageurs, tout au moins, armés, défiants, mesurant leur ton au nombre des nouveaux venus. D'autres fois, une piste menait à un douar, ou à un village bâti. Et l'on s'arrêtait, près des huttes, comme près des tentes, pour converser avec les hommes, les habituer à voir les chefs français, diminuer les préjugés et les haines, raffermir les amitiés que nous avons dans les tribus, connaître aussi le journal du désert, les nouvelles, vraies ou fausses, que bourdonne, sous

le capuchon de son burnous, un indigène à barbe blanche.

C'étaient de grands voyages qui duraient plusieurs mois. Le lieutenant Fruytier lia ainsi connaissance avec plusieurs personnages importants du Sahara; il prononça, comme juge souverain, sur les prétentions qui animaient des fractions de tribus l'une contre l'autre; il fit creuser des puits nouveaux; il séjourna parmi les Touaregs du Hoggar, non pas chez eux, mais dans les pâturages d'été où ils faisaient paître leurs troupeaux, non loin de la frontière de notre Afrique Occidentale; il se lia ainsi avec leur chef Moussa ag Amastane, qui le prit en amitié, s'entretint souvent avec lui de la France, et lui dit en le quittant : « J'ai confiance que tout ce que tu me diras sera la vérité! Que mille et mille bénédictions de Dieu soient sur toi, qui es mon ami! » Il eût souhaité de pénétrer dans les montagnes mêmes du Hoggar, et de saluer le Français le plus aimé de tout le Sahara, un ancien officier devenu prêtre, Charles de Foucauld, qui avait tout quitté pour ce pauvre monde délaissé et ignorant. Mais le bien du service ne le permit pas, et, par deux fois, Maximin Fruytier dut voir, à l'horizon, se lever puis disparaître les monts de la Koudiat, sans pouvoir monter dans les hautes vallées où habitait alors l'ermite.

Il était devenu un des Sahariens les plus fameux, lorsque, après cinq ans de cette vie qui le passionnait, il fut rappelé à Alger. On craignait que sa santé ne fût gravement altérée. Il protesta vainement. On lui répondit, ce qui était vrai, qu'il avait eu des troubles sérieux du foie, l'année précédente, et on le pria de choisir un poste de son grade dans un régiment où il eût chance de recevoir un peu moins de soleil sur la tête, et d'avaler un peu moins de sable.

Cela se passait au début de 1913. A cette époque, on formait, au Maroc, le 5e régiment de tirailleurs algériens. Maximin y fut nommé, et presque aussitôt, partit pour le Sud, où des colonnes mobiles opéraient contre les tribus montagnardes insurgées. Il écrivit à sa sœur Jeanne, en annonçant cette nouvelle :

« *Il faut être militaire de métier, ma Jeanne, pour comprendre que je suis ici en traitement. Mon mal était fini, et je ne me*

*suis jamais aussi bien porté. Mais je n'aurai le droit d'être officiellement en bonne santé qu'après la cure qui m'est imposée. On m'envoie me battre au Maroc. C'est un changement d'air. Toi qui t'inquiètes parfois, ne vois-tu pas de quelles attentions un simple lieutenant est l'objet?* »

## XVI

### VINCENT COMPAGNON

Qu'était devenu Vincent, tandis que l'aîné des Fruytier, simple zouave d'abord, puis caporal, puis sergent, puis sous-lieutenant, parcourait l'Afrique, où son père avait été soldat, lui aussi, en des temps très anciens?

Nous l'avons laissé à Nevers, au moment où il part pour Lyon. Ce Vincent avait l'esprit curieux, et le nouveau l'attirait, mais seulement le tout nouveau, car l'habitude lui venait vite, et avec elle un certain ennui. Ce n'est pas qu'il aimât le changement, mais il avait le goût de l'effort, et, sans qu'il s'en rendît compte, une nature d'artiste, qui travaille même au repos, et s'ingénie, et rêve, et n'est pleinement heureuse que de la pleine dépense de sa force. Une machine, pour lui inconnue, lui donnait un jour ou une semaine de plaisir, et de même une pièce difficile à faire, ou un livre qu'il lisait avec application. Recommencer lui convenait moins.

Lyon l'étonna par son étendue, par la puissance des deux fleuves qui entaillent la ville d'un bout à l'autre, et mettent tant de lumière, et de ciel, et de vie, entre les lourdes masses de ses maisons tassées. Trois jours durant il la visita, sans découvrir une chambre garnie qui lui convînt. Le troisième jour au soir, il quitta l'hôtel près de la gare, où il était descendu, et vint loger dans un garni de la Croix-Rousse, tout en haut, du côté du Rhône. Peut-être pensez-vous qu'il s'était préoccupé de le choisir dans le voisinage de l'usine où il devait travailler? En aucune façon. Il avait bien, sur son calepin, quelques adresses de grandes manufactures, mais qu'importait la distance? N'avait-il pas de bonnes jambes, et, si l'usine se trouvait par trop loin, les tramways sont-ils faits seule-

ment pour les femmes qui vont au marché? Non, la chambre avait plu à Vincent parce que la fenêtre ouvrait sur un paysage où passe le vent. Cette Croix-Rousse, quartier des Canuts, dressée au-dessus du Rhône, tombe presque à pic, maisons, rochers, verdure mêlés, jusque dans l'eau du fleuve qui se heurte contre elle, et prend là son tournant, et vire vers le sud. De là-haut, on voit les quartiers de la rive gauche, le parc de la Tête d'or, les fumées des Brotteaux, celles des Charpennes, les points blancs des villas et des guinguettes, dans la campagne, puis les étendues vertes de l'Isère, barrées à l'est, bien loin, par les Alpes. Vincent, le premier soir, resta penché au-dessus de ce monde vivant, jusqu'à ce que toutes les lumières fussent allumées au ciel et sur la terre, et il pensa à la lampe de la Genivière. Le lendemain matin, descendant de son cinquième étage, il avisa la locataire principale qui demeurait au rez-de-chaussée, vieille renarde effilée, l'œil fuyant, usée de poil et de dents, mais qui avait dû mordre. Il eut d'elle un sourire, parce qu'il avait payé deux mois d'avance.

— Madame, — dit-il en s'approchant, — voilà les adresses de plusieurs maisons où je pourrais travailler de mon métier. Les connaissez-vous?

— Et quel est votre métier, mon frisé?

— Ajusteur-mécanicien, charron aussi, selon l'occasion.

— Vous avez fini votre apprentissage?

— On a l'âge : dix-huit ans.

— N'y paraît pas. Montrez le calepin?

Elle posa le doigt sur une ligne, au milieu de la page.

— Voilà la meilleure maison. Ça fait des automobiles comme ils n'en font pas à Paris.

— La carrosserie également?

— Oui donc!

— Vous êtes sûre?

— On voit bien que vous n'êtes pas Lyonnais. Sans cela, vous n'en douteriez pas. Prenez le tramway, par exemple! C'est au bout de Perrache, près de la Mulatière, votre usine : il y a une trotte! Dites donc, pourquoi m'avez-vous demandé de vous louer la chambre avant de savoir où vous travailleriez?

Le mince garçon tira de sa poche un étui de métal, et offrit une cigarette à la tenancière.

— Vous n'en usez pas, madame Pinvert?

— Non, merci.

— Eh bien! moi, je n'use pas des chambres qui n'ont pas de vue!

— Je n'y pensais pas, — repartit la vieille femme, — mais faudra que je vous augmente : ce n'est pas un jardin qu'on aperçoit de chez vous, ni même une route, c'est un département!

Vincent se détourna en riant, et prit le chemin de la Mulatière, où le Rhône et la Saône ne font plus qu'un, qui va droit à la mer. Il lui fallut longtemps pour parvenir jusqu'à ces quartiers d'usines et d'entrepôts, jusqu'à ces quais de la Basse-Saône où la batellerie débarque la houille. Le contremaître auquel il fut d'abord adressé, lui demanda s'il travaillait correctement à la lime, s'il savait ajuster à frottement doux et à frottement dur, aléser, fileter, tarauder, conduire des machines, et le reste. Les certificats de Vincent étaient bons, la mine était avenante, la parole nette. On embaucha Fruytier; il fut admis dans un atelier de montage, où les ouvriers achevaient les pièces de carrosserie des voitures automobiles. Là, on renforçait les assemblages des caisses, au moyen de plaquettes en fer; on posait les supports pour les lanternes et pour les marchepieds; on terminait les éventails des capotes et les pièces de commande des freins. Le travail était varié et le salaire suffisant. Vincent avait sans doute une autre ambition, celle de diriger un jour l'atelier de fabrication des roues en bois, de devenir, en somme, une sorte de M. Garcin modernisé, un artiste du charronnage, vivant, avec peu d'hommes, dans ce hangar presque silencieux, par quoi se terminaient, vers le nord, les bâtiments de la grande usine. Mais il fallait du temps pour mériter ce poste de confiance, et, en attendant, Vincent s'appliquait à gagner l'amitié d'un des vieux ouvriers charrons, le père Ansiaume, avec lequel il revenait, le soir, quand le vent n'était pas contraire, et que la brume des Dombes ne se déversait pas sur la vallée lyonnaise.

Il aimait son quartier, et, aussitôt le travail terminé, se

hâtait de gagner les hauteurs de la Croix-Rousse. D'ordinaire, il commençait par suivre les quais du Rhône, puis, à la moitié du Cours d'Herbouville, il attaquait la pente. C'était une petite joie. Marchant entre des murs que débordaient les buissons de vignes et de lilas, il pouvait se croire dans les chemins creux de Trois-Épines. Mais, dans sa chambre surtout, il se plaisait à rêver. Après le dîner, qu'il prenait dans les petits restaurants populaires, il se retrouvait là aussi seul qu'au milieu des champs. A l'heure tardive où il avait coutume de dételer les bœufs du labour, autrefois, il ouvrait la fenêtre : l'air de tout un pays entrait dans sa poitrine lasse, bourrée de charbon et de poisons. Le silence, par degrés, se faisait, dès que l'ombre avait rendu désertes la rue des Glorieux et la montée de la Boucle. Vincent l'écoutait s'établir. Il lui arrivait d'écouter la tempête avec le même ravissement, lorsqu'elle sifflait à tous les angles des cheminées, et qu'en bas, furieusement, le vent et l'eau jouaient à la boule avec les galets du Rhône. Pourquoi? Le savait-il? N'étaient-ce pas encore les cinq grands noyers de la Genivière qui chantaient dans son âme?

Ces années-là, celles qui suivirent, et qu'il passa au régiment, furent, pour Vincent, sans grand événement. Il fit un voyage à la Genivière, la deuxième année de son service militaire. Cette « permission de moisson » lui laissa des souvenirs qui n'étaient pas tous joyeux. Il vit que le père commençait à se voûter, et que la mère, en faisant le ménage, s'asseyait un moment, essoufflée, et comme honteuse de n'avoir plus la force d'autrefois. Il essaya, ayant le cœur tendre, d'en dire son inquiétude à Pierre, revenu du régiment depuis quelques mois, et qu'il avait trouvé plus roux, plus rude, et plus secret que jamais. C'était devant la porte de l'étable, un soir, à l'heure où les blés, et les chaumes eux-mêmes répandent, comme une promesse, le parfum du pain qu'on défourne.

— J'ai pitié du père, — dit Vincent. — Il a toujours du cœur au travail, mais il se tue à faire comme nous.

Pierre prit les devants, et marcha vers le bout de la cour, où était « la maison », mais, par-dessus l'épaule, quand il fut à deux pas, il répondit :

— Tu aurais dû avoir pitié de lui plus tôt! Il a eu trop de mal, quand je faisais mon service et que tu n'étais pas non plus à la Genivière, par ta faute! Ce temps-là est fini. La ferme, à présent, c'est moi qui la cultiverai, moi et celui qui se mariera avec Jeanne... Si tu as l'idée d'y rentrer...

— Pas le moins du monde!

— Si tu l'as, tu feras bien d'y renoncer : la place est prise!

Ces mots-là, que Nicolas Fruytier ne connut pas, abrégèrent le séjour de Vincent. Il regagna sa garnison, cinq jours avant l'expiration de sa permission, et répondit à son capitaine, qui l'interrogeait :

— J'ai fait la moisson pour un prix qui n'est point dans l'usage, mon capitaine : pour un merci que m'a dit mon père, et pour une sottise que m'a dite mon frère.

Il acheva son temps de service, en qualité de caporal, et, sitôt rentré à Lyon, mit à exécution une idée qui lui était venue avant le tirage au sort.

Bien des fois, comme je l'ai dit, il avait fait route avec le père Ansiaume, un des anciens de l'atelier de fabrication des roues en bois. Celui-ci ne fut donc point étonné, un soir d'octobre commençant, de se voir rattrapé par Vincent, dans la rue où l'usine, par la porte à deux battants, lâchait son peuple d'ouvriers. Vincent dépassa un peu, pour jouer, le vieil homme qui allait seul, sa grosse tête blanche coiffée d'un chapeau cloche en paille, puis il se retourna :

— Comment, c'est toi, mon petit? Libéré? Tu as maigri!

— Les soucis, monsieur Ansiaume!

— Ne parle pas de ça; tu as la mine futée d'un vivant qui ne pleure guère.

— Ça ne veut pas dire jamais.

— Qui a bien pu te faire de la peine, mon petit Vincent? Est-ce au régiment?

— Non.

— Alors, ton père, ta mère?

— Non; mais j'ai compris, quand je leur ai fait visite, que ma place n'est plus chez eux...; mon frère me l'a dit...

— Était-il chargé d'en réserver une pour toi?

— Évidemment non.

— Il a gardé la sienne, et il a pris la tienne; c'est tout

simple : de quoi te plains-tu? Je parie que c'est d'être seul?

— Vous l'avez deviné!

— Il y a peut-être un remède : marie-toi!

— J'y pensais... Voulez-vous que nous prenions la rue des Échevins, monsieur Ansiaume : il y a trop de monde ici!

Ils quittèrent donc la rue Delandine, et prirent celle des Échevins, et, comme celle-ci avait un peu moins de passants, Vincent put dire au vieux maître charron :

— Si vous vouliez, monsieur Ansiaume, et si elle voulait bien, j'épouserais votre fille,... que j'ai rencontrée à la vogue de Beaulieu?

— Ouais! — dit le bonhomme, en s'arrêtant, et toisant ce freluquet, — tu as une drôle de manière de demander une jeune fille en mariage! Tu vas vite!

— C'est celle de mon pays, où l'on dit tout droit ce que l'on pense, monsieur Ansiaume.

Celui-ci ne répondit pas tout de suite. Vêtu de son complet de laine brunâtre, marchant au plus haut du pavé, sans plus prendre garde à son compagnon, il avait l'air d'un entrepreneur qui hésite à embaucher un tout jeune ouvrier, d'autant mieux que Vincent, avec sa veste de toile bleue et sa casquette plate, semblait de chétive condition. Ils firent ainsi plus de cent pas. La face épaisse du charron n'avait de physionomie que quand il riait ou quand il se fâchait; le reste du temps, les nuances n'étaient que dans le regard. Or il regardait le bout de la rue, au-dessus des passants. Il tira sa main droite de sa poche, en passant sous le viaduc de Perrache, et dit, montrant le clair de l'esplanade qui se nomme le Cours du Midi :

— Il y a par là un café que je connais; je t'offre un pot de Beaujolais, Vincent : il faut que nous causions.

Dans une petite rue, ayant traversé le Cours et la place Perrache, ils trouvèrent un café dont l'enseigne portait; « vente sur le comptoir et à porte-pot », et ils s'attablèrent dans l'ombre d'une arrière-salle. Le père Ansiaume avait pris un parti qu'il était impossible de deviner. Ses petits yeux bruns regardaient tantôt Vincent, tantôt la bouteille qu'une femme venait de servir; ils riaient; ils exprimaient une bonhomie

madrée, et, sous la moustache courte, la bouche avait remonté d'une ligne vers les oreilles. Il remplit les deux verres.

— Tiens, Vincent, voici du Beaujolais d'un joli cru. Goûte-le, et raconte-moi comment l'idée t'est venue de demander ma fille?

Vincent raconta des histoires simples et vieilles comme le monde, dont les personnages seulement changent à travers les temps. Ses mains parlaient, son changeant visage accentuait les mots, et, quand la bouche s'arrêtait, leur donnait de la durée. Il était ardent, pressant, drôle et riche en promesses.

L'autre écoutait, les coudes sur la table. La bouteille, fluette, fut bientôt vide. Il en fit apporter une seconde, après qu'il eut recommandé : « du vin des côtes, pour comparer ». Il avait son idée, comme le supposa Vincent, naïf et futé tout ensemble. Le père Ansiaume, ayant bu une gorgée de ce vin des côte du Rhône, dont les Lyonnais savent discourir, interrogea Vincent.

— Que penses-tu de celui-ci, jeune homme?

— C'est un œillet, pour la couleur et pour le goût.

— Sans doute, mais lequel aimes-tu mieux?

— Ma foi, monsieur Ansiaume, je ne saurais juger : je ne suis pas un habitué, je trouvais le premier bon, et je trouve bon le second.

Le charron se redressa, but une nouvelle gorgée, fit claquer sa langue, et jugea :

— Le vin de Beaujolais colle plus aux lèvres...

Puis, se recueillant, et avec un sourire qui allait loin :

— Mais, vois-tu bien, il n'a pas le même retour!

Et, presque aussitôt, il ajouta, guettant la réponse avec grande attention :

— Nous aussi, Vincent, nous sommes du même métier, mais nous ne nous ressemblons pas. Je parie que toi, par exemple, tu as des économies?

— Quelques-unes, — répondit Vincent d'un air détaché. Mon père m'avait recommandé d'en faire... Je crois qu'il avait raison.

Le jeune homme hésita un instant, puis se décida à demander :

— Et vous, monsieur Ansiaume, vous devez en avoir : ce n'est pas le temps qui vous a manqué, ni l'habileté?

— C'est ce qui te trompe, mon garçon! Ne crois pas que je méprise ceux qui ont fait des économies; c'est tout le contraire; mais je n'en ai pas de quoi vivre une semaine : j'ai voulu te le dire avant que tu ne t'engages.

Vincent leva et abaissa le menton, trois fois de suite, ce qui ne signifiait pas qu'il fût content. Mais il était brave. Il pensa aussitôt à Marie, sa mère, qui, elle non plus, n'avait pas apporté de dot en se mariant :

— Monsieur Ansiaume, ce n'est pas pour ses économies que je recherche votre demoiselle. Ça ne fait rien.

— Tu dis vrai?

— Oui donc. Je travaillerai un peu plus.

Alors ils convinrent d'une visite que ferait Vincent au père Ansiaume et à sa fille, le dimanche suivant.

Quatre mois plus tard, à la fin de janvier 1906, Vincent se mariait dans la basilique d'Ainay, dont la Tour carrée est coiffée de quatre mitres. L'assistance était bien petite. Les Ansiaume n'avaient d'autres parents que deux cousins et deux cousines; Maximin Fruytier était trop loin pour venir; le père Fruytier trop rhumatisant. Ce fut la mère qui mena son fils à l'autel, Marie la très douce, dont c'était le premier grand voyage. Dieu sait qu'elle ne le fit point comme une partie de plaisir! Elle non plus elle n'était plus très forte. Elle avait envie de boiter, ayant une jambe souvent enflée, et ses yeux commençaient de la mal servir, ses yeux d'amour, qui se retiraient au fond de l'orbite, et paraissaient si grands, si grands, à cause de l'ombre. Elle arriva la veille du mariage, à deux heures; Vincent, pour elle, avait retenu un fiacre; quand elle fut assise sur les coussins, et que le panier ficelé eut été mis sur le siège :

— A la Croix-Rousse, au-dessus de la Boucle! — dit Vincent.

Il était fier d'offrir à sa mère une course en coupé; la mère, entre ses mains, tenait la main de son fils, et elle demandait, heureuse et inquiète, ne sachant si elle avait le droit de se réjouir tout à fait :

— Ta promise, mon Vincent, est-ce qu'elle est douce?

est-ce qu'elle est pieuse? Est-ce qu'elle soigne bien son père?...

Il répondait oui à toutes les questions, et ne manquait point d'ajouter :

— Mais regarde donc la ville, maman!

— Comme ça monte, mon enfant! Notre cheval, à la charrue, va plus vite que celui-ci!

— Eh mais! la Croix-Rousse, c'est célèbre pour sa grimpette.

Lorsqu'elle eut tourné dans la cage noire de l'escalier, et que, bien essoufflée, elle entra enfin chez Vincent, la mère Fruytier eut envie de pleurer.

— C'est là que tu couches, mon pauvre petit gars! Tu n'as seulement pas de couette sur ton lit!

Sur la table de bois blanc, Vincent avait mis des fleurs dans un verre.

— Des fleurs en janvier, mon Vincent, où les as-tu prises?

— Ça vient de Nice, maman : ici il y a de tout!

— Je vois que tu dépenses beaucoup pour moi; dans ta jeunesse, tu étais déjà comme ça, tout donnant.

— On ne se corrige guère.

— Je parie que la bague, les dorures, la noce même peut-être : tu as dépensé là toutes tes économies?

— Elles sont malades, je ne peux dire le contraire!

— La petite Ansiaume doit être bien méritante, à ce qu'il paraît!

Elle aurait tant voulu être sûre que Vincent faisait un bon mariage! Les protestations de son fils ne la rassuraient guère. Elle s'approcha de la fenêtre, s'accouda sur la marge qui dominait de si haut la plaine du Rhône, puis détourna la tête, et dit d'un air de joie :

— Je comprends, maintenant! C'est beau chez toi!

— Ma pauvre maman! Demain, je ne serai plus ici chez moi.

— Tu t'en vas d'une si belle vue?

— Elle l'a voulu; c'est jeune, vous savez; elle aime le mouvement... J'ai donné congé il y a un mois : mais nous avons loué une jolie chambre en ville, vous verrez.

Une heure plus tard, ils allaient tous deux faire visite à

M. Ansiaume et à la promise. En voyant celle-ci, bien vêtue à la mode et haute sur les talons, venir à elle, la mère Fruytier ouvrit les bras :

— Vous vous appelez comme moi, Marie, voyez ce que c'est! — dit-elle.

Le nom de baptême était le même : les caractères ne se ressemblaient guère. Marie Ansiaume avait eu pour mère une lingère de Lyon, aimable et fine, toujours malade, par exemple, de la racine ou de la branche, — une vraie santé de cep de vigne, — et qui n'avait pas vécu longtemps. A dix ans, elle était orpheline. Que voulez-vous qu'elle devînt? Élevée par une voisine, fruitière de son état, qui l'envoyait faire des courses, reprise le soir par le charron qui lui cédait parce qu'il disait : « Je n'ai pas le temps de la faire pleurer », elle était, à vingt ans, une personne habituée à ne point être contrariée, autant dire inhabile à rendre tout à fait heureux ceux qui vivaient ou qui vivraient près d'elle : car le bonheur des autres est souvent fait de notre ennui. Elle était jolie, plus qu'il n'est utile, et le savait bien. Ses grands yeux bruns, son petit nez relevé, ses dents éclatantes, n'empêchaient pas qu'elle fût médiocre femme de ménage, qui ne savait ni bien coudre, ni bien repasser les faux cols du dimanche, ni mettre une pièce aux fonds de culotte du père Ansiaume, ni faire mitonner les plats qu'elle servait au vieil homme. Il avait essayé de s'en plaindre, dans les commencements; elle avait répondu : « est-ce que vous croyez que j'ai le temps? » De quoi avait-elle le temps? Depuis une couple d'années, elle n'était plus employée chez la fruitière, mais elle allait causer avec son ancienne patronne. N'était-ce pas de la reconnaissance? Elle avait vingt amies : devait-elle ne jamais les voir? Ansiaume la trouvait souvent dans la chambre sur la rue, assise à côté d'une petite couturière du voisinage, qu'elle faisait venir pour achever une jupe, un corsage, un manteau : aurait-il donc voulu qu'elle achetât ses toilettes dans les magasins, qui sont si chers, ou que la fille d'un homme comme lui fît se moquer d'elle? A toutes ces belles raisons, le contremaître de l'atelier des roues de bois ne répondait plus jamais rien, sinon que la vie est de grand coût aujourd'hui, et que la mère autrefois, si elle avait besoin de remplacer

un cotillon ou un caraco, n'engageait pas d'ouvrière. Ces mots-là amusaient Marie Ansiaume. Bien quelle ne fût pas sotte, elle était comme plusieurs, qui ne devinent pas les peines dont elles sont cause. Quand le père était triste, elle l'emmenait promener, elle riait pour le dérider. Et le rire de Marie était délicieux à voir et à entendre. L'ouvrier n'y résistait point. Quelques-uns de ses amis n'avaient pas même ça, pour se consoler de la dépense du ménage. Il disait : « J'ai en cage une pinsonne qui chante bien. Il lui faut de la graine, et beaucoup : cela se paie, la chanson ! » Il la trouvait dévouée, d'ailleurs, s'il était malade; alors elle ne sortait presque plus de la maison; elle veillait deux nuits, trois nuits s'il le fallait; elle allait pleurer chez la voisine, et revenait en souriant. Cette fille avait du cœur dans les grandes occasions : c'est la monnaie courante qui lui faisait défaut. Le père Ansiaume s'imaginait qu'elles étaient toutes ainsi.

Mais voici venir Marie Fruytier. On ne la trompait guère, celle-là ! Elle avait élevé quatre enfants, et observé, de près ou de loin, tous ceux de Trois-Épines. Tout de suite elle eut peur, en voyant cette jolie Marie Ansiaume, et aussitôt pensa : « Il faut qu'elle m'aime ! mon fils sera plus heureux si elle a confiance en moi ! » Elle était si maternelle qu'avec enthousiasme elle eût entrepris l'impossible pour rendre heureux chacun des siens. Dans cette soirée de la veille du mariage, quand on se promena par la ville, quand on dîna, en famille, chez le charron, et le lendemain, le grand jour, dans les petits moments où elle put lui parler, elle fit donc mille avances à celle qui devenait sa fille, la belle-sœur de Jeanne et des grands fils. Après l'avoir appelée, en entrant, « mademoiselle », elle ne tarda point à la nommer « ma mignonne », d'un mot dont elle usait parfois, à Trois-Épines, dans des familles amies. Elle lui disait « Vous nous viendrez voir, ma mignonne, à la Genivière? » Elle lui racontait quelques histoires de l'enfance de Vincent, qui le montraient avantageusement; elle lui disait comment faire pour ne point le blesser, et pour l'amener à ce qui serait le plus sage. Elle supposait, en paroles, que Marie serait la femme de bon conseil, une de celles qui commandent toujours pour le bien, et qui sauvent les hommes, et elles-mêmes, et toute la nichée.

La petite écoutait le mieux du monde, sans cesser d'avoir l'œil à tout, ni d'écouter ce qui se disait ailleurs. « Oui, ma mère, » disait-elle. Mais l'émotion de la voix, ni la tendresse du regard, n'accompagnaient assez d'aussi tendres vocables, qu'échangeaient en hâte ces femmes, la veille inconnues l'une à l'autre, et qui allaient se séparer.

Au moment où les jeunes mariés prenaient congé de Marie Fruytier, la mère dit, à l'oreille de Vincent, cette parole où tout son jugement était voilé :

— Elle est plaisante, mon petit Vincent, elle est savante de ses yeux, mais je la devine bonne femme aussi; je l'aime bien déjà : je voudrais seulement l'avoir élevée.

Vincent et sa femme s'installèrent au centre de la ville. La chambre n'était pas grande, la cuisine non plus, mais tout le bruit de la rue y entrait, et la jeune femme n'avait qu'à se pencher pour « voir du monde venir ». Grâce à l'appui du père Ansiaume, Vincent trouva bientôt une place dans l'atelier de la fabrication des roues en bois : son rêve ancien. Il eût voulu que sa femme tînt une petite boutique, mais il ne put l'y décider. Elle fut la dame qui n'a pas de quoi. Par honneur, Vincent ne voulut pas se plaindre. Cela fit un ménage comme on en voit tant, où le gain d'un seul suffit à peine à la dépense de deux. Le dimanche, ils allaient ensemble dans les promenades publiques, ils écoutaient la musique, visitaient les expositions, ne manquaient pas une des joûtes à la lance qui se donnent sur la Saône, prenaient plaisir aux farces du guignol lyonnais, et finissaient par découvrir, en quelque cabaret de banlieue, quand la fatigue les prenait, une tonnelle où ils se faisaient servir, avant de rentrer en ville, Marie un verre de sirop, Vincent un « demi-pot » de vin des côtes. Lui, il aurait aimé pousser plus loin le voyage, et prendre le chemin de fer pour connaître le pays. Mais elle répondait « Merci bien! Tu aimes la campagne, mais pas moi. Vas-y seul! » Jamais il n'essaya d'aller seul. Au bout d'une année environ, Marie eut un petit garçon, qu'ils nommèrent, d'un commun accord, Fabrice, on ne sut jamais pourquoi. Alors les promenades devinrent peu longues : on les fit à des heures choisies, le père poussant la voiture où le nourrisson dormait; on ne dépassa plus, même aux beaux jours, les avenues du

parc de la Tête d'or, les quais de la Saône, ou encore les hauteurs de Fourvière, où Marie montait par le funiculaire, le poupon sur le bras. Peu à peu, Vincent accepta d'entrer dans une compagnie d'amateurs dont M. Ansiaume faisait partie, et qui jouaient aux boules, sur les quais du Rhône, entre des madriers qui formaient le rectangle. Il eut ses deux boules, sur lesquelles des clous d'acier et des clous de cuivre dessinaient des losanges. On jouait quatre contre quatre. Après un noviciat sérieux, il fut admis dans la « quadrette » de son beau-père, et ne manqua plus aux rendez-vous. Les heures passées là ravissaient Vincent. Il respirait l'air qui n'a pas de poussière et qui coulait au-dessus des eaux; il voyait les nuées former leurs tours et leurs processions; sous ses pieds il sentait la terre meuble.

— Ah! la belle journée! — disait-il en rentrant.

Sa femme riait, et répondait :

— Tu habites la ville, et tu choisis, pour t'amuser, le seul jeu de campagne qu'on y trouve!

Ils ne vinrent à Trois-Épines que quatre ans après leur mariage, et pour un événement que je vais dire à présent.

## XVII

### JEANNE

Jeanne devenait une jeune fille: elle faisait maintenant, à la Genivière, plus de travail que maîtresse Marie Fruytier sa mère; de mois en mois, afin que celle-ci se reposât un peu, elle se chargeait de quelque besogne nouvelle. Elle procédait habilement, avec tant de bonne humeur, en s'excusant s'il le fallait, que la mère ne pouvait ni se fâcher, ni même souffrir de se voir ainsi remplacée, et se résignait à mesure, comme nous devons le faire en vieillissant, à devenir moins nécessaire, dans le royaume qu'elle gouvernait encore. Levée la première, même avant Pierre, cependant matineux, elle traversait la cour, la tête couverte d'un mouchoir blanc à liséré rouge, noué sous le menton, et dont la pointe sur le front battait au vent. Les coqs, les pirons, les poules, accou-

raient et saluaient de l'aile, quand, d'un tournemain, sans s'y reprendre jamais à deux fois, elle tirait le verrou du poulailler, donneuse de liberté à cent bêtes au jabot creux. L'instant d'après elle était dans l'étable, pour la traite des vaches. On la voyait retraverser la cour, deux seaux de lait au bout des bras. Elle rentrait pour manger la soupe, puis faire le ménage. Mais c'est la mère qui remplissait la marmite et la faisait bouillir, elle aussi qui pétrissait le pain pour la famille, bien que ce soit un dur travail, elle encore qui reprisait les bas, les chemises, les serviettes que Jeanne avait lavées, elle enfin qui rangeait le linge dans les armoires, par piles aussi bien dressées que les pierres des colonnes blanches d'une église. Chère créature sans repos, comme la mère autrefois, Jeanne était dans la maison la puissance principale, en attendant qu'elle fût le presque tout. Cela l'obligeait d'avoir une âme maternelle, contente de ne guère penser à elle-même, et de donner aux parents, au frère Pierre qui remerciait d'une bourrade, au monde de bêtes et de choses dont est faite une ferme, la force et l'attention de sa jeunesse épanouie. Même les absents avaient leur part. Jeanne écrivait à Maximin, Jeanne écrivait à Vincent, le dimanche presque toujours, entre messe et vêpres, quand le père et son fils faisaient le tour des champs, ou jouaient une partie de boules à l'auberge de Trois-Épines. Elle disait les petits événements de la semaine, les racontars du bourg, si drôlement que les frères ne manqueraient pas de rire en la lisant. Pour finir, elle trouvait des mots tendres, dont ils auraient le cœur touché. C'était la grande préoccupation des deux femmes : que la Genivière ne fût point oubliée. Elles causaient souvent de ce danger-là, en travaillant l'une près de l'autre, aux heures plus tranquilles du début de l'après-midi. Mère et fille s'entendaient fort bien; il ne manquait à Jeanne qu'un peu d'expérience pour que l'entente fût complète, et sur tous les sujets. Ni l'une ni l'autre ne cherchait ses idées ou ses mots : les mères vieillissantes, les filles grandissantes sont de tendres causeuses; l'avenir amusé les écoute, tandis qu'elles se penchent sur la toile, piquent l'aiguille, la retirent, puis, sous le coup d'une pensée, se redressent, se regardent avec un sourire, et se remettent à coudre. Ainsi faisaient Marie et

Jeanne, aux premiers jours de mai 1910, assises sur la même marche du seuil de la Genivière, protégées du soleil par une treille de chasselas, dont les sarments brodaient le tour et l'intérieur d'un cercle de barrique attaché aux solives du toit. Elles étaient là sous un dais vert, la mère et l'enfant, celle-ci plus grande, mais, pour le dessin du visage et la clarté du regard, toute pareille à l'autre. Elles raccommodaient un drap tendu sur leurs genoux. Des grappes minuscules pendaient entre les pampres. Le chat jouait sur la terre avec l'ombre mouvante.

Marie Fruytier ayant considéré, là-haut, la future vendange, dit, reposant les mains sur la toile :

— Toi aussi, tu seras cueillie : le temps vient.

Et il faut croire que Jeanne n'était pas loin de penser de même, car elle ne s'étonna en aucune manière, et répondit, les lèvres allongées, mais sérieuse quand même :

— Il faudra bien.

— Tu nous quitteras?

— J'espère que non.

Elles se regardèrent l'une l'autre, étonnées d'avoir été si loin dans l'avenir avec si peu de mots.

Jeanne reprit l'aiguille qu'elle avait lâchée, et se courba de nouveau sur le drap usé. Mais la mère demeura droite, plus troublée que sa fille. Un grand souffle faisait remuer le soleil et l'ombre sur les femmes et sur le seuil; les nuages devaient avoir des graines dans leur tablier gris; toutes les gommes précieuses, qui tenaient les bourgeons jusque-là enveloppés et collés, éclataient et versaient leurs parfums. Marie respira ce parfum, et dit :

— Attends en paix... Attendre, c'est la destinée des femmes.

La voix de Jeanne, qui ressemblait à celle de la mère, répondit vivement :

— Pourquoi dites-vous cela? Je ne suis pas vieille : j'ai dix-neuf ans!

Marie Fruytier ne voulut pas expliquer toute sa pensée. Pourquoi en ce jour de mai, dans la tiédeur de l'abri de la treille et de la maison, l'idée lui était-elle venue de parler d'avenir à sa fille? Elle-même ne le savait pas. Mais elle continua, gravement, de conseiller l'enfant, et les mots s'offraient

d'eux-mêmes, parce qu'elle disait des choses familières à son cœur, et tout le long de la vie méditées. Elle mettait un intervalle entre les phrases, et parlait lentement, contre son habitude.

— Te verrai-je mariée?... à ton ménage?... oh! je le souhaite bien!... Si tu trouves un bon mari, Jeanne, même un très bon, prends garde de lui laisser croire qu'il est parfait... Eux, les hommes, ce n'est pas la bonne manière de les toujours complimenter... Ils tiennent bien à notre jugement, et m'est avis, ma fille, qu'ils ont raison... Dans les premiers temps surtout, ils peuvent oublier de nous demander : « Qu'en penses-tu? » mais, s'ils ont pris l'habitude de causer avec nous de leurs affaires, ils ne tardent pas à voir qu'elles vont mieux avec nous, que sans nous... Ils sont contents d'être deux du même bord... Ne cherche pas à commander le tien, ni à le faire aller de saut, mais dis-lui un petit mot, pour savoir s'il est d'humeur à entendre le second... Le plus sûr est encore qu'ils s'améliorent à notre exemple... Ne pas mentir, assurer leur courage, tenir bien la maison, veiller aux âmes des enfants, être une mère perdrix qui leur apprend à remuer l'aile, presque tout est là... J'espère que tu seras heureuse;.... si tu ne l'étais guère, remercie encore d'un petit bonheur dont d'autres ne voudraient pas : le bonheur ne nous est pas dû... Travaille bien, mais ne te mets pas l'esprit en tourment.... Nous sommes tous à la charité de Dieu..., seulement il y en a qui le savent, et d'autres qui ne le savent pas.... C'est difficile la vie : il y a trop à faire..., et tu ne serais pas ce qu'il faut être, si tu n'obtenais assistance. Aie le cœur bien pur et bien priant...

Quand elle eût dit ces choses-là, elle se tut. Jeanne attendit un moment; elle écoutait encore. Puis elle se souleva, passa le bras derrière les épaules de la mère, et l'embrassa. Elles ne se dirent rien de plus. Jusqu'au soir venu, elles retissèrent des morceaux du drap usé. Elles sentirent ce jour-là qu'elles s'aimaient plus encore qu'elles n'avaient jamais cru.

Six mois plus tard, Jeanne épousait un jeune homme, Antonin Marlieu, dont la famille cultivait la ferme la plus éloignée du bourg de Trois-Épines, à la limite de la commune de Marcheprime. Ce Marlieu n'avait pas grand bien, la famille

étant nombreuse et la terre petite, à la Vesprée, où le père et la mère s'étaient établis trente ans plus tôt. Il avait mieux : un beau courage, et l'habitude de rire à la misère. Rien ne la met si vite en fuite. C'était une sorte de grand Gaulois, à la moustache jaune et tombante. Il soulevait une barrique pleine. Il parlait peu; gardait pour lui-même, et pour sa femme sans doute, ce qu'il pensait; se plaisait à se montrer doux; passait dans les chemins, tranquille, voyant tout par-dessus les haies, comme un homme qui eût été chargé de tenir le monde en paix. On le craignait : Jeanne ne le craignait pas.

Le mariage fut magnifiquement célébré à Trois-Épines, tout le pays entourant les deux familles d'une joie bruyante, par quoi s'exprimait une sympathie ancienne. On dîna dans la grange des Fruytier, le foin et la paille ayant été mis en meule, pour une fois, et livrés à la pluie. Vincent et sa femme étaient venus de Lyon. Marie, la jeune et l'élégante, fit impression : elle avait une robe de soie, des cheveux ondulés, la meilleure envie de plaire, et celle de faire remarquer, en même temps, qu'elle était de la ville. Au dessert, elle applaudit les chansons, qui ne furent pas toutes d'un goût parfait; elle sut rire ou s'attendrir aux bons moments, et, priée elle-même de chanter, se souvint d'une romance d'âge mûr, « le feu d'artifice », dont le refrain était : « Jean, Jean, hausse-moi, pour que je voie voler les fusées! » Elle eut, dans ce rôle très court, un succès qui la ravit. En sortant de la grange, pour aller danser sur l'aire, — car la journée d'hiver était tiède — elle dit à son mari : « Vincent, je comprends bien mieux, à présent, que tu aimes tant la campagne! » Le mécanicien fut si content du témoignage, qu'au retour, il offrit à sa femme une bague en or.

La Genivière reçut donc du renfort, puisque Antonin avait suivi Jeanne et venait habiter la ferme. Dès l'année suivante, c'est-à-dire en 1912, un bel enfant naquit; on l'appela Nicolas, comme le grand-père. Les cloches sonnèrent pour le baptême. Les voisins se réjouirent avec les Fruytier, et jugèrent que l'avenir de la Genivière était assuré. Il y en eut même qui envièrent dans leur cœur ce qu'ils appelaient la « chance » de ces Fruytier ». Hélas, le temps est là, qui donne tort à l'envie. Si nos biens ne périssent pas les premiers, c'est nous qui

leur manquons. Je vous apprendrai donc qu'en l'année 1913, à la fin du printemps, les deux vieux époux qui vivaient à la Genivière, les parents de Maximin, de Pierre, de Vincent et de Jeanne, les justes dont les noms étaient loués par les pauvres et les glaneuses de blé, Nicolas Fruytier le taciturne, et sa femme Marie au tendre cœur, disparurent de ce monde à quinze jours d'intervalle.

Il régnait en ce temps-là, et dans la région, une grippe maligne, dont les premières attaques semblaient négligeables, et cependant, au dire des bonnes gens de Trois-Épines, « tournaient le sang dans les veines, comme si c'eût été du lait rouge». L'homme mourut le premier, à l'heure où s'achevait une journée de grande pluie et de vent. Il sut promptement, par les larmes de Marie qui le soignait, que la mort était proche. Le médecin était venu et s'en était allé, le prêtre avait absous le mourant. Le vieux chef de la Genivière, peu de temps après, ferma les yeux, et, pendant les heures de la sieste habituelle, lutta obscurément contre la fièvre, l'oppression, la douleur partout répandue dans son corps. On le croyait sans connaissance : elle avait seulement changé d'objet. Sans témoin, sans parole et sans regard, il conversait avec la Puissance redoutable et miséricordieuse qui allait le juger. Les parents, groupés autour de lui, ne surent que la conclusion de ce long entretien, car Nicolas Fruytier, au coucher du soleil, rouvrit les yeux, regarda tout en haut, et dit : « Seigneur, appelez-moi maintenant : je suis prêt. » Et il passa.

Marie, elle, ne dit rien. Mais toute la courte durée de son mal, elle fut éveillée, calme et recueillie. Quand Jeanne, pour la consoler, ou quelque voisine arrivant pour la visiter, lui trouvait meilleure mine, elle répondait, en secouant la tête, en souriant d'un sourire où il y avait un peu de tristesse : une goutte seulement. Quand elle fut morte, son visage devint si beau, qu'il semblait commander dans le silence et la paix. L'un après l'autre, les gens des fermes venaient en pèlerinage de deuil à la Genivière; ils s'agenouillaient un instant sur le carreau de la salle, à cause de la belle vie simple d'une des leurs qui reposait là, entre les rideaux de cotonnade du grand lit; ils contemplaient avec respect cette figure où se prolongeait la lumière de l'âme en allée.

La ferme, tout le reste de l'année, fut plus silencieuse qu'au temps où vivaient les vieux chefs, depuis trente années connus et aimés du voisinage. Les visites se firent plus rares. Après des mois, on apprit que la Genivière avait été attribuée, en propriété, à Pierre et à Jeanne, qui rembourseraient en argent la part de Maximin et celle de Vincent. On apprit encore, au début de 1914, la naissance d'un second enfant, d'une petite Henriette, chez les Marlieu, et puis la nouvelle des nouvelles, celle qui serra le cœur de tous les hommes, en France, et bien loin hors de France, éclata : le monde entrait en guerre.

RENÉ BAZIN,
*de l'Académie française.*

*(A suivre.)*

# LA DERNIÈRE ŒUVRE
# D'ERNEST LAVISSE

*L'Histoire de France contemporaine*[1].

*Dans les derniers mois de son existence, Ernest Lavisse, atteint déjà par la maladie, avait consacré tous ses efforts à achever la grande publication qu'il dirigeait, l'*Histoire de la France contemporaine. *Il avait souhaité que la* Revue de Paris *publiât une étude sur ce livre, afin de rendre hommage à ses collaborateurs, et il avait exprimé le désir que l'article fût confié, à M. Charles Andler, professeur à la Sorbonne, pour le talent et le caractère duquel il avait une particulière estime. M. Ch. Andler achevait cet article au moment où Ernest Lavisse est mort. Nous le publions tel qu'il a été alors conçu, déférant ainsi au vœu du maître éminent et regretté qui a si longtemps dirigé la* Revue.

Ernest Lavisse n'a pas vécu assez pour voir l'accueil que le grand public cultivé fait à son *Histoire de France contem-*

1. Ernest Lavisse, *Histoire de France contemporaine depuis la Révolution jusqu'à la paix de* 1919. Paris, Hachette, 1920-22. T. I. *La Révolution* (1789-92), par P. Sagnac; — t. II. *La Révolution* (1792-1799), par G. Pariset; — t. III. *Le Consulat et l'Empire*, par G. Pariset; — t. IV. *La Restauration*, par S. Charléty; — t. V. *La Monarchie de juillet*, par S. Charléty; — t. VI. *La Révolution de* 1848. — *Le Second Empire*, par Ch. Seignobos; — t. VII. *Le déclin de l'Empire et l'établissement de la troisième République*, par Ch. Seignobos; — t. VIII. *L'Evolution de la troisième République*, par Ch. Seignobos; — t. IX. *La grande guerre*, par Henry Bidou, A. Gauvain, Ch. Seignobos. — *Conclusion générale*, par E. Lavisse; — t. X. *Index*.

*poraine* et pour se rendre compte de la croissante autorité qu'elle prend dans l'opinion savante de tous les pays. Mais cette œuvre dont il a tracé en traits larges la conclusion, il a pu la voir achevée et publiée. Après la longue interruption causée par la guerre, et quand déjà il sentait ses forces faiblir, ce lui a été un réconfort et une silencieuse fierté. Il faut avoir travaillé sous la direction d'Ernest Lavisse et avoir vu de près combien il était bon ouvrier, dur au mauvais ouvrage, laborieux, probe, supérieurement intelligent, pour savoir ce que valait un éloge de lui. Mais cette dernière œuvre, qu'il a achevée avec six collaborateurs d'élite, auxquels il en laissait sans jalousie le mérite principal, lui causait une satisfaction intime et totale. La perfection de l'ouvrage qu'il avait dirigé, sa solidité, sa force, sa simple et sobre élégance, la lumineuse nouveauté des résultats d'ensemble, Ernest Lavisse en concevait plus d'orgueil, parce que ces exigences qu'il a toujours eues pour ses travaux propres, ses collaborateurs y avaient satisfait au delà de toute attente. Le secret du maître disparu est dans ce talent qu'il a eu de les choisir, de les grouper, de travailler avec eux dans une amitié confiante, qui n'excluait pas, mais appelait les discussions critiques. Sa gloire n'est pas seulement dans ce qu'il a écrit, mais dans l'école qu'il a formée.

J'ai entendu des historiens allemands, parmi les premiers de leur pays, me dire, à Berlin, il y a une quinzaine d'années, que les meilleures études historiques du monde se faisaient à Paris. Ils songeaient à la Sorbonne de Luchaire, d'Ernest Denis, d'Aulard, mais particulièrement aussi d'Ernest Lavisse et de Charles Seignobos. Ceux qui savent l'orgueil des universités allemandes, apprécieront la sincérité de l'hommage. Il est certain qu'un grand renouvellement de l'histoire est parti de l'enseignement d'Ernest Lavisse. Les collaborateurs qu'il a groupés pour l'*Histoire contemporaine* sont presque tous ses anciens élèves, devenus des maîtres réputés à leur tour : l'un d'eux, notre cher et éminent Charles Seignobos, lié à Ernest Lavisse par une intimité de près de cinquante ans.

A eux deux, ils ont vu devant eux sur les bancs leurs

collaborateurs d'aujourd'hui. P. Sagnac, le plus jeune, l'historien connu de la *Législation civile de la Constituante*; George Pariset qui, depuis trente ans a fait vivre à l'Université de Nancy, puis à l'Université de Strasbourg, un enseignement d'histoire moderne européenne d'un incomparable éclat; S. Charléty, historien du Saint-Simonisme et spécialiste de l'histoire locale lyonnaise, ancien directeur de l'enseignement en Tunisie, à qui est échue depuis la tâche glorieuse de réorganiser l'Enseignement français en Alsace et Lorraine. A ces universitaires, Ernest Lavisse avait adjoint deux journalistes de grand talent. M. Auguste Gauvain, spécialisé dans l'étude des questions diplomatiques européennes, par de longs voyages aux pays balkaniques et en Autriche-Hongrie; il avait mis au service du *Journal des Débats*, longtemps avant la guerre et pendant toute la guerre, la meilleure information qu'il y eût en France, en matière de politique étrangère. M. Henry Bidou, s'était fait, durant quatre ans, au même quotidien, l'historien pénétrant des opérations militaires. Ils étaient de cette équipe qui avait refait du *Journal des Débats* l'un des plus vivants journaux français, et l'un des plus autorisés.

Ce choix de collaborateurs dictait la répartition des tâches. Il appartenait à P. Sagnac de décrire l'œuvre de l'Assemblée Constituante et de la Législative, ses réformes civiles, économiques, financières, l'organisation nouvelle des pouvoirs, de l'administration, de la justice, du clergé. George Pariset eut à entreprendre la gageure de faire tenir en deux volumes l'œuvre immense de la Convention, du Directoire, du Consulat et de l'Empire; et telle est sa réussite qu'il nous faut regretter seulement que la place si parcimonieusement mesurée à ce récit, eût obligé l'auteur à restreindre tout ce qu'il sait d'inédit sur le Directoire, et l'exposé préparé par lui sur les campagnes de Napoléon. L'établissement du gouvernement parlementaire, après 1815, la chute des Bourbons, la monarchie de Juillet tiennent plus à l'aise dans les deux volumes spirituels et vigoureux de S. Charléty. Le fardeau le plus lourd a cependant pesé sur Charles Seignobos, qui a dû retracer à lui seul l'histoire de trois régimes, de 1848 à 1914. On a peine à parler avec impartialité de ce maître,

non seulement parce qu'on ne peut guère le connaître sans l'aimer; mais encore parce qu'une œuvre scientifique et pédagogique incomparable, réalisée par lui en quarante années, trouve ici son couronnement. On peut affirmer que quelque chose de notable est changé, dans l'enseignement et dans la conception de l'histoire, depuis que Charles Seignobos et Ch.-V. Langlois en ont fixé la méthode, notamment en ce qui concerne l'histoire moderne. L'ouvrage monumental qu'il a construit ici répond à tout jamais aux attaques inconsidérées des incompétents. Enfin, il ne sera pas interdit de nommer Lucien Herr, bibliothécaire à l'École Normale, qui fut dix ans, à la *Revue de Paris*, le bras droit d'Ernest Lavisse. Durant la longue préparation de l'*Histoire contemporaine*, il a mis à la disposition de tous les collaborateurs son immense érudition bibliographique et le contrôle incessant de sa réflexion critique. Il a fait beaucoup plus que relire et corriger toutes les épreuves ou réparer de menues erreurs. Il a été l'officier de liaison qui a tout coordonné. Le plan arrêté d'un commun accord, il a veillé à ce qu'il fût exécuté avec une exacte proportion des parties. Il a exigé, par une insistante persuasion, les refontes, les sacrifices nécessaires et quelquefois courageux. Il a obtenu que les différents volumes, et les monographies qui forment des coupes longitudinales à travers ces volumes, se rejoignissent bord à bord, et bout à bout, sans hiatus et sans incohérence. La limpidité parfaite de l'ensemble est due pour une grande part à l'action invisible de ce conseiller sévère et amical.

L'œuvre ainsi réalisée élabore surtout des documents et des travaux imprimés. Toute généralisation historique suppose une condensation progressive des résultats de détail. L'histoire générale ne se tire pas des archives. C'est l'affaire des monographies partielles d'épuiser les manuscrits. Les collaborateurs d'Ernest Lavisse ont essayé cette condensation des résultats acquis et passés au crible de leur critique. On jugera de l'immensité de la besogne par les notices bibliographiques placées en tête des chapitres. Avec ces notices, il est loisible à quiconque d'aller aux sources, voire manuscrites; de connaître tout ce qu'on sait, de vérifier, de se faire une

certitude. On n'en sera que plus reconnaissant à ceux qui ont dépouillé pour nous et remis sous nos yeux cette vaste bibliothèque de nous enrichir cependant de leurs propres fouilles aux dépôts d'archives. P. Sagnac a donné plus d'un coup de sonde dans les délibérations des conseils généraux des directoires de districts et des municipalités entre 1790 et 1792. Les procès-verbaux des clubs jacobins de province, surtout dans le Nord, lui sont familiers. Les papiers de l'armoire de fer des Tuileries lui ont livré le plan du complot royaliste. Les papiers de « l'esprit public », les lettres des missionnaires de Roland lui ont fait connaître la province révolutionnaire. On devine chez G. Pariset de longues fouilles pratiquées dans les archives du Directoire. Charles Seignobos a pu renouveler l'histoire de la seconde République et du second Empire en explorant les procès-verbaux inédits du Gouvernement provisoire et de la Commission exécutive, les rapports des procureurs généraux sur les troubles postérieurs à la Révolution de 1848, sur la réaction et l'opposition entre 1848 et 1858, les papiers des commissions mixtes du coup d'État, le dossier de l'attentat d'Orsini. Une trouvaille heureuse lui a révélé même les rapports des procureurs sur le plébiscite de 1870, couverts encore par le secret des Archives.

L'ouvrage, fortement assis sur ce soubassement documentaire, riche d'enseignements pour les plus expérimentés, mine d'observations pour l'homme politique, est accessible par la souveraine aisance à tous les hommes cultivés. Des tempéraments divers parlent chacun un langage fort et ferme, sans ornement, sans qu'aucune recherche indiscrète de l'effet littéraire personnel nuise à la discrète harmonie de l'ensemble. La beauté de l'illustration ajoute une grâce noble à ce texte limpide. Cette illustration est à son tour toute documentaire. Les mufles de Mirabeau et de Danton; la tête de mort de Robespierre; la douce physionomie souriante de madame Roland; madame de Staël avec toute sa richesse de corsage et de hanches, et accoudée de façon à faire valoir ses bras admirables; le Bonaparte émacié de 1797; Casimir Périer, portant ses cheveux blancs disposés comme une couronne; les hommes du 2 décembre 1851; le Napoléon cos-

métiqué de Flandrin cherchant d'un regard éteint son étoile dans la brume; la charmante volière de perruches titrées que Winterhalter réunit autour de l'impératrice Eugénie; le Gambetta, le Thiers et le Carnot de Bonnat; le dur crâne, aux yeux pétillants, de M. Clemenceau; tous les visages des chefs d'État, des ministres, présidents, des généraux de la grande guerre. J'en oublie beaucoup. Il n'y en a guère dont on voulût se passer. Tous ces portraits anonymes ou signés de noms illustres ajoutent un intérêt humain au récit sobre. Ajoutez des estampes, des scènes de mœurs, des paysages historiques : la Bastille et ses environs, la fête du Champ-de-Mars en 1790, la prise des Tuileries, la récréation des prisonniers à Saint-Lazare sous la Terreur, l'entrée de Napoléon à Berlin, les grandes émeutes depuis le faubourg Saint-Antoine en 1830 jusqu'à la rue de Rivoli en 1871, les grandes batailles depuis Arcole jusqu'à Ypres en flammes, et jusqu'à la débâcle allemande en 1918. Des gravures sur la vie économique, sur l'outillage : l'arrivée d'une diligence sous le premier Empire, et la première locomotive de 1827; puis le premier marteau-pilon et le premier avion; les Halles de Paris en 1828, puis les premiers spécimens de l'architecture en fer; le premier canon rayé, mais aussi les grands canons de 400 sur rails, qui ont servi en 1918 : le choix est seyant et instructif; et il amuse en instruisant. Enfin, pour le plaisir des yeux, quelques échantillons de belles œuvres représentatives de l'art à chaque époque, de David aux romantiques, à Courbet, à Puvis de Chavannes, de Rude à Dalou, achèvent de donner de la couleur à cet exposé lumineux.

***

Ce qui distingue cette *Histoire de France* de toutes ses devancières, c'est qu'elle est l'histoire du peuple français. Elle le montre aux champs ou à l'atelier. Elle décrit ses habitudes de travail, sa richesse, les mœurs que son travail lui crée, les différences de classe qui naissent du droit en vigueur et du jeu de l'activité économique, les courants d'idées déchaînés par les souffrances ou les besoins. Cette description

ne se maintient pas dans les généralités. Elle détaille les diversités régionales. Une géographie humaine de la France, l'histoire de l'habitat où réside l'espèce française marque la scène changeante où se déroulent les faits politiques et intellectuels. Cet aspect économique de la France change avec lenteur de 1789 à 1870; il est bouleversé avec rapidité sous la troisième République. Un relevé nouveau accompagne chaque changement de l'activité économique. Il ne se peut qu'il n'y ait d'invisibles relations entre la vie de tous les jours et les habitudes politiques. Aucun des collaborateurs d'Ernest Lavisse ne se montre assez aventureux pour adopter une hâtive généralisation sociologique, marxiste ou autre. Ils superposent à la carte des régions économiques de la France la carte des partis politiques du même temps. Des inférences s'en déduisent, que les faits confirment, éclairent ou imposent. Toute une nouvelle interprétation de la vie politique en surgit. Les luttes d'où émergent et où sombrent les régimes, les drames parlementaires où se décident la forme politique, la législation, les réformes des services publics, les régressions, ne sont plus un film déroulé dans une ambiance d'obscurité. Ce sont des effets dont le lien avec la vie régionale reste visible, malgré la déformation que donne aux conflits leur transposition brusque sur la scène parisienne. En réalité l'histoire de la France ne s'est jamais faite à Paris. Elle a toujours été décidée au XIXe siècle par l'opinion, souvent déplorablement erronée, du peuple français.

***

I. *La vie économique et sociale.* — Ce peuple quand l'agriculture tenait chez lui le premier rang comme ce fut le cas jusqu'au second Empire, n'a pu être le même, que sous la troisième République, où son outillage industriel s'est brusquement modernisé. On assiste au lent travail du paysan français. On le voit partir du vieil assolement triennal romain, prédominant encore sous Napoléon III et qui laissait un tiers de la terre en jachère tous les ans, pour aboutir à l'alternance infiniment diversifiée et à l'intense culture que permettent les engrais chimiques. Les vieilles cultures industrielles (ga-

rance, lin, chanvre, colza, olive), ruinées par la concurrence étrangère, le blé qui tenait le premier rang, ont fait place à une culture fourragère et maraîchère, et à une horticulture dont les produits évalués à 200 millions en 1902, montent à 622 millions en 1922. Le paysan, dit M. Charles Seignobos, est devenu de moins en moins laboureur, de plus en plus éleveur, laitier, fromager, ce qui le rapproche du commerçant, ou jardinier, ce qui le rapproche de l'artisan (VIII, 438).

Il n'est pas inutile de dénombrer son troupeau de bœufs (6 millions de têtes en 1805, 6 900 000 en 1815, 10 millions sous Napoléon III, 14 300 000 en 1909); son troupeau de moutons (30 millions en 1805, 35 millions en 1815, qui retombent à 24 millions en 1852, pour remonter à 29,5 millions en 1862, et redescendre à 17 millions en 1909). Le progrès de l'engraissage des porcs apporte un enseignement pareil. Mais ce n'est pas tant le nombre des animaux qui importe que la valeur des races, le rendement en viande, en lait, en toisons; et l'accroissement de la richesse a été qualitative plus qu'elle n'a été une inflation des effectifs. Cet enrichissement a fait du paysan, maître encore sous Napoléon III d'un troupeau mal nourri et de race médiocre, contraint à une vie très rude dans une maison de chaume, et à une nourriture monotone, où manquaient le vin et la viande, l'homme cossu et costaud, qui aujourd'hui sait trop la valeur de son produit pour ne pas rançonner le citadin. Il en a fait aussi le fantassin endurant qui, durant quatre ans de guerre, a défendu son champ à la frontière.

Cette richesse, on en suit le progrès, par l'étendue croissante de la surface cultivée, par le rendement accru à l'hectare (13 hectolitres et demi de froment à l'hectare, encore sous Napoléon III, 21 en 1912), par la statistique des récoltes. La terre emblavée qui rapportait 52 millions d'hectolitres de froment en 1847, en rapporte 118 millions en 1912. Il importe à l'histoire de l'alimentation nationale que la culture de la pomme de terre ne se soit généralisée que depuis Louis-Philippe. On la voit passer de 70 millions de quintaux métriques en 1860 à 650 millions en 1912. Les ravages du phylloxéra qui obligent à arracher le vignoble et à le replanter, à coups de milliards. On sait

la surface occupée à diverses époques par les vergers, les châtaigneraies, les oliveraies, les vignobles. Le dénombrement est fait des propriétaires qui cultivent eux-mêmes, des fermiers, des métayers, des journaliers, des domestiques. On est heureux d'apprendre que l'exode rural n'est pas un signe d'appauvrissement, mais de prospérité. Il n'a porté que sur les domestiques et les journaliers.

La dépopulation des campagnes s'est opérée par le départ des travailleurs qu'aucun intérêt n'attachait au sol... Les salariés, en quittant la campagne, n'ont abandonné qu'un travail de saison, excessif en été, insuffisant en hiver, des salaires bas, un logement misérable, une nourriture grossière, une vie monotone... Leur départ n'a pas diminué la production; la machine a remplacé l'homme. Si « la batteuse » a dépeuplé les campagnes, c'est en libérant le travail pour un emploi plus rémunérateur... (Ch. Seignobos, VIII, 440-1.)

Si l'agriculture industrialisée modifie l'aspect du pays, combien davantage l'industrie! Sous la Révolution on compte à peine 60 000 ouvriers industriels. Tous les autres sont des artisans sédentaires. En 1848, il n'y a encore que 2 millions de personnes, dont 1 300 000 ouvriers qui vivent sur le travail des manufactures. La grande transformation s'effectue en plein second Empire (4 594 000 ouvriers des deux sexes en 1866). Mais il faut compter une augmentation de 3 millions d'hommes et de femmes dès 1911; si bien que 38,8 p. 100 de la population totale sont constitués de nos jours par l'effectif des ouvriers industriels. Ces chiffres ne laissent pas de faire réfléchir.

Car sans doute la production a été très intensifiée. La quantité des produits industriels en circulation a répandu l'aisance. Mais il n'est pas sûr que la richesse acquise ait réussi à se fixer, autant que les biens de consommation se diffusaient. La houille dont on extrayait 250 000 tonnes en 1794, passait à cinq millions de tonnes en 1847, à 33 millions en 1900, à 40 en 1913. La fonte, dont on produisait 60 000 tonnes en 1788, passait à 592 000 en 1847, dont on tire 390 000 tonnes de fer. Elle monte à près de 3 millions de tonnes en 1900, à 5 millions en 1913. Or l'armature des pays industriels modernes, c'est l'industrie du fer.

Cette importance croissante de la classe ouvrière dans la

production nationale lui a donné le sentiment de sa force. On n'attend pas que la classe ouvrière d'aujourd'hui ait la même discipline qu'aux temps où le Premier Consul l'astreignait au livret délivré par la police (1805); où la coalition était punie de prison jusqu'à trois mois pour les grévistes, jusqu'à cinq ans pour les meneurs. Les grèves ne sont plus aujourd'hui des délits. De puissantes organisations syndicales les appuient, les dirigent et les alimentent. Toute une nouvelle procédure d'arbitrage, depuis 1892, les termine souvent par des compromis. C'est ce qui atteste que la classe patronale et la classe ouvrière commencent à se mieux entendre, après s'être détestées en s'ignorant.

Car rien n'est certain comme la profonde ignorance où la bourgeoisie vivait des ouvriers. Ils habitaient dans les combles des mêmes maisons, encore sous Louis-Philippe; et on ne savait rien de leurs mœurs et de leurs idées. Les différences étaient plus grandes qu'aujourd'hui dans le genre de vie et dans le costume. Les divertissements étaient séparés, une notion rigoureuse de la mésalliance séparait les classes, et la vie politique était réservée aux classes aisées bien après 1848.

La Révolution de 1848, qui bouleverse la vie politique, ne modifie pas de façon appréciable la structure de la société. (Ch. Seignobos, VI, 345.)

Il a fallu le service militaire universel pour rapprocher et mêler les classes dans les casernes. Ce long fléau de la paix armée aura eu ce bienfaisant résultat. Lors de la grande grève des chemins de fer où les ouvriers du rail demandaient la « thune », la pièce de 5 francs quotidienne, les bourgeois s'étonnaient de leur peu exigeante gourmandise. Mais il n'est pas sûr que le salaire de 20 francs d'aujourd'hui vaille beaucoup plus que cet humble écu de 5 francs; et les salaires, que l'histoire contemporaine essaie de ramener à leur valeur réelle, n'ont certainement aucune proportion avec l'augmentation de la richesse générale. Une terrible statistique, celle des successions, vient renforcer cette inquiétude. Sur 100 000 successions, il y en a en moyenne 98 129 au-dessous de 100 000 francs; il y en a 1748 entre 100 000 francs et un

million : elles représentent à elles seules 34 p. 100 de la richesse acquise totale. 123 autres successions, supérieures à 1 million, représentent 35 p. 100 de cet avoir. La moitié au moins des défunts ne laisse aucune succession. Charles Seignobos tire de ces chiffres cette leçon :

> L'aisance est moins générale en France et la fortune individuelle plus concentrée qu'on ne l'imaginait ; les pauvres y sont plus nombreux et aussi les millionnaires. (VIII, 408.)

Prenons garde que ces faits ne constituent bientôt (Jaurès nous en avertissait) l'une des plus fortes positions du socialisme qui demain, jugerait à propos de se renouveler.

***

II. *La vie des partis.* — L'*Histoire de France contemporaine* ne prouve pas que les luttes de partis se réduisent à des luttes de classes pures. Des conflits d'idées puissants, qui tiennent à l'affaiblissement des vieilles croyances, traversent les conflits d'intérêt. La plus grande de nos révolutions, celle de 1789, elle-même ne peut pas se définir surtout une translation de propriétés comme l'a fait Taine. Elle a été beaucoup plus une translation de la souveraineté, du droit de légiférer, de transformer l'esprit même des administrations. Dès le début, deux partis aux prises, le parti des *privilèges* et le parti des *réformes*. Il s'en faut que leur querelle touche seulement à l'inégalité fiscale. Du moment que deux cents curés et quatre-vingts transfuges nobles siègent aux États généraux avec les six cents députés roturiers, c'est que la dissociation des anciens ordres a commencé.

La transformation sociale se fait avec cette rapidité foudroyante et cette sûreté dans l'instinct législatif que P. Sagnac a décrite. Le clivage des partis a lieu horizontalement sur tout le territoire. Toute la nation est divisée en *aristocrates* et *patriotes*. Pourtant un grand fait social apparaît dès la Convention : l'immense apathie politique de la nation. Elle est peut-être moindre en province. A Paris, le gros de la population devient sourdement hostile à toute l'œuvre révolutionnaire. Il y a là une « prodigieuse force de réaction latente

et qui s'ignore. » (II, 12.) Après une courte crise, la Révolution devient stagnante. Elle n'est mise en mouvement qne par une minorité énergique. Or les partis à la Législative et à la Convention s'entrechoquent, se broient et s'usent sous l'impulsion de cette minorité sectionnaire qui mène Paris. Montagnards, Girondins, Centristes, noms de sectes parlementaires, qui ne correspondent à rien dans le pays. Partout il existe une opposition de royalistes et de catholiques, non représentés à la Convention. Il suffira d'une mesure rigoureuse, comme la levée des 300 000 hommes en 1793, pour la soulever en insurrections furieuses. Pendant ce temps le pays patriote assiste avec douleur à l'émiettement des partis. La Gironde, toute provinciale, néglige l'action sur l'opinion parisienne et ne réussit pas à galvaniser la masse inerte du Paris conservateur. La Montagne reste en contact étroit avec les clubs de quartier où fermente, dans l'inquiétude et dans le mécontentement, le parti nouveau des Enragés, des Hébertistes. Le moment devait venir où les Parisiens, comme dit Robespierre, se crurent « fondés de procurations pour la société entière ». Mais le jour où elle prit des mesures que la province ne pouvait plus accepter, le grand parti patriote se suicida. « Le bloc révolutionnaire se brise, et les aristocrates s'insinuent dans tous les intervalles de rupture. » (II, 125.) La Montagne a pu terminer, dans une terrible convulsion, l'œuvre despotique à laquelle, pour sauver la France, elle a cru devoir immoler les Girondins. Mais il suffit alors d'une coalition de hasard et d'un soubresaut de la réaction pour remplir, en thermidor, la grande charrette où montèrent Robespierre, Couthon et Saint-Just.

Cette tragique et fatale illusion s'est renouvelée deux fois, en 1848 et 1871; et chaque fois l'extrême pointe d'avant-garde du parti républicain l'a payée de son massacre. Elle tendait à croire que Paris, cerveau littéraire et artistique de la France, en est aussi le cerveau politique. Une plèbe nouvelle, inattendue et passionnée pour la politique, surgit à Paris en 1830. C'est elle qui fait les « trois glorieuses ». Mais, après le succès, on l'oublie, on l'évince. C'est pourquoi elle conspire. Elle tente des coups de force en 1832 et 1834. Elle triomphe quelques mois en 1848. D'où vient son nau-

frage? C'est qu'elle affirme la théorie du droit supérieur de Paris et de la République, même contre le suffrage universel.

Les républicains parisiens semblent avoir d'abord supposé que le peuple de Paris entraînerait par son exemple les provinciaux à voter pour la Révolution sociale (Ch. Seignobos, VI, 53).

Cette erreur, que Blanqui leur a signalée dans de pathétiques avertissements, a causé les néfastes élections de 1848, puis de 1849 et enfin le coup d'État. Paris, contrairement à ce qu'on croit, n'a jamais entraîné la province; c'est toujours la province qui a encerclé et garrotté Paris. La Commune de 1871 s'en est aperçue, qui pourtant ne voulait réserver à Paris que le droit de se créer des institutions propres (VII, 310). Mais la France, qui ne se laissa jamais tyranniser par Paris, n'accepte pas non plus que Paris se détache d'elle, fût-ce pour entrer dans une fédération de communes autonomes.

La vérité est que la France, depuis la Révolution, est coupée en deux masses. La division des Rouges et des Noirs s'étend à tout le pays; mais il s'en faut que la densité des partis de réforme et des partis de conservation soit uniforme. Le royalisme pur, partisan des droits féodaux et des biens de main-morte, hostile à la conscription, aux réformes civiles, forme sur le territoire des taches noires continues en Vendée, en Bretagne, en Normandie, en Languedoc, en Provence. Les foyers du républicanisme, rares même en 1793, perdent leur teinte violente, s'effacent sans s'éteindre, reparaissent sous Louis-Philippe, rayonnent rapidement sur le pays en 1848, mais s'éliminent tout à fait des campagnes entre 1851 et 1871. L'accroissement des grandes villes et la formation de régions industrielles continues sur le plat pays les rend enfin indestructibles sous la République. Rien d'instructif comme les relevés de la géographie de l'opposition républicaine sous Louis XVIII et Napoléon III (IV, 145-146; VI, 264-272). En les renouvelant jusqu'à nos jours, on s'apercevrait que les racines régionales des partis n'ont pas changé.

Les oscillations puissantes de l'histoire de France au XIXe siècle ne tiennent pas à la versatilité de la nation. Il n'y a pas de nation plus tenace dans la défense de ses idées

que la nation française. Mais entre les deux partis adverses qui, depuis 1789, se la partagent sans que la coupure en soit nette, un tiers-parti s'est toujours formé, issu du frottement des masses principales, et mû par des croyances et des intérêts mixtes. Il lui a suffi de se porter à droite ou à gauche, sous l'empire d'une panique ou d'un calcul momentané, pour dériver puissamment l'évolution politique.

Ç'a été un tiers parti que celui de Royer-Collard, qui prétendait concilier le monarchie légitime et le régime représentatif, et qui, avec Guizot, définissait toute la civilisation moderne par l'ascension de la bourgeoisie. Il a suffi que ce parti passât à l'opposition sous Villèle, pour consommer virtuellement le désastre de la monarchie légitime. Tiers parti encore, « ce groupe de défectionnaires périodiques, arrivé en force depuis les élections de juin 1834 », avec Dupin pour chef, qui faisait tantôt de l'apaisement, et tantôt participait à toutes les lois répressives de la liberté, et encore ce « parti de l'ordre », dont Thiers est le maître en 1849, mais qui, dans son effroi de la démocratie, passe son temps à louvoyer entre le parti de l'Élysée et les anciens partis de royauté légitime et orléaniste.

Tiers parti enfin, sous Napoléon III, ce parti de Buffet qui se dit attaché à la dynastie comme à une garantie de paix intérieure, mais aussi à la liberté « que nécessite l'accomplissement des destinées françaises », et où se groupaient des catholiques irrités de la politique de résistance libérale au *Syllabus* et les protectionnistes irrités de la politique de libre-échange.

Mais le centre de gravité de ce tiers parti se déplace vers la gauche sans que sa base territoriale change. L'abaissement successif du cens fait arriver à la vie politique des masses croissantes de paysans qui, ayant digéré les biens des émigrés et les biens de mainmorte, ne demandent pas mieux que de redevenir conservateurs. D'un autre côté, le suffrage universel, vers 1859, tire les ouvriers de leur longue bouderie politique; et le développement industriel leur assure des effectifs puissants. Dès la lettre de Tolain, en 1861, et le pamphlet de Corbon, en 1863, ils demandent à être libres, à faire leurs affaires eux-mêmes. Ils ne sollicitent plus,

comme en 1848, l'aide du gouvernement. Il leur faut un droit syndical nouveau, la liberté de coalition, l'extension de la démocratie au domaine social. C'est cette idée d'un droit social nouveau, joint à des mesures de défense contre l'ultramontanisme et contre le retour offensif des vieux partis de monarchie, qui fournit le plus clair des programmes républicains de gauche après le 16 mai.

Mais les chiffres des voix républicaines ne changent que très à la longue, sous la poussée de l'instruction laïque et de la croissante population ouvrière. Depuis les élections d'octobre 1877, deux masses s'affrontent : l'une de 3 600 000 voix conservatrices, l'autre de 4 200 000 voix républicaines. Sans doute ces voix conservatrices ne mettent plus en péril le régime depuis que le pape a permis le « ralliement » à la République. Mais elles forment un contrepoids efficace et lourd à toute politique de réformes rapides. Il sera bon que les partis extrêmes, ceux de gauche surtout, n'oublient pas ces chiffres. Le déplacement d'un peu plus de 300 000 voix renverserait la majorité républicaine en une majorité catholique. Un tiers parti, là encore, est à l'œuvre. Il pousse au pouvoir, tour à tour, les tacticiens brutaux de la répression, tels que Charles Dupuy et Casimir-Perier, ou les virtuoses élégants de l'équilibrisme parlementaire. Il est le maître des heures troubles. Les crises mêmes où la patrie est en danger, il en profite pour faire avancer les siens. Il passe son temps, depuis M. Méline, à assurer qu'il ne veut ni « réaction ni révolution », qu'il « maintiendra la loi scolaire et la loi militaire ». Aujourd'hui il lui faut maintenir même la séparation de l'Église et de l'État. Il maintient donc, pour durer, toutes les lois qu'il n'a pas faites, mais contrecarrées. Il se préoccupe surtout d'empêcher les lois de renouvellement profond, jusqu'à ce qu'une poussée passionnée du peuple, comme sous Waldeck-Rousseau, remette en mouvement l'aile marchante de la République.

***

III. *La souveraineté de la nation.* — Le conflit auquel on assiste depuis 1789, est un conflit entre deux notions de la

souveraineté. Le monarque avait le sentiment de la sienne, que ne tolérait plus le sentiment national. La souveraineté monarchique, la nation a tâché de l'évider par degrés; et elle y est parvenue. Mais le vieil esprit monarchique, appuyé sur les intérêts conservateurs, s'est défendu avec vigueur, avec cruauté. Le tour d'esprit national lui-même était resté monarchique; et la nation ne s'est faite que lentement aux habitudes de la liberté comme aux formes de gouvernement républicaines.

La souveraineté de la nation, dont s'autorisent les régimes issus de la Révolution, reste purement fictive longtemps, et peut-être n'est-elle pas encore installée aujourd'hui. La Constituante, qui l'a inscrite dans la Déclaration des Droits, l'a fait résider dans ces 50 000 électeurs fournis pour les 83 départements par 2 millions de « citoyens actifs », qui étaient les électeurs du premier degré. On peut dire qu'au nom de la nation, « la bourgeoisie accaparait le pouvoir » (I, 165). Elle l'exercera d'une façon bourgeoise; et c'est ce qui donne du crédit aux doctrines montagnardes, et d'abord à la revendication du suffrage universel. Pour la Montagne, la souveraineté de la Nation est un état de choses futur qu'il faut travailler à réaliser. Les révolutionnaires sont les fondés de pouvoir de cet idéal; et cet idéal seul confère le droit. La dictature et la Terreur sont justifiées, s'il s'agit de sauver cet avenir de la révolution. C'est lui seul qui mérite de s'appeler le « salut public », et la volonté de la nation vraie, c'est-à-dire de la nation future, réside dans la minorité remplie de ce sentiment révolutionnaire.

A ce compte, Bonaparte ne peut-il alléguer, comme Robespierre avec les droits du génie en plus, que la souveraineté de la nation réside en lui? Les terroristes voulaient un « régulateur fidèle et uniforme », le Comité de salut public. Bonaparte croit être ce régulateur. Il pourra écrire, en 1808, que « tout pouvoir venant de Dieu et de la nation, le premier représentant de la nation, c'est l'Empereur », et qu'une Chambre serait « criminelle », qui prétendrait représenter la nation avant lui (III, 233). Mais voici où éclate la différence d'avec la Convention. C'est une œuvre de génie certes que le pouvoir de Bonaparte, mais une œuvre de rapine, d'aventure

cupide, et avec cette tare de s'appuyer sur un régime de basse police. Il est sûr que « la Révolution est finie », quand la police triomphe.

La police, dit une circulaire lancée en 1805 pour la glorifier, tient au milieu de l'État la place que tient dans l'Univers le pouvoir qui soutient l'harmonie des corps célestes et dont la régularité nous frappe sans que nous puissions en deviner la cause. Chacune des branches de l'administration a une partie qui la subordonne à la police (III, 241).

Admirable gravitation de tout vers le cabinet noir où trône un oratorien défroqué, Fouché, devenu duc d'Otrante. Cette conception du pouvoir personnel, où l'idée de Dieu voisine avec les rapports de police, est depuis lors un rêve de tous les souverains français. La France leur doit, jusqu'en 1877, un arsenal de lois de répression qu'elle peut opposer fièrement aux décrets des potentats réunis à Carlsbad. Il manque au Musée de Versailles la collection complète de ces textes : on la trouve dans l'*Histoire de France contemporaine* d'Ernest Lavisse. Les mesures du ministère Richelieu en 1815 ne furent qu'un début : la peine de mort pour cris séditieux; la détention pour tout individu « suspect » de complot; les cours prévôtales, dont les jugements sont exécutoires dans les vingt-quatre heures; une loi, dite d'amnistie, qui demandait la mort de 1200 personnes. « Il faut des fers, des bourreaux, des supplices », déclara La Bourdonnaye à la tribune. Ceci est la définition de l'ultra-royalisme. On promena la guillotine dans le Lyonnais pour une émeute de pain cher. Les constitutionnels Decaze, Guizot, en vinrent à invoquer la volonté du roi pour empêcher les pires abus. Charles X, malgré la Charte, préféra renoncer à son droit constitutionnel lui-même, comme trop étroit, parce qu'il avait « des devoirs envers le ciel » (IV, 351).

Il y a cela de touchant et de ridicule chez les hommes du pouvoir personnel que, pourvus d'une force énorme de garde-chiourme, ils se croient non seulement indispensables, mais aimés. Le « secret du roi », sous la monarchie de Juillet, c'est que le souverain voulut gouverner seul. S. Charléty a montré avec une convaincante clarté que tout le règne de Louis-Philippe est un puissant et décisif effort pour conquérir

le pouvoir personnel. Guizot, qui n'avait pas le don de la métaphore, en trouva une pourtant qui résume magnifiquement cette pensée du règne :

Un trône, dit-il en 1846, n'est pas un fauteuil, auquel on a mis une clef (*sic*), pour que nul ne puisse être tenté de s'y asseoir.

Le roi prétend se carrer largement dans ce fauteuil non cadenassé. Il règne, mais il envoie à Sainte-Pélagie les fâcheux qui soutiennent qu'il ne doit pas gouverner. Il entend que le rôle de l'Assemblée « fabriquée par les soins combinés de la loi et de l'administration », se borne à traduire les désirs du roi (V, 400). Il se croit si sûr de la vérité si assuré de la complicité bourgeoise, qu'il ne sent pas le danger qui approche. Quand éclate l'émeute finale, il néglige même de se défendre, bien qu'il soit très fort, tant sa déception est grande de se sentir abandonné des hommes de Juillet.

Cette histoire aussi se renouvelle deux fois. On trouve un policier pour mater une insurrection provoquée; puis surgit l'homme qui se croit providentiellement destiné à restaurer l' « ordre moral ». On trouve un Cavaignac pour mitrailler aux journées de juin les 100 000 ouvriers affamés des ateliers nationaux jetés à la rue par une mesure follement provocatrice. Après quoi l'épouvante des ruraux devant la révolution sociale entrevue suffira à amener l'homme de décembre. Il déclarera tout de suite, renvoyant ses ministres sans même un vote des Chambres : « Tout un système a triomphé par mon élection; car le nom de Napoléon est à lui seul un programme » (VI, 145). En 1871, on trouvera un Thiers, pour transformer une faible émeute en une insurrection de trois mois, parce que les lauriers sanglants de Windischgraetz, l'empêchaient de dormir, et qu'il a hâte de démontrer qu'on peut abattre Paris insurgé, comme le massacreur autrichien, en 1848, avait maté Vienne. Après quoi il s'assied dans un pouvoir que Louis-Philippe lui-même n'avait pas eu : président de la République, président du Conseil, et député à l'Assemblée nationale. Quand vient le septennat de Mac-Mahon, l'inépuisable débat fut toujours de savoir si on lui avait conféré un septennat « personnel ou impersonnel »; et le duc de Broglie, avec les ministres, du

16 mai, a toujours soutenu que « le Président forme à lui seul un pouvoir public indépendant ». Le problème le plus haut de l'histoire de France au XIXe siècle est de déterminer pourquoi le peuple français après avoir constamment laissé se reconstituer le pouvoir personnel, l'a constamment éliminé.

La solution de ce problème est d'un réalisme simple. Aucune nation évoluée, aucune classe dirigeante ambitieuse ne se donne un gouvernement personnel par un élan de cœur. Elle installe le pouvoir fort, dans un moment de panique. La crise passée, elle entend être associée à ce pouvoir. Le génie d'un Napoléon n'a pas fait oublier à la bourgeoisie ses intérêts de classe. La domination de Napoléon, toute militaire, avait écarté la bourgeoisie du gouvernement. La bourgeoisie, qui doit au régime napoléonien presque tout, lui en a voulu cependant de ne pas lui avoir donné le pouvoir. La bourgeoisie des hautes classes, surtout, a donc salué avec confiance la Restauration. Elle devinait que l'ordre social inégalitaire qui résultait à son profit du fonctionnement économique, ne serait pas menacé par les Bourbons; et elle savait que le régime juridique égalitaire, fondé par le code, les empêchait de restaurer une aristocratie de naissance (IV, 29). Par surcroît la charte semblait donner à la bourgeoisie le pouvoir que Napoléon lui avait refusé.

Quand cette espérance s'est trouvée déçue, les bourgeois ont laissé, sans regrets, Charles X s'embarquer pour l'exil. Ils ont demandé à la branche cadette de faire de la Charte « une vérité », et la « vérité » pour la classe bourgeoise, c'était le pouvoir politique. Elle a laissé succomber Louis-Philippe, qui se croyait aimé d'elle. Elle n'a pas envoyé ses gardes nationaux pour le sauver. C'est que le pouvoir qu'elle avait conquis, avec l'aide des prolétaires, lors des « trois glorieuses », l'effort de Louis-Philippe avait toujours tendu et finalement réussi à le lui reprendre. L'histoire des monarques français au XIXe siècle finit toujours par un départ pour l'Angleterre, parce qu'aucun d'eux n'a compris pourquoi la bourgeoisie tenait à établir le régime parlementaire. Quand Napoléon III n'eut plus même un peu de gloire extérieure à lui fournir en échange du pouvoir dont il la frustrait, il ne lui resta plus

qu'à troquer Wilhelmshöhe contre Chislehurst. Mac-Mahon lui-même, si bien pensant qu'il fût, la bourgeoisie ne le sauva pas du redoutable dilemme posé par Gambetta. Mais les monarques seuls ont le choix de se soumettre ou de se démettre. Mac-Mahon dut se démettre après s'être d'abord soumis. La naïveté des littérateurs politiciens qui, depuis, ont essayé de l'« appel au soldat » et de la propagande plébiscitaire, consiste à méconnaître totalement le sens profond de la croyance bourgeoise au parlementarisme.

***

IV. *La séparation des pouvoirs.* — L'histoire intérieure de la France se résume, depuis 1789, dans la conquête du régime parlementaire. Maigre proie, semble-t-il, quand on a espéré la conquête de la liberté. En fait, cette conquête modeste nous fait assister à la plus passionnante des tragi-comédies, si nous avons le goût un peu pervers du machiavélisme politique. C'est une guerre à coups de formules lacrymogènes et fumigènes. Le mythe de la « séparation des pouvoirs » est une fumée artificielle, que les tacticiens politiques font avec de vieilles formules de Montesquieu et de Delolme. L'*Histoire de France* d'Ernest Lavisse, à l'encontre des traités les plus illustres de Droit constitutionnel, dissipe ces brouillards factices. Après quoi on respire et on a compris.

Les députés du Tiers aux États Généraux, puis les Constituants, ayant lu Montesquieu et Delolme, viennent trouver le Roi et lui disent en substance : « L'exemple anglais et américain nous a convaincus. L'embarras du royaume vient de ce que les pouvoirs n'y sont pas séparés. Séparons-les. » Il eût été plus honnête de dire : « Sire, votre pouvoir n'est plus intact. Nous venons le partager. » Le Roi et les nobles ne trouvèrent pas le raisonnement convaincant. Ils ne voulaient pas comprendre que le Roi ne dût plus être, selon le mot de Le Chapelier, que « le premier fonctionnaire public ». La bourgeoisie, au contraire, se jugeait modérée; car des trois morceaux qu'elle faisait du pouvoir, elle n'en demandait qu'un tout entier : le *législatif*; et une portion raisonnable des deux autres, de l'*exécutif* et du *judiciaire*, en ce qu'elle

réclamait l'accès de la roture à toutes les fonctions administratives et de magistrature. Comme le Roi, pour prolonger le conflit, s'appuya sur l'étranger, on lui démontra, le 19 janvier 1793, la force du Tiers État qui, pouvant être tout, avait seulement voulu être « quelque chose ».

La Convention fait table rase des dernières fictions. Elle abat les dernières barrières entre le législatif et l'exécutif. Elle professe la confusion voulue, et peut-être nécessaire des pouvoirs :

> Tous les pouvoirs nous ont été confiés, dit Cambacérès. Vous devez les exercer loin. Il ne doit y avoir aucune séparation entre le corps qui délibère et celui qui fait exécuter (II, 59).

L'Assemblée, c'est le gouvernement révolutionnaire, qui donne des ordres au tribunal révolutionnaire. La Constitution de l'an I, restée lettre morte, qui exprime le mieux l'esprit conventionnel, fait élire par le peuple les administrateurs et les juges; et par l'Assemblée le Conseil exécutif. La seule Constitution démocratique que la France se soit donnée, non sans emphase, n'a jamais été appliquée. Cette Constitution ne connaissait pas la « séparation des pouvoirs ».

Depuis lors, ce mythe reparaît ou disparaît à plusieurs reprises; mais ses éclipses ou ses réapparitions ont un sens. Quand il reparaît, c'est que la bourgeoisie est inquiète sur son pouvoir. Elle a peur du gouvernement révolutionnaire d'une Assemblée ou du gouvernement absolu d'un seul. La Constitution de Thermidor, inspirée du souvenir épouvantable de la Convention, croit à la séparation des pouvoirs. Elle introduit deux Chambres et un Directoire, qui « nomme » les ministres. Loyalement, le premier consul éventre le mythe jusqu'à créer un Corps législatif qui vote sans avoir le droit de discuter, un Tribunat qui discute, sans avoir le droit d'amender; un Sénat qui se recrute par fournées consulaires et impériales. Mais c'est aussi pourquoi la bourgeoisie finit par lui préférer Louis XVIII.

Les conflits qui suivent sont tous des conflits entre le pouvoir monarchique et le pouvoir de la Chambre. Chaque fois, en 1830, en 1848, il a fallu une Révolution pour les

trancher. Sur quel titre s'appuie la bourgeoisie? Sur la souveraineté de la nation. Mais qu'est-ce que la nation? Thiers a su le dire : « La nation consultée, non en masse, mais successivement, dans la personne des électeurs, des députés, des pairs, qui tous en représentent l'élite », c'est-à-dire « la nation selon la Charte » (IV, 6). Cette nation, la bourgeoisie l'élargit prudemment. Les démagogues du pouvoir personnel vont au contraire jusqu'à vouloir l'élargir sans transition. Un des enseignements les plus certains de l'histoire, c'est en effet qu'un élargissement brusque du suffrage conduit à des résultats de réaction. Ce fut le calcul exact des ultra-royalistes de 1816 (IV, 98), et des deux Bonaparte. L'erreur tragique des républicains fut de tomber dans ce piège. Donner des droits au peuple avant de lui avoir donné l'instruction politique, c'est préparer la mort de la liberté. Ou alors il faudrait vivre sur cette fiction qui fut celle des hommes de 1848 : le peuple est souverain; mais il n'exerce aucun de ses pouvoirs; il les délègue tous. Car une souveraineté qui ne s'exerce que par délégation abdique, si elle se confie à un exécutif qu'elle n'a pas fait révocable. En ce sens la présidence de Louis-Napoléon et le Second Empire constituent une excellente leçon. La Constitution de 1852 et la Constitution impériale étaient faites pour dissiper, en les poussant à bout, les dernières chimères du mythe des trois pouvoirs, considérés comme garantie de la souveraineté de la nation. Elles introduisent un pouvoir exécutif fort, et qui se dit responsable; mais cette responsabilité est fictive. Elles créent une Chambre, qui n'a ni le droit d'amendement, ni le droit d'initiative, ni le droit d'interpellation; et les pouvoirs de cette Chambre sont nécessairement fictifs, car s'ils ne l'étaient pas, elle aurait un pouvoir réel sur l'exécutif, ce qui irait à l'encontre de la pensée du régime. Elles donnent au peuple, le droit de plébiscite; et le peuple répond par *oui* ou par *non*, mais seulement quand l'exécutif veut bien lui poser une question. Il est sans moyen d'action, quand cette fantaisie ne passe pas dans l'esprit du Président ou de l'Empereur. Et pourtant, quand vint le désenchantement, quand le personnel impérial fut usé, quand vint cette pesante impopularité extérieure du régime qui ne se dissipa plus après 1859, il

fallut, là encore, revenir au mythe, à la séparation des pouvoirs, à l'Empire libéral.

Nous vivons toujours sur ce mythe; et cependant nous n'avons même pas de Constitution. Nous n'avons que des « lois constitutionnelles », de date différente, dont quelques-unes remontent jusqu'aux pouvoirs confiés à Thiers. Aucune Déclaration des Droits ne les introduit. Les textes ne garantissent pas que les Français de 1875 soient des hommes et des citoyens. Mais ce suffrage universel, introduit machiavéliquement par un gouvernement de réaction, quarante ans d'école primaire laïque et de pratique de la liberté l'ont éclairé peu à peu. Les Français ont un *Sénat* de nom bonapartiste, mais il n'y a plus de fournées de Sénateurs. La Chambre Haute est l'émanation des Conseils départementaux et municipaux. La Chambre des députés porte un nom royaliste. Mais le royalisme n'y est professé que par quelques amateurs de paradoxes littéraires. Elle est si bien un pouvoir qu'aucun Président de la République n'oserait la dissoudre. Le Président a diverses prérogatives royales, y compris le *veto* et le droit de révoquer les ministres. Mais les plus fortes de ces prérogatives sont entrées en sommeil, et rien ne les réveillera plus. Les ministres sont solidairement responsables, au double sens politique et judiciaire, et devant les Chambres seules. Ils sont renvoyés par elles, quand ils n'ont plus leur confiance. Ils peuvent être poursuivis en justice, au cas de violation de la loi. Cela veut-il dire qu'il y ait « séparation des pouvoirs? » Ceux des ministres qui sont d'origine parlementaire, c'est-à-dire presque tous, siègent et votent aux Chambres, même pendant qu'ils gouvernent. Et le régime parlementaire ainsi institué crée une collaboration permanente entre les Chambres et les ministres, une pénétration réciproque entre le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif. De l'ancien dogme mystérieux de Montesquieu, il ne reste qu'un partage des *fonctions* entre le personnel administratif et judiciaire (VII, 406).

Peut-on dire, d'autre part, qu'il y ait *souveraineté du peuple*? Ce vieux mot désigne un vieil idéal, qu'il serait peut-être temps d'enraciner dans les faits. L'Assemblée nationale de 1875 a expressément rejeté la souveraineté du peuple,

réclamée par un rapport de commission. Les électeurs n'ont d'autre droit que d'être *représentés* à la Chambre.

C'est par un abus de langage qu'on parle de la souveraineté du peuple. La République de 1875 est un régime strictement *représentatif*; en France, les Assemblées seules sont souveraines. Mais cette Constitution sans principes, hétérogène et illogique, s'est à l'usage révélée solide, souple et ingénieuse, assez résistante pour rassurer la bourgeoisie, et pour s'adapter à la croissance de la démocratie (Ch. Seignobos, VII, 407-8).

Tout le secret que garde, à l'Élysée, le magistrat chargé, dans les discours des hommes politiques, de veiller à la Constitution, le voilà. C'est un mystère qui, dans les discours des hommes politiques ou dans les petits laboratoires des juristes, fait toujours beaucoup de fumée. Mais ces brouillards n'asphyxient plus personne. Ils n'aveuglent plus ceux qui n'ont pas froid aux yeux. C'est cette innocuité actuelle des préventions anciennes ou ce nouveau courage des citoyens qu'on appelle la *liberté française.*

Contrairement à une opinion répandue, les habitudes de la liberté ont donc précédé chez le peuple français les formes politiques destinées à la traduire. Notre peuple se contente d'une Constitution à demi monarchique et envahie de fumées. Il ne demande pas même qu'on retouche ou qu'on ventile cette vieille masure construite pour un roi qui n'a pas voulu l'habiter. C'est que cette *liberté*, cette innocuité des institutions, ce nouveau courage des citoyens devant l'autorité, ont gagné en profondeur la vie française entière : la vie *régionale et municipale*, les *services publics*, l'action réelle des citoyens sur la *législation* : et ce n'est pas un des moindres enseignements de l'*Histoire contemporaine* d'Ernest Lavisse.

***

V. *La vie municipale et régionale.* — De même que la vie des partis a ses racines régionales, qui s'épanouissent dans les formes politiques, de même chaque régime se reflète dans la vie des cités et des plus humbles communes rurales. On se ferme l'intelligence de toute l'histoire entre 1789 et 1793,

si l'on se refuse à apercevoir la révolution municipale qui a accompagné la révolution politique. On peut la voir esquissée largement dans le récit de P. Sagnac et de G. Pariset. On n'imagine pas la diversité scandaleuse des régimes municipaux sous l'ancien régime et l'étroite tutelle où étaient tenues les villes. Depuis Louis XIV il n'y avait plus d'élections municipales. Des officiers royaux remplaçaient les anciens magistrats du corps de ville. Quelques villes riches réussissaient sans doute à racheter les offices municipaux. Un corps électoral, généralement très restreint, choisissait, sur des listes de notables plus restreintes encore, les noms du maire et des échevins à proposer au Roi. « Une oligarchie administrait les villes, sans aucune indépendance d'ailleurs, sous la tutelle rigoureuse des intendants et des subdélégués » (I, 60). Par un mouvement unanime, en 1789, les villes s'affranchirent. Partout les municipalités nommées par le roi furent secondées, tenues en lisière, supplantées par des élus, qui furent ou bien les élus du Tiers ou les élus des corps de métier. Là aussi la monarchie dut composer. Les intendants durent s'enfuir. Les villes recrutèrent elles-mêmes leurs gardes bourgeoises sur le modèle de la garde nationale de Paris. Grande garantie d'ordre. La France se municipalise et prend les armes, pour échapper à l'anarchie. Elle crée librement, par les fédérations des villes l'unité provinciale, et, par delà, l'unité nationale.

La Constituante introduisit la légalité dans ce mouvement spontané. C'est une œuvre qu'il ne faut pas se représenter trop belle. Oui certes, il y eut partout désormais des corps municipaux élus. Il y eut une hiérarchie de conseils de la commune, du district et des départements. Ces assemblées délibérantes choisirent à tous les échelons leurs directoires exécutifs. « Tous ces corps élus, munis des droits de police et de réquisition, sont subordonnés en droit au pouvoir exécutif royal, mais ce pouvoir n'est représenté auprès d'eux par aucun agent » (I, 177). La France est prête à se reconstruire par une fédération de petites républiques autonomes. La tentative semble admirable. Elle fut viciée pourtant dans l'embryon; car le corps électoral d'où émanent tous ces conseils, la Constituante l'a restreint à dessein. Elle a réservé l'électorat aux « citoyens actifs »,

aux citoyens riches et aisés. Les pauvres étaient écartés du suffrage. Là encore la bourgeoisie s'est réservé le pouvoir; et il arrivera que les municipalités, qui d'abord résistent au Roi, résisteront ensuite aux Assemblées démocratiques. C'est toute l'histoire de la Convention; et son drame, on l'a vu, consista à être submergée à Paris par une Révolution municipale, par la Commune et par une commission départementale peuplée d'insurgés du 10 août, appuyées sur des sections qui sont le peuple même en armes. Or cette Commune de Paris, République dans la République, et appuyée sur les républiques sectionnaires, est nettement en avance sur les Républiques municipales des départements.

L'ordre se rétablit, comme dans l'État, par la volonté de Bonaparte. Le premier Consul fit de tous ses préfets des proconsuls. Dans les districts, baptisés arrondissements, les sous-préfets eurent ordre de se croire des sous-Bonaparte. Tout l'effort de la Révolution avait tendu à intéresser le citoyen à la chose publique. Tout l'effort du Consulat est d'organiser la torpeur. « L'élection disparaît. L'ancienne centralisation est reconstituée plus forte que jamais. » Le ministre nomme les maires; et le préfet nomme les conseillers municipaux. C'est la loi du 17 février 1800 sur l'administration locale qui démontre le mieux que l'Empire est fait.

Il a mis soixante-quinze ans à se désagréger. La Restauration elle-même laisse aux gouvernants la nomination des préfets, des maires, des adjoints. Tous les projets de centralisation sont toujours venus de la droite, et tous les projets de décentralisation de la gauche. Les colères ultra-royalistes firent échouer même l'humble projet qui, sous Charles X, réintroduisait l'élection des conseils municipaux, des conseils d'arrondissement et des conseils généraux, en confiant l'électorat aux citoyens les plus imposés. On apercevait là encore que la Charte, qui avait promis des institutions municipales « fondées sur le système électif », n'était pas une vérité. L'une des premières lois de la monarchie de Juillet (21 mars 1831) fut donc cette « loi municipale » qui appuya, dit Louis Blanc, le pouvoir ministériel « sur 34 000 petites oligarchies bourgeoises ». 17 p. 100 des habitants au plus, dans les communes de moins de 15 000 habitants; 2 p. 100 au

plus, dans les villes au-dessus de ce chiffre, eurent le droit de vote. C'était toujours la « nation selon la Charte », définie par le cens, et augmentée de quelques « capacités », fonctionnaires, officiers de la garde nationale, officiers retraités. Mais la tutelle des préfets sur les municipalités resta oppressive, Elle se prolongea sous le Second Empire.

Orléanistes et républicains ne purent que joindre leurs doléances pour réclamer la décentralisation. Aucun d'eux n'eut le courage de réclamer la pleine autonomie élective que la Révolution naissante avait donnée à tous les conseils locaux.

Ils l'ignoraient même au point que le plus célèbre d'entre eux, A. de Tocqueville écrivit *L'Ancien Régime et la Révolution* pour démontrer que la Révolution avait achevé la centralisation commencée sous les rois (Ch. Seignobos, VII, 44).

En réalité, aucun régime n'a jamais osé revenir à la puissante décentralisation révolutionnaire. Elle reste la réserve de l'avenir. Mais quand, après 1871, on recommença à élire les Conseils généraux au suffrage universel, quand les maires des petites communes furent élus, on sut qu'un département ou une commune, en droit républicain sont, eux aussi, des républiques. Et ce sont ces humbles conseils des municipalités et des assemblées départementales qui ont évidé l'autorité des préfets à poigne et des maires de carrière impériaux.

***

VI. *Les services publics.* — Tout grand corps de l'État reflète l'esprit du régime qu'il sert. Ni l'Église, ni l'Université, ni l'Armée ne sont les mêmes en monarchie qu'en république; et la Magistrature n'échappe pas davantage à cette « couleur du temps » qui lui vient des régimes.

Ç'a été un clergé infiniment réformateur que le clergé de 1789; non pas sans doute ses chefs, mais la masse de ses desservants. Plus tard, quand un républicain allemand, M. Bernhard Groethuysen, aura publié ses immenses dépouillements, on saura combien la Révolution française, dans les petites villes et dans les campagnes, a été préparée par la prédication du bas clergé. Tout un mouvement religieux

profond, gallican, et qui méditait un retour à l'Église primitive, se propageait dans les cures campagnardes. « Le chartreux Dom Gerle, les oratoriens Daunou et Joseph le Bon seront au premier rang des patriotes » (I, 189). Tout un esprit nouveau de liberté et d'égalité s'empare des moines et des desservants mécontents. Il s'organise une démocratie d'Église, qui poursuit « la suppression de l'ancien Concordat royal, l'élection des évêques et des curés par le peuple et le clergé; qui réclame même la nationalisation des biens ecclésiastiques et la suppression des ordres religieux » (I, 185). La grande œuvre de réforme religieuse et morale de la Constituante, la constitution civile du clergé, n'a pas été imposée, mais a été souhaitée, aidée, soutenue par ce gallicanisme fervent et pur des petits desservants, sur lequel l'ultramontanisme, après 1815, a fait un silence si profond.

L'étrangleur des libertés a été là encore le Premier Consul. Il croit se faire bien venir de l'Église, en faisant des évêques des préfets à poigne ecclésiastiques. Il agrandit la juridiction épiscopale. S'il institue des curés inamovibles, les 30 000 desservants sont placés sous l'autorité directe, non de leurs curés, mais de l'évêque. Ils sont révocables par l'évêque, et l'État renonce par les articles organiques à tout droit de patronage :

> Jamais, sous l'Ancien Régime, l'évêque n'avait joui d'un tel pouvoir. Désormais il pourra commander à ses prêtres, comme le supérieur d'ordre à ses moines. Le bas clergé formera une milice obéissante et disciplinée.... Ni Portalis, ni Bonaparte ne se doutèrent de la révolution qu'ils venaient d'opérer dans la constitution ecclésiastique (G. Pariset, III, 102).

Quand un pouvoir politique se méprend sur une révolution qu'il a opérée, il est condamné. Parmi les traîtres qui, les premiers, abandonnèrent l'Empire aux jours de la défaite, il y eut ces évêques dont Napoléon avait si fortement accru les prérogatives. Il suffit à l'épiscopat pour trahir qu'il espérât des Bourbons la restitution des biens du clergé. D'ailleurs, en pleine gloire de l'Empire, il commence la persécution des anciens prêtres assermentés. Les séminaires matent le généreux esprit du petit clergé. Dès Fourcroy, en 1803, ce sont les prêtres qui empêchent les communes de nommer des instituteurs. « Mais entre l'État et les communes, un troisième

personnage se glissa modestement. Il ne demandait rien, sinon qu'on le laissât faire. C'était le frère ignorantin » (III, 345). L'abrutissement systématique des campagnes commença. Il a duré trois quarts de siècle.

Le poids le plus lourd de la lutte pour la liberté pèse durant ce temps sur un modeste et courageux service public, l'Université. Toutes les fois qu'un gouvernement français a peur d'une révolution, il met la double boucle aux maîtres d'école, il garrotte les professeurs. Avec ses méthodes désuètes, le formalisme vide de ses humanités qu'aucune étude historique ne vivifie, étrangère encore aux sciences expérimentales, et imbue d'une timide idéologie, c'était une bien humble puissance intellectuelle que l'Université impériale. Telle quelle cependant, on la redoutait. Elle avait peu de science. Ses Facultés retardaient sur l'étranger et surtout sur le redoutable voisin de l'est auquel ses puissantes universités allaient insuffler un puissant esprit national, fortifié par une critique aventureuse et outillée. Mais quelques libres travailleurs, au sommet, trouvaient le moyen de refondre les sciences historiques, l'orientalisme si dangereux à la religion, la physique, la chimie, les sciences médicales. Il fallait que rien de tout cela ne descendît dans le peuple.

On fit donc sous Louis XVIII surveiller les écoles par le clergé. Seules, les écoles ecclésiastiques échappèrent à tout contrôle. On infligea à l'instruction publique des ministres-évêques, Frayssinous, Feutrier. Ils ne suffirent pas à rassurer l'Église. Les évêques défendirent de fournir même les papiers administratifs nécessaires au ministre pour accorder l'autorisation des écoles. A force d'exigences, ils réussirent à blesser Charles X lui-même. Il dut interdire l'entrée de la Cour à Clermont-Tonnerre, évêque de Toulouse, leur porte-parole. La guerre continua sous Louis-Philippe. Il eut beau nommer grand maître un laïque Salvandy, plus fanatique que les prêtres. Lui-même eut le tort de prétendre réserver encore quelque pouvoir à l'État, de se réserver un droit de regard, le droit d'exiger des brevets de capacité, de nommer les instituteurs. Il fut bafoué. L'abbé Rohrbacher, l'abbé Védrine, l'abbé Combalot, le jésuite Deschamps, Louis Veuillot, toute une presse de marguilliers se déchaîna. Il fut entendu que

l'Université était une « sentine de tous les vices, pourvoyeuse de la guillotine, et qui forme des docteurs de mensonge » dans la plus « dégoûtante corruption ». Falloux vint. Il déféra tout à fait aux dénonciations de Montalembert contre ces « affreux petits rhéteurs, les maîtres d'école » :

A l'armée démoralisatrice et anarchique des instituteurs, il faut opposer l'armée du clergé (VI, 148).

On crut enfin, par la loi fameuse, la loi Falloux, tenir le moyen d'étouffer à jamais la Révolution. La France se couvrit d'établissements ecclésiastiques, en concurrence avec les écoles de l'État. Pourtant la subordination des écoles laïques ne fut pas obtenue.

L'Université ne fut ni détruite, ni soumise à l'Église. Mais l'Église, en possession des nouvelles écoles privées, devint la rivale de l'Université. Elles allaient se disputer la jeunesse française, se la partager, et la couper en deux masses orientées dans deux directions opposées (Ch. Seignobos, VI, 150).

De tous les résultats imprévus du régime ecclésiastique de Napoléon, ce fut là le plus sinistre : l'unité de la nation rompue par l'ambition intolérante de l'Église. Entre deux services publics, que rien ne peut rapprocher, on déchaîne en voulant les amalgamer, d'effroyables luttes. La théorie de la « séparation des pouvoirs » se révéla fausse encore en ceci qu'elle ne donnait aucune indication sur la séparation nécessaire des fonctions. Il arrive qu'un corps de l'Etat, prédominant sous les régimes révolus, prétende garder sa prédominance : alors la nation résiste. On appelle République un régime qui assure la liberté de croire, mais achève de retirer à l'Église le service public de l'enseignement comme la monarchie lui avait retiré les services de la justice, de l'état civil ou de l'assistance.

Aucune nation ne tolère à la longue qu'un de ses services publics se soulève contre elle et la France ne le tolère pas même de l'armée. Elle a lentement formé l'armée à son image. Elle a mis, dès 1791, à côté de l'ancienne armée royale deux à trois millions de gardes nationaux, chargés de protéger les institutions en voie de naître et la Constituante qui en délibérait. Par ses appels de volontaires en 1791, par

sa levée en masse égalitaire en 1793, elle a donné l'exemple du service militaire considéré comme une obligation de tous les citoyens. Il y eut dans cette obligation acceptée avec simplicité, une noblesse morale à laquelle n'atteignit même pas l'armée napoléonienne, conduite pourtant par le Dieu de la guerre en personne. L'ignominie du remplacement, qui autorise un jeune homme aisé à acheter un prolétaire pour de l'argent, resta la tare de la conscription telle que la conçut la bourgeoisie bonapartiste, et il y a quelque chose d'énorme à ce que du soldat napoléonien, si héroïque dans la défense de ses aigles, on puisse dire sans inexactitude que chez lui « l'idée de patrie a disparu » (III, 379).

Sans doute de grandes crises réveillent cette émotion patriotlque. L'armée de 1813 et de 1814 rappelle par sa composition et son esprit l'armée révolutionnaire. Mais jusqu'en 1875 l'armée française gardera quelque chose de ce caractère prétorien qui lui vient du Premier Consul. La garde nationale de Louis-Philippe, où ne servaient que les classes bourgeoises, eut un rôle trop confiné dans la défense contre l'ennemi intérieur pour influencer sérieusement l'armée de ligne. L'événement devait démontrer qu'une armée de métier, facile à former à l'obéissance passive qui permet les coups d'État, ne résiste pas aux revers d'une grande guerre, quand la nation n'est pas derrière elle pour l'alimenter de réserves, la soutenir, l'inspirer.

La France vaincue dut emprunter à la Prusse le principe oublié de la « nation armée », que la Révolution avait la première enseigné. On l'introduisit par paliers, pour ménager un vainqueur ombrageux. On eut à composer aussi avec les préjugés d'un état-major français devenu tout à fait étranger à la tradition révolutionnaire. Mais l'ancien esprit prétorien, le service universel l'a éliminé. On ne trouverait plus un régiment en France capable d'appuyer un coup de force contre les autorités légales. Lorsque après 1897, pour couvrir une involontaire, mais funeste erreur judiciaire, les généraux invoquèrent la raison d'État, un mouvement d'opinion puissant et profond leur fit sentir que la loi en France est devenue égale pour tous, et qu'il n'y a pas de « pouvoir militaire » distinct du « pouvoir civil ». La confiance dans les

chefs n'a pu renaître que par leur soumission à la loi; et aux jours de la Marne le généralissime put dans son ordre du jour proclamer : « La République peut être fière des armées qu'elle a préparées ».

***

VII. *La législation.* — Le progrès politique au XIXe siècle a consisté pour les classes populaires à surprendre le secret par lequel les classes dirigeantes faisaient jouer à leur profit la *législation*. En sorte que tout régime projette dans la loi une image fidèle de lui-même. Tout le prix du fameux « pouvoir législatif » que la bourgeoisie arrache à la royauté tient à cette possibilité qu'elle en tire de modifier peu à peu la condition sociale de chacun. Il est trop manifeste que l'œuvre de la Constituante, en libérant la propriété, en divisant le sol, en délivrant le commerce des entraves corporatives et fiscales, réalise une immense révolution économique et financière. Mais il tombe sous le sens que le moyen fiscal employé pour l'accomplir, les assignats, favorise une classe sociale au détriment des autres. « Il favorise le débiteur, le fermier, le tenancier, le locataire, qui se libère avec une valeur nominale toute fictive » (I, 160). Il devient de plus en plus défavorable aux fonctionnaires, aux officiers, aux ouvriers. Il frustre l'État, puisque les biens nationaux et les impôts, payés en assignats, rapportent une moindre valeur. L'ensemble de ces mesures a donc constitué un privilège pour les bourgeois, industriels, commerçants, propriétaires, et pour les paysans riches. Les paysans pauvres en ont beaucoup moins bénéficié. Les intellectuels et les ouvriers ont été tout à fait sacrifiés. Il a fallu la Convention pour songer aux prolétaires, pour réinscrire le droit au travail dans la Constitution mort-née de l'an I, pour réaliser, par l'impôt sur les riches, par le maximum, par les réquisitions, une sorte de république sociale. Mais c'est pour cela surtout que son souvenir est haï et redouté. Puis le travail de codification se poursuit en silence, au profit de la bourgeoisie. Quand le Consulat promulgue son *Code civil*, on s'aperçoit aisément que ce Code résume une révolution bourgeoise. Il ne connaît plus de

privilèges de naissance, mais, proclamant l'égalité des hommes, il ne se représente l'homme que muni de biens. Il n'est pas fait pour les déshérités. Des lois adventices livrent aux grands capitalistes les portions vierges du patrimoine national. L'abdication de l'État fait de l'exploitation minière le fief de quelques privilégiés (III, 283). Quant aux ouvriers, l'État de Napoléon ne les connaît que pour en faire des conscrits et pour les livrer à la surveillance tâtillonne de ses règlements de police.

On reconnaît la Restauration à ce que les émigrés reviennent, l'appétit très ouvert. Il leur faut leur « milliard; » et, quoique la vie parlementaire leur soit nouvelle, ils en savent d'instinct les roueries. Celle qu'ils méditaient offre un intérêt balzacien même après coup. Ils eussent, par un coup de bourse unique, renfloué leur pauvreté et détroussé « toute une classe d'adversaires politiques ». La bourgeoisie libérale de Paris eût été, à elle seule, dépouillée de 20 millions de revenus annuels, si Casimir-Perier n'eût dénoncé la manœuvre; et l'on se borna à grever l'avenir par l'émission d'un emprunt, qui anéantissait toute l'œuvre financière de la Révolution.

Puis à leur tour les industriels réclamèrent des indemnités, pour le dommage que leur causait la chute du système continental. La Restauration commence la magnifique série de nos lois prohibitives. Pourquoi améliorer l'outillage, étendre le marché du monde par l'activité, quand on peut, à moindres frais, rançonner ses concitoyens à l'abri des barrières douanières? Une pensée admirable est née alors : « Il faut rendre *éternelle* la prohibition de tous les fils et cotons étrangers » (IV, 273). Et pendant qu'on y est, on grève les toiles de lin, de chanvre, les soies, la passementerie, les lainages. On gave les maîtres de forges en frappant les fers anglais. On ne cache pas qu'on veut fonder « une féodalité agricole », en prohibant l'importation des grains et du bétail. Cela enchérissait les denrées indispensables et rendait la vie plus dure aux pauvres diables; mais « le bas prix des vivres, disait un libéral à la Chambre, entraîne l'indolence des ouvriers ».

Par-dessus la Révolution de 1830, ce système protectionniste dura. Il a dû se prolonger parce que la classe maîtresse du pouvoir économique s'est emparée plus complètement,

sous Louis-Philippe, du pouvoir législatif. Elle vendait pour des privilèges fiscaux ou douaniers les concessions politiques que lui arrachait le roi pour arriver au gouvernement personnel. En pleine tribune, un député put dire en 1836 : « L'aristocratie des gros industriels est la fondation de la nouvelle dynastie » (V, 179). Si quelque chose a fait redouter la seconde République, c'est la générosité de ses premières mesures sociales : la journée de travail réduite, les ateliers nationaux, le droit au travail repris au vieux programme de la Montagne, les projets de la Commission du Luxembourg, l'émancipation de la presse ouvrière. Le Second Empire a été surtout le « gouvernement fort » nécessaire à la reprise des affaires. Puis quand la prospérité fut assurée par une poussée industrielle sans précédent, on put desserrer l'effrayant cordon de gabelous où Louis-Philippe avait enserré la France.

En réalité les manufacturiers n'acceptèrent jamais le libre-échange si modéré de 1860. Ils ne se rattachèrent à la République que par les tarifs de M. Méline; et le protectionnisme agricole dut s'y joindre pour convertir les petits agriculteurs. C'est ce que Jules Ferry exprima en disant : « La République sera paysanne où elle ne sera pas. » Elle diffère cependant de la monarchie de Juillet en ce qu'elle est aussi devenue ouvrière. Elle a réduit la durée du travail des enfants, des femmes et des ouvriers du sous-sol; la durée du travail de tous dans les établissements mixtes. Elle a multiplié les lois d'hygiène et de sécurité. Ses lois d'assurance-invalidité, d'assurance-maladie, de retraites ouvrières sont parmi les meilleures qu'il y ait au monde. Elle a donné aux ouvriers des libertés syndicales qui font des ouvriers une puissance dans l'État. Il y a là une sérieuse garantie d'évolution pacifique dans le sens de la justice; et c'est pourquoi, malgré ses sujets de mécontentement trop réels, la classe ouvrière est attachée à la République, et elle s'émeut de colère toutes les fois qu'elle la croit menacée.

Un régime ne se définit donc pas par son mécanisme constitutionnel. Il est un esprit collectif, une discipline consentie, et qui modifie peu à peu toute la vie, même communale, toute l'armature administrative, toutes les lois qui règlent

les relations entre les hommes et équilibrent entre eux les charges et les avantages. Il capte dans les moindres recoins, dans les plis que font les dénivellations sociales les sources de l'énergie diffuse, les désirs et les idées. Il les recueille, dans de grands réservoirs de propagande, la presse, les sociétés, les syndicats. Il y fait des prises de courant qui les conduit aux usines délibérantes et administratives régionales ou à l'usine parlementaire centrale, qui les rendent en force utilisable. La République est le régime qui a donné une étendue sans précédent à ce réseau. Elle appelle les énergies de plus loin et les restitue à un plus grand nombre de foyers en force motrice et en lumière.

***

Une leçon doctrinale se dégage-t-elle de cette longue histoire si douloureuse? Cela semble d'abord une étrange nouveauté. Ernest Lavisse, peut-être davantage Charles Seignobos, ont enseigné toute leur vie que l'histoire ne se propose que de comprendre. Or, voici une conclusion intitulée : *Raisons de confiance dans l'avenir*. Dans un langage élevé, on nous offre des aperçus sur les « devoirs de la France », sur ce que devra être son « œuvre intérieure », son œuvre coloniale, son rôle dans la fondation d'une paix durable. Les historiens antiques tenaient l'histoire pour une éducatrice de la vie, *magistra vitae*. En sommes-nous revenus là par un long détour? Non, il n'y a pas de détour. Le seul enseignement que l'histoire puisse tirer des faits lui vient de l'intelligence de ces faits. Cet enseignement, elle ne l'y introduit pas : les faits le fournissent. Mais quelque chose est changé à la vie, et même à la vie politique, quand elle est guidée par l'intelligence.

Il apparaît que de certaines directions semblent tracées à la France par toute son histoire, et que de certaines ambitions lui semblent fermées. Elle s'est révélée propre à de certaines besognes, nobles, charmantes et sérieuses, mais non à toutes les besognes. Il est permis de dire ce que les forces adverses et la limite de ses propres forces lui interdisent.

Il est permis, quand elle ressort d'événements réitérés, de dégager « la claire indication de la route à suivre ».

De cruelles inquiétudes nous obligent à cette méditation. Quatre ans d'atroce guerre et une affreuse révolution à l'est de l'Europe enseignent à tous que la civilisation est chose fragile. La nôtre, qui se croyait assurée de durer, qui ne semblait plus pouvoir être déracinée, ne supporterait plus une deuxième commotion de la même force. Le devoir de l'historien est de nous prévenir que l'histoire connaît plusieurs exemples de civilisations disparues (IX, 546). Mais quand on serait au bord de la catastrophe, quand on y serait déjà entraîné, ce ne serait pas une raison pour ne pas lutter. Car il y a des cas où le désespoir ouvre une dernière issue.

Nous n'en sommes pas à la lutte désespérée, mais à une heure qui exige toute l'énergie éprouvée de la nation pour « tenir ». L'action de la guerre sur la vie française a été dévastatrice. Elle laisse une France affaiblie et appauvrie immensément. Elle a modifié la répartition des richesses, de telle sorte qu'on a pu s'apercevoir une fois de plus que le capitalisme ne résulte pas du jeu spontané des mérites économiques. Les pouvoirs de l'État, mis par tolérance ou par privilège au service de certaines transactions, accélèrent la concentration des ressources en un petit nombre de mains. Il y a donc des classes sociales qui se sont enrichies de la guerre et de la détresse publique. D'autres, nos laborieuses et méritantes classes moyennes, se sont effondrées. Une énorme dette absorbe virtuellement toute cette richesse acquise, si injustement répartie, et ne pèse pas d'un poids égal sur tous. Une insécurité générale paralyse les entreprises et entretient l'amertume. Au moment où la guerre n'est pas éteinte, verrons-nous donc de l'inégalité sociale sortir la Révolution?

Ernest Lavisse conclut : Il ne faut ni révolution ni guerre. Nous saurons éviter l'une et l'autre, puisque l'élémentaire sagesse le veut. Les puissances sont abattues qui faisaient de la guerre « divine » un dérivatif à une révolution menaçante; et la France n'a jamais été au nombre de ces puissances. Au contraire la France, « dont peut-être la plus forte passion est l'amour de la justice » et qui ne supporte ni l'op-

pression d'un peuple ni l'oppression d'une classe, est mieux qualifiée qu'une autre nation pour réclamer la paix du droit et la croissante justice sociale. Elle a peut-être aussi plus de dons pour réaliser cette paix et cette justice.

De puissants obstacles se mettent en travers de cette œuvre. « L'ennemi qu'il s'agit d'abattre est solide sur des fondations profondes. » Le préjugé intérieur aussi est tenace. Mais il ne saurait prévaloir par la force. Cela, les faits le prouvent. Ils prouvent aussi que déjà des méthodes de conciliation s'ébauchent qui peuvent avancer dans la paix l'œuvre de justice. A ces méthodes, la France a apporté beaucoup de son intelligence : et elle les a soutenues par de grands sacrifices. Elle a fait autrefois des guerres qui ont affranchi des peuples. Mais, mutilée de deux chères provinces, elle est restée quarante-quatre ans pacifique, elle s'est arc-boutée contre la guerre avec un courage que des ennemis lui imputaient à faiblesse. Elle a renversé Gambetta, Boulanger, Delcassé, pour n'être pas suspecte aux nations. Elle a su transformer en entente cordiale le misogallisme déchaîné en Italie par Crispi et les malentendus causés entre elle et l'Angleterre par des coloniaux imprudents. Elle avait consenti à perdre une colonie pour apaiser l'avidité du pangermanisme. Elle est allée toujours à la Haye pour travailler à la paix du monde, et non comme l'Allemagne, pour réserver les droits « de l'épée affilée et de la poudre sèche ».

La classe ouvrière française, qui autrefois a essayé de terribles insurrections pour fonder la République sociale, a renoncé à la méthode de violence pour épargner à ce pays des secousses meurtrières. Il a suffi de lui accorder la journée de huit heures comme acompte. Elle saura patienter. Les conditions sociales pourront se rapprocher dans la paix. Si la distance entre la grande bourgeoisie et la petite s'est accrue, elle s'est raccourcie entre le petit bourgeois et l'ouvrier. Un jour toutes les distances s'amoindriront. « Alors il n'y aurait plus à proprement parler de bourgeoisie; il y aurait la nation, complète enfin » (IX, 527).

Ces choses sont possibles, parce que la catastrophe qui a « dépeuplé et appauvri le monde n'a pas jeté la France hors de la voie qu'elle suivait » (IX, 504). République pacifique,

tenue en suspicion pour son républicanisme, et méprisée par les monarchies militaires de l'Europe centrale pour son amour de la paix, la France a pourtant mieux supporté le choc de la guerre que ces monarchies. Elle a le droit d'être écoutée, quand elle définit sa conduite d'aujourd'hui : « une propagande en faveur des idées de paix, de justice, d'humanité », une inlassable résolution de travail; et sa « suprême ambition » :

> Proposer aux nations le modèle d'une démocratie très libre, en perpétuelle recherche d'une meilleure justice sociale, point troublée par les violences, point égarée par des utopies, raisonnant, raisonnable (IX, 551).

Cette volonté de son pays, Ernest Lavisse a cru la constater en historien. Ç'a été la consolation de sa conscience de pouvoir l'approuver. C'est pourquoi une émotion si virile et si sereine se dégage de ces pages, les dernières qu'il ait écrites. Car il est souverainement beau que tant de science ait pu s'achever en une grande espérance; et que notre maître, jusqu'à l'heure de clore sa destinée, ait pu sentir son grand cœur battre sur le cœur même de la patrie.

CHARLES ANDLER

## ÉTUDES ET PORTRAITS

# LE CHANCELIER CUNO

Depuis la Conférence de Gênes, le gouvernement de M. Wirth ne battait plus que d'une aile. Le choc résultant de l'assassinat de M. Rathenau lui donna le coup de grâce. M. Wirth, à vrai dire, pensa rester au pouvoir en modifiant légèrement la composition de son cabinet et en s'appuyant pour gouverner, sur une majorité plus étendue. C'était la grande idée du ministre qui venait de payer de sa vie son dévouement au pays et surtout à la République. Depuis longtemps M. Rathenau préconisait la formation, au sein du Reichstag, d'une « grande coalition » qui seule, estimait-il pouvait donner à un gouvernement allemand l'autorité et la force nécessaires à la stabilisation du régime et au règlement des problèmes en suspens. La « grande coalition » telle que la concevait M. Rathenau — et telle que M. Wirth essaya de la réaliser — devait comprendre tous les partis allant « de Breitscheid à Stresemann ». Or M. Wirth jusqu'alors avait eu derrière lui Breitscheid, c'est-à-dire les socialistes (à l'exception des communistes), mais il n'avait pas réussi à attirer dans sa majorité la *Deutsche Volkspartei* ou Parti populaire allemand dont M. Stresemann est l'homme le plus en vue. Le Parti populaire, qui est le parti des grands industriels, répugnait à collaborer avec la social-démocratie, d'autant plus que celle-ci venait de fusionner avec les Indépendants, beaucoup plus avancés encore que les simples social-démocrates.

Les socialistes unifiés du Reichstag forment aujourd'hui un parti fort de 172 adhérents où, comme il est de règle en pareil cas, l'élément extrême tend à dominer l'élément modéré. On comprend que les industriels ne montrassent aucune envie de collaborer avec des gens si dangereux. Les socialistes unifiés faisaient, de leur côté, une très petite bouche à l'idée de se serrer sur le banc gouvernemental pour y faire place à la « réaction » et au « capitalisme ». Depuis le 9 novembre 1918, c'est-à-dire depuis la fuite de Guillaume II et la Révolution, les socialistes tenaient en Allemagne, officiellement du moins, le haut du pavé. Ils avaient introduit dans les administrations beaucoup de leurs créatures, ils avaient parlé très haut dans les cabinets successifs. Le Président de la République était des leurs. Depuis dix-huit mois que durait le ministère de M. Wirth, leur influence n'avait pas cessé de grandir. Partager le pouvoir avec les « populaires », introduire délibérément l'ennemi dans la place, c'était trop exiger d'eux. Rebuté des deux côtés, et par les populaires et par les socialistes, M. Wirth renonça à gouverner et remit aux mains du Président Ebert sa démission qui fut acceptée.

***

La crise inaugurée par la chute volontaire de M. Wirth fut d'une longueur inusitée. Et peut-être l'Allemagne n'était-elle pas fâchée de donner au monde, plus spécialement à ses vainqueurs, le spectacle de son désarroi. On peut observer sans perfidie que la crise est devenue pour l'Allemagne républicaine un moyen pratique d'améliorer sa situation et de se tirer d'embarras, à la suite de toutes les Conférences sur la question des réparations. Peu avant de se rencontrer avec les délégués de l'Entente, le gouvernement du Reich tombe plus ou moins lourdement et l'Entente en est réduite à recommencer les négociations avec des hommes nouveaux, non moins fuyants que ceux qui partent. Par cette tactique, le gouvernement de Berlin espère à chaque tournant difficile affaiblir devantage la résistance de l'adversaire, regagner un peu de terrain... et quelques milliards. Ce n'est pas si mal calculé, mais le stratagème a moins bien réussi à la veille de la Conférence de Londres

et auprès du gouvernement de M. Bonar Law qu'il n'avait réussi précédemment auprès d'un gouvernement britannique plus enclin encore à s'apitoyer sur cette pauvre Allemagne.

La crise, cependant, ne pouvait durer indéfiniment. Il fallait en sortir, ne fût-ce que pour parer aux difficultés intérieures. C'est alors que le président Ebert songea à confier à M. Cuno la mission de former le nouveau ministère. Pour plusieurs raisons positives, mais aussi — et peut-être avant tout — pour une raison d'ordre négatif : parce que la logique des choses, en présence de la dérobade des gauches, commandait de confier le pouvoir à M. Stresemann et parce que M. Ebert n'avait aucune envie d'appeler à un poste si élevé M. Stresemann qu'il abhorre. Depuis quatre ans qu'elle pratique le régime parlementaire, l'Allemagne, comme on voit, a mis le temps à profit. Les camarillas républicaines sont aussi vivantes et tranchées que les camarillas monarchistes, célèbres, trop célèbres, puissantes, trop puissantes sous Guillaume II le Byzantin.

Qui était donc M. Cuno? On serait presque tenté de demander — tant était grande encore, en novembre dernier, l'obscurité de ce personnage extra-parlementaire et extra-consulaire — d'où sortait-il?

Le nouveau chancelier du Reich est né le 2 juillet 1876, dans la petite ville industrielle de Suhl en Thuringe, où son père occupait un poste de fonctionnaire assez modeste. Le chancelier lui-même étudia le droit comme avait fait l'auteur de ses jours. Catholique, il appartenait comme jeune homme à une association catholique d'étudiants, mais son catholicisme n'eut jamais rien d'agressif à l'égard des autres confessions. Ayant achevé ses études, il entra au ministère des Finances à Berlin. Il y fit preuve de qualités brillantes. Il s'y distingua pendant la guerre. En 1916 il recevait le titre de conseiller privé.

C'est alors qu'un heureux hasard le mit sur la route du puissant directeur de la plus grande compagnie de navigation allemande. Tout le monde sait qui était Alfred Ballin et tout le monde a entendu parler du degré de prospérité où il avait amené la *Hamburg-Amerika-Linie*. Alfred Ballin était Israélite, mais totalement dépourvu de préjugés confessionnels et de

préjugés de race. Il ne demandait à ses collaborateurs que d'être intelligents et laborieux comme lui-même. Ayant eu l'occasion, au cours de nombreuses discussions d'affaires avec le conseiller Cuno, d'apprécier, comme il disait, « l'intelligente souplesse » de ce fonctionnaire impérial, il lui offrit un poste dans son entreprise. Ceci se passait en 1916 et Alfred Ballin, à cette époque, espérait encore que l'Allemagne sortirait à son honneur de la guerre. Pendant deux ans, Ballin et Cuno travaillèrent côte à côte dans les bureaux de la *Hamburg-Amerika*; mais ces deux années furent pour la grande ligne transatlantique des années fatales. La guerre, décidément, se prolongeait au delà de toute mesure. La *Hamburg-Amerika* résisterait-elle jusqu'à la victoire? La *Hamburg-Amerika* serait-elle ensuite de taille à remonter la pente où elle dégringolait d'une chute lente? M. Cuno vit à ses côtés Alfred Ballin s'énerver, s'affoler, dépérir. Et quand éclata la Révolution, le puissant « magnat » qui avait donné tant de preuves d'énergie et de sang-froid, perdit la tête. Il se suicida de désespoir le jour même où Guillaume II, qui l'avait toujours protégé et qui avait même songé, dit-on, à lui donner la succession du prince de Bülow, franchissait en catimini la frontière hollandaise. Ballin avait pris, toutefois, avant de mourir, ses dispositions suprêmes. Il avait désigné en particulier, pour lui succéder à la tête de la Compagnie dont le sort lui tenait tant à cœur, celui d'entre ses collaborateurs dont il faisait le plus grand cas : le conseiller secret Cuno.

L'héritage était plus flatteur que productif et réjouissant. Les circonstances le rendaient même exceptionnellement lourd pour les épaules, si robustes fussent-elles, d'un homme de quarante-deux ans. Sur ces entrefaites, le traité de Versailles achevait de ruiner la *Hamburg-Amerika*. Le nouveau directeur dut assister, impuissant, au désastre; mais, où d'autres auraient été tentés de jeter le manche après la cognée, il ne désespéra point. Ayant regardé la situation en face, étudié le problème sous tous les aspects, pesé toutes les chances, il résolut de relever la « Hapag » avec le concours des capitalistes américains. Le premier ou à peu près des grands industriels allemands, il débarqua à New-York dans un moment où les souvenirs de la guerre restaient très vivants aux États-Unis et où les

« Germans » étaient encore l'objet d'une assez vive antipathie. Insoucieux de l'accueil plus ou moins gracieux qu'il recevait, fermement résolu à briser tous les obstacles et à revenir en Allemagne « *re gesta* », il s'obstina et son endurance finit par impressionner et subjuguer ceux auxquels il s'adressait. A l'étonnement général de ses compatriotes, M. Cuno revint d'Amérique avec un traité dit traité Harriman qui promettait de rendre vie à la « Hapag » dans le plus bref espace de temps possible. Il se trouva naturellement des chauvins hambourgeois pour blâmer le successeur d'Alfred Ballin d'avoir « livré la *Hapag* aux États-Unis » alors qu'il se réservait seulement, « le 50 p. 100 du service ». Au surplus, objectaient-ils, avec quels navires la Compagnie assurerait-elle ce service? Et il est vrai qu'au moment où M. Cuno signait son traité, les navires n'existaient que sur le papier; mais ils ont été construits depuis lors. La « Hapag » possède aujourd'hui une flotte de 36 vapeurs représentant 150 000 tonnes. Si le nouveau chancelier remet à flot avec la même célérité le navire de l'État, l'Allemagne, on en conviendra, pourra se féliciter de l'avoir choisi pour pilote, mais cette nouvelle tâche, à vrai dire, est encore plus difficile.

Au physique, le nouveau chancelier présente la physionomie typique des hommes de son pays et de son rang social. Il est d'une stature élevée et porte beau avec toute la raideur qui s'impose. Une moustache dure et sèche aggrave l'aspect énergique de son visage, Sa nuque, une nuque énorme sur laquelle repose avec foi le fardeau de la dette publique, complète la physionomie du personnage. S'il manque de grâce, il ne manque point de prestige. Il y a lieu de noter, toutefois, que les gens de l'entourage immédiat du chancelier le disent plus souple qu'il n'en a l'air, plus porté aux négociations conciliantes qu'aux coups de force et aux décisions tranchantes. Au demeurant, on verra bien...

***

Quand M. Cuno fut invité par M. Ebert à prendre la succession de M. Wirth, il partait pour un voyage d'affaires dans les Balkans. C'est à la première étape, à Munich, que l'atteignit le télégramme du Président de la République. Docile, l'élu

rebroussa chemin et s'adonna à sa tâche. On sait les obstacles qu'il rencontra. On sait qu'il dut s'y reprendre à deux ou trois fois avant d'aboutir. Comme son prédécesseur, il aurait aimé asseoir son gouvernement sur une base plus large; mais dès les premiers sondages il comprit que la « gande coalition » selon Rathenau n'est pas encore possible. Les socialistes refusèrent leur concours à un chancelier venu des milieux financiers, soutenu par la « haute banque » et acclamé par les « puissances du capital ». Ce que voyant, M. Cuno choisit ses collaborateurs parmi les partis bourgeois et jusqu'au sein de ce parti populaire que les socialistes accusent de menées monarchistes. M. Cuno lui-même avait appartenu naguère au Parti populaire; mais résolument rallié à la République, il avait réprouvé l'attitude indécise du groupe Stresemann au moment du coup d'État fomenté par Kapp et donné sa démission. Il ne crut pas devoir pour cela exclure de son cabinet des représentants qualifiés de ce parti. Il recruta donc ses ministres parmi les démocrates, le centre catholique et le parti populaire. La personnalité la plus accusée du cabinet, après celle de M. Cuno, est celle de M. Becker, adversaire acharné des socialistes. Un Rhénan, M. Muller, de Bonn, à qui M. Cuno avait attribué un portefeuille important, dut donner sa démission, comme on se rappelle peut-être, au lendemain de la déclaration ministérielle et du débat qu'elle suscita. Des patriotes farouches accusèrent à la tribune du Reichstag le ministre Muller de complaisances envers le « séparatisme rhénan ». M. Muller, dirent-ils, avait comploté, de notoriété publique, « avec le général Mangin ». Sa présence au banc du gouvernement était un défi aux sentiments unitaires de tous les bons Allemands. Devant ce scandale, M. Muller offrit sa démission et M. Cuno accepta de sacrifier ce collaborateur. M. Cuno connaissait-il ses idées subversives sur le problème rhénan? A cette question de nombreux Allemands répondent par l'affirmative. M. Cuno aurait choisi à dessein M. Muller en vue des négociations qui pourraient s'engager tôt ou tard sur la question rhénane.

Quand M. Cuno suivi de ses collaborateurs entra, pour la première fois, dans la salle du Reichstag, le groupe d'extrême-

gauche cria d'une seule voix : « Voici le conseil de surveillance de Stinnes! » Cette exclamation n'était pas très spirituelle. Elle était surtout inexacte. On comprend le dépit des socialistes, écartés du pouvoir où ils se prélassaient depuis le 9 novembre 1918, mais ils auraient pu trouver, pour formuler leur déplaisir, un salut plus en harmonie avec la situation.

M. Cuno et M. Stinnes représentent bien l'un et l'autre, si l'on veut, le capital et les grandes affaires, mais leurs idées particulières sur le relèvement de l'Allemagne par la multiplication et la prospérité des grandes entreprises diffèrent sensiblement. La chose est d'importance au point de vue politique. Elle a pris une importance plus grande en raison de l'échec de la Conférence du 2 janvier et jours suivants. Il convient d'indiquer au moins en quoi consiste la divergence de ces deux hommes.

Alors que M. Cuno est un « transatlantique » ou, comme on dit aussi, un « Anglo-Saxon », M. Stinnes est un « continental ». M. Cuno a demandé au capital nord-américain le renflouement de la *Hamburg-Amerika*, il recherche aussi la collaboration des financiers anglais. En revanche, il n'attend rien de bon de la France. Il figurait à la Conférence de Gênes comme expert technique et prétend en avoir rapporté cette conviction « qu'une volonté terrible, inébranlable, dût le monde en périr, veut la ruine de l'Allemagne : la volonté de la France ». On s'imagine hors d'Allemagne que la chute du mark est due aux Allemands, à leurs chefs politiques et à leurs grands industriels. Erreur! M. Cuno soutient — est-il vraiment sincère — que la chute du mark est due uniquement aux diaboliques manœuvres de la France. De ce pays, il n'attend, encore une fois, que des coups, tandis qu'il espère d'une collaboration avec les Anglo-Saxons, sur le terrain économique d'abord, sur le terrain politique ensuite, le relèvement de l'Allemagne et la restauration de l'économie générale du monde : « C'est par la navigation, écrivait récemment M. Cuno dans une revue anglaise, que pourront le plus facilement se renouer les liens entre les nations. Je me réjouis de voir l'union qui a pu être réalisée entre des sociétés de navigation puissantes de l'ancien monde et du nouveau. Elle montre la possibilité pour des hommes de bonne volonté

de travailler côte à côte à une tâche commune, malgré la barrière terrible que la grande guerre a dressée. Le devoir à l'heure actuelle est de porter les regards au loin jusqu'aux extrémités de l'univers et d'ouvrir les esprits aux nouvelles idées. C'est notre métier de diminuer les distances, de faciliter les communications entre les hommes et les échanges de marchandises. Notre champ d'action, l'Océan, ne connaît ni limites convenues, ni barrages infranchissables. Pareillement, les relations internationales ne se laissent pas indéfiniment restreindre ou régler conventionnellement. » Ces propos paraissent dictés par des sentiments pacifiques. Ils ont plu à ces Anglo-Saxons auxquels ils étaient destinés; mais le lecteur français ne s'y trompera pas : la politique économique décrite par M. Cuno est dirigée contre la France. Les attaques contre « le chauvinisme et l'impérialisme français », qui reviennent sans cesse sous la plume de M. Cuno, le confirmeraient s'il en était besoin.

Au demeurant, ne serait-ce pas « l'Anglo-saxonisme » du nouveau chancelier qui donna lieu, au lendemain de son avénement, à cet afflux de nouvelles, censément venues des États-Unis, annonçant l'intervention imminente de cette puissance dans le règlement des difficultés financières du vieux monde? Les amis et partisans de M. Cuno comptaient sur les relations du chancelier avec les grands brasseurs d'affaires anglais et américains pour faire aboutir « un emprunt international des réparations ». En donnant la conclusion de cet emprunt pour prochaine, la presse dévouée au chancelier pensait peut-être forcer la main aux Américains. Depuis l'échec de la Conférence de Paris, la presse allemande multiplie plus que jamais ses appels aux États-Unis « contre la violence française ». Elle espère la formation d'un véritable « bloc anglo-saxon » contre les alliés continentaux et leurs tentatives destinées à contraindre l'Allemagne à observer ses engagements.

Quelle n'est pas, maintenant, quelle n'était pas surtout hier la différence essentielle entre cette politique anglo-saxonne du chancelier et la politique continentale de M. Stinnes! Les journaux allemands hostiles à M. Stinnes le traitent volontiers de « gallophile ». L'épithète est exces-

sive, mais elle est exacte en ce sens que M. Stinnes ne voit une issue au marasme actuel et n'aperçoit une chance de régler le problème des réparations que dans une collaboration industrielle de l'Allemagne et de la France. C'est ce que les Allemands appellent la politique « continentale » de M. Stinnes. Elle pose en principe une entente d'ordre économique avec la France comme la politique de M. Cuno suppose une marche parallèle avec l'Amérique du Nord et la Grande-Bretagne. M. Stinnes raisonne en industriel. Il constate l'énorme puissance économique que la victoire a donnée, virtuellement du moins, à la France et paraît en prendre son parti. Au lendemain de la Conférence de Gênes, il proclamait très haut son regret de voir l'Allemagne « s'affranchir des matières françaises » tandis que la France « ne savait plus où écouler ses demi-produits ».

Ajoutons à cette cause fondamentale du dissentiment si manifeste entre le chancelier et le représentant typique de la grande industrie allemande, une cause accessoire, mais qui joue son rôle : à plusieurs reprises Cuno et Stinnes, comme particuliers, se sont trouvés face à face, des deux côtés d'une barricade toute en or. La dernière fois que se produisit cet accident, ce fut quand M. Stinnes tenta de devenir le maître de la *Hamburg-Amerika*. Il y eut lutte, lutte à couteau.

M. Cuno garda le dernier mot et mit proprement à la porte « l'homme de Mülheim ». On prétend que celui-ci ne lui a pas pardonné. On verra tantôt jusqu'à quel point les malheurs de la patrie et les intérêts communs du « capitalisme » réussiront à modifier cette situation.

***

M. Stinnes se vengea tout de suite après l'avènement de son adversaire, de cet adversaire que les socialistes mal informés appelaient son complice.

M. Poincaré s'étant rendu à Londres au commencement de décembre pour discuter une première fois avec M. Bonar Law du problème des réparations, M. Cuno dépêcha dans la capitale anglaise M. Bergmann, porteur d'un « projet allemand ». Il va sans dire que ce projet allemand était, une fois de plus, une

mauvaise farce; mais M. Cuno avait laissé entendre qu'il se défendrait pied à pied contre les exigences des Alliés et surtout contre « la volonté de destruction » des Français. Sur l'affaire des réparations, avait-il dit, il adopterait la position prise par M. Wirth dans sa note du 13 novembre. Or que disait-elle, cette note? Que l'Allemagne réparerait « dans la mesure où il serait possible sans accroître la dette flottante et pour autant que le permettrait le superflu de l'économie allemande ». La note Wirth du 13 novembre ne donnait aux Alliés, comme on voit, aucune espèce de satisfaction, mais il aurait été absurde d'attendre mieux de M. Cuno et de son ministère de droitiers. Pour dérisoires qu'elles fussent, les propositions portées par M. Bergmann à Londres constituaient une entrée en matière, un terrain de discussion, cette première offre qu'un négociant rompu aux affaires présente au client, quitte à se voir repoussé avec perte. De toute façon les Allemands de tous les partis eussent été désolés que M. Cuno, d'emblée, offrît davantage. Aussi quelle indignation les souleva à voir, en ce moment critique, la gazette personnelle de M. Stinnes, la *Deutsche Allgemeine Zeitung*, publier en tête de ses colonnes, en lettres grasses, une sèche notice annonçant que la grande industrie ne souscrivait point aux offres faites à l'Entente par M. Cuno! Ce désaveu, provoqué sans doute par les rancunes personnelles de M. Stinnes, produisit dans les milieux parlementaires un si mauvais effet qu'un personnage semi-officiel de la grande industrie, le Président de la Ligue d'Empire de l'Industrie allemande, M. Sorge, s'élança chez le chancelier « pour lui donner l'assurance que la Ligue appuierait le gouvernement dans les dispositions exprimées à M. Bonar Law ». Que conclure de l'attitude contradictoire de M. Stinnes et de M. Sorge? Ceci tout simplement que la grande industrie n'est pas unanime, quoi qu'aient dit les socialistes, sur le concours qu'il y a lieu d'accorder ou de refuser à M. Cuno. Des pourparlers sont en train pour décider M. Stinnes à renoncer à son hostilité et à tendre une main réconciliée au chef du gouvernement. Aussi bien ne voit-on guère le ministère actuel, suspect aux socialistes, se maintenant au pouvoir s'il n'a pas derrière lui les « forces du capital » unanimes. A cette condition même, il n'est pas certain de durer.

Les Allemands, qui se sont montrés d'ordinaire les plus perspicaces, annoncent que le ministère Cuno n'est qu'un ministère de transition, un ministère voué à montrer par sa faiblesse la nécessité d'un gouvernement fondé sur la « grande coalition ». Seul un gouvernement de ce genre disent-ils, aura qualité pour régler ce problème d'où dépendent tous les autres : celui des réparations; mais, en attendant ce règlement définitif, s'il doit se produire, il s'agit pour le gouvernement allemand de faire face à la situation nouvelle créée par le désaccord des Alliés avec la Grande-Bretagne et la politique de gages et sanctions inaugurée par les alliés du continent. Au moment où il s'agira pour l'Allemagne de résister aux justes pétentions de ses créanciers et de leur fermer sa bourse, l'accord se fera certainement entre tous les partis. Déjà M. Stinnes apparaît rallié. C'est son journal personnel qui, depuis le 2 janvier, injurie la France avec le plus de suite et d'entrain.

IGNOTUS

# LES CHÂTEAUX DES CROISÉS EN SYRIE

Au moment où, grâce à M. le général Gouraud, un travail d'ensemble sur les forteresses franques de Syrie a été entrepris, il m'a semblé qu'il serait intéressant d'exposer ce qu'étaient ces châteaux à l'époque de leur construction et dans quel état nous les trouvons maintenant après tant de siècles du plus complet abandon. Espérons qu'aussitôt que la chose sera possible, des mesures seront prises pour sauvegarder des reliques dont certaines sont encore dans un parfait état de conservation; mais il faut se hâter, car les habitants du pays s'en servent comme de carrières et la ruine complète arrive à grands pas. Le très haut intérêt qui s'attache à ces souvenirs est universel; et nous autres, Français, nous ne pouvons éprouver qu'un sentiment de profond orgueil quand nous nous trouvons en face de monuments religieux ou civils élevés jadis par nos pères. L'histoire de ces preux, qui est la nôtre, puisque nous sommes leurs descendants, est magnifiquement écrite sur le sol lointain de la France d'outre-mer par les grands bâtisseurs d'autrefois qui édifiaient pour l'éternité, confiants dans la perpétuité de leur œuvre. Cette confiance, ils l'avaient totale. Chaque pierre de leurs forteresses nous le fait comprendre. Pour ma part il me semble que cette foi absolue dans l'avenir a peut-être été un des plus beaux côtés de leur nature, car, forts de la posséder, ils firent grandement ce qu'ils avaient à faire. Ils organisèrent

et bâtirent sans détourner la tête sauf pour mettre l'épée à la main.

Je ne compte pas donner ici une aride nomencluture des villes fortifiées, des ports ou des forteresses qui s'échelonnaient entre Gaza aux confins du désert et Gastin aux portes de l'Arménie, la liste en serait trop longue, mais si le lecteur le veut bien, nous visiterons seulement ensemble quelques-uns des châteaux parmi ceux que j'ai vus au cours de mes voyages dans cette partie de l'Orient, entre Pétra et Antioche, c'est-à-dire entre le Sud et le Nord des États-latins.

***

Quand les guerriers de la première croisade, après avoir traversé le Taurus et la Cilicie, parvinrent en Syrie et en Palestine, ils avaient non seulement la volonté de délivrer le Tombeau du Christ des mains des infidèles, — c'était la raison primordiale de cet immense déplacement d'hommes, de femmes et d'enfants, — mais aussi la ferme intention de s'établir d'une façon définitive dans cette contrée. Tous, chefs ou soldats, étaient tentés par l'esprit d'aventure, l'attrait du merveilleux des mystères de l'Orient et aussi, il faut bien le dire, chacun dans sa sphère avait l'espoir d'améliorer sa situation : sentiment profondément humain. Enfin les dirigeants de la croisade, restés en Occident, voyaient dans l'établissement permanent d'États chrétiens au cœur de l'Islam, un contrepoids susceptible d'endiguer le flot montant de la marée musulmane, tellement menaçant pour l'Europe d'alors. Ils fondèrent un royaume et des principautés.

De 1098, date de la prise d'Antioche, à 1291, année de la reddition de Saint-Jean-d'Acre, c'est-à-dire pendant deux siècles, ces États furent tour à tour florissants ou connurent des désastres, mais malgré tout les Chrétiens accrochés au sol se maintinrent sur le continent asiatique. Des rois, des princes, des seigneurs se succédèrent, gouvernant le pays. Des lois, les Assises de Jérusalem, de Tripoli, d'Antioche, très voisines comme rédaction les unes des autres, régirent ces différents États. Ces lois n'étaient pas immuables, bien au contraire, car sans cesse elles étaient tenues en harmonie

avec les modifications apportées d'Occident qui semblaient les meilleures pour le bien commun. Des Commissions avaient le devoir de veiller à cette sorte de mise à jour des Assises et, parmi les membres de ces Commissions, il y avait de ces Chevaliers que beaucoup d'historiens représentent volontiers comme des illettrés. Sans doute sur les champs de bataille, signaient-ils avec leur épée on ne saurait le leur reprocher; mais après les combats, pendant les périodes de trêve et de paix, nombreux étaient ceux qui s'adonnaient à la jurisprudence ou à d'autres études utiles. Presque tous parlaient plusieurs langues. Une population — extrêmement mélangée comme origine — d'artisans, de négociants, de cultivateurs, de nomades, vivait et prospérait sous un régime aussi paternel que le comportaient les mœurs du temps.

***

Deux auteurs, l'un musulman, l'autre chrétien, vont nous donner une bonne idée de l'état social dans les nouvelles colonies. Ibn Djobaïr, parlant de ses coreligionnaires, écrit vers 1194, au cours de son voyage :

La plupart (des Musulmans) ont le cœur abreuvé de la tentation de venir s'y fixer (en territoire chrétien), en voyant l'état de leurs frères dans les cantons gouvernés par les Musulmans, la situation de ceux-ci étant le contraire du bien-être... Un des malheurs qui affligent les Musulmans c'est qu'ils ont à se plaindre, sous leur Gouvernement, des injustices de leurs chefs et qu'ils n'ont qu'à se louer de la conduite des Francs, en la justice de qui on peut se fier...

Est-il possible de trouver un aveu plus flatteur pour les Francs d'outremer, tour à tour admirables guerriers et grands colonisateurs, car ils furent l'un et l'autre à un très haut degré.

Un passage de Foucher de Chartres, que l'on peut dater probablement entre 1118 et 1131, c'est-à-dire au maximum une trentaine d'années après la prise de Jérusalem, va nous faire connaître ce que pensaient les Occidentaux établis en Orient :

Considérez, et réfléchissez en vous-même, de quelle manière, en notre temps, Dieu a transporté l'Occident en Orient. Celui qui était Romain ou Franc est devenu ici Galiléen ou habitant de Palestine;

celui qui habitait à Chartres ou à Reims se voit citoyen de Tyr ou d'Antioche; nous avons déjà oublié les lieux de notre naissance; déjà ils sont inconnus à plusieurs d'entre nous ou du moins ils n'en entendent plus parler. Tel d'entre nous possède en ce pays des maisons et des serviteurs qui lui appartiennent comme par droit d'héritage. Tel autre a épousé une femme qui n'est pas sa compatriote, une Syrienne, une Arménienne ou même une Sarrasine qui a reçu la grâce du baptême. Tel autre a chez lui son gendre ou sa bru ou son beau-fils; celui-ci est entouré de ses neveux ou même de ses petits-neveux; l'un cultive des vignes, l'autre des champs. Ils parlent diverses langues et sont déjà parvenus tous à s'entendre; les idiomes les plus différents sont maintenant connus à l'une et à l'autre nation et la confiance rapproche les races les plus éloignées. Il a été écrit en effet : « Le lion et le bœuf mangent au même râtelier. » Celui qui est étranger est maintenant indigène, le pèlerin est devenu habitant. De jour en jour nos parents et nos proches viennent nous rejoindre ici. Ceux qui étaient pauvres dans leur pays, ici Dieu les fait riches; ceux qui n'avaient qu'une métairie, Dieu leur donne une ville. Pourquoi retournerait-il en Occident, celui qui trouve l'Orient si favorable?

***

Tout est merveilleux dans cette histoire des croisades, la rapidité de la conquête et celle de la mise en valeur des nouveaux territoires. La conquête, à elle seule, n'avait pas été une mince besogne si l'on songe que les Croisés eurent à lutter loin de leurs bases, n'ayant avec elles que des communications extrêmement précaires, dans un pays nouveau, sous un ciel entièrement différent du leur, contre les corps musulmans nombreux, aguerris, fanatisés à l'extrême. Les armées ennemies, combattant chez elles, pouvaient sans cesse se renouveler, puisqu'au sud elles tiraient leurs ressources de l'Égypte, et à l'Est, de Damas, de Homs, de Hama, d'Alep, villes importantes qui restèrent, pour ainsi dire, toujours entre les mains des Arabes, et servaient de trait d'union avec la Mésopotamie, intarissable réservoir de soldats.

Cependant, la conquête proprement dite terminée, il fallut organiser. Nous savons comment ce tour de force fut accompli. Puis, tout en organisant, les Francs durent protéger les villes et les campagnes non seulement contre des armées mais encore contre d'incessantes incursions de pillards. Quand on regarde une carte du royaume latin et de ses dépendances et surtout

quand on le parcourt comme nous l'avons fait nous-même, on est frappé de l'immensité de la tâche. Au nord, confinant à l'Arménie, c'étaient la principauté d'Antioche et le comté d'Edesse (ce comté fut reconquis par les Musulmans sur Josselin II de Courtenay en 1146). Puis, en descendant vers le Sud, il y avait le comté de Tripoli, le royaume de Jérusalem et la principauté d'Oultre-Jourdain dont l'extrémité méridionale était baignée par le golfe d'Akabah, branche orientale de la mer Rouge. Tout cet ensemble formait une étroite bande de terrain, bordée à l'ouest par la mer Méditerranée, à l'est et au sud par les territoires musulmans, longue d'un millier de kilomètres et d'une largeur variant entre vingt et deux cents kilomètres. Comment les Croisés purent-ils se maintenir dans une situation aussi périlleuse pendant autant d'années? C'est ce que, très brièvement, nous allons chercher à examiner.

Ils se maintinrent à cause des mésintelligences entre les chefs musulmans qui, pendant bien longtemps, ne surent pas coordonner leurs grandes attaques, et demandèrent même aux Francs de combattre avec eux leurs propres coreligionnaires. Ils l'emportèrent aussi par leur courage, leur force, leur armement, la discipline relative dans les combats des grands ordres religieux. Enfin la configuration du sol leur fut extrêmement favorable. La longue chaîne de montagnes aux reliefs souvent élevés qui suit la mer entre Ascalon et l'embouchure de l'Oronte, sous des noms différents et à des distances variables, leur fut d'un grand secours. Les cols y sont rares; les Francs en fermèrent l'accès par des tours et des châteaux habilement répartis, qui protégèrent leurs nombreux établissements du littoral. Ces tours et ces châteaux communiquaient entre eux, quand ils étaient investis, la nuit par des feux et le jour à l'aide de pigeons voyageurs. La plupart de ces ouvrages semblent avoir été édifiés dans un laps de temps très court; c'était du reste une nécessité pour les Croisés de se fortifier le plus rapidement possible. Ces châteaux sont ou purement francs ou orientaux, mais ces derniers ont été modifiés à un tel point, après leur occupation par les Latins, que leur origine est à peine reconnaissable.

Dans un cas comme dans l'autre, on reste stupéfait devant la grandeur des travaux entrepris au milieu de difficultés sans nombre. Où purent-ils trouver assez d'ouvriers pour mener à bien leur construction? C'est un véritable mystère, que sur place je n'ai jamais pu éclaircir. Sans doute firent-ils largement appel à la main-d'œuvre indigène, mais encore fallait-il la rencontrer. Ces grands travaux ne devaient pas arrêter l'essor économique du pays. Ils durent donc construire combattre, cultiver, faire du commerce, administrer, tout cela à la fois. Ce fut une tâche immense, dont ils sortirent victorieusement.

Les ouvriers indigènes étaient probablement groupés sous la direction de contremaîtres venus d'Occident, car la taille de la pierre est occidentale, les sculptures de très bonne qualité, et on retrouve aussi des marques de tâcherons analogues à celles que nous voyons en France à cette époque. Vers la fin du XIe siècle, les architectes d'Occident n'avaient pas un bien long passé derrière eux; peu d'années les séparaient de cette période de barbarie qui avait précédé l'an mille, période pendant laquelle tout ce que l'on construisait se réduisait à des édifices généralement assez modestes et voûtés en bois ou, comme fortifications, sauf de rares exceptions, à des fossés de terre avec des palissades de rondins. L'humanité de nos pays avait vécu au milieu de pillages, de troubles incessants et dans la crainte de l'avenir, à côté des ruines romaines qui couvraient notre sol, se demandant sans doute comment il avait jamais été possible d'élever de telles merveilles.

Les incursions des pirates endiguées, l'échéance fatale passée, une paix sociale relative instaurée, de toutes parts surgirent comme une magnifique floraison des monastères, des églises, des cathédrales pour remercier Dieu; et la féodalité du XIe siècle remit la pierre en honneur pour ses châteaux et la défense des villes. C'est dans ces conditions que nos ingénieurs militaires arrivèrent en Asie avec les combattants. Là ils trouvèrent leurs confrères orientaux nourris de l'ensemble des doctrines romaines, byzantines, syriennes et arabes. Ceux-ci ne sortaient pas d'une nuit de plusieurs siècles. Chaque école mit à profit le savoir de ses

voisines. C'est ainsi que de nombreuses modifications dans l'art des fortifications furent introduites dans nos châteaux de Syrie et de Palestine et arrivèrent ensuite jusqu'en Occident. Les Croisés empruntèrent par exemple aux Byzantins la double enceinte, probablement les chemins de ronde de pierre bâtis en encorbellement, munis de mâchicoulis qui remplaçaient les hourds souvent incendiés et que l'on retrouve si fréquemment même en France, vers le milieu et la fin du XIII^e siècle, et aux Arabes les grands talus maçonnés sur lesquels s'élèvent les murailles. Par contre ils apportèrent en Asie certains détails de défense, comme la herse que je ne crois pas avoir rencontrée dans des châteaux purement arabes tels que ceux d'Alep, de Massiad ou du Qala'ah Seidjar, pour ne citer que ceux-là.

Transportés en Orient, nos architectes militaires eurent aussi des visées plus ambitieuses. Le château de Coucy, par exemple, l'un des plus puissants de la terre de France, ne dépasse guère la moitié, comme développement, du Krak de Moab, du Krak des Chevaliers ou de Margat. Il est difficile de donner une idée du sentiment de force, de l'impression de majesté qui se dégage de ces grandes forteresses qui se dressent, admirablement patinées par les siècles, aux sommets de collines escarpées.

***

Les châteaux des Croisés épousent les assises sur lesquelles ils reposent. Les murailles extérieures en suivent les contours et, si un chemin de ronde a été laissé, il est tellement étroit qu'il fut toujours inutilisable pour l'attaque de la place. Les ingénieurs ont mis à profit les dénivellations du terrain pour étager les différentes constructions intérieures et placer les cours. Si la longueur de crête de la colline dépasse les dimensions fixées d'avance par les plans, cette crête est coupée et la coupure sert de fossés. Nous en trouvons de nombreux exemples du nord au sud du royaume latin.

Quelques-unes de ces forteresses appartinrent uniquement à de grands seigneurs comme le château de Saône (Sahiou), demeure d'une des plus importantes familles de la Princi-

pauté d'Antioche, ou le Krak de Moab (le Krak de la Pierre du Désert) qui fut la résidence des seigneurs d'Oultre-Jourdain. D'autres forteresses, au contraire, furent construites ou achetées et modifiées par les grands Ordres religieux, les Templiers, par exemple, à Safita (le Chastel blanc), à Athlit (le château Pèlerin ou du Fils de Dieu), au Qala'ah esh Schekif (le château de Beaufort); les Hospitaliers au Krak des Chevaliers, le château des Kurdes; à Margat.

D'autres forteresses enfin, de moindre importance, appartinrent à des seigneurs vivant pendant une partie de l'année sur leurs terres ou souvent retenus dans les villes par leur situation dans les cours des souverains ou des princes. De là des différences dans l'aménagement intérieur des châteaux que l'on va pouvoir étudier d'une façon aussi complète que possible quand on y fera des fouilles sérieuses, chose qui jusqu'à présent avait été impossible à cause du mauvais vouloir des autorités turques, dont toutes les bienveillances étaient réservées aux démolisseurs.

***

Les anciens territoires d'Oultre-Jourdain situés à l'est et au sud-est de la mer Morte échappent malheureusement à notre influence : au seul point de vue archéologique dont nous nous occupons actuellement ici, c'est infiniment regrettable. Il y a dans ces régions de grandes forteresses particulièrement intéressantes, susceptibles de fournir des renseignements de premier ordre et dont la destruction devrait être arrêtée au plus tôt. Ces forteresses sont celles du Livaux de Moyse, de Chobak (l'ancien Mont Royal ou Montréal), et de Kérak (le Krak de Moab ou de la Pierre du Désert). Je les ai visitées en remontant de l'antique Pétra vers Jérusalem. Au Moyen Age, elles avaient une extrême importance pour les États latins, car elles étaient destinées, le cas échéant, à intercepter les relations militaires et commerciales entre l'Égypte et l'Est, coupant ainsi en deux le monde Musulman. De plus les deux routes des Hadji se rendant en pèlerinage aux villes saintes, celle de Damas et celle de l'Égypte, passaient à côté de ces forteresses. Toutes les trois s'élèvent à la lisière

du désert, sensiblement sur une ligne nord-sud au milieu d'une nature aride, tourmentée, pleine de grandeur mais dépouillée de toute tendresse.

Il y a peu d'années que le château du Livaux de Moyse a été découvert. A première vue il peut paraître étrange de découvrir à notre époque un château médiéval mais il faut bien se rendre compte qu'en 1902, MM. W. Libbey et Hoskins comptaient seulement seize expéditions (ou voyageurs isolés, y compris Lord Kitchener alors simple lieutenant du génie, plus ou moins houspillés par les indigènes), ayant été dans ces régions depuis que Burckhardt, vers 1811, les parcourait pour la première fois sous un déguisement. Si, en 1906, il nous fut donné d'y voyager sans entrave, ce fut certainement grâce à la parfaite connaissance qu'ont du pays et de ses habitants nos deux directeurs de la Caravane biblique de Saint-Étienne de Jérusalem, les Révérends Pères Jaussen et Savignac.

Le Livaux de Moyse, occupé par les Francs avant 1116, dit-on, est situé dans un petit massif montagneux à la sortie de Pétra, en face du village d'Elji. Ses profonds fossés entaillés dans le roc sont aussi nets qu'au Moyen Age. Le pilier naturel qui servait de trait d'union entre les deux parties du pont-levis a conservé sa défense. On voit encore les murailles crénelées, deux tourelles d'angle, une partie de la chapelle, son abside et les écuries avec leurs mangeoires.

A quelques heures vers le nord se trouve le château de Chobak ou de Montréal occupant le sommet d'un piton qu'entoure un cirque de collines abruptes. Ses murailles et ses tours ambrées par les ans se silhouettaient, le jour où nous y arrivâmes, sur un ciel éperdument bleu. De grandes et majestueuses inscriptions en caractères coufiques réparties sur le pourtour des murs, célébrant « le Maître, le Sultan, le Roi victorieux Heusam Eddounia Wa Eddin Ladjin... », qui les fit restaurer en 1298, achevaient de donner à cette vieille forteresse l'aspect d'un décor féerique. A l'intérieur des murs nous avons trouvé, sur le linteau d'une porte, une inscription latine indiquant que le château avait été édifié en 1114 sous Baudouin I^er^. — Cependant la perle de ces régions est assurément la Pierre du Désert : le Krak de Moab ou

Kérak qui, malgré les bombardements des Égyptiens au XIXe siècle, les déprédations et la coupable incurie des Turcs, reste encore aujourd'hui un des plus beaux monuments militaires du XIIe siècle. Pour ma part je ne connais rien d'analogue en Europe, et en Orient, le Krak des Chevaliers me semble seul pouvoir rivaliser avec lui.

***

La ville de Kérak, dont l'origine remonte à l'antiquité, a été construite au sud-est et dans le voisinage de la mer Morte, à près de mille mètres d'altitude, sur le sommet d'une colline aux pentes à pic isolée des hauteurs voisines par des ouadys. Sous les Byzantins elle s'appelait Charachmoba. Elle devait sa prospérité aux droits que payaient les caravanes traversant son territoire, aux sommes énormes que rapportaient les terres à blé des plateaux de Moab, véritable Beauce asiatique, et aussi aux vignobles, au baume, à l'indigo et à la canne à sucre que l'on cultivait sur les bords de la mer Morte. En 1142, Payen dit le Bouteiller, Sire de Montréal, commença la construction du château qui fut continué en 1150 par son neveu et successeur Maurice. Après celui-ci Kérak, suivant le sort des territoires d'Oultre-Jourdain, retomba dans les domaines de Baudouin III jusqu'en 1161, époque à laquelle Philippe de Milly en devint le seigneur. Lorsqu'il entra dans l'ordre du Temple et fut élevé à la dignité de Grand Maître, il légua ses biens à sa fille Stéphanie ou Étiennette, qui se maria successivement (dans ces temps de guerres perpétuelles les hommes ne vivaient pas longtemps), à Humfroy III de Toron, à Miles de Plancy (assassiné dans les rues de Saint-Jean-d'Acre), puis à Renaud de Châtillon, ce guerrier extraordinaire dont la vie presque fabuleuse a été décrite d'une façon tellement attachante par M. G. Schlumberger, l'éminent byzantiniste, le savant, qui connaît peut-être le mieux en France à l'heure actuelle l'époque des Croisades.

La ville de Kérak, entourée d'une ceinture de murailles s'appuyant sur des tours, épousant la forme du plateau, n'a que deux entrées remontant sans doute à l'antiquité, mais

modifiées au Moyen Age. J'ai spécialement étudié celle du nord-ouest qui est une merveille d'ingéniosité. Coudée à plusieurs reprises, elle est infranchissable même si elle n'est défendue que par quelques hommes. De la ville médiévale il ne reste pour ainsi dire rien, sauf de grandes citernes; mais on se rend parfaitement compte combien le développement des murailles fut une cause d'infériorité au moment des sièges, infériorité à laquelle il faut ajouter les dangers d'une population très mélangée et dont les différents éléments n'étaient pas d'une sûreté absolue. Le château, flanqué de tours carrées ou barrelongues, est situé à l'extrémité sud de la ville dont il est séparé par un fossé profond. Sa porte s'ouvre dans un angle rentrant au nord-ouest de la muraille, mais, après l'avoir franchie, il faut encore, avant de pénétrer dans la forteresse, passer par deux autres portes munies de herses et protégées par tout un système perfectionné de défense. Ceci fait, on débouche alors dans la partie haute du château où se trouve la chapelle. A l'ouest, en contre-bas, il y a la basse-cour. Nous avons visité là de vastes citernes, des écuries, des magasins immenses dans lesquels, jadis, s'accumulaient des approvisionnements de toutes sortes; et des salles splendides dont quelques-unes longues de plus de 250 pieds, protégées par des murs d'une vingtaine de pieds d'épaisseur, s'étagent les unes au-dessus des autres; des ogives aux courbes exquises rompent la monotonie des surfaces unies. C'est sans doute dans ces salles que les seigneurs de Kérak, qui logeaient dans les tours, donnaient à leurs invités des fêtes et des banquets à l'occasion des tournois et des mariages.

Un passage d'Ernoul nous fait connaître une curieuse anecdote à propos des noces d'Humfroy IV de Toron avec Élisabeth, fille du roi Amaury et de la reine Marie. Une foule d'invités, venus de toutes les parties du royaume, était réunie pour la célébration du mariage quand, le même jour, Saladin avec son armée arriva devant Kérak et investit la place. Renaud en avait été averti par ses « espiés », mais il n'avait pas jugé qu'un siège fût un événement assez grave pour faire différer la cérémonie. La princesse Étiennette, mère du mari et femme de Renaud, fit porter à la tente du Sultan des plats du festin :

Si envoia à Salehadins des noces de son fils pain et vin et bœufs et moutons; et si li manda salut, qu'il l'avait maintes fois portée entre ses bras quand il estoit esclave el castiel et ella estoit enfant. Quand Salehadins vit le présent, si en fut mout lies, si le fit recoivre, et si l'en merchia mout haultement; et si demanda à ceux qui le présent avoient aporté, en lequele tour li espousès et li espousées estoient et giroient, et il li moustrèrent. Dont vin Salehadins si fist crier par tout son ost que nul ne fust si hardis qui a celle tour traisist, ne lancast, ne assaillist.

Ces gracieusetés réciproques n'eurent cependant pas le don de rendre le siège moins cruel. Saladin, le plus dangereux ennemi des Francs par son intelligence et son indomptable énergie, adversaire personnel de Renaud, poussa ses attaques. La ville fut prise, pillée, incendiée, sa population, refluant vers le château déjà plein des paysans des alentours, vint l'encombrer encore davantage et, lorsque Châtillon, pressé par le manque de vivres, ayant demandé un secours immédiat au roi de Jérusalem, vit un soir un grand feu allumé sur la tour de David, sa joie et celle des assiégés fut extrême. Il faut lire les chroniqueurs de l'époque pour se rendre compte de ce qu'était le siège d'une place forte. Des machines à lancer des pierres, des batteries de dix ou quinze mangonneaux installées souvent à trois cents mètres des murailles les ébranlaient et les écrasaient avec des quartiers de roches énormes. Le pilonnage durait souvent jour et nuit pendant plusieurs semaines. Des chables, mus par des ressorts ou des cordes bridées, projetaient des barils de matières enflammées. Des tours de bois poussées par l'assaillant s'accrochaient aux murailles heurtées par des béliers. De grosses arbalètes à tours envoyaient du feu grégeois, des barres de fer rouge, tandis que des milliers de flèches rendaient non seulement les parapets intenables, mais encore empêchaient de jeter un coup d'œil par les meurtrières. Pendant ce temps les mineurs (les mineurs orientaux, ceux d'Alep en particulier, avaient une grande réputation) poussaient leurs galeries vers les murailles, et allumant de grands feux, les faisaient s'écrouler. Les terribles luttes de siège ne datent donc pas d'hier. Le château de Kérak résista à toutes les attaques des Musulmans jusqu'en juin 1189 date à laquelle, après la fatale bataille d'Hattin, ses défenseurs, n'ayant plus aucun espoir

d'être secourus, ouvrirent leurs portes à El Malec El Adel, frère du Sultan.

***

A environ 370 kilomètres au nord de Kérak, commandant la route de Hama et de Homs, à Tripoli et à Tortose, s'élève une autre des plus puissantes forteresses de l'époque médiévale, le Qala'ah el Hosn, le château des Kurdes ou le Krak des Chevaliers. Il faisait partie d'une ceinture de défense protégeant le Comté de Tripoli. Du fond de la vallée qu'il domine de plus de trois cents mètres, il fait l'effet d'un lion gigantesque, allongé, prêt à s'élancer sur une proie. Quand je l'ai visité, c'était le printemps; des nuages noirs gonflés d'eau, poussés par un vent violent d'ouest, l'enveloppaient comme d'un suaire, puis tout à coup il se dégageait, lustré par la pluie, sous un ciel étincelant.

Il fut enlevé au prince de Homs par Tancrède en 1145 et cédé aux Hospitaliers; ceux-ci s'y maintinrent jusqu'en avril 1271, date de sa conquête par Bybars après un siège de sept semaines. La durée de ce dernier siège peut paraître courte pour une place aussi formidable, mais à ce moment un véritable découragement régnait parmi les derniers défenseurs du royaume latin et la fin lamentable de la croisade de Saint Louis à Tunis en 1270 avait trouvé un douloureux écho en Orient.

Le château des Kurdes, composé de deux enceintes, la seconde servant de réduit, était une forteresse de première importance. Peut-être ce que nous voyons aujourd'hui date-t-il seulement du début du XIIIe siècle, époque où des réparations s'imposèrent à la suite des tremblements de terre qui ravagèrent le pays. Sa garnison, d'après Vilbrand d'Oldenbourg, se composait de 2 000 hommes environ. La muraille extérieure, plus basse que celle du réduit, permettant ainsi de doubler les efforts de la défense, s'appuie à l'ouest et au nord sur des tours arrondies reliées entre elles par des courtines que surmonte une galerie munie d'échauguettes soutenues par des consoles. (Les tours arrondies furent toujours en honneur dans les constructions des Hospitaliers tandis

que les Templiers préférèrent les tours carrées ou barrelongues qu'ils empruntèrent aux Orientaux.) A l'est, la muraille, protégée par les déclivités du terrain, n'a que trois saillants carrés de faible importance. C'est au sud, la partie la plus vulnérable de la place, que tous les moyens de défense ont été accumulés, avec une grande tour carrée au centre, percée de huit meurtrières, et deux tours d'angles rondes et extrêmement fortes. Là un large fossé plein d'eau sépare les deux enceintes. On entre dans la forteresse, à l'est, par une porte ogivale au-dessus de laquelle se lit une longue inscription arabe à la louange de Bybars « le conquérant, le favorisé de la victoire, la pierre angulaire du monde et de la religion ». Deux lions marchant, armes du sultan, sont sculptés à droite et à gauche. Il est très probable que les Croisés empruntèrent aux Arabes l'usage des armoiries, mais, alors que chez les Occidentaux elles restèrent toujours les mêmes dans une même famille, sauf de rares exceptions, et pour des motifs tout à fait spéciaux, chez les Orientaux elles étaient personnelles et variaient d'une génération à l'autre.

La première porte franchie, on trouve une large rampe voûtée en partie, accessible aux cavaliers, qui conduit à la fois au pied de la défense de la première enceinte et dans le réduit. L'aspect en est saisissant. Cette rampe est coupée de portes successives admirablement protégées par des herses, des mâchicoulis et des jours pratiqués dans les voûtes, permettant d'accabler les assaillants de projectiles. Suivons la rampe conduisant dans le réduit extrêmement vaste. Là de larges places d'armes sont entourées par la chapelle, les demeures du châtelain et des principaux officiers, le logis de la garnison, des magasins immenses et des citernes. En face de la chapelle il y a la salle capitulaire longue de plus de 25 mètres dont les arcs doubleaux reposent sur des consoles ornées de feuillages et de figures. Sculpture, coupe et taille de la pierre sont extrêmement soignées. Les proportions des salles sont admirables. On sent que rien n'a été négligé pour faire du Qala'ah el Hosn non seulement une forteresse hors pair, mais encore une demeure digne des guerriers qui l'habitaient. Cette volonté d'atteindre la perfection se retrouve jusque dans les magasins ou les écuries.

Du haut des tours la vue est grandiose. Au sud voici les sommets neigeux du Liban et de l'anti-Liban. A l'ouest, au milieu d'un enchevêtrement de crêtes rocheuses, de collines, de pitons et de précipices qui vont doucement s'éteindre sur les bords de la Méditerranée, se dresse le donjon du Chastel blanc. Au nord, apparaissent les Monts Alaouites, où vivent les Ismaélies, descendants des Assassins du Moyen Age. C'était là que demeurait le Vieux de la Montagne. Vers l'est, glissant au-dessus du lac de Homs, la vue va se perdre dans les horizons lointains des déserts de Palmyre. Il faut espérer que les habitants du château — car toute une population y vit actuellement, — iront bientôt loger dans le bourg datant du Moyen Age, qui se trouve au pied de la forteresse et que des travaux seront entrepris pour consolider les parties menaçant ruine. Puis il faudra faire disparaître tous les arrangements modernes, les murs de torchis, verrues hideuses qui masquent et gâtent un très grand nombre de salles.

Le château des Kurdes mérite toutes les attentions, car il est certainement un des plus beaux et des plus rares spécimens en très bon état de l'architecture médiévale. C'est un incomparable joyau dont il faut empêcher la perte.

***

Tout autre est le château d'Athlit, le château Pèlerin ou du Fils de Dieu, construit par les Templiers en 1218, au sud de Saint-Jean-d'Acre, sur un promontoire au bord de la mer, dans un endroit connu jadis sous le nom du Détroit ou de Petra Incisa. La destruction de cette forteresse est, hélas! bien avancée, maintes pierres énormes de ses murs ayant été transportées à Haïffa, à Acre et à Beyrouth pendant le XIXe siècle. Jusqu'à cette époque il était resté à peu près intact. A en juger par ce que nous voyons et par les récits des chroniqueurs et des voyageurs, c'était un des plus superbes châteaux de l'Orient. Jacques de Vitry en donne une longue description et Pococke au XVIIIe siècle en fut émerveillé.

Le château, dit-il, est magnifique et entouré de deux murailles de 15 pieds d'épaisseur, celle qui est en dedans du côté du Levant m'a paru avoir 40 pieps de hauteur. On retrouve dans ce château les

ruines d'une église magnifique, à dix faces (*en souvenir du Temple de Jérusalem les Templiers construisaient généralement leurs chapelles octogonales ou décagonales*) dont l'architecture est extrêmement légère quoique gothique.

De toutes ces splendeurs il ne reste guère que des parties de murailles ou des tours barrelongues qui terminaient la forteresse du côté de la terre et des magasins. Jacques de Vitry dit que ces tours avaient deux étages de salles voûtées. On voit encore les vestiges de l'une d'elles : quatre arcs brisés dont les nervures s'appuient sur des consoles gothiques (deux d'entre elles représentent des têtes humaines). En 1229, Frédéric II, sans crier gare, voulut prendre possession d'Athlit. Il y était entré en ami et, une fois dans la place, il ordonna aux Templiers d'avoir à l'évacuer; mais ceux-ci, indignés, fermèrent les portes et déclarèrent à l'Empereur qu'il était leur prisonnier. Ce ne fut que sur sa promesse formelle de renoncer à son projet qu'ils consentirent à lui rendre la liberté.

***

Pour ne pas allonger cet article, qui n'est qu'une très courte esquisse des richesses franques de l'époque médiévale en Syrie, il faut passer sans s'y arrêter sur le Qala'ah es Soubeibé ou château de Nemrod placé au-dessus des sources du Jourdain; sur le Qala'ah ech Chakif, le Belfort des Croisés, dominant, dans un site grandiose, les gorges sauvages du Lîtâni, torrent aux eaux vertes, et sur bien d'autres forteresses, pour arriver à Antioche.

Antioche, dans laquelle les Apôtres vinrent prêcher l'Évangile, rivale d'Alexandrie, fut une des villes les plus renommées de l'empire byzantin. De la cité antique ou de celle du IVe siècle, peuplée de plus de 200 000 âmes, il ne reste rien. Évanouis, à jamais, ces palais splendides et ces églises admirables; détruites de fond en comble ces maisons de grands seigneurs ou de riches marchands, qui faisaient l'admiration des pèlerins et des voyageurs. Les guerres, les tremblements de terre et les hommes se sont acharnés tour à tour sur ce centre d'art incomparable dont le nom seul symbo-

lisait la civilisation la plus raffinée. Maintenant, une trentaine de milliers d'habitants vivent dans de tristes maisons pressées les unes contre les autres, bordant des rues désertes. Peu de villes, en Orient, donnent une telle impression de déchéance. Un pont romain de quatre arches, fait communiquer les deux rives de l'Oronte. Quant à la magnifique, mais démesurément grande, enceinte byzantine, elle aussi va disparaître. Véritables carrières de pierres, il ne reste que peu de chose de ces vénérables murailles édifiées ou restaurées par Justinien. S'appuyant sur de nombreuses tours carrées à trois étages, elles escaladaient le mont Silpius au sommet duquel se trouve le château, bien délabré, franchissaient le Bab El Hadid, la porte de fer, et plus loin redescendaient vers l'Oronte dont elles longeaient le cours.

***

Après la prise d'Antioche, cette principauté, une des plus importantes du royaume de Jérusalem, fut attribuée, après d'âpres discussions entre les chefs de la croisade, à Bohémond. Anne Comnène, dans son *Alexiade*, nous a tracé le portrait du prince de Tarente. Follement éprise de ce guerrier normand, elle fit de lui ce portrait, où elle cherche à dissimuler sa passion derrière une ingénieuse comparaison avec son père :

> C'était un géant roux, élancé, aux larges épaules, à la peau blanche, aux yeux bleus étincelants, au moral souple, habile, beau parleur. Il n'y avait pas dans tout l'empire romain d'homme qui lui fût comparable, grecs ou barbares. Il paraissait porter en lui la vaillance et l'amour et il ne le cédait qu'à l'Empereur, mon père, pour l'éloquence et les autres dons, dont la nature l'avait comblé.

JEAN DE KERGORLAY

# LE PATRICIEN[1]

## XXII

Le scrutin était dans son plein quand Courtier arriva à Bucklandbury; il s'intéressait naturellement à l'issue de l'élection, et aussi il s'accrochait presque inconsciemment à l'espoir d'entrevoir Barbara; il porta son sac à l'hôtel, dans l'intention d'attendre la proclamation des résultats. En flânant le long de la Grand'Rue, il observa les manifestations populaires.

La rue étroite était pleine d'électeurs. Les agents de police n'avaient cependant rien à faire. La certitude du triomphe, qui animait chacun, entretenait la bonne humeur.

Malgré la défiance avec laquelle Courtier observait tous ces hommes, l'intérêt qu'ils prenaient à l'affaire le frappa comme une chose splendide. Ils y allaient avec entrain. Ils attendaient cette élection depuis des mois, en reparleraient pendant des mois. C'était une cérémonie religieuse, qui éveillait en eux les sentiments les plus élevés; et à l'homme d'action qu'était Courtier, cela semblait naturel, pathétique peut-être, certes pas méprisable.

Il était tard dans l'après-midi quand déboucha dans la Grand'Rue une longue file d'hommes-sandwich, porteurs de grandes affiches, sur lesquelles on lisait, en grandes lettres bleu foncé sur un fond bleu clair :

1. Voir la *Revue de Paris* des 1er et 15 décembre 1922 et 1er janvier 1923.

## NOUVELLES COMPLICATIONS. LE DANGER N'EST PAS PASSÉ

## VOTEZ POUR MILTOUN ET LE GOUVERNEMENT ET SAUVEZ L'EMPIRE

Courtier s'arrêta pour les regarder avec indignation. Non seulement cette affiche le choquait dans ses convictions les plus chères, dans son amour de la paix, mais encore il y voyait plus que n'eût fait un observateur ordinaire. Elle symbolisait pour lui tous les « attrape-nigauds » de la vie politique. Il rentra à l'hôtel.

Miltoun, en revenant de s'exhiber dans les sections de vote, dernière et nécessaire manœuvre, trouva le temps de monter le voir.

— Oh! cette dernière affiche! — commença Courtier immédiatement.

— Je la fais retirer.

— L'effet est produit; félicitations; vous serez élu.

— Je n'en ai rien su.

— Mon cher ami, j'étais certain que vous ne le saviez pas.

— Quand un désert s'étend entre un homme et la ville Sainte, Courtier, il ne renonce pas à son voyage parce qu'il lui faudra se laver dans de l'eau trouble. La populace, comme je la méprise.

Il y avait dans ses paroles une fureur concentrée, capable d'étonner même un homme qui avait passé sa vie en conflit avec les majorités.

— Je hais sa vile stupidité, je hais le son de sa voix, la vue de son visage : c'est si laid, si petit. Courtier, je souffre le purgatoire à l'idée que j'arriverai grâce aux bulletins de la populace. C'est un péché que de se servir de ces êtres-là, et je l'expie.

A cette étrange explosion Courtier ne répondit pas tout d'abord.

— Vous avez trop travaillé, — dit-il enfin, — vous avez perdu votre équilibre. Après tout, la foule est faite d'hommes comme vous et moi.

— Non, Courtier, elle n'est pas faite d'hommes comme vous et moi; si elle l'était, elle ne serait pas la populace.

— Il m'apparaît, — dit Courtier gravement, — que vous n'avez rien à faire dans cette galère. Moi-même je m'en suis toujours tenu à distance.

— Vous pouvez agir selon vos sentiments, je n'ai pas ce bonheur.

Et, ce disant, Miltoun se dirigea vers la porte. Mais Courtier répliqua :

— Lâchez la politique, si tel est votre état d'esprit. Ne gâchez pas votre vie, à poursuivre... ce que vous poursuivez, quoi que ce soit, et ne gâchez pas *la sienne.*

Miltoun ne répondit pas.

La nuit était merveilleusement calme quand, un peu avant minuit, le champion des causes perdues se dirigea vers le collège pour la proclamation des résultats. Un bruit semblable au souffle d'un monstre le guida, et par une rue en pente rapide, il arriva en vue de la foule houleuse, qui couvrait la place. Très haut, au sommet de la petite tour pointue du collège, le cadran brillamment éclairé de l'horloge présidait, et au-dessus des espoirs passionnés qui emplissaient ces milliers de cœurs unis par l'attente, le ciel mettait sa splendeur violette sans un nuage. La nuit avait magiquement inspiré à cette foule un souffle d'émotion. Et Courtier sentit à la fois toute la beauté et tout le sens de ce spectacle, — expression des forces frémissantes dont le flux perpétuel, dirigé par l'Esprit de l'Équilibre, est l'âme du monde. Des milliers de cœurs où les pensées égoïstes se perdent dans un transport irrésistible!

Un vieillard à la longue barbe grise, murmura près de lui :

— C'est passionnant; pour rien au monde, je n'aurais voulu manquer cela,

— C'est beau, hein! — répondit Courtier.

— Oui, c'est vraiment beau. Je n'ai rien vu de pareil depuis la grande année, — quarante-huit! Les voilà, les aristocrates!

Il fit un geste de sa main décharnée; Courtier vit sur un balcon lord et lady Valleys contemplant la foule. Appuyée à la fenêtre, Barbara parlait à une personne restée à l'intérieur. Le vieillard continuait à marmotter. Les yeux brillants, le visage transfiguré par une haine violente, Courtier se sentit

attiré vers lui, ému jusqu'au fond de l'âme. Puis il vit que Barbara le regardait et lui faisait un signe. Il eut la présence d'esprit de ne pas saluer.

Le vieillard se reprit à parler.

— Vous ne vous rappelez pas quarante-huit, je pense. Il y avait un enthousiasme dans le peuple alors, il serait mort pour des idées. J'ai quatre-vingt-quatre ans, — et il portait sa main tremblante à son cœur, — mais le souffle est encore vivant ici. Que Dieu donne le succès aux Radicaux!

Loin derrière, des voix commencèrent à chanter. L'air monta, retomba, rejaillit et mourut.

Puis au centre de la place un baryton entonna d'une voix de stentor un vieux chant populaire. Toutes les voix, depuis les plus flûtées jusqu'à la basse chevrotante du vieillard, se joignirent à la sienne. Selon la coutume, toutes les mains s'unirent et Courtier serra d'un côté les doigts légers d'une jeune femme, de l'autre, la paume tremblante du vieillard. Lui-même chantait à pleine voix. La musique grave et sacrée s'enflait, montait, roulait sur la foule oscillant en mesure et allait se perdre dans les collines. Sitôt qu'elle mourut, la même baryton hurla « God Save the King! » La stature de la foule sembla croître de deux pieds et sous le bouclier de tous les chapeaux levés, s'éleva une stupéfiante clameur.

« Cela, pensait Courtier, c'est de la religion. »

On chantait partout, même sur les balcons. A la lueur des réverbères, Courtier apercevait la bouche de lord Valleys, à peine ouverte comme si la voix avait peur de sortir; Barbara, la tête renversée contre un pilier, laissait s'épancher son cœur. Nulle bouche ne restait close. Il semblait que l'âme du peuple anglais s'échappât de sa réserve, comme d'une geôle, sur les ailes de ce cantique.

Mais soudain, comme un oiseau blessé ferme ses ailes, le chant s'arrêta et retomba sur terre. Sous le cadran lumineux une silhouette était apparue. D'autres la suivirent. Une voix cria : « Vive Chilcox! », un énorme « Chut! » lui répondit; puis un si profond silence s'établit qu'on entendit une locomotive manœuvrant à deux milles de là.

La petite silhouette s'avança, un petit rectangle de papier brilla sur le noir de sa redingote :

— Mesdames et Messieurs. Résultat du scrutin : Miltoun, 4 988 voix. Chilcox, 4 802.

Parmi le vacarme infernal des acclamations et des plaintes, Courtier repoussa vers le balcon. Lord Valleys se penchait avec un vaste sourire; lady Valleys s'essuyait fortement les yeux; Barbara, la main dans celle de Harbinger, le regardait en face. Courtier s'arrêta. Le vieillard était à côté de lui, des larmes roulaient dans sa barbe.

Courtier vit Miltoun s'avancer. Il était d'une pâleur mortelle.

## DEUXIÈME PARTIE

### I

Dans une simple et paisible pièce de Valleys House, où il se retirait d'ordinaire, au lieu de gagner son cabinet officiel toujours exposé à l'invasion de ses secrétaires, lord Valleys après le déjeuner fumait en ruminant un ennui.

L'affaire concernait le domaine de Pendridny, en Cornouailles. Elle rendait soucieux son intendant et lui-même depuis longtemps, et lui était soumise pour décision finale; deux villages du nord de la propriété y étaient intéressés, leurs habitants vivant uniquement de leur travail dans une carrière qui ne faisait pas ses frais.

Le bienveillant lord Valleys était hostile à une mesure qui plongerait ses tenanciers dans le dénûment, d'autant plus qu'il n'y avait aucun antagonisme entre eux et lui. Mais, réduit aux termes essentiels, le problème se posait ainsi : sans cette carrière, l'exploitation du domaine de Pendridny était une affaire vraiment bonne : non seulement il se suffirait à lui-même, mais encore il contribuerait à l'entretien de Valleys House et de l'écurie de courses de Newmarket, et aux autres frais généraux; avec la carrière, en tenant compte de l'entretien de Pendridny et des pensions aux serviteurs âgés, l'équilibre était rompu dans l'autre sens.

Lord Valleys était venu, en fumant sa pipe favorite, à la

conclusion qu'il n'y avait rien d'autre à faire que de fermer la carrière. Il n'avait pas pris cette résolution à la légère. La certitude que l'événement provoquerait une campagne dans la presse locale — et peut-être dans la presse nationale — l'avait secrètement poussé à cette résolution, plutôt qu'elle ne l'en avait écarté. Il avait l'impression qu'on voulait à l'avance lui dicter sa conduite et il haïssait toute dictature. Priver ces pauvres gens de leur gagne-pain lui serait, il le savait, beaucoup plus pénible qu'à ceux qui crieraient le plus haut; il avait la conscience nette et pouvait tenir cette future campagne de presse pour simple polémique de parti. Il avait très honnêtement essayé d'étudier le problème sous tous ses aspects et avait ainsi raisonné : Si je continue l'exploitation de la carrière, j'admets en fait le principe de « l'assistance aux indigents », puisque je considére que chacun de mes domaines doit suffire à l'entretien de la maison, des parcs, des chasses, et contribuer à celui de ma maison de Londres, de ma famille, de mon écurie et de tous les gens qui sont employés par nous. Permettre qu'une entreprise continue sans participer aux frais généraux, c'est protéger et par conséquent « traiter en indigents » une fraction de mes tenanciers aux dépens des autres; c'est donc forcément une politique fausse, un genre de socialisme dissimulé. De plus, si l'on poursuit logiquement, cela pourrait amener ma ruine; ce serait avouer que je ne crois pas être, en vertu de mes traditions et de mon éducation, le meilleur mécanisme par lequel l'État puisse assurer le bien-être du peuple...

Arrivé à ce point, son esprit, s'était naturellement insurgé et avait prononcé... « ce qui est absurde ».

En règle générale, lord Valleys croyait à la pensée impersonnelle. Il y avait un point cependant qu'on ne pouvait franchir sans trahir avec soi-même sa classe, et son pays. Et à cet argument, qu'il était assez habile pour s'opposer à lui-même plutôt que de le laisser formuler par d'autres, à savoir, qu'il est disproportionné qu'un seul homme puisse d'un trait de plume disposer de l'existence de centaines d'individus dont les sens et les sentiments sont semblables aux siens, il répondait : « Si je ne le faisais pas, quelque ploutocrate, quelque société le ferait, ou pis encore l'État. » L'esprit coopératif étant à son

avis étranger au pays, il n'y avait pas d'autre issue. Les faits étaient les faits; on ne pouvait en faire abstraction.

Néanmoins la nécessité de cette décision l'affligeait, car il n'était pas sans humanité.

Il fumait encore sa pipe, les yeux fixés sur une feuille de papier couverte de petits chiffres, quand sa femme entra. Elle venait lui demander conseil sur un sujet tout différent, mais elle vit aussitôt qu'il était soucieux et demanda :

— Qu'y a-t-il, Jeoff?

Lord Valleys se leva, alla vers la cheminée, vida tranquillement sa pipe, tendit la feuille de papier et dit :

— Cette carrière! Rien à faire, il faut la fermer.

Lady Valleys changea de visage.

— Oh! non, cela causerait de si terribles misères!

Lord Valleys contemplait ses doigts.

— Elle pèse sur tout le domaine.

— Je le sais bien, mais comment pourrions-nous affronter le regard de ces gens? Je n'oserais plus y aller. Et la plupart ont de très nombreuses familles.

Comme lord Valleys continuait à fixer sur ses doigts son lent regard, elle continua vivement :

— J'aimerais mieux faire des sacrifices. Louer Pendridny plutôt que d'ôter à ces gens leur gagne-pain. Je pense que cela se louerait?

— Le louer! la meilleure chasse au coq de bruyère qui soit au monde!

Lady Valleys poursuivit sa pensée :

— Peu à peu nous pourrions attirer ces gens vers d'autres choses. Avez-vous consulté Miltoun?

— Non, — dit lord Valleys sèchement, — je ne ne veux pas le faire. Il manque de sens pratique.

— Il semble pourtant toujours bien savoir ce qu'il veut.

— Je vous dis que Miltoun n'est bon à rien dans ce genre d'affaires. Il nous ramène, par ses idées, au moyen âge.

Lady Valleys s'approcha et le prit par les revers de son veston :

— Jeoff, vraiment, pour me faire plaisir, trouvez un autre moyen.

Lord Valleys fronça le sourcil, la regarda un long moment :

— Eh bien, pour vous faire plaisir, je renvoie la décision à un an.

— Vous pensez que cela vaut mieux que de louer?

— Je n'aime pas à penser qu'un étranger pourrait y vivre. Nous avons le temps, si nous y sommes obligés. Considérez que c'est mon cadeau de Noël.

Lady Valleys rougit, se pencha et lui baisa l'oreille.

Puis elle reprit :

— J'étais venue au sujet de Babs. Je ne sais qu'en penser depuis que nous sommes revenus. Elle n'a le cœur à rien.

Lord Valleys répondit d'un air presque boudeur.

— C'est la chaleur probablement, ou Claude Harbinger.

En dépit de son attitude distante, la pensée qu'il allait perdre l'enfant qu'il admirait si affectueusement lui était déplaisante.

— Ah, — dit lady Valleys, — je n'en suis pas si sûre!

— Que voulez-vous dire?

— Il y a en elle quelque chose de bizarre. Je ne suis pas du tout certaine que Courtier lui soit indifférent.

— Quoi! — dit lord Valleys en devenant tout rouge.

— Absolument.

— Que diable, Gertrude, l'affaire de Miltoun suffit pour cette année.

— Pour vingt années. Je l'observe attentivement. Il va partir en Perse, dit-on.

— Et y laissera ses os, j'espère. Réellement, c'en est trop. Je veux croire que vous vous trompez.

Lady Valleys leva les sourcils. Que les hommes étaient étranges sur certains sujets!

— Allons, il faut que j'aille à ma réunion. Je vais l'emmener et voir si je peux arriver à quelque chose.

Et elle partit, se rendant à la première assemblée de la « Société pour l'encouragement à la repopulation » qu'elle avait promis de présider. Elle en avait dès le début soutenu le principe. Bien des associations auxquelles il lui avait été impossible de refuser son nom n'avaient pour elle que peu d'attraits, et c'était une vraie joie que de pouvoir ressentir quelque chose approchant de l'enthousiasme pour une partie de son œuvre publique.

Pendant le trajet, préoccupée de son discours, elle ne fit aucune tentative pour sonder Barbara. Il fallait attendre. Bien que languissante et pâle, le jeune fille était si jolie que c'était un plaisir d'avoir son appui pour une telle cause.

Dans une petite salle sombre, le Comité était déjà réuni, et on passa tout de suite sur la scène.

## II

Impassible sous les regards de l'assemblée, Barbara restait absorbée dans ses pensées mélancoliques.

Durant les trois semaines qui s'étaient écoulées depuis l'élection de Miltoun, tant de cérémonies s'étaient succédé qu'elle n'avait trouvé ni le temps ni l'énergie de faire un retour sur elle-même. Depuis la scène dans l'écurie, Harbinger n'avait semblé vivre que pour être près d'elle. La pensée qu'elle était l'objet d'une telle passion donnait à Barbara un petit frisson de plaisir. Elle s'était promenée à cheval avec Harbinger, avait dansé avec lui, et, par instants, elle avait presque touché à la félicité. A d'autres moments, elle ressentait, en même temps qu'un certain mépris d'elle-même, un singulier mécontentement, un élan imprécis vers quelque chose d'étranger à ce monde où elle vivait, où les besoins, la simplicité même étaient artificiels, où le sérieux était feint.

Elle avait vu Courtier trois fois : il était venu dîner sur l'invitation de lady Valleys, invitation conçue en ces termes charmants, presque sibyllins, dont elle avait appris à user envers ceux qui lui étaient inférieurs par le rang social, surtout s'ils étaient intelligents. Une seconde fois, Barbara avait vu Courtier dans un garden party à Valleys House; et comme elle lui avait dit à quelle heure elle montait à cheval, elle l'avait le lendemain rencontré dans le Row, adossé à la grille qu'elle devait longer, avec cette expression de déférence mêlée de réserve ironique qui lui était coutumière. Il annonça qu'il quittait l'Angleterre, et comme elle lui demandait la cause et le but de son voyage, il se borna à hausser les épaules.

Sur cette estrade poussiéreuse, devant cette salle nue, dans cette atmosphère étouffante, en face de tous ces gens,

au bruit de ces discours dont elle était trop languissante et soucieuse pour suivre le sens, ses pensées étaient confuses. Dans cette confusion les visages qui l'entouraient, la voix des orateurs formaient une sorte de cauchemar, tandis qu'elle notait avec une précision extrême la couleur du cou de sa mère, sous le grand chapeau noir qu'elle portait, et l'attitude d'un membre du Comité, qui, à l'abri d'une feuille de papier bleu, se rongeait les ongles. Elle s'aperçut soudain que quelqu'un parlait dans la salle, lançait pour ainsi dire de petites touffes de mots. Elle aperçut l'orateur : c'était un petit homme en jaquette noire, qui continuellement hochait sa tête pâle.

— Je trouve, — disait-il, — que tout cela est terrible; que c'est un blasphème. Que nous essayons de toucher, à la plus grande force, la force... la plus grande et la plus sacrée qui... régisse l'Univers... cela me semble horrible... Je ne peux plus écouter : tout me semble si mesquin.

Il s'assit. Lady Valleys se leva pour répondre.

— Nous ne pouvons avoir que de la sympathie pour la sincérité et dans une certaine mesure pour l'intention de notre aimable contradicteur. Mais nous devons nous demander : « Avons-nous le droit de nous permettre le luxe de sentiments personnels dans une question qui concerne l'expansion nationale? » Nous ne pouvons pas nous laisser aller au sentiment. Notre aimable contradicteur a parlé — qu'il veuille bien me pardonner de le dire — plutôt en poète qu'en réformateur sérieux. Je crains que, si nous tombons dans la poésie, le taux des naissances ne tombe aussi bientôt dans la poésie. Et cela nous ne pouvons l'envisager les bras croisés. L'ordre du jour que j'allais proposer quand notre aimable...

Mais l'attention de Barbara s'était de nouveau égarée dans le pêle-mêle des pensées et des sentiments d'où le petit homme l'avait tirée brusquement. Puis elle s'aperçut que la réunion était terminée et que sa mère lui disait :

— Vite, ma chérie, c'est jour d'hôpital, nous avons juste le temps.

Dans la voiture Barbara se renversa sur les coussins et, silencieuse, observa le mouvement de la rue.

Lady Valleys la guettait du coin de l'œil.

— Quelle bombe a lancée ce petit monsieur! — dit-elle. — Il doit être entré par erreur. J'ai appris que monsieur Courtier a une carte pour le bal d'Hélène Gloucester ce soir.

— Le pauvre homme!

— Mais tu y seras, toi! — dit lady Valleys sèchement.

Barbara se rencoigna.

— Ne me taquine pas, mère.

Le visage de lady Valleys refléta un scrupule, elle essaya de s'emparer de la main de Barbara, mais cette main molle ne répondit pas à sa pression.

— Je connais l'humeur où tu es, ma chérie. Il faut tout son courage pour se secouer. Ne te laisse pas aller. Mais tu t'es surmenée, tu ferais mieux d'aller chez l'oncle Dennis, dès demain.

Barbara soupira :

— Je voudrais être à demain.

La voiture s'arrêta et lady Valleys dit :

— Veux-tu entrer ou es-tu trop fatiguée? Cela leur fait toujours du bien de te voir.

— Vous êtes tout aussi fatiguée que moi. Naturellement, j'y vais.

A l'entrée des deux dames s'éleva un léger bourdonnement, un murmure. Lady Valleys, qui faisait naître autour d'elle une atmosphère de confiance, de bonne humeur active, alla s'asseoir auprès d'un lit. Mais Barbara, debout dans un mince rayon de ce soleil de juillet, hésita un moment parmi tous ces visages tournés vers elle, ne sachant par où commencer. Les pauvres femmes avaient l'air si humbles, si pensives, si lasses.

Ce lui fut un soulagement d'entendre lady Valleys dire :

— Ma chérie, ma vente de charité est à cinq heures trente; pendant que j'y serai, rentre et repose-toi; reprends des forces pour ce soir, nous dînons à Plassey House.

Le bal de la duchesse de Gloucester, cérémonie où l'on ne pouvait s'abstenir de paraître, avait été fixé à cette date tardive par suite du désir proclamé par la duchesse de prolonger la « saison » et d'aider ainsi les cochers de fiacre; chacun l'avait approuvée, mais beaucoup avaient réfléchi que

le plus simple serait de partir pour la campagne, d'en revenir en automobile le jour du bal et d'y retourner le lendemain. Aussi durant la semaine, les cochers attendirent en longues files devant les gares, patients comme leurs chevaux, et ignorants de ce qu'on faisait pour eux! Mais une société exceptionnellement brillante, choisie et nombreuse se trouva réunie à Gloucester House.

Dans la vaste salle de bal, au-dessus des couples tournoyants, des « punkahs » avaient été installés, pour renouveler l'air; et ces immenses éventails se balançant avec lenteur, versaient sur la mer des plastrons blancs et des épaules nues, un léger souffle d'air chargé des parfums d'innombrables fleurs.

Tard dans la nuit, près d'un grand massif épanoui, une fort jolie femme s'entretenait avec Bertie Caradoc. C'était sa cousine Lily Malvezin, sœur de Geoffrey Wenlow, épouse d'un pair libéral; femme charmante à qui des joues roses, des yeux brillants, des lèvres mobiles, et des formes arrondies donnaient un air de vivacité séduisante. Tout en parlant, elle lançait des regards malins à son compagnon et essayait de trouver le défaut de l'armure de ce jeune homme renfermé.

— Non, mon cher, — disait-elle d'une voix moqueuse, — jamais vous ne me persuaderez que Miltoun réussira. Il est trop intransigeant. Ah! voilà Babs!

La jeune fille passait en effet, en dansant; ses yeux erraient paresseusement; ses lèvres étaient entr'ouvertes; son cou, à peine moins blanc que sa robe; son visage, pâle et empreint de langueur sous la lourde torsade de ses cheveux fauves; à chaque tour de valse elle semblait être emportée évanouie dans les bras de son danseur.

Sans remuer les lèvres, comme savent parler les prisonniers de la Société, Lily Malvezin murmura :

— Avec qui danse-t-elle? Est-ce le cheval noir?

Les lèvres immobiles aussi, Bertie répondit :

— A quarante contre un, il n'y a pas preneur.

Les yeux brillants suivaient Barbara, entraînée dans la danse, comme un grand lys dans le tourbillon d'un étang de moulin; une pensée traversa cette jolie tête :

— Elle l'a accroché! C'est vilain de sa part, vraiment.

Et elle aperçut adossé à une colonne, quelqu'un dont les yeux suivaient aussi Barbara, et elle songea.

— Pauvre Claude! Pas étonnant qu'il ait cet air. Oh! Babs!

Courtier et Barbara étaient au pied d'une statue, sur la terrasse, où les arbres, que ne gâtaient point de lanternes criardes, offraient la fraîcheur de leur sereine obscurité.

Barbara semblait à Courtier pétrie de trop de beauté. A quoi bon adresser des paroles à une vision? Elle n'était que l'incarnation de la Beauté, dispersée dans l'air, et elle s'évanouirait sous le doigt — comme un fantôme. Des mots lui eussent semblé sacrilèges. Et que lui dire qui eût un intérêt dans ce monde si étrange, si bavard, si assuré? — Ce monde trop semblable à un édifice dont les fenêtres seraient fermées et les stores tirés — édifice où n'étaient admis que ceux qui avaient juré de croire que c'était là le monde, tout le monde, rien que le monde; hors duquel il n'est que gravats et débris de ce dont on l'a construit; — ce monde, où il se sentait comme un voyageur dans un désert, aspirant à la rencontre d'un semblable.

La voix de Harbinger derrière eux dit :

— Lady Babs!

Longtemps les punkahs versèrent leur brise sur la roue éclatante du plaisir, et le son des violons gémit et frissonna jusqu'au matin. Puis brusquement, comme les paillettes de la rosée sur l'herbe s'évanouissent au lever du soleil, tout se fondit; et dans les grandes salles il ne resta que les laquais tels des flamants au bord d'un lac à l'aurore.

## III

Une vieille maison de brique, demeure héréditaire des Fitz Harolds, aux abords de la petite ville maritime de Nettlefold, abritait les jours tranquilles de lord Dennis. Dans cet air de la côte sud, le plus salubre, le plus apaisant de l'Angleterre, il vieillissait lentement, accordant peu de pensées à la mort, goûtant mainte joie dans la vie. Comme la basse et vieille maison aux fenêtres étroites, aux cheminées trapues, il se suffisait merveilleusement à lui-même. Ses livres

(car il prenait un intérêt passionné aux civilisations antiques, et en décrivait les mœurs de temps à autre, d'une plume précise, dans une revue démodée), son microscope, car il étudiait les infusoires, le bateau de pêche de son ami John Boyle qui avait découvert depuis longtemps que lord Dennis était la plus grosse prise qu'il eût jamais faite, quelques visites de vieux amis, quelques séjours à Londres, à Monkland ou dans d'autres manoirs : tout cela composait une vie qui, sans être généreuse à l'excès, était invariablement bienveillante et innocente, et qui, par sa simplicité notoire, exerçait une influence sur la classe sociale du lord, et aussi sur les relations de cette classe avec le reste du pays. On disait communément à Nettlefold que lord Dennis était un « gentleman »; que si tous lui ressemblaient, ce qu'on disait contre les lords ne reposait pas sur grand'chose. Les boutiquiers, les petits hôteliers sentaient que les intérêts du pays étaient plus en sûreté entre ses mains qu'entre celles de gens qui voulaient se mêler de tout pour le bien de ceux qui ne désiraient qu'être laissés en repos. Un homme qui pouvait si complètement oublier qu'il était fils de duc que les autres ne l'oubliaient jamais, était leur homme. A vrai dire, il ne prenait aucune part aux affaires publiques; mais il aurait pu le faire, s'il avait voulu, et le fait qu'il ne voulait pas prouvait encore que c'était un gentleman.

De même que lord Dennis était la seule personnalité de la ville dont on ne dît rien de mal, de même sa maison était la seule qui défiât la critique. Le temps l'avait rendue parfaitement harmonieuse. Les murs revêtus de lierre, le toit d'un gris violet taché de jaunes lichens, les paisibles pâturages nourrissant poneys et bétail et s'étendant jusqu'à la mer, tout était doucement mûri. La maison donnait aux autres par contraste un air de pacotille et se tenait à l'écart comme son maître, peut-être un peu trop éloigné des soucis ordinaires de la vie.

En homme de sa race, lord Dennis avait pour la terre un sentiment tendre et protecteur, et ne pouvait tolérer l'idée qu'elle fût confiée à cette froide marâtre, la Nation. Il parlait avec ironie des opinions des Radicaux et des Socialistes, mais détestait qu'on médît des hommes en leur absence. Il faut avouer pourtant, qu'en présence d'un contradicteur,

l'ironie coupante de ses sentiments croissait considérablement. Privé des occasions qu'offre la vie publique de mettre en valeur ses opinions, l'aristocrate qu'il était de naissance, devait leur trouver un autre moyen d'expression.

Chaque année, à la fin de juillet, lord Dennis mettait sa demeure à la disposition de lord Valleys, qui la trouvait commodément située pour assister aux courses de Goodwood.

Le lendemain du bal de la duchesse de Gloucester, il reçut ce mot :

*Valleys House.*

*Cher oncle Dennis,*

*Puis-je venir chez vous un peu avant la date, pour me reposer? Il fait horriblement chaud à Londres. Mère est obligée de rester pour trois cérémonies et, comme il faut que je revienne pour la dernière — la soirée politique —, je ne voudrais pas aller jusqu'à Monkland. Tout autre endroit que votre maison serait trop bruyant. Eustache a l'air bien mal en point. J'essaierai de l'entraîner avec moi, si vous voulez bien. Grand'mère va terriblement bien.*

*Avec toute l'affection de votre*

*Babs.*

L'après-midi elle arriva de la gare en voiture de louage; lord Dennis alla au-devant d'elle à la grille, et, l'ayant embrassée, la regarda avec quelque anxiété. Il n'avait jamais vu Babs lasse et écœurée, sauf quand il l'emmenait dans le bateau de John Boyle. Elle était extrêmement pâle. La prenant par le bras il l'emmena dans un pré encore plein de renoncules, où un vieux poney blanc, qui la portait à Hyde Park douze ans auparavant, vint à eux et frotta son nez contre la taille de la jeune fille. Soudain lord Dennis eut l'impression gênante et nouvelle que, si la jeune fille n'allait pas pleurer, du moins il lui fallait un moment pour en surmonter l'envie. Sans affecter de se séparer d'elle, il alla jusqu'au mur qui bornait le champ et resta en contemplation devant la mer.

La marée était presque étale, le vent du sud apportait, avec la senteur des plantes marines, le bruissement soyeux de petites vagues qui venaient mourir au pied du mur. Au loin, où le soleil se mirait, les eaux souriantes s'étendaient, blanches et mystérieuses dans la brume de juillet.

Mais lord Dennis, bien qu'il eût ses élans poétiques, était capable de tenir la mer à sa place; — car après tout, ce n'était que l' « English Channel » et, en bon Anglais, il savait que si une fois on laisse les choses échapper à leur nom, elles cessent d'être des réalités, et quand elles cessent d'être des réalités, elles deviennent le diable! A la vérité, il ne pensait guère à la mer, mais à Barbara. Elle était évidemment en proie à un tourment. L'idée qu'elle en pût trouver dans la vie lui paraissait étrange. Il en fallait un bien puissant pour atteindre cet être si jeune et si fortuné. Ce ne pouvait être la Mort, ce devait donc être l'Amour. Et lord Dennis pensa aussitôt à cet individu à la moustache rousse.

Barbara l'avait suivi jusqu'au mur, et il la regardait, indécis.

— Le repos des eaux du Léthé, Babs! A propos, as-tu vu notre ami monsieur Courtier? Très pittoresque, ce système de vie à la don Quichotte!

Barbara ne répondait pas à sa question et commença à parler d'autre chose. Toute la soirée elle bavarda si légèrement que lord Dennis, n'eût été sa finesse instinctive, s'y fût trompé.

Ce masque merveilleux et souriant de la jeunesse impénétrable elle le déposa à la nuit. Assise à sa fenêtre, sous la lune, « brillante phalène d'or, qui monte, lente, dans les cieux », elle scrutait avidement l'obscurité, comme une grande vérité dont elle eût voulu trancher le cœur. De temps à autre, elle passait la main sur son corps, trouvant un étrange réconfort dans sa présence matérielle. Elle retrouvait ce sentiment antique et douloureux de la dualité de son être. La douceur nocturne, qu'emplissait la paisible pulsation de la mer, et l'obscurité infinie, éveillaient en elle un désir frémissant de se confondre avec quelque chose, avec quelqu'un, hors d'elle-même. Au bal, la nuit précédente, l'illusion du vol s'était de nouveau emparée d'elle, et persistait depuis.

A la fenêtre, Barbara, comme un oiseau prisonnier, battait des ailes; puis, dans son lit, son insomnie s'agita, soupira. Une horloge frappa trois coups. Incapable de supporter plus longtemps son intolérable malaise, elle jeta un gros manteau sur sa chemise de nuit, mit des pantoufles, et se glissa dans le corridor. La maison était silencieuse. Elle descendit l'escalier, en

étouffant ses pas. A tâtons, dans le hall, où ne rôdaient encore que de ténus fantômes de lumière, elle tira les verrous, et s'enfuit vers la mer. Elle ne faisait pas plus de bruit en courant dans la rosée, qu'un oiseau qui suit les sentiers aériens; les deux poneys, la sentant passer dans l'obscurité, soufflèrent doucement parmi les boutons d'or. Elle franchit le mur, descendit sur la grève. En courant, elle était bien résolue à se jeter à la mer pour rafraîchir son corps, mais l'eau était noire, bordée à l'horizon d'une mince écharpe blanchâtre, et le ciel était noir, sans une étoile, attendant le jour. Elle s'arrêta. Les bonds et les pulsations de son corps et de son âme moururent lentement dans l'ombre de cette solitude immense, où seules bruissaient mystérieusement les petites vagues. Elle connaissait bien ces heures mortes — hier encore, au même instant, le bras de Harbinger l'encerclait pour une dernière valse. Mais ici ces heures mortes avaient un visage si différent, si solennel, les yeux grands ouverts! Il lui sembla que l'obscurité voyait son âme même, devenue petite et timide. Elle frissonna dans son manteau fourré, effrayée d'être miraculeusement devenue un rien devant le ciel noir et la mer sombre, qui formaient un grand tout impitoyable. Elle s'assit pour attendre l'aube.

Enfin elle apparut sur les dunes, balayant l'air du souffle froid de ses ailes, dans son vol vers la mer. Avec elle, le courage revint à Barbara. Elle se déshabilla vivement, courut vers l'eau sombre qui pâlissait rapidement. Le flot l'enveloppa jalousement, plus tiède que l'air; elle se mit à nager. Puis elle se coucha sur le dos et regarda le ciel s'empourprer. A se baigner ainsi dans la pénombre, les cheveux flottants, les membres libres de tout vêtement, elle éprouvait la joie d'un enfant qui fait une chose défendue. Elle alla très loin, puis, prenant peur, revint au rivage, au moment où le soleil se levait.

Elle remit ses vêtements, franchit le mur, rentra en courant. Son abattement, son doute fiévreux, s'en étaient allés; elle se sentait alerte, reposée; elle avait faim et se glissant dans la salle à manger chercha quelque nourriture. Elle trouva des biscuits, et grignotait encore quand, à la porte, apparut lord Dennis, un pistolet dans une main, une bougie dans l'autre,

Avec ses traits accentués, sa barbe blanche, sa vieille robe de chambre bleue, il était impressionnant, et offrait à ce moment une ressemblance frappante avec lady Casterely.

— Tu appelles cela te reposer? — dit-il froidement; puis en voyant ses cheveux mouillés il ajouta :

— Je vois que tu as déjà confié ton tourment aux eaux du Léthé.

Sans répondre, Barbara disparut dans l'ombre du hall et monta l'escalier.

## IV

A l'heure où Barbara, en nageant, attendait l'aurore, Miltoun se baignait dans ces eaux de mansuétude et de vérité qui roulent dans l'enceinte de la Chambre des Communes britanniques.

Au cours du long débat sur la question agraire, qu'il avait attendu pour prononcer son premier discours, neuf fois déjà, il avait vainement tenté d'attirer l'attention du Président, et lentement un sentiment d'irréel l'envahissait. Sûrement cette vaste salle, où s'élevait sans cesse le son grêle d'une seule voix humaine, où éclataient d'étranges manifestations mécaniques d'approbation ou d'hostilité, n'était qu'une création gigantesque de son imagination. Quand enfin il parlerait, ce serait à lui-même qu'il s'adresserait; l'air pesant, souillé de respirations humaines, l'immobile éclat des lampes innombrables, les longues rangées de sièges, ces disques de chair pâle, si étrangement perchés sur des gradins, tout cela n'était qu'émanations de lui-même. Et, bruissant au fond de cette création titanique de son imagination, il entendait son discours, encore non prononcé, écarter les bouffées de mots que lançait la voix lointaine, frêle et chantante.

Soudain toute cette vision de rêve s'évanouit : il était debout et, le cœur battant, parlait.

Bientôt il se raffermit; il ne lui resta que l'impression vague que ses paroles avaient un son étrange et le plaisir glacial de les lancer dans le silence. Autour de lui il n'y avait plus d'hommes, mais seulement des bouches et des yeux.

Et il sentait avec joie que, par ses paroles, il contraignait ces bouches et ces yeux avides au silence et à l'immobilité. Puis il sut qu'il avait atteint le terme de ce qu'il avait à dire, se rassit, et resta immobile au milieu de bruits variés, les yeux fixés sur le crâne au-dessous de lui, les mains étreignant un genou. Et bientôt, quand la petite voix lointaine se fit de nouveau entendre, il prit son chapeau et, sans un regard à droite ou à gauche, sortit.

Au lieu de cette sensation de soulagement, de ce transport de joie qui emplit le cœur de ceux qui ont fait leur premier plongeon, Miltoun ne ressentait que l'amertume de l'eau. A la vérité, en prononçant son premier discours, il avait atténué l'efficacité du seul remède possible à sa souffrance. Il avait fortifié sa conviction de la vanité de sa carrière, maintenant qu'il ne pouvait plus la partager avec Andrey Noël. Il regagna lentement à pied son logis du Temple, le long des quais.

Miltoun n'était pas de ceux qui acceptent tout avec résignation; il était plein de désespoir et de révolte. Il était à la fois la monture et le cavalier; il enfonçait ses éperons dans ses propres flancs et se cabrait sous la morsure de leurs pointes. Il portait en son cœur solitaire et fier tout le fardeau des luttes que des natures moins profondes ou plus communicatives partagent avec autrui.

Il était à peine moins hagard que les vagabonds qui dorment chaque nuit près du fleuve, et qui ne prennent pas la résolution de s'y jeter, uniquement parce qu'ils en sont trop près.

Andrey Noël était perdue pour lui! et constamment flottait devant ses yeux la vision de sa beauté; fleur torturante qu'il ne devrait jamais saisir. Pourtant il pouvait la saisir, il n'aurait qu'à le vouloir. Là était la source profonde de sa brûlante torture. Il n'aurait qu'à vouloir! Il souffrait aussi, physiquement, d'une sorte de fièvre lente, conséquence de la pluie qu'il avait longuement reçue le jour de sa dernière entrevue avec Andrey. Il semblait y avoir constamment en lui deux hommes luttant à mort : l'un ayant foi dans les sanctions de l'autorité divine, pivots jusqu'ici de ses croyances, et l'autre, être désespéré, avide, au sang bouillonnant. Il était misérable et aspirait étrangement à la société de quel-

qu'un qui pût comprendre ce qu'il ressentait; mais n'ayant point l'habitude de prendre de confidents, il ne savait comment satisfaire ce désir.

Il atteignit son logis à l'aube, et certain qu'il ne pourrait dormir, ne se coucha même pas. Il changea de vêtements, se fit du café et s'assit à la fenêtre qui donnait sur un jardin fleuri.

Dans l'édifice voisin un bal durait encore, bien que les lanternes vénitiennes se fussent éteintes. Miltoun vit un homme et une jeune fille, assis au pied d'une vieille fontaine. Elle avait posé sa tête sur l'épaule de son compagnon et leurs lèvres étaient jointes. Une senteur d'héliotrope montait jusqu'à la fenêtre, avec la musique d'une valse qu'ils auraient dû danser. Ce couple secrètement enlacé, l'éclat de leurs regards furtifs, c'était là le monde qu'il avait abjuré. Quand Miltoun baissa de nouveau les yeux vers eux, ils avaient disparu; la musique s'était tue, l'odeur d'héliotrope s'était évanouie. De la fontaine de pierre un chat guettait des moineaux gazouillants.

Miltoun sortit, remonta le Strand désert, continua à marcher sans savoir où il allait et, vers cinq heures, se trouva sur le pont de Putney.

Il s'y arrêta et, accoudé au parapet, contempla l'eau grise. Le soleil perçait la brume de chaleur. Des charrettes matinales passaient, déjà des hommes allaient à leur travail. Quel était le but de ce flot montant et descendant tour à tour avec la marée? du fleuve humain qui le franchissait deux fois par jour? Quel était le but de toute la souffrance humaine? Et Miltoun ne pouvait pas plus voir la fin du courant de cette vie, que celle des mouettes qui tournoyaient dans le soleil matinal.

En quittant le pont, il se dirigea vers Ravensham.

Quand Miltoun entra dans la salle à manger, sa grand'-mère, un exemplaire du *Times* à la main, était assise devant le raisin et les biscuits secs qui composaient son premier repas. Elle ne justifiait guère la description que Barbara en avait faite en écrivant : *terriblement bien* : sans doute la chaleur la fatiguait-elle, car elle était fort pâle. Ses yeux d'un gris d'acier ne manquaient pourtant pas d'ardeur, ni ses manières de décision.

— Je vois, — dit-elle, — que tu as choisi une ligne d'action personnelle, Eustache. Je n'ai rien à redire; bien au contraire. Mais souviens-toi, mon enfant, que bien que tu changes, il ne faut pas tergiverser. Une seule chose compte dans ta position : frapper sur le même clou, avec le même marteau, tout le temps. Tu n'as pas l'air bien?

Miltoun se pencha pour l'embrasser et répondit :

— Merci, ça va très bien.

— Sottise! — répliqua lady Casterley. — On ne veille pas sur toi. Ta mère était-elle à la Chambre des Communes?

— Je ne crois pas.

— Naturellement! et que fait Barbara? Elle devrait s'occuper de toi.

— Barbara est chez l'oncle Dennis.

Lady Casterley serra les lèvres, scruta son petit-fils et dit :

— Je t'y emmène aussi, aujourd'hui même. Je veux que tu ailles à la mer. Que dites-vous, Clifton?

— Mylord est bien pâle.

— Faites atteler, nous prendrons le train à Clapham Junction. Thomas ira te chercher des vêtements. Ou, mieux, bien que je n'aime pas cela, on peut téléphoner à ta mère pour avoir l'auto. Il fait trop chaud pour prendre le train. Arrangez cela, Clifton!

A ce projet, Miltoun ne souleva aucune objection. Pendant tout le trajet il resta plongé dans un état de lassitude apathique qui semblait à lady Casterley de très mauvais augure. Car la lassitude était pour elle l'état le plus étrange et le plus impardonnable. Cette petite grande dame, — tabernacle du principe aristocratique, — était pénétrée jusqu'aux moelles de cette énergie artificielle, de cette alerte vigueur que ceux qui n'ont rien à espérer socialement sont contraints de cultiver, de peur de déchoir et de devoir recommencer à espérer. A parler franchement, elle retenait à peine une démangeaison de piquer son petit-fils avec quelque objet acéré, de le secouer d'une façon quelconque, car elle connaissait la cause de cet état et supportait difficilement le spectacle d'une telle dépression. Si un autre de ses petits-enfants avait été en cause, elle n'eût pas hésité, mais il y avait en Miltoun quelque chose qui tenait lady Casterley

même en respect. Une seule fois pendant les quatre heures de trajet, elle essaya d'envahir sa réserve. Elle passa sa petite main sous le bras de Miltoun et dit tranquillement : « Mon enfant, n'y pense pas tout le temps. Ça ne te vaut rien. »

Miltoun retira sa main doucement, la posa sur la couverture sans répondre, sans témoigner par un seul signe qu'il avait entendu.

Et lady Casterley, profondément blessée, serra ses lèvres fanées et dit sèchement :

— Moins vite, Frith, je vous prie.

## V

C'est à Barbara que Miltoun, étendu sous une haie de maigres tamaris, devant la grève, révéla ce même jour le trouble de son âme. Il n'aurait pu le faire si la révélation fortuite de la soirée de Monkland ne les avait déjà rapprochés, et si Miltoun n'avait pressenti, chez sa sœur, cette force vitale à laquelle il aspirait passionnément.

En matière d'amour, Barbara était l'aînée. Car, outre la science maternelle du cœur qui est le propre de la plupart des femmes, elle possédait cette prudence féminine et mondaine qu'on pouvait attendre de la fille de lord et de lady Valleys. Si elle-même était indécise sur l'état de ses affections, cela n'était point, comme pour Miltoun, affaire de sens et de cœur, mais concernait sa curiosité d'esprit, car c'était de la curiosité que Courtier avait éveillée en elle. Elle était tourmentée par la situation lamentable de son frère et souffrait en songeant que madame Noël se rongeait dans la solitude de sa chaumière. Son sentiment était que si Miltoun et madame Noël ne pouvaient être heureux séparés, il fallait qu'ils le fussent réunis.

Et tandis que son frère restait étendu la face vers le ciel sous les tamaris, elle ne cessait de chercher en son esprit comment le consoler, consciente pourtant qu'elle ne connaissait rien de ses pensées.

L'air était odorant dans l'ombre des tamaris. Une paix ineffable régnait. Barbara, enveloppée d'un réseau de soleil,

s'impatientait irrésistiblement de sentir une souffrance qu'on pouvait, croyait-elle, apaiser par l'action. Enfin elle risqua :

— La vie est courte, Eusty.

La réponse que fit Miltoun la surprit.

— Persuade-m'en, Babs, et je te bénirai. Si le chant de ces alouettes n'a pas de sens, si nous allons, rampant, mesquins, sans but, s'il n'est point de dessein dans notre vie, persuade-m'en, pour l'amour de Dieu.

Entraînée soudain dans des eaux trop profondes, Barbara ne put qu'étendre la main et dire :

— Oh ! ne prends pas les choses si à cœur!

— Puisque tu dis que la vie est courte, — murmura Miltoun avec un sourire, — tu ne devrais pas la gâter par la pitié. Jadis nous allions au supplice par fidélité à nos convictions. Nous pouvons, je suppose, endurer quelque brûlure secrète! La sève s'est-elle complètement tarie en nous?

Piquée par le ton de sa voix, Barbara répondit d'un air presque tranchant :

— Ce qu'il *faut* endurer, endurons-le, soit! Mais pourquoi *créer* du tourment? Voilà ce que je ne peux admettre.

— Oh! sagesse profonde!

Barbara rougit.

— J'adore la vie, — dit-elle.

Les galions du soleil s'inclinant vers l'occident voguaient déjà, vaste flotte d'or, droit vers le rivage, où se dessinaient en petites silhouettes noires des pêcheurs à la recherche de varech, les alouettes chantaient encore au-dessus des blés en herbe, — lorsque Harbinger, galopant sur la grève entre Whitewater et Sea House, rejoignit le couple silencieux qui rentrait pour le dîner.

Bientôt, au grand soulagement de Harbinger, Miltoun s'éloigna à grands pas vers la ville pour y chercher une revue, dont il avait besoin.

Pour Harbinger autant que pour Barbara et Miltoun, la nuit précédente avait été pleine d'amertume et de trouble. La vision de cette pâle et souple forme tournoyant, lèvres entr'ouvertes, dans les bras de Courtier, était gravée dans son esprit depuis le bal. Pendant sa dernière danse avec elle, il était resté farouchement silencieux, ne se retenant qu'à

grand'peine de faire de mordantes allusions à « ce rouquin piaffant », ainsi qu'il appelait le champion des causes désespérées. En réalité, ses sensations, depuis ce moment, étaient une révélation ou l'eussent été, s'il avait pu sortir de lui-même pour les observer. Sans doute, il s'était comporté le lendemain, à sa manière habituelle qui était froide et désinvolte; mais son cœur n'en était pas moins torturé par la rage, le désir et la jalousie. Les hommes de son genre, physiquement forts et impétueux, sont ceux qui ont le plus de mal à se contenir. En rentrant du bal, il avait résolu de la suivre au bord de la mer où avec tant de malice elle avait dit aller. Après une seconde nuit presque blanche, il n'avait plus d'hésitation. Il lui fallait la voir. Après tout, on peut bien se rendre impunément dans son domaine. Peu lui importait que cela parût significatif. Et même, plus cela le serait, mieux cela vaudrait. Un flot de laide opiniâtreté montait en lui. Elle ne lui échapperait pas.

Mais en ce moment où il se trouvait à côté d'elle, toute cette assurance se changea en humble embarras. Il allait, guidant son cheval, courbant la tête, ne ressentant que la douleur d'être à la fois, si près et pourtant si loin d'elle, irrité de son propre silence et de sa gaucherie, presque irrité contre elle de sa beauté et de la douleur qu'elle lui infligeait. Quand elle l'eut quitté dans la cour des écuries, disant qu'elle allait cueillir quelques fleurs, il secoua brutalement la bride de sa bête, pestant contre sa lenteur à entrer dans le bois. Il avait peur que Barbara fût partie avant qu'il la rejoignît dans le jardin et pourtant il craignait presque de l'y trouver. Mais elle était encore en train de cueillir des œillets près de la haie de buis, qui conduisait aux serres. Et quand elle se releva, avant de savoir ce qu'il faisait, Harbinger l'entoura de son bras, l'y tint comme dans un étau et impitoyablement la couvrit de baisers.

Elle sembla n'offrir aucune résistance, ses lèvres mêmes restèrent immobiles; mais soudain il recula, son cœur cessa de battre. Quelle audace outrageante! Qu'avait-il fait? Il la vit appuyée, presque enfoncée dans la haie de buis taillé et l'entendit dire d'un ton presque moqueur : « Eh bien! »

Il se serait jeté à genoux, pour implorer son pardon,

s'il n'avait craint que quelqu'un ne survînt. Il murmura d'une voix étranglée : « Dieu! je suis fou! », et resta là, égaré, farouche, hésitant entre la témérité et la crainte. Elle dit tranquillement :

— Oui, vraiment, vous l'êtes!

Puis la voyant porter la main à ses lèvres comme s'il l'avait blessée, il bégaya :

— Pardonnez-moi, Babs.

Une longue minute s'écoula dans le silence; brisé par l'émotion, il n'osait plus la regarder. Ce lui fut une surprise déconcertante que d'entendre Barbara répondre :

— Je n'y attache pas d'importance, pour une fois!

Il leva les yeux. Pouvait-elle l'aimer et parler si froidement? Mais comment pouvait-elle ne pas y attacher d'importance, si elle ne l'aimait pas?

Elle se passa les mains sur le visage, le cou et les cheveux, réparant le désordre causé par ses baisers.

— Et maintenant, rentrons-nous? — dit-elle.

Harbinger fit un pas.

— Je vous aime tant! — dit-il. — Je veux mettre ma vie entre vos mains pour que vous puissiez la jeter au vent.

A ces mots, il la vit sourire.

— Si je vous laisse approcher à moins de trois mètres, vous serez sage?

Il s'inclina et ils rentrèrent en silence.

Le dîner, ce soir-là, fut plein de gêne. Mais la comédie, trop subtilement jouée pour Miltoun et lord Dennis, parut limpide aux yeux de lady Casterley. Quand Harbinger fut reparti, elle prit sa bougie et invita Barbara à se retirer. Puis ayant admis sa petite-fille dans l'appartement qui lui était réservé, et qui était à dessein peu meublé, elle s'assit en face de la jeune fille dont elle sembla examiner la grande et robuste silhouette, et prononça :

— Ainsi, toi au moins, tu retrouves ton bon sens! Embrasse-moi.

Barbara, en se penchant pour accomplir ce rite, vit une larme glisser le long du nez aigu et fin. Sachant qu'avoir l'air de le remarquer serait une chose épouvantable, elle se redressa et alla vers la fenêtre. Là, le regard errant sur la campagne

et la mer obscures, elle se passa la main sur les lèvres et pensa pour la centième fois :

« C'est donc cela. »

## VI

Trois jours après son premier et, il se le promettait, son dernier bal mondain, Courtier reçut un mot d'Andrey Noël l'informant qu'elle avait quitté Monkland, et pris un petit appartement sur le quai, à peu de distance de Westminster.

Le même jour, il s'y rendit. Le Palais du Parlement brillait sous le soleil qui réchauffait l'air grave émanant des Conseils de Perfection. Courtier passa au pied des tours, qui lui inspirèrent, ainsi qu'à l'ordinaire, des sentiments complexes. Il n'était pas assez poète pour n'y voir que quelques lignes se détachant sur le ciel; il l'était, cependant, assez pour avoir envie de les détruire. C'est dans cette humeur qu'il tourna vers le quai. Madame Noël était sortie, mais devait bientôt rentrer, lui dit-on; il attendit. L'appartement, au premier étage, avait évidemment été loué meublé : on y voyait les traces d'une lutte contre le goût de la période édouardienne qui, enivrée de son triomphe sur le style Victoria, avait empli les pièces d'épaves de l'époque des Georges. Sur la seule victoire décisive, un « window seat » rose, d'un grand confortable et d'une extrême jeunesse, Courtier s'assit, se résignant à l'oisiveté avec la facilité d'un vieux soldat.

A la tendresse protectrice qu'il avait éprouvée jadis pour une brune et gracieuse enfant, il joignait maintenant, non seulement la pitié chevaleresque d'un cœur généreux témoin de la détresse d'une femme, mais encore le sentiment de révolte d'un homme qui, foncièrement incapable de se sentir opprimé, ne savait endurer le spectacle de la tyrannie.

La vue des tours grises — qu'il apercevait par la fenêtre et sous lesquelles siégeaient Miltoun et son père —, l'impatientait. Elles étaient à ses yeux le symbole de l'Autorité, l'ennemie de sa maîtresse immortelle, la chère, l'invincible cause perdue de la Liberté. Mais bientôt la rivière, où la marée montante apportait le flot infini qui avait baigné tous les rivages, l'apaisa par son hymne muet à la Liberté; Andrey Noël,

en rentrant, les bras pleins de fleurs, le trouva profondément endormi, la bouche close.

Silencieusement, elle déposa ses fleurs et attendit le réveil de Courtier. Cette face sanguine, au menton saillant, à la moustache flamboyante, aux sourcils en V exprimait la bonne humeur et le défi, même dans le sommeil; et peut-être nul visage n'offrait-il avec le sien un contraste aussi absolu, que celui de cette femme brune, délicate, passive, frémissant de plaisir, à la vue du seul homme qui pût, sans honte pour elle, lui parler de Miltoun.

Il s'éveilla enfin et, sans manifester de gêne, dit :

— Vous m'avez laissé dormir, ça ne m'étonne pas de vous.

Ils restèrent longtemps à bavarder; les voitures passant sur le quai accompagnaient leur conversation de leur ronflement assourdi; les fleurs emplissaient l'air assoupi de leur parfum. Lorsque Courtier partit, il avait le cœur serré. Elle n'avait rien dit d'elle-même, mais avait parlé tout le temps de Barbara, louant sa beauté et son courage; elle avait pâli deux ou trois fois et avait avidement saisi toutes les allusions faites à Miltoun. Évidemment ses sentiments n'avaient pas changé, bien qu'elle ne les montrât pas. La pitié qu'éprouvait Courtier atteignit la violence.

C'est dans cette humeur, qu'il s'habilla pour assister à la dernière soirée de la saison donnée à Valleys House, soirée qui, donnée si tard en juillet, ne pouvait avoir qu'un caractère politique.

En montant le vaste et brillant escalier, il se souvint d'un tableau intitulé « l'Escalier du Ciel », qui ornait sa chambre d'enfant, une trentaine d'années auparavant. Sur le palier, au milieu d'un groupe, il vit Harbinger, qui lui fit un petit salut sec. Le visage régulier et la silhouette élégante du jeune homme semblèrent, aux yeux jaloux de Courtier, plus triomphants et plus satisfaits que jamais; il passa sardonique et manœuvra pour joindre lady Valleys, qu'il apercevait postée comme un général au milieu d'un espace libre, où défilaient des courants d'invités. Elle paraissait à son avantage dans ces lieux vastes et éclatants. Elle accueillit Courtier d'un ton particulièrement cordial où, à une certaine bienveillance pour quelqu'un qui devait se sentir dépaysé, se mêlaient, diploma-

tiquement combinés, le désir de le tenir à distance et la crainte de dire un mot qui pût l'irriter et, par là, le rendre plus dangereux. Elle avait appris, dit-elle, qu'il allait partir pour la Perse; elle espérait bien qu'il n'allait pas chercher à brouiller les cartes là-bas, et après avoir prononcé la formule : « Très aimable d'être venu », elle regagna le centre de son champ de bataille.

Voyant qu'on en avait fini avec lui, Courtier s'adossa au mur et observa la scène. Dans son isolement, il avait l'air d'un coucou contemplant les évolutions d'une troupe de corneilles. Il était trop étranger aux fétiches, aux formules cabalistiques de Westminster pour bien comprendre tout. Il entendait discuter le discours de Miltoun, dont on venait, semblait-il, de découvrir le sens profond. Les mots « doctrinaire », « extrémiste » parvinrent à ses oreilles avec l'expression « une force nouvelle ». Les gens étaient évidemment déroutés, troublés, mécontents, comme si quelque incompréhensible étoile était soudain apparue parmi les constellations régulières.

En cherchant Barbara dans la foule, Courtier éprouvait un sentiment de gêne et de honte. De quel droit venait-il parmi ces gens qui lui étaient si étrangers? rien que pour la voir? De quel droit rôdait-il autour d'elle? Il ne pourrait endurer une semaine l'atmosphère où elle vivait, et elle était incapable de s'adapter à la vie qu'il pouvait lui offrir! Il était en outre bien improbable qu'il pût faire battre un cœur qui n'avait que la moitié de son âge!

Une voix prononça derrière lui : « Monsieur Courtier! »

Il se retourna et vit Barbara.

— Je voudrais vous parler sérieusement. Voulez-vous venir dans la galerie des portraits? »

Quand ils furent enfin arrivés près d'un groupe de l'époque géorgienne, ils se trouvèrent assez à l'écart de la foule pour qu'une conversation confidentiellle fût possible. Barbara commença :

— Miltoun est terriblement malheureux. Je ne sais que faire. Il se rend malade!

Elle regarda soudain Courtier en face. Elle lui parut très jeune et très touchante à ce moment. Il y avait dans ses yeux, comme dans ceux d'un enfant, une lueur de confiance,

comme si elle comptait sur lui pour démêler cet imbroglio, pour lui parler non seulement de la douleur de Miltoun, mais encore de la vie, de son sens, et du secret du bonheur. Et il dit doucement :

— Mais que puis-je faire? Madame Noël est en ville. Mais ça ne sert à rien, à moins que...

Et, ne sachant comment finir, il se tut.

— Ah! je voudrais être Miltoun! — murmura-t-elle.

A cette parole singulière, Courtier réprima à grand'peine son désir de lui prendre les mains. Cet éclair de révolte embrasait son sang. Mais elle sembla deviner ce qui se passait en lui, car son ton devint glacial.

— C'est inutile, c'est stupide de ma part de vous ennuyer.

— Il vous serait tout à fait impossible de m'ennuyer.

Elle leva soudain les yeux et les plongea dans les siens.

— Partez-vous réellement en Perse?

— Mais oui.

— Mais' je désire que vous ne partiez pas, pas encore, — et elle le quitta brusquement.

Étrangement troublé, Courtier resta immobile, les yeux sur le grave regard des Caradocs, du portrait.

Une voix prononça :

— Un bon tableau, n'est-ce pas?

Derrière lui était le jeune Harbinger. Aussitôt le souvenir des paroles de lady Casterley, la vision des deux jeunes gens unissant leurs mains sur le balcon, le soir de l'élection, la jalousie latente que lui inspirait ce jeune et beau colosse, son aversion pour un homme qui, il le sentait, combattait toujours dans les rangs des vainqueurs, la certitude qu'il avait que sa cause était perdue à l'avance, le doute où il était qu'il fût honorable de se considérer comme en cause, tout cela flamba en Courtier, et il ne put répondre que par un regard. Dans le visage d'Harbinger, une expression de violence têtue apparaissait lentement.

— J'ai dit : « Bonne peinture, n'est-ce pas! monsieur Courtier? »

— Je vous ai entendu.

— Et vous avez bien voulu répondre?

— Rien.

— Avec la civilité qu'on peut attendre de vos habitudes.

Froidement dédaigneux, Courtier répondit :

— Si vous voulez dire cette sorte de choses, veuillez choisir un lieu où je puisse vous répondre, — et tourna sur ses talons.

Mais il grinçait des dents, en sortant.

Dans Hyde Park, l'herbe était desséchée et sans rosée sous un ciel dont la chaleur et la poussière voilaient les étoiles. Jamais Courtier n'avait si amèrement désiré ressentir, en face de la sombre beauté de la nuit, ce sentiment de petitesse, qui, en atténuant toutes les passions, confère aux hommes une part de la majesté de la nature.

## VII

Il était plus de quatre heures, le lendemain, quand Barbara sortit à pied de Valleys House. Vêtue d'une robe beige qu'elle avait choisie pour sa simplicité, elle attirait tous les regards. Elle prit un taxi, en descendit dans le Strand à la porte du Temple et par un passage étroit pénétra dans le sanctuaire de la Loi. Ses desservants revenaient en toute hâte des Tribunaux, et se dirigeaient vers leurs bureaux pour y prendre le thé.

Chacun, en passant, regardait Barbara avec l'envie de la saluer, et au cœur le sentiment que c'était l'Élue. Après une journée passée dans la jurisprudence et la procédure, après au moins six heures d'efforts pour découvrir quelles chances avait A de faire valoir ses droits, ou B de l'en empêcher, on ne pouvait qu'avoir cette impression en face de cette calme apparition, qui faisait songer à un arbre élancé et doré.

Un de ces jeunes gens, à qui elle demanda son chemin, la précéda, cérémonieusement timide, jusqu'au pied de l'escalier poussiéreux, et s'attarda avec l'espoir que, trouvant porte close, elle redescendrait lui demander le chemin de la sortie. Mais elle ne revint pas et il s'éloigna tristement, troublé jusqu'au fond de l'âme.

Personne ne répondit à Barbara quand elle frappa; mais, constatant que la porte cédait sous sa main, elle entra, franchit le vestibule et pénétra dans le cabinet de travail. Il était vide. Elle ne connaissait pas le logis de son frère et examina curieuse-

ment la pièce. Comme Miltoun n'exerçait pas, l'attirail professionnel faisait défaut. Il y avait un tapis fané, quelques vieilles chaises, et les murs étaient tapissés de livres du plafond au plancher. L'espace entre les fenêtres était occupé par une énorme carte d'Angleterre couverte de chiffres et de croix. Devant cette carte était un pupitre où s'empilaient des feuilles de grand format couvertes de l'écriture nette et aiguë de Miltoun.

Barbara les examina, le sourcil froncé. Elle savait qu'il travaillait à un livre sur la question agraire, mais elle ne s'était jamais rendu compte que cela exigeât tant d'écriture. Des journaux, et des Livres Bleus jonchaient un grand bureau où se dressaient les bustes d'Eschyle et de Dante.

« Quel endroit inconfortable! » pensa-t-elle. L'atmosphère de la pièce la déprimait horriblement. En voyant des fleurs dans la cour, elle eut envie d'aller vers elles. Mais elle entendit quelqu'un parler derrière elle. Il n'y avait personne dans le cabinet, et l'effet de ce monologue intermittent était si étrange, qu'elle battit en retraite vers la porte. Deux esprits, semblait-il, parlaient par la même voix; involontairement, elle regarda les bustes. Ils semblaient innocents. Bien que le bruit fût derrière elle, quand elle était à la fenêtre, il était encore derrière elle quand elle atteignit la porte. Soudain elle se rendit compte qu'il sortait d'une bibliothèque placée au centre du mur. Barbara avait le sang-froid de son père; elle marcha vers le meuble, vit qu'il ne touchait pas le mur, et découvrit une porte non fermée. Elle la tira à elle et entra. Dans une chambre à coucher en désordre, Miltoun marchait à grands pas de long en large. Il était vêtu seulement d'une chemise et d'un pantalon. Ses pieds étaient nus, sa tête ruisselait de sueur, l'expression de son visage hâve alla au cœur de Barbara. Elle s'élança, lui prit la main qui était brûlante. La vue de Barbara sembla figer son regard et sa langue. Le contraste de cette main fiévreuse et de ce silence glacial épouvanta la jeune fille. Elle tâta le front de Miltoun; il était brûlant.

— Pourquoi es-tu venue? — dit-il.

Elle murmura :

— Oh! Eusty, es-tu malade?

Miltoun lui saisit les poignets.

— Ce n'est rien, j'ai trop travaillé, j'ai un peu de fièvre.

— Je le sens bien. Tu devrais te coucher. Viens avec moi.

Miltoun sourit :

— Ça ne relève pas des médecins.

Le regard, le sourire, le ton, firent frissonner la jeune fille.

— Je ne vais pas te laisser seul.

Miltoun resserra son étreinte.

— Ma chère Babs, tu vas faire ce que je vais te dire. Rentre à la maison, ne dis rien, et laisse-moi brûler tout seul.

Barbara endura la douloureuse étreinte sans broncher; elle avait retrouvé son calme.

— Il faut venir, tu n'as rien ici, pas même une boisson fraîche.

— Mon Dieu! de la tisane!

Le mépris qui passa dans ce mot était plus cinglant que toute une philippique sur la rédemption par le bien-être physique. En sentant sa pointe aiguë, Barbara pinça les lèvres. Il avait lâché ses poignets, et de nouveau arpentait la chambre; soudain il s'arrêta :

Lune, étoiles, soleil, tout s'est évanoui;
Vaste désert, sans contour;
Et il ne reste rien pour assurer la vie;
Sombre désert à l'entour.

— Vous devriez relire Blake, Andrey.

Barbara s'enfuit, épouvantée. Elle traversa le bureau, descendit. Il était malade, il délirait. La fièvre semblait être entrée par les poignets, dans ses propres veines. Elle sentait que son visage était brûlant, elle haletait. Elle était inquiète, et meurtrie. Et pourtant, dans sa mémoire, passait le souffle du baiser d'Harbinger.

Elle descendit rapidement, instinctivement passa sur le quai. Et soudain, avec sa faculté de décision rapide, elle héla un taxi et se fit conduire dans un bureau téléphonique.

JOHN GALSWORTHY

(Traduction de G. R.)

(*A suivre.*)

# EN BULGARIE

La nouvelle, qui n'a pas été confirmée, d'un rapprochement bulgaro-serbe, au début de la Conférence de Lausanne, a ramené l'attention sur le peuple bulgare trop souvent méconnu et qui est cependant l'un des plus vivants, des plus braves, et des mieux organisés de la péninsule balkanique.

A vrai dire, la France a cruellement payé en 1914 la carence de sa politique orientale pendant les dix années précédentes. En Bulgarie, comme en Turquie, notre diplomatie s'exerçait au jour le jour. A l'époque de la dernière guerre des Balkans (1912-1913), elle n'avait su renforcer ses positions ni du côté de la coalition balkanique, ni du côté turc. Préoccupé par l'affaire marocaine, soucieux de ne pas contrecarrer partout l'influence allemande, le quai d'Orsay suivait volontiers en Orient le sillage de la Russie. Celle-ci, qui avait réussi au printemps de 1912 à réconcilier dans le mystère des chancelleries, Belgrade et Sofia et à former un faisceau du Monténégro, de la Serbie, de la Bulgarie et de la Grèce, jusqu'alors si jalousement rivales en Macédoine, ne sut pas empêcher la brouille qui éclata entre les frères d'armes au printemps de 1913, lorsqu'il s'agit de partager les lambeaux de la Turquie d'Europe. Les Balkans, un instant unis, se divisaient à nouveau. La Bulgarie, qui avait largement contribué à la victoire commune se voyait à son tour battue par ses alliés de la veille et privée de tout bénéfice important. Tandis que

les Turcs réoccupaient Andrinople, la Serbie et la Grèce s'adjugeaient triomphalement la Macédoine, ne laissant aux Bulgares que Dédéagatch et Cavalla. La Roumanie, profitant du désarroi, obtenait sans tirer l'épée une rectification de frontière au détriment de la Bulgarie. Celle-ci, ulcérée, se détachait à nouveau de la Russie, et, dans un espoir de revanche, se rouvrait aux intrigues austro-allemandes. La Turquie, humiliée, affaiblie, désireuse de réoccuper les territoires perdus, mettait plus que jamais son armée à l'école de l'Allemagne, dont la mission militaire à Constantinople était renforcée. Elle nouait des intrigues avec les Égyptiens mécontents de la tutelle anglaise, tandis que Berlin faisait miroiter aux yeux des Jeunes-Turcs la résurrection d'un grand empire musulman.

Telle était la disposition de l'échiquier oriental, lorsque les Autrichiens, dans l'été de 1914, vinrent chercher querelle à la Serbie devenue trop puissante à leur gré. La Bulgarie restant neutre, il fut relativement facile à l'Allemagne, en exagérant la défaite de l'armée russe en Prusse orientale, de forcer la main aux Jeunes-Turcs dès novembre 1914. Qu'allait faire l'Entente? Manifester à nouveau en Orient son impuissance et son manque de cohésion. L'action contre Constantinople, qui aurait dû être tentée préventivement par la flotte franco-anglaise dès la violation de la neutralité turque par le Goeben, se trouva indéfiniment retardée à cause du désir des Anglais de ne pas soulever, au profit des Russes, la question de Constantinople. Décidée seulement en février 1915, l'expédition navale contre les Dardanelles se heurta à un échec. Alors, l'expédition terrestre, préparée à la hâte, avec de faibles moyens et sans aucun souci de la géographie militaire des détroits, fut débarquée, non point dans la baie de Saros, où aucune organisation défensive n'existait, mais sur la pointe, inhospitalière et hérissée de fils ronces, de Sebdul Bar.

Dès lors, l'Entente se perdit en vaines négociations avec Sofia pour acheter par des promesses de territoires, l'appui de l'armée bulgare. Ferdinand, en homme retors, se laissa faire par la France et l'Angleterre des offres de terres macédoniennes qui ne pouvaient que décourager les Serbes au détriment de qui on essayait de payer son alliance. Il croyait de moins en

moins à la valeur de ces offres : plus elles étaient importantes, plus il s'en méfiait, plus il les considérait comme une preuve de la faiblesse de l'Entente, de la force de l'Allemagne. A ces avantages appréciables mais qu'il jugeait peu sûrs, il préféra une rectification immédiate de frontière que les Allemands lui obtenaient des Turcs, et la promesse des territoires macédoniens devenus serbes. La haine des Serbes, fortifiée dans l'opinion bulgare par deux guerres antérieures, lui offrait un point d'appui dont il profita pour mobiliser son armée sous la conduite des états-majors allemands. Et ce fut l'écrasement de la Serbie, à qui le débarquement de Salonique n'apporta qu'un secours *in extremis*.

En Orient, la diplomatie et les armées de l'Entente agirent donc sans cesse trop faiblement et trop tard. L'Oriental, fataliste et indolent, répugne aux déductions de longue haleine, et se refuse à percer le voile de l'avenir. Par contre, l'étalage d'une force même momentanée et peu stable décide de son jugement et entraîne sa volonté. La guerre à la remorque de l'Allemagne ne fut très populaire ni en Turquie ni en Bulgarie. Les gouvernants seuls la décidèrent, sans subir même un instant l'influence de l'opinion publique amorphe et inorganisée. Ni en Turquie, ni en Bulgarie, l'emprise allemande ne fut assez forte sur les masses, pour faire obstacle, sitôt l'armistice, à une politique entièrement nouvelle. L'Entente ne l'a pas compris. Elle ne sut pas user de sa victoire lorsque les capitulations séparées de la Bulgarie et de la Turquie lui eurent rouvert l'Orient. Elle semble avoir été hypnotisée par le désir d'abattre les ennemis de la veille, sans aucune considération pour les causes de trouble qu'une pareille action pouvait renfermer pour l'avenir. Les principes wilsoniens de respect des nationalités et de liberté des peuples ne furent pas appliqués en Orient. C'est à se demander s'ils ne furent pas proclamés pour sauver la mise de la seule Allemagne. Après avoir ménagé l'Allemagne, les négociateurs du Congrès de Paris semblent avoir pris à tâche de lui préparer une clientèle de mécontents. Les traités de Sèvres et de Neuilly ont semé en Turquie et en Bulgarie, une moisson de revanche.

Sans doute, il est maintenant trop tard, ou trop tôt pour revenir sur les clauses du traité de Neuilly. La France ne peut

rien faire à cet égard sans le libre consentement de la Petite-Entente. Il n'en demeure pas moins que la Grèce s'était donnée une indigestion de territoires. Salonique est aujourd'hui un port qui se meurt. Dédéagatch et Cavalla sont à plus forte raison des superfluités pour la Grèce alors qu'ils seraient utiles à la Bulgarie. La Thrace, où les populations helléniques sont à l'état sporadique, ne fut aux mains des Grecs qu'un passage vers Constantinople ardemment convoitée. Mais toutes ces conceptions appartiennent au roman politique. La Grèce gouvernant Byzance était aussi peu logique que la Principauté de Monaco annexant le comté de Nice. Ce qui avait pu donner quelque consistance à ces rêveries, c'était la politique britannique désireuse d'exercer son hégémonie sur Constantinople sous un prête-nom grec. Par contre il s'agit maintenant de savoir si les Turcs et les Bulgares demeureront les soldats de l'Allemagne.

Le problème bulgare se pose donc. C'est pourquoi il n'est pas superflu de jeter un regard sur la situation actuelle de la Bulgarie.

***

Trois caractéristiques appellent tout d'abord l'attention : la rapide croissance des agglomérations urbaines, l'évolution agraire et sociale, le développement de l'enseignement.

La crise du logement sévit avec une intensité particulière à Sofia, comme d'ailleurs dans les autres capitales balkaniques ainsi qu'à Constantinople. Faute de maisons ou d'appartements, on se réfugie dans les hôtels, et ceux-ci, archicombles, ferment leurs portes aux voyageurs. Mais tandis qu'à Constantinople la crise paraît sans issue, à Sofia, elle ne sera que passagère : des maisons s'achèvent de tous côtés. Le long des larges avenues fraîchement percées, les murs en brique sortent de terre, se recouvrent de ciment, plus sobrement ornés qu'à Bucarest. Une loi a créé ce miracle : elle exempte d'impôts pendant dix ans tous les immeubles nouvellement construits. Les sociétés commerciales ou bancaires sont obligées de bâtir les locaux qui leur sont nécessaires. Ces mesures ont été prises en Bulgarie bien avant que les légis-

lateurs français y aient même songé. Cependant, elles ne furent pas jugées suffisantes. A présent, les citoyens riches sont astreints à déposer à la banque de Bulgarie des fonds qui seront confisqués, si leurs possesseurs n'entreprennent pas des constructions d'immeubles dans un délai relativement court. Ces règlements, peu respectueux de la liberté individuelle, sont appliqués rigoureusement.

Il n'y a dans tout Sofia qu'une seule usine (belge) où l'on fabrique des tramways. L'air est si pur que les bouleaux — les plus forestiers des arbres — respirent à l'aise et conservent immaculée leur écorce blanche. C'est que Sofia est tout simplement un très grand village qui, sous un maquillage d'origine allemande ou viennoise, a gardé l'odeur et la couleur de l'Orient. Deux mosquées y dressent leurs minarets. Près des façades les plus occidentales, les cochons paisiblement se vautrent. Voici devant la statue équestre du « tsar libérateur » (Alexandre II de Russie) une étroite charrette paysanne tirée par des bœufs. A sa vue, un troupeau d'oies s'effare et s'enfuit vers la cathédrale néo-byzantine dont l'ex-roi Ferdinand commanda la prétentieuse pâtisserie. Le palais royal, habité maintenant par le tsar Boris, est une grande caserne au milieu d'un petit jardin.

La race bulgare est courte, ramassée, d'aspect accueillant, riant et sain. Les hommes semblent mal à l'aise dans l'étroitesse des vestons, sous le couronnement des chapeaux-melons. Le bonnet d'astrakan noir, le gilet rouge à manches, les larges pantalons de laine soutenus par des guêtres blanches conviennent mieux à leur carrure un peu lourde. Une dame Bulgare, au costume entièrement brodé de rouge sur fond blanc, passe au bras d'un soldat : elle est gracieuse, tandis que ses pareilles, accoutrées de robes à la mode viennoise, coiffées de chapeaux à plumes ou à fruits, manquent de charme et paraissent dépaysées sous ce ciel brutal, parmi ces avenues presque désertes découvrant au loin la sombre silhouette des montagnes.

Les boutiques vitrées, assez peu nombreuses, voisinent avec les échoppes où s'entassent en plein air des aubergines violettes, où rougeoient des tomates et des piments. Les enseignes en allemand ont disparu. Dans les gares, dans les

wagons, les notices sont imprimées en bulgare et en français. Cependant les produits manufacturés viennent d'Allemagne : les journaux et les livres français cèdent la place aux publications allemandes. Le taux du change en est surtout la cause : le leva (franc-bulgare) vaut moins de dix centimes.

Et pourtant le pays renferme des richesses. En dépit des livraisons de bétail faites aux Serbes en réparations des dommages de guerre, la campagne regorge de troupeaux : vaches courtes et grises, porcs noirs, moutons blancs ou noirs, chèvres montagnardes, sans compter les oies et les poulets qui foisonnent.

Les bourgs sont espacés, mais très peuplés, ceinturés de cerisiers, de pruniers, de poiriers. Les maisons basses, couvertes de tuiles courbes, ont bon aspect entre les chênes dont les branches coupées, encore feuillues, accrochées aux troncs en forme de parapluie, servent l'hiver à nourrir les bêtes. Les champs de blé ou de maïs alternent avec les champs de betteraves et avec les coteaux broussailleux utilisés comme pâturages. Malgré la destruction progressive des arbres, il reste encore beaucoup de montagnes boisées. Les forêts couvrent environ un quart du territoire. Elles sont composées de chênes à larges feuilles, de hêtres, de charmes, de pins, d'ormes et de frênes. Pour les conserver, des dispositions législatives ont été prises depuis la guerre. Un congrès forestier s'est réuni en février 1922. Le gouvernement s'occupe d'organiser, de perfectionner la production agricole et les industries. Une nouvelle loi accorde à tous les paysans la propriété des terres que chacun d'eux peut cultiver aidé par sa famille. Un projet de loi sur les assurances ouvrières a été présenté au sobranié. De grands efforts sont faits en faveur de l'enseignement. Depuis trois ans ont été créés 24 jardins d'enfants, 136 écoles primaires, 900 écoles primaires supérieures, 12 collèges secondaires. On projette d'instituer une école d'agriculture dans chaque chef-lieu d'arrondissement.

M. Stambouliski, l'homme le plus influent de Bulgarie (le nouveau roi règne mais ne gouverne pas) est un paysan assez fruste, finaud, intelligent et pratique. Il s'intitule socialiste, voire même communiste, ne recule pas devant des innovations

hardies; néanmoins, au lieu de supprimer, à l'instar des soviets de Russie, le droit de propriété, il s'attache au contraire, à en faire bénéficier le plus grand nombre possible de citoyens.

Sa politique extérieure reste plus obscure. Cependant, pour s'être opposé à la politique germanophile du tsar Ferdinand M. Stambouliski a connu durant la guerre l'humidité des cachots. Peu de temps après le traité de paix, il manifesta l'intention de venir en Roumanie. Il aurait désiré y passer quinze jours, se montrer partout, visiter les industries, les principales villes, les écoles, les campagnes. Il se heurta aux décisions de M. Take Jonesco, qui abrégea son séjour, et s'efforça d'en atténuer le plus possible l'importance. Ce fut au cours du seul déjeuner qu'il fit à la Cour que se tournant vers l'officier roumain qui lui servait d'interprète, il lui dit crûment en bulgare en désignant une des jeunes princesses : « La petite me plaît, je veux la faire épouser à mon roi. » Sa demande peu protocolaire ne fut pas agréée. Jusqu'à présent, les avances diplomatiques faites par la Bulgarie au gouvernement français ne furent guère plus heureuses. Lorsque M. Defrance, qui venait d'être nommé Haut-Commissaire de la République à Constantinople, traversa en avril 1919 le territoire bulgare, son wagon-salon s'emplit comme par enchantement de fleurs et de bouteilles des meilleurs vins, et un homme mince, élégant, M. Stancioff, vint lui demander audience. Étant resté longtemps à Paris comme ambassadeur, il entama la conversation en français sur les diplomates qu'il y avait connus, et pria monsieur et madame Defrance à dîner dans une salle à manger qu'il venait de faire accrocher au train. M. Defrance déclina l'invitation en prétextant un mal de tête. Il était tenu à la plus grande réserve, la paix n'étant pas encore signée avec les Bulgares. Les doléances et les supplications qu'il recueillit au cours d'un long entretien avec M. Stancioff ne paraissent pas avoir eu la moindre influence sur les clauses du traité de Neuilly. Depuis lors, la Bulgarie, au moins dans les relations officielles, semble faire contre mauvaise fortune bon cœur. En janvier 1922, le tricentenaire de Molière fut l'occasion d'une manifestation francophile : au théâtre national de Sofia, en présence du roi Boris et de toute la cour, le buste de Molière fut couronné aux accents de l'hymne bulgare et de

*la Marseillaise*. L'opinion bulgare ne pardonne pas à l'ex-tsar Ferdinand d'avoir misé sur le mauvais cheval : l'Allemagne. Mais les parieurs ne sont pas toujours dégoûtés par la défaite d'un favori et ils sont quelquefois disposés à lui accorder à la première occasion une nouvelle chance. L'autre année, la diplomatie roumaine crut devoir attirer l'attention de Londres et de Paris sur des intrigues nouées entre le gouvernement bulgare, les Soviets de Moscou, et Moustapha Kémal, ainsi que sur des cartes postales de propagande où était dessinée la carte de la Grande Bulgarie. Il sera délicat de demander au patriotisme bulgare de se contenter toujours des frontières actuelles, qui ont été fixées un peu trop à l'étroit et sans tenir compte des populations bulgares de Thrace. Quoi qu'il en soit, les Français sont fort bien accueillis, et l'on cherche à traiter avec eux des affaires. Une très forte quantité de l'essence de rose produite en Bulgarie est vendue directement aux grands parfumeurs parisiens. Des céréales, des volailles, des légumes secs, des noix, des œufs et des peaux brutes sont expédiées par Varna vers Marseille. Les moutons sont envoyés à Constantinople. Cependant, le commerce extérieur de la Bulgarie est déficitaire : du 1er janvier au 1er octobre 1921, les importations ont atteint un milliard neuf cent millions de Leva et les exportations un milliard seulement. La Bulgarie subit encore le contre-coup d'une guerre trop longue, terminée par la défaite.

***

La perte de Dédéagatch et de Cavalla a été très sensible aux Bulgares. A la Conférence de Gênes, leurs délégués ont vainement essayé de faire discuter la question. Et pourtant Dédéagatch et Cavalla ne sont que des rades ouvertes qui ont pour unique avantage d'être situées sur la mer Égée. En mer Noire les ports de Bourgas et de Varna sont beaucoup mieux protégés. Le second surtout pourrait contenir des bassins excessivement vastes. Derrière la ville existe un lac qui pourrait être relié à la mer par un canal. Les vapeurs du Lloyd Triestin (ancien Lloyd autrichien), des Servizie Marittime, du Lloyd Bulgare, de la Compagnie anglaise Johnston, de la Deutsche Levante Linie (Hambourg), des Affréteurs Réunis

et de la Compagnie Fraissinet visitent régulièrement Varna. Rien de pittoresque comme d'assister à l'embarquement des porcs, qui dès qu'on les touche poussent des cris presque humains, et, sitôt leur ahurissement passé, se disputent à bord les meilleures places. Ensuite, ils s'apaisent et s'endorment, sagement résignés à leur sort.

Certains voiliers de Varna font route vers Odessa et vers la Crimée, avec des cargaisons de farine qui seront troquées contre des vins russes. Ils ont servi, sous le contrôle de la Croix-Rouge, au transport des prisonniers russes, échangés officiellement avec le gouvernement des Soviets. Jusqu'à l'été dernier, quinze mille Russes, épaves des armées Denikine et Wrangel, sont demeurés en Bulgarie, inscrits pour la plupart à la mission militaire française, qui s'occupait de leur procurer des emplois en tenant compte autant que possible, de leurs aptitudes. A Varna, sur une population de cinquante mille habitants : Bulgares, Grecs, Juifs, Arméniens, il y avait l'an dernier cinq mille Russes. Quelques-uns avaient fondé un théâtre en plein air, mais, l'automne venu, ils sont allés chercher fortune à Sofia. Deux restaurants russes, servis par des femmes, ne rappellent que de loin l'aimable laisser-aller des restaurants russes de Constantinople [1]. La police bulgare est intraitable : défense expresse aux serveuses de s'asseoir à côté des clients. Ces dames n'en sont pas moins soumises chaque semaine à une visite sanitaire des plus minutieuses, contre laquelle elles protestent sans aucun succès.

Si en effet Russes et Bulgares parlent presque la même langue, ils ont une conception toute différente de la vie. Le Bulgare est austère et puritain. Il n'a d'indulgence que pour la table et fait volontiers ripaille chez lui, en famille. Mais il ne badine pas sur le chapitre des mœurs. Il est travailleur et discipliné. Il ignore le fanatisme religieux. L'État bulgare orthodoxe a fort bien admis, il y a une vingtaine d'années, l'ouverture sur son territoire d'écoles congréganistes françaises, et se contente de contrôler l'enseignement qui a lieu d'ailleurs presque exclusivement en français. C'est ainsi que l'on trouve des établissements des frères des Écoles Chrétiennes à Sofia

1. Voir dans *la Fin de Stamboul* le chapitre intitulé « Ayoular Gueldi », sur les restaurants russes de Constantinople.

et à Roustchouk; des pensionnats de jeunes filles tenus par les sœurs de Saint-Joseph à Sofia, à Bourgas, à Philippopoli; par les sœurs de Notre-Dame-de-Sion à Roustchouk; par les sœurs assomptionnistes à Varna, à Iamboli; enfin le collège Saint-Augustin à Philippopoli et le collège Saint-Michel à Varna dirigés par les Pères de l'Assomption. Tous ces établissements ont repris sans difficultés leurs cours depuis l'armistice, et, faute de place, refusent des élèves. Les diplômes de fin d'études, délivrés par un jury de professeurs bulgares, ont la même valeur que ceux des écoles nationales, où d'ailleurs l'enseignement du français est également obligatoire. Ces procédés bienveillants contrastent avec la lutte sourde que les autorités grecques de Salonique ont engagé contre les écoles françaises *même laïques* fondées au temps de la domination ottomane. La Bulgarie semble s'ouvrir plus que la Grèce à l'influence de notre pays.

Les élèves qui fréquentent les écoles religieuses françaises appartiennent aux races les plus diverses. Au collège Saint-Michel de Varna, Bulgares, Grecs, Arméniens, Polonais, Russes, Turcs et Israélites se coudoient. Il y a deux cents élèves, dont cinquante pensionnaires. L'organisation comprend quatre divisions préparatoires, puis les classes jusqu'à la *troisième*. Les élèves qui veulent continuer leurs études jusqu'au baccalauréat sont envoyés au collège Saint-Augustin à Philippopoli. Les bâtiments répondent aux règles les plus strictes de l'hygiène. J'assiste successivement à l'enseignement du français aux plus jeunes élèves (sept à huit ans), puis à un cours d'arithmétique en français, à l'explication d'une fable de La Fontaine (*le Savetier et le Financier*). Les résultats sont excellents. Tous les regards sont attentifs : yeux bleus des Slaves sous des fronts plats couronnés de cheveux très blonds, yeux marrons des Bulgares, yeux noirs des Turcs à face basanée, yeux incroyablement vifs des Israélites, si étincelants qu'on en distingue à peine la couleur.

Les rues de Varna reflètent dans leur aspect la juxtaposition de toutes ces races. Voici des quartiers turcs aux maisons basses et serrées, construites sans aucun alignement parmi les arbres et les glycines. Çà et là émerge un petit minaret gris ou blanc, avec un seul balcon non ajouré, et un faîte

tantôt bulbeux, tantôt pointu. Les demeures des juifs ou des chrétiens sont exemptes de tout mystère. Le matin ou même dans la journée, les fenêtres béantes sont agrémentées de matelas qui prennent l'air ou de linges qui sèchent. Dans les boutiques, des amoncellements de pantagruéliques saucisses aussi grosses que des ballons. Certaines avenues à peine tracées ressemblent à d'immenses terrains vagues, traversés en tous sens par des ruisseaux, semés de fondrières où somnolent des buffles. Les femmes bulgares, leurs cheveux nattés sous des voiles blancs, les femmes turques aux longs tchartchaffs noirs sans aucune voilette, les chevaux attelés avec ce curieux morceau de bois courbé qui surmonte l'encolure, les chariots longs peints en bleu et en rouge, flânent plutôt qu'ils ne circulent sous le jour qui tombe brusquement, tel un vêtement flasque découvrant le ciel nocturne, tandis que le soleil s'effondre au-dessous de l'horizon sans un rougeoiement, presque sans une lueur.

Hors les dimanches où toute la foule est dehors, et se porte en longs remous vers les restaurants et vers les brasseries, Varna le soir est calme. A dix heures, il n'y a plus personne dans les rues. Mais à six heures du matin, tout le monde est levé, du moins lorsqu'il fait jour. Dès sept heures, les boutiques des fruitiers et des épiciers sont ouvertes, et les allées et venues commencent vers les bureaux, vers le port. L'après-midi, les femmes se promènent avec leurs enfants dans le parc planté sur les falaises qui surplombent la mer Noire : c'est un long ruban de verdure et d'arbres bordant un riche manteau de moire, tantôt violette, tantôt bleu sombre, et qu'on ne voit pas finir.

Au delà du parc s'étendent les cimetières. Un corbillard bulgare s'approche, noir, vitré de chaque côté, surmonté d'angelots argentés. D'un seul coup de reins, les porteurs ont tiré le mort qui, simplement posé sur un cercueil découvert et à demi caché sous les fleurs, révèle sa face cireuse, ses mains recroquevillées, ses pieds chaussés de fortes sandales. Puis en route vers la fosse longue et étroite, peu profonde, creusée à même le sol, où l'on fait basculer une dernière fois le fardeau humain! Coiffé d'un cylindre noir, le pope murmure quelques prières. Et vite, vite, les croque-morts replient le

suaire, posent sur le cercueil un couvercle en forme de toit où se dessine une croix dorée, et vite, vite, ils jettent des pelletées de terre, tandis que la fille du défunt, toute menue, en robe sombre, les cheveux voilés de crêpe, interpelle le mort et se lamente. En trois minutes le trou est comblé. Sur la terre fraîchement remuée, une parente a répandu le vin funéraire. Une lanterne sur un grand perchoir est là, toute neuve. Lorsqu'elle sera enfoncée à toucher le cercueil, la tombe ressemblera à toutes ses voisines où de maigres veilleuses posées près d'un portrait et d'objets familiers illuminent le soir la pénombre, aussi menues, aussi vacillantes que toutes les âmes privées de leur corps qui errent en ce cimetière indéfiniment long au bord de la mer illimitée, tantôt sous le rayonnement des nuits calmes, tantôt sous les rafales de la tempête. Cependant le cortège s'est reformé près de la porte que le corbillard vide a franchie. Sous un toit formant auvent, le gâteau funéraire attend que chacun des assistants, parents ou amis, se restaure de sa farine mêlée de miel. Là-bas, un bateau gagne la pleine mer, rayant le ciel de sa fumée oblique. Sur les tombes maintenant lointaines, la plainte des vieilles femmes en deuil se fait plus nonchalante et plus douce...

Près de ce lieu de douleur où la brise venue du large se charge de toute la pestilence des cadavres trop faiblement enfouis, un étroit enclos borde la falaise. J'ai frappé à la porte de fer. Une femme aux cheveux voilés est venue m'ouvrir. Dès le seuil, une impression de calme et de repos me pénètre. Les quatre murs sont si proches que l'on se sent chez soi; au-dessus d'eux, la mer monte, monte comme un autre mur qui toucherait le ciel. De l'herbe, des vignes folles, des buissons d'orme ou d'acacia, un aspect de jardin devenu sauvage, avec, de place en place, des tombeaux; c'est le cimetière catholique. Une pyramide étroite s'élève :

A LA MÉMOIRE DES SOLDATS ET MARINS FRANÇAIS
MORTS A VARNA
PENDANT LA GUERRE DE CRIMÉE
— 1854-1855 —

De chaque côté, des tombes isolées, surmontées d'une croix de granit. Je lis les noms : Lagathe Jean, quartier-maître,

décédé le 19 janvier 1919, mort pour la France; Durand Louis, enseigne de vaisseau, décédé le 16 janvier 1919, mort pour la France; Guierre Félix; Gariou; Durand Henri, chasseur au 4e chasseurs d'Afrique; Deloste Jean, sergent-major au 17e tirailleurs Algériens; Parriaux Jean, chasseur au 4e chasseurs d'Afrique; Conquérant Eugène, canonnier au 2e R. A. M., décédé le 16 août 1919, morts pour la France.

Un peu plus loin, surmontées d'une étoile en granit, les tombes des musulmans enrôlés dans les armées françaises : Boukalfa Samri ben Tayeb, Boukami Kamda, Mohamed ben Amar, Ahmed ben Amarzegoui, Adbel Kader Fetas, tirailleurs algériens; et Kialelo, tirailleur sénégalais, morts pour la France.

Tous morts pour la France, chrétiens et musulmans, morts pour le même idéal, loin de leur pays, loin des clochers qui sonnent les angélus, loin des minarets où chantent les voix familières des muezzins, ils dorment sur la terre bulgare, comme une avant-garde de la patrie dont ils ont agrandi la gloire.

Ils sont tombés pour la paix et pour la justice. Puisse leur sacrifice être exaucé!

HENRI MYLÈS

# PARMI LES LIVRES

Il y a du plaisir à lire, en hiver, les livres dont le sens est un peu mystérieux. C'est une lecture qui anime l'esprit, et l'univers s'entr'ouvre autour du texte. Le roman de M. Valéry Larbaud, *A. O. Barnabooth*, vous mènera à ce plaisir par des chemins fleuris. Les premières lignes ont une grâce musicale. Un jeune millionnaire américain quitte Berlin pour l'Italie, dans cette saison qui est entre l'hiver et l'été. Entendez-le parler des hivers en Germanie :

> C'est alors que je retrouve mon Allemagne, comme une épouse aimable et comme un foyer chaud. La vie devient décente et propre, avec des occupations sérieuses; c'est le temps des études philologiques, avec des cigarettes et des baisers. Et le soir, sur la glace bleue des étangs, on patine jusqu'à la nuit dans les jardins royaux, tandis qu'au loin les lumières de la ville mouillent le ciel entre les branchages couverts de neige.

Que cette prose est douce à solfier! L'art des mots justes et des phrases mesurées est presque perdu, et parmi les romanciers, quatre-vingt-dix-neuf sur cent écrivent comme des hommes politiques. Saluons le centième, qui écrit en artiste. Il vit et il entend. Il reconnaît le caractère d'un geste et l'accent d'un paysage. Et sa phrase légère est tendue comme un fil, du monde sensible au monde intérieur. A. Olson Barnabooth, quand le rapide Berlin-Vienne traverse les forêts de chênes, regarde toutes ces branches qui tendent au soleil un symbole de victoire. Et il ne faut que l'aspect de ces couronnes promises pour lui rappeler toutes les

défaites et toutes les défaillances et toute la trahison et la fuite des choses :

Cela suffit. Cela n'est rien; une invitation à laquelle on n'a pas répondu, et l'instant passe; la peine d'avoir fait de la peine à quelqu'un qu'on n'aime pas; l'intelligence qui voudrait pouvoir accepter davantage; la vanité qui reparaît sous un nouveau masque; le geste déjà fait, les paroles déjà dites; la vieille pitié pour le sot qui affirme, qui réclame contre l'ordre établi, et qui se fâche; les yeux de l'amour qui vous ont regardé un moment à travers les yeux de quelqu'un, et déjà ce visage se détourne; le silence des pauvres qui meurent tous les jours pour nous; le murmure des gens qui prient pour nous dans les couvents... Ah! ce n'est rien que la petite méchanceté de vivre.

Tout le spleen, tout le dégoût de soi est dans cette rêverie. N'en soyez point surpris. Il faut nous attendre à une race de héros désenchantés, malades et nerveux. On les voit déjà paraître. Entre les livres proposés au jury pour le prix Balzac, se trouvait la *Conquête de l'Idéal*, de M. Robert Coiplet. C'était le journal, fictivement complété par l'auteur, de Marcellin Mauchartier. « Ce désir de souffrir, écrit Mauchartier, c'est mon mal. Il vient aux heures découragées. Quand on est las de soi, des gestes vides de la vie, de l'inutilité de tout. Dans la peur de sombrer, on cherche, on se retient, on ouvre des plaies qui allaient se fermer, pour le sourd bonheur de pleurer, de vivre encore, de sentir enfin! » Et un peu plus loin : « Passer ici-bas sans âme et sans sanglots, c'est donc ce qu'il faudrait? J'aime mieux pleurer de trop sentir. »

Ce romantisme nouveau se reconnaît encore dans *Aimée* de Jacques Rivière, où le héros est empêché par un recul involontaire de saisir ce qu'il a le plus désiré, et qui est à sa portée : c'est un cas d'athétose sentimentale. Autre trait romantique, ce goût des confessions, qui font aujourd'hui la moitié des romans.

Cette névrose des fictions est un phénomène tout naturel. Une génération a été instruite à aimer la raison; elle a adoré cette Athèna dont Renan même trouvait le front un peu étroit. La génération suivante est vouée aux délires, et la guerre a encore hâté son mal. Le premier romantisme a suivi de cinq ans les guerres de l'Empire; le symbolisme a suivi de dix ans la guerre de 1870; nous attendons que les lyriques préludent entre 1923 et 1928.

Revenons à A. O. Barnabooth. Il a une raison particulière d'avoir les nerfs malades. Il est riche de 10 450 000 livres sterling de rentes. Soixante millions de revenu, au cours du jour. Le livre de M. Larbaud est-il donc une étude de la neurasthénie des riches? Il ne faudrait pas, je crois, prendre pour une observation un livre qui est une fiction. La névrose du financier est tout juste celle que La Fontaine, avec son ingénuité ordinaire, lui a prêtée, et elle est faite d'inquiétude, de pessimisme, de timidité et de peur. Le Barnabooth de M. Larbaud est tout différent, et la maladie dont il souffre me semble une pure imagination de l'auteur. Il souffre de l'excès de sa fortune comme d'une monstruosité, qui empêche les hommes de le regarder pour un des leurs. Mais en vérité ce bannissement du meilleur par les médiocres est un des traits les plus généraux de la société. M. Larbaud a inventé simplement un exemple qui lui a paru frappant, qui n'est probablement pas exact, mais qui est du moins la raison d'un beau livre. Le milliardaire voudrait être un homme entre les hommes. Il a vendu ses palais, son yacht, son écurie. Il voyage de façon à se perdre dans la foule. Mais par un trait assez singulier, en même temps qu'il tâche de perdre son rang exceptionnel, il est très jaloux de sa personnalité. Il désire être traité en frère et en égal par l'humanité moyenne, mais nullement être absorbé en elle ou même heurté par elle. Il défend avec une défiance ombrageuse les frontières de son âme. Un ami très cher, Maxime Claremoris, est venu passer quelques jours dans l'appartement qu'il occupe à Florence. Cet ami parti, Barnabooth écrit :

> Le départ de M. m'a soulagé. Je ne sais pas encore assez m'isoler, je ne devrais pas permettre que le premier venu empiétât sur moi de la sorte. Que mes chambres soient occupées et mon temps accaparé, passe encore; mais pourquoi faut-il que mes opinions, mes sentiments, etc. se laissent refouler par les opinions et les sentiments d'autrui? Aujourd'hui tout cela s'est tassé, et mes penchants comprimés, couchés et crossés durant ces derniers jours, se détendent et s'épanouissent de nouveau.

Comment, direz-vous, s'accorde cet orgueil égoïste avec ce besoin de fraternité? Très simplement, car le besoin de fraternité est lui-même de l'orgueil. Par l'effet de sa fortune,

Barnabooth se sent non seulement isolé, mais méprisé. Il est si riche qu'on ne le croit bon à rien. En rentrant dans le commun, loin de s'abaisser, il s'élèvera. Même son ami Max le méconnaît. « Il a lui aussi dans la tête le type tout fait de l'homme riche incapable de comprendre et d'aimer sincèrement les œuvres d'art, et il m'applique ce masque, d'abord, sans réfléchir, sans voir. » C'est justement ce masque que Barnabooth veut arracher de son propre visage. Il veut être enfin non pas l'image d'un millionnaire, mais lui-même. Et quel sera son visage nu ? Nous l'avons vu déjà soumis aux influences et pourtant exaspéré de les subir. Nous le voyons à chaque instant, par une autre contradiction, sensible et égoïste tout ensemble. Il est poète, c'est-à-dire facile à diluer dans l'atmosphère. Un soir qu'il a suivi le quai de l'Arno, il écrit :

> Je ne désirais plus rien. Nous étions ces bons animaux paisibles, qui peuvent être heureux partout, puisqu'un peu de lumière et d'air leur suffit... Je me sentais très petit, très pauvre et très pur; et le nombre des choses aimables était si grand que j'ai repris courage.

Cette béatitude franciscaine est l'illusion d'un moment. Il est tourmenté d'une éternelle inquiétude. Ces âmes poreuses s'imprègnent de l'air du temps et n'ont point de repos. Enfant, il a été bouleversé par les musées; les musées maintenant le laissent indifférent. Sa curiosité est éteinte, mais non pas le sens très vif qu'il a de la beauté. Il s'enchante de paysages; il cherche à les noter, et à enfermer les signes de la vie dans un art difficile. Ainsi l'auteur a très curieusement mêlé deux âmes, celle du jeune millionnaire blasé, et celle d'un artiste tourmenté, errant et dégoûté. Et c'est par un effet de cette double condition que Barnabooth est si ardent à aimer et à détester. Il apporte dans l'amour la tendresse et la pitié du poète, avec le caprice de l'enfant gâté. Il parle de cette espèce de fureur qui le porte à vouloir du bien, ou à vouloir du mal, — il ne sait pas au juste, — mais frénétiquement, à certaines personnes. Il y a en lui du dilettantisme de Wilde et de l'évangélisme de Tolstoï, le goût de l'amour total, la manie du rachat, une facilité candide à se laisser tromper, mais en même temps une défiance avertie, le plaisir d'étonner, et la haine de la

sagesse, qui est usure, indifférence, imbécillité. C'est un portrait subtil et changeant.

Le romancier promène ce personnage instable, moitié poète et moitié fils de roi, à travers toute l'Europe. Il le confronte avec d'autres personnages, ses égaux, et comme lui à la recherche de l'absolu : un esthète irlandais, un aristocrate français, un grand-duc russe. Il le conduit à travers les déceptions, humilié, doutant de lui-même, hésitant sur son mérite, inégal, poli, patient, non point un surhomme, mais un homme, ce qui est singulièrement plus beau : un homme qui travaille à se réaliser.

***

Le goût de ces analyses difficiles et de ces âmes rares est un des signes auxquels se reconnaît le roman de ce temps. M. Jean Vignaud a intitulé son livre *Niky, roman de l'émigration russe.* Il y aurait bien des livres à faire sur les infortunés qui ont fui la persécution bolchevique, et qui fondent dans les capitales d'étranges colonies. Mais un goût presque invincible pousse le romancier français à substituer au tableau collectif l'image d'un seul homme. Nous sommes une race de peintres de portraits.

Pierre Nivolsky est le nom qu'a choisi pour vivre incognito à Paris le grand-duc Pierre Ivanovitch, héritier du trône de Russie depuis l'assassinat du tsar. Il a vingt-six ans. Regardez-le qui entre dans un restaurant.

> Tous les regards dévisagèrent ce grand garçon indolent, barbare d'aspect et gourmé tout ensemble, qui marchait dans la salle remplie de monde, sans voir personne, comme s'il suivait l'allée déserte d'un parc. Il est des êtres, quelque précaution qu'ils prennent, qui seront infailliblement étiquetés, triés, mis à part, car ils soulèvent de l'intérêt ou de l'hostilité, de la passion toujours. Habitués à une certaine moyenne de beauté, de vertus, nous haïssons ceux qui la dépassent; seules les femmes sont attirées mystérieusement, parfois... Nivolsky les eut d'emblée pour lui.

M. Vignaud, qui pouvait choisir à son gré les traits de ce héros, l'a fait désabusé, généreux, prompt au changement comme un Slave, violent comme son père Ivan, cruel peut-être, orgueilleux à la fois et dégoûté des grandeurs, décidé à vivre

en bourgeois et ramené aux devoirs d'un prince, redevenu tout à coup divin.

Le livre est l'histoire d'une basse conspiration qui écarte de lui sa fiancée, la charmante princesse Hélène Marietensky. Elle arrive à Paris, ardente à grouper autour de celui qu'elle aime la famille russe dispersée. On l'enveloppe dans un réseau de ruses; des misérables la dépouillent, en empruntant l'autorité de l'empereur mort. On la berne de séances de spiritisme, on l'expose au tumulte des réunions publiques, on la traîne à Genève où elle prête serment d'obéir au comité; on la contraint enfin d'assassiner. Au milieu de tout cela Pierre, écarté d'elle par l'intrigue, tantôt exaspéré et tâchant de l'oublier, tantôt éperdu de tendresse et de crainte et courant à son secours à travers les obstacles, tente de la sauver, est au moment d'y réussir et la perd enfin à jamais.

On devine qu'autour des portraits principaux, M. Vignaud a crayonné une foule de croquis : l'occasion était trop belle, les modèles nombreux et singuliers. Des scènes, comme la visite du grand-duc à l'ouvroir, ou comme la mort de Dotzvoskof, ex-maréchal de la Cour, devenu chauffeur de taxi, sont des tableaux de la meilleure manière, peints franchement, sans procédés, sans emphase, sans détails, d'un style sobre et fort.

***

Voici un troisième exemple d'une psychologie d'exception : il s'agit du roman de M. Jacques Chenevière, *Jouvence ou la Chimère*. M. Valéry Larbaud avait choisi pour personnage un être qu'isolaient à la fois la fortune et un esprit singulier. M. Vignaud avait choisi un prince en exil. M. Chenevière a demandé à l'invention scientifique un cas de conscience inédit.

Il y avait à Amsterdam, en 1887, un savant français, nommé Simon Lerta. Il travaillait avec deux disciples, français comme lui, Nicolas Nivard, qui avait une soixantaine d'années, et Françoise Mérial, qui en avait cinquante. Il mourut brusquement le 17 avril, de la rupture d'un anévrisme. Mais il laissait une découverte prodigieuse. Il avait trouvé un corps appelé de son nom la lertine, et qui avait la propriété de provoquer un retour vers la jeunesse.

La régénération des tissus, qui sera accompagnée de toutes les conditions organiques de la jeunesse, écrivait-il le jour de sa mort, semble avoir des qualités de durée telles que l'âge ni le temps n'auraient plus de pouvoir sur un organisme ainsi rénové.

Par son testament, Lerta lègue son œuvre à Nivard et à mademoiselle Mérial, en leur ordonnant de faire sur eux-mêmes l'expérience décisive qu'il n'a pas pu tenter. Ils obéissent. Après une absorption massive, suivie de doses plus faibles en granules et en injections sous-cutanées, ils redeviennent des jeunes gens. Le véritable roman commence là. Il est le drame de la jeunesse retrouvée et désormais immortelle.

C'est un très beau sujet, mais d'un grande difficulté. Dans la vie, qui est changement, transformation et remplacement, il introduit un élément fixe, permanent et stable, qui est contraire à la vie. Nous sommes la somme de nos jours, un total qui s'accroît, une aventure qui s'écrit sur nos propres traits. Il y a une espèce de contradiction à supposer qu'on vive et qu'on ne change point. Le livre se couvre d'écriture et pourtant la page reste blanche. Comment imaginer cela? La crédibilité, comme dit M. Bourget, manque à cette histoire.

Pour qu'elle soit acceptée, il faut la traiter comme un mythe. Au delà des vérités superficielles, qui échappent et qui se contredisent, il faut aller aux vérités profondes. On peut alors composer un livre d'une grande beauté, plus poème que roman. M. Chenevière a très bien vu cette condition, et certaines phrases du testament de Lerta semblent annoncer ce poème :

Mérial et toi, Nivard, je sais que je puis laisser le fruit de ma vie entre vos mains. Car vous êtes de ceux qui comprennent que si la science est notre grande passion, certains mystères vitaux ne peuvent être impunément violés, du moins tant que nos esprits humains seront ce qu'ils sont.

Voilà le sujet mis à son plan. La vie contrainte d'obéir à des lois contraires à la vie, et, comme dit Shakespeare, avril nouant des chaînes de fleurs au cou du vieil hiver; deux êtres soustraits au temps, immobiles au milieu de tout ce qu'il emporte, et affreusement seuls : M. Chenevière a encore très bien vu ce drame. Il a même imaginé, et c'est un des meilleurs chapitres de son livre, une sorte de récurrence :

Françoise, immuablement jeune, retrouve après trente ans un homme qu'elle a aimé. Mais on dirait que tous ces thèmes, d'un lyrisme si puissant, ont fait peur à l'auteur. Il s'est tenu au terre à terre du sujet, à l'anecdote. A la tragédie de la jeunesse retrouvée, il a mêlé les menus inconvénients de ne pas vieillir. Il a craint le grand style, qui venait naturellement à lui. Après la transformation, Françoise se rend à Harlem, et tout est neuf à ses yeux rafraîchis :

Là où elle n'avait vu, d'un regret presque indifférent, que des paysages plats, au ras de l'eau, où rien n'arrêtait l'attention d'une âme réfléchie, elle voyait soudain le libre espace où les vents s'élancent vers les horizons, où les nuages naviguent sur les canaux, où tout semble inviter au voyage, et surtout la mer proche et les golfes gris qui s'ouvrent aux voiles en partance. Elle rentrait. Le long des quais riches, sombres et vernis, elle pensait aux escales, aux trafics lointains des fruits, des épices, de l'or, à l'attraction des îles inconnues.

Voilà le ton naturel du livre. Il est malheureusement assez rare. A la page suivante, l'auteur a mis une suggestion, qui est fort belle : « Ne trouvez-vous pas, dit Françoise à Nivard, que, mutuellement, nous nous paraissons déguisés? » Ils sont déguisés en effet, et leur jeunesse est un masque. Mais quel forme ce masque donne-t-il à l'âme même, voici ce qu'il eût été beau de nous dire plus exactement. Que devient ce cœur vieilli dans ce corps à jamais adolescent? S'il est vrai que les sentiments ont l'âge des artères, il faut que l'âme de Françoise soit, elle aussi, condamnée à rester jeune; mais comment cette jeunesse s'accorde-t-elle avec le souvenir?

M. Chenevière a indiqué tout cela; mais on dirait qu'il s'est occupé du piquant plus que du pathétique. Les situations piquantes ne manquent point. Il y a un joli chapitre où Françoise sous les apparences d'une jeune fille, se laisse courtiser par un jeune homme qui a quarante ans de moins qu'elle. La surveillance qu'il lui faut pour accorder son langage avec son air, sa fausse ingénuité, l'erreur de son partenaire sont des traits fort amusants. Cependant, progressivement, l'auteur a amené le livre vers le pathétique. Ce masque de jeunesse finit par peser au visage de Françoise : « Je n'ai envie, écrit-elle, que de me trouver au milieu d'une famille. J'y serais sans doute la doyenne, doucement aimée, respectée... J'y serais *moi-même.* »

Hélas! c'est justement ce qui lui est interdit. Cette femme de soixante-seize ans, qui pour tout le monde en a vingt-trois, et qui survit, est un monstre, qui connaît seul le secret de sa propre monstruosité. Les dernières pages sont d'une beauté funèbre. Nivard a en vain cherché un antidote qui annule l'effet de la lertine. Jamais plus Françoise et lui ne vieilliront. Un moment ils pensent à se tuer. Puis l'intelligence reprend le gouvernement de leurs âmes. Ils vivront. Ils se quittent; et chacun, seul, va mener dans l'univers, tant qu'il plaira à Dieu, sa vie désespérée de juif errant.

***

C'est encore un exemple de sensibilité singulière que ce *Martyre de l'Obèse*, de M. H. Béraud, à qui fut donné le prix Goncourt et dont nous reparlerons. Mais, n'est-il pas juste d'analyser d'abord les ouvrages qui attendent en silence d'être recommandés au public?

On n'en lira pas de plus subtil qu'*Écoute s'il pleut*, de M. Alexandre Arnoux. Ce serait un conte de fées, si les fées étaient curieuses des chiffres qui gouvernent les âmes humaines. Des voyageurs réunis dans une auberge, autour de laquelle une forêt a brûlé, racontent chacun leur histoire : de sorte que le roman est formé de trois nouvelles. L'auteur, qui est un des personnages, s'est donné lui-même pour un traducteur de poèmes mandchous; entendez qu'il les met en français d'après des versions allemandes, anglaises et portugaises qui ne concordent pas. Les romanciers ne font pas autre chose. La vie elle-même est un thème sec et décoloré comme les vieux poèmes; mais ils le voient à travers la sensibilité de leurs personnages, de sorte qu'elle leur apparaît enrichie et colorée diversement; la difficulté est de trouver un sens commun à ces figures transformées. Pour nous, lecteurs, la même difficulté est portée à la seconde puissance; car nous devons retrouver le texte original à travers l'interprétation que le poète a faite de l'interprétation des hommes. Les sens sont emboîtés comme ceux des haï-kaï japonais. Nous approchons du temps où la lecture sera un travail si délicat que peu d'hommes en seront capables. Après quoi une génération naîtra où les poèmes seront

simples comme des jardins de maraîchers et où les écrivains auront juste autant de subtilité que les membres de l'Académie Goncourt, quand ils sont réunis.

N'exagérons pas la difficulté d'entendre le livre de M. Arnoux. Il s'est diverti à diaprer ses tableaux, et à cacher le sens sous des allégories flottantes. Mais réduits à leurs éléments premiers, ces trois contes sont assez simples. Voici d'abord l'histoire de Grimaud Vanvole, qui est un fils d'horloger. Ici une description éblouissante de la maison paternelle, toute grésillante d'horloges; et la mesure du temps y est à ce point multipliée, que le temps au milieu de tous ces instruments qui le découpent, est devenu un être.

Pour moi... le temps était réel; j'assistais à son déroulement; sa continuité me supportait; son oscillation ébranlait mon cœur; familier, amical, il vivait héréditairement avec moi, au bout d'un commerce et d'une sélection séculaires. J'avais la sensation de sa fuite, seconde par seconde; il coulait à travers mon âme ainsi que l'eau coule à travers les doigts de la main, froid ou tiède, pur ou boueux. La marche du soleil me demeurait présente, même la nuit, et je la reliais à celle des horloges, des chronomètres et des montres dont bruissait notre maison, semblable à un immense bahut rongé de tarets métronomiques...

Il faut bien signaler, pour n'y plus revenir, ce pouvoir qu'a M. Arnoux de grouper et d'ordonner des sensations et de leur conférer, par cette unité, quelque chose de vivant. Lisez, à la page 221, l'étonnante description qui commence par ces mots : « Quand ils entrèrent dans le théâtre, les instruments s'accordaient... » Dans cette cuve de l'orchestre où fermente un moût sonore, il a reconnu le trait, le hoquet, le gazouillis, le glissement, la reptation, et la tendance commune. Cette façon de donner au confus univers une volonté et des sens, cette ressemblance humaine, ces métaphores vivantes, font penser à M. Giraudoux. J'ignore s'il a eu la moindre influence sur M. Arnoux, ou s'ils suivent tous deux sans se connaître des chemins qui se rapprochent. Mais telle page où deux frères, l'un calculateur, l'autre musicien, suivent chacun leur rêverie, et où il se trouve que ces deux rêveries s'échangent et n'en font qu'une; et cette autre page encore où un roman d'aventures s'accorde tout à coup aux exercices de solfège que fait une petite fille; tout ce contre-point de la vie en un mot,

est écrit dans la manière de *Siegfried et le Limousin*. Contrepoint, marche opposée des voix, réponse de fugues, échanges de la quinte avec l'octave : nous avons vu le temps où les jeunes musiciens se prenaient de passion pour ce vieil art retrouvé; faut-il croire qu'après vingt ans de retard, la littérature est maintenant rajeunie par la même onde qui a passé sur la musique? Allons-nous trouver dans le roman l'esprit de la *Schola?*

Ces perceptions subtiles, ces harmoniques, ces modulations ne peuvent être transcrites que par un style très flexible et très sûr. Il y a dans le livre de M. Arnoux des pages délicieuses. J'en transcris une, qui est d'un art achevé.

A dix heures, les enfants regagnèrent leur chambre mansardée, sous les combles. Luc sortit de la caisse oblongue, son violon de demi-format où la mentonnière à ferrure d'argent s'évasait comme une coupe noire, et il tira une note, une seule note fêlée, d'une corde à vide. Le verre de la lampe vibra doucement et rendit les harmoniques; la flamme de la mèche s'élança, plus vive et moins jaune, comme si c'était là, sa manière, à elle, de chanter. Le vent murmurait, en faux bourdon, des mots incompréhensibles, à bouche fermée, ainsi qu'un chœur de pèlerins qui reviennent, pieds nus, de Palestine; une souris croquait les pauses; un moustique, de sa folle crécelle, déchiquetait l'intervalle muet entre les basses des voix et la flûte du verre de lampe; la note du violon, sous le crin de l'archet soutenu, traversait, coulée chaude et ambrée, la chambre ouverte sur la nuit par ses tabatières.

Tel est ce style frémissant et multiple. Mais revenons à Grimaud Vanvole, fils d'horlogers, né dans un village partagé entre les horlogers et les tourneurs de pipes. Par la vertu d'un travail héréditaire, le temps lui est devenu sensible, que lui arrivera-t-il donc? Tout naturellement ceci, que par une contradiction qui est le sens même du conte, la principale aventure de sa vie, se jouera hors du temps : la même femme sous trois aspects, dans des lieux différents, à de lointains intervalles, lui apparaîtra; ou plutôt trois femmes dans sa vie, n'en seront qu'une, un moment unique prolongé hors de la durée.

La seconde histoire est celle de Privat de Val Braquin[1], à qui l'on vole sa sensibilité pour l'enfermer dans une bouteille d'eau, et qui passe sa vie à la rechercher, dissemblable aux

1. *Privat de Val Braquin* ou *la Sensibilité volée*, paru dans la *Revue de Paris* du 15 mai 1922.

autres et le dissimulant, dépareillé d'une moitié de lui-même. Du moins est-ce là le thème principal; mais avant que sa sensibilité lui eût été ainsi dérobée par subterfuge et selon les méthodes de M. de Rochas, son âme lui avait déjà été volée par un abominable caprice de l'amour, maître brutal et qui travaille à la façon des spirites : l'amour l'avait enchaîné à une femme qui luttait dans les foires; et cette lugubre histoire fait le contre-chant.

En fin la troisième aventure est celle de deux frères jumeaux semblables et différents, l'un plus fort, l'autre plus tendre, qui ne font qu'un, et cependant ne peuvent vivre ensemble, car ils aiment ensemble la fille du roi.

Entre ces trois contes, dont on vient de raconter les sujets isolément, y a-t-il une relation, et peut-on les exprimer en fonction l'un de l'autre? Je le crois. Il est bien évident que le troisième est l'inverse du second : dans celui-là on voit deux êtres qui n'en font qu'un; dans celui-ci, on voit un être divisé en deux moitiés indépendantes. On trouverait des rapports analogues entre la première histoire et les deux autres, en remplaçant, la variable « espace » par la variable « temps ». Ce sont là des jeux d'esprit qui amusent, une fois la lecture finie, et je laisse au lecteur le plaisir d'y rêver.

HENRY BIDOU

# TABLEAUX DE PARIS

Les entr'actes du Pouvoir. — M. Briand est enfoncé dans un fauteuil, le front vaste, la tête en boule, sous le cheveu désordonné et touffu, rétu, obscur; engraissé des joues et l'épiderme rasé de loin, la moustache épaisse et tombante, le corps indifférent, les épaules inégales sous la jaquette peu assujettie... Mais il se lève, il tend la main et, sous la broussaille des sourcils, le regard rencontre ses yeux, des yeux de marin, ces yeux ni bleus, ni verts, ni gris, mais qui roulent du sable et des algues et tout l'infini et la douceur des mers lointaines et la vague lourde et grasse, luisante, des sables de l'Océan...

Et il parle, et la voix descend à ces profondeurs qui courbent sous l'appel des orgues, sous leur virtuosité, leur *maestoso*, les sensibilités féminines et ces volontés humaines qui n'ont point le pouvoir de se passer de mentor ou se bercent peut-être plus d'illusions que de réalités et, connaissant la fatalité de leur chimère, ne cessent point de la flatter et de la chérir.

Il y a des hommes d'État, des hommes de premier plan, qui étouffent dans la gangue de leur peau et qui s'élancent hors d'eux-mêmes, à tout propos, comme le serpent jaillit d'entre les pierres du sol aride. Ils ne se contentent point de l'étroit cachot que leur organisme leur impose, ils bondissent sans répit, pour aller au dehors chercher la pâture, l'ivresse ou l'oubli.

M. Briand, au contraire, se complaît dans le domaine exigu de son individu, il éprouve difficulté à en sortir, il s'enfonce

dans la sensualité que lui procure sa personne physique; il ne cherche pas à modeler sa forme comme M. Lloyd Georges, par quelque exercice de sport où modifier son hygiène, afin de vivre différemment de la vie qu'il mène. Il semble que dans ce Breton de la Loire, se retrouve quelque similitude avec ce Breton des Côtes-du-Nord que fut Renan... Et son optimisme paraît beaucoup plus réel que ne l'était celui de Capus. Il ne se fabrique pas avec des mots, il naît spontanément aux lèvres avec des images...

C'est un plaisir incomparable que d'entendre dans, l'intimité, prodiguer avec cet air souriant et revenu de tout, sur les choses et les gens, ces remarques, ces critiques, ces aperçus d'une intelligence si déliée, si fine et acérée, dont le corps de M. Briand a l'air de démentir bonnement la portée, tandis que les yeux, les yeux dans la vigie, les yeux du fond de sable que la marée recouvre, les yeux bleus, les yeux verts, les yeux gris ressemblent à tout ce qu'on peut apercevoir d'horizon mouvant et changeant de la mer, par la petite ouverture grillagée d'une prison.

L'ancien Président du Conseil se plaît à remplir les vides que lui laissent les affaires de l'État, par les soucis de la ferme, qu'il possède près de Pacy-sur-Eure.

— On ne se repose jamais, dit-il,... quand on a pris l'habitude des interpellations!... Voyez ce qui arrive aux petits commerçants enrichis, qui se retirent après avoir vendu leur fonds. Ils s'imaginent pouvoir devenir sédentaires. Ils ont vu des arbres répandre autour d'une maison de banlieue leur grande ombre verte. Ils pensent qu'ils seront bien au calme, là... Au bout de quelques mois, lorsqu'ils se sont installés, ils s'ennuient... Ils songent à gratter la terre pour planter quelques carottes. Mais ces arbres dont l'ombrage les avait attirés empêchent les légumes de pousser... Alors, pour pouvoir cultiver, pour se remettre au travail, ils abattent les arbres, ces grands arbres pour lesquels ils étaient venus vivre loin de Paris.

Puis, M. Briand nous instruit complaisamment de la vie à la ferme, du blé, du foin, des moutons, dont on vend chaque année la laine, qui engraissent le sol sur lequel ils paissent et donnent des agneaux que l'on envoie au marché. Pour les porcs, même

système, les porcs dont on peut, — sauf votre respect, — rendre la chair exquise en les nourrissant, pendant les dernières semaines, avec une sorte de farine de maïs...

En sortant de table, M. Briand dit, avec son bon sourire optimiste, à propos de je ne sais quel sujet parlementaire :

— C'est un de ces mensonges qui ont assez duré pour devenir une vérité...

Puis, comme nous parlons des femmes électeurs :

— Le métier politique est celui où le cœur existe le moins... Si les femmes font de la politique, où le cœur se réfugiera-t-il?

Et, un instant après :

— Cette guerre a été la faillite des économistes et des statisticiens, — les malheureux!...

» Ainsi, Edmond Théry, qui croyait en août 14, d'après ses statistiques, à une guerre de quelques semaines, se portait garant au début de 1915, « que ça ne pouvait pas durer plus de deux mois », en se servant de ses calculs les plus impitoyables... Un an après, il nous demandait d'attendre encore deux mois, certifiant que toutes les statistiques de l'Europe donnaient les preuves évidentes qu'aucun des peuples engagés ne pouvait durer plus de six semaines... Et ainsi, jusqu'à la fin!...

» Eh! bien, reprend M. Briand, vous croyez peut-être que les statisticiens sont découragés? Pas du tout! Depuis l'armistice, ils se sont remis à leurs statistiques!

» Ces gens-là, ne tiennent pas compte de la vie, dit-il en secouant la cendre de sa cigarette... Et la vie... la vie..., elle est en caoutchouc!...

Les yeux verts, les yeux bleus, les yeux gris se voilent derrière la fumée...

On parle du voyage en Amérique et de M. Clemenceau, dont il admire la verdeur; il raconte qu'un jour, il le rencontre dans les couloirs de la Chambre.

— Je sais que vous n'aimez pas ma paix! — s'écrie M. Clemenceau.

— Mais non, je ne l'aime pas, « votre paix », elle vous ressemble. Elle a le chapeau sur l'oreille et la canne qui fait des moulinets, votre paix!...

Et il ajoute, comme en lui-même : « C'est vrai, elle ne contente personne et elle nous fâche avec tout le monde! »

L'heure de la cigarette se prolonge, dans l'après-midi de décembre; le jour baisse, les auditeurs demeurent autour de M. Briand, qui s'est encore un peu tassé dans son fauteuil, mais dont on continue de distinguer les yeux clairs, les yeux marins sous les épais cheveux... La main tient, en l'oubliant, la cigarette qui se consume...

« ... — En politique, la plupart des avocats voient le monde à travers des dossiers; ils plaident les grands problèmes internationaux comme une affaire industrielle... Ils se croient toujours devant le tribunal qui sommeille, s'ils sont mauvais, et qui les écoute, s'ils ont une réputation... Mais, lorsqu'une affaire est plaidée, l'avocat pense à une autre... Ce n'est qu'une « affaire », n'est-ce pas!... Elle va en référé, le jugement traîne... Un an et demi après, un jour, son secrétaire entre dans son cabinet et lui dit : « Vous savez, l'affaire Dupont-Durand, vous l'avez perdue »...

— » L'affaire? Quelle affaire?

— Vous savez bien, celle qui...

» Il se rappelle! Il hausse les épaules... Il y a plus d'un an et demi qu'il a fait la plaidoirie! Et M. Briand ajoute : Il n'y pense plus... Et, comme les honoraires sont touchés depuis longtemps!... »

L'ancien président du Conseil s'est levé après cet apologue. Il s'en va souriant, aimable, laissant le vide que cause sa bonhomie, sa voix captivante et cette apparence débonnaire qui a sa distinction, parce que, produite maintenant sur les plus vastes théâtres de la politique, elle y acquit une parfaite maîtrise... Et, l'homme politique parti, le souvenir persiste de cet œil clair, de ce regard dans la vigie, de ces yeux gris, ces yeux bleus, ces yeux verts, mêlés d'algues et qui évoquent l'eau sur les mouvantes surfaces du sable.

***

Alcazar. — Un soir obscur, humide et glacé. Aux confins du boulevard Voltaire, au seuil de la place de la Nation, une façade de marchand de vins assez longue, non décorée, presque sévère, peu éclairée, avec, à travers les carreaux, le zinc deviné, devant lequel boivent deux consommateurs accoudés,

tandis que quatre autres massent des cartes à une table.

Les arbres d'hiver dépouillés se détachent sur le ciel opaque, dans lequel le reflet des lueurs de Paris délaie une vague teinte rosâtre, japonaise, impressionniste, bien d'aujourd'hui, un peu funèbre et vaguement aphrodisiaque...

Sur la façade du marchand de vins, le mot *Alcazar*. Nous poussons la porte, ou, plutôt, nous suivons l'ami qui nous guide, en compagnie d'un familier de la maison. Les « peintres d'intérieurs » ont abusé des salons et des mobiliers du XVIIIe siècle à nous en donner satiété; aussi, trouveraient-ils sans doute ce décor d'une morne pauvreté. Il nous semble pourtant réunir ces qualités violentes et impénétrables qui donnent la marque particulière de ce temps. J'y trouve une de ces impressions populaires, qui valent ce que Chardin ou Watteau, Moreau l'Ainé ou Saint-Aubin ont exprimé à leur époque. De véritables artistes n'ont pu respirer l'atmosphère de ces décors sans en être enivrés. Certaines toiles de Maurice Dufrène, d'Utrillo, de Laboureur, les fantaisies de Dufy, expriment exactement ces harmonies mystérieuses, qui aident l'imagination par leurs audacieux raccourcis à poursuivre ses enquêtes clandestines. L'art moderne se doit beaucoup moins de fixer minutieusement ce qui est que de faciliter son évocation par quelques détails, une silhouette schématiques, des tons fugitifs.

Sur le flanc du comptoir, un petit passage étroit dans lequel sont embusqués deux nostalgiques municipaux et puis, aussitôt, l'ancienne cour d'immeuble travestie en dancing. Pas un mazurkeur qui ne soit coiffé d'une casquette. Et, ce qui frappe d'abord, c'est un ensemble d'une tenue si parfaite, un tout si homogène aux regards que, même sans être peintre, on y prend le plaisir infini que procure ce qui est réussi, ce qui a son caractère, ses singularités et peut nous transporter, à moins d'un quart d'heure de voyage, dans un monde aussi différent du nôtre que si nous avions traversé des continents et des mers...

La mode semble régir ces milieux particuliers, anarchiques en apparence, aussi étroitement que celui où brillent et plastronnent les déesses de l'élégance et les cavaliers cosmopolites du smoking et de l'habit noir. Toutes les casquettes

sont de la même étoffe poilue, havane et grise, tous les vestons se ressemblent à peu près, par-dessus le même chandail de laine dont le col évasé laisse deviner la chemise et la cravate. Pour les femmes, la jaquette de tricot paraît obligatoire; sur la jupe courte, le ton émeraude, le blanc et le kaki dominent, créant dans le mouvement des polkas et des valses, des rapprochements, des mélanges imprévus, d'une incomparable saveur.

Mais ce qui frappe avant tout, c'est l'austérité du décor, la nudité presbytérienne du cadre, sa blancheur, l'alignement perpendiculaire à la paroi de ses bancs et de ses tables, d'un bois sombre et luisant, qui évoque beaucoup plus la salle de prêche que le bal musette.

L'orchestre de deux musiciens, accordéon et banjo, est logé dans une minuscule tribune à la balustrade découpée sur un transparent d'andrinople. Chaque danse coûte vingt centimes et se paie, — une pancarte nous l'apprend, — aussitôt que les instrumentistes se sont arrêtés.

Pendant qu'ils dansent, les couples demeurent muets, puis, lorsque la musique s'interrompt, danseurs et danseuses se quittent sans une parole, chacun regagnant son banc en silence...

Les vitres dépolies à rayures verticales de la fenêtre dormante qui emplit un panneau, la lumière brutale de l'ampoule électrique, le mutisme des danseurs, les sons de l'accordéon et du banjo, créent une atmosphère spéciale, étrangement réussie, dans laquelle un psychologue pourrait se plaire à étudier longuement certains visages. Nous avons l'impression de découvrir avec des verres grossissants, sur une planète éloignée, un peuple dont la mentalité réserve une surprise à tout instant.

La découverte ne rassasie pas tout d'abord, car elle semble devoir ménager des étonnements continus, puis, brusquement, la satiété vient, avec une sorte d'écœurement, à peu près pareil, hélas! à celui que procure indifféremment, la société la plus choisie ou la plus mêlée, dans un salon où ne pénètre pas qui veut, comme dans un de ces caravansérails où, moyennant finances, le premier passant venu sera roi.

***

La tragédie devant l'écran. — Cet après-midi de dimanche, huit jours plus tôt, exactement, l'Europe — et l'on peut dire les deux Mondes — fixaient leurs regards sur cet homme qui allait peut-être être fusillé le lendemain et dont un des neveux, officier lui-même sous d'autres drapeaux, s'écriait deux jours après, en apprenant qu'il était banni : « Dieu soit loué, André a été dégradé!... » Ce qui, étant donné qu'il s'agissait d'un généralissime, semblait tout d'abord un peu déroutant.

Cet homme, que l'Europe voyait fusillé, est là, aujourd'hui dimanche, à vrai dire assez maigri, un peu pâle, blême aux lueurs tremblantes des projections, le monocle au sourcil, regardant de sa loge de cinéma, aller et venir autour de lui, la foule de l'entr'acte, qui ne soupçonne point sa présence, — ce qui doit nous faire douter de l'utilité de tant de photographies, dont la presse se vante d'élargir le champ des connaissances de ses contemporains.

Le prince André de Grèce, frère du roi détrôné, qui a traversé la mer Égée, l'Italie, de Brindisi à Modane, la France en une nuit, est venu passer au cinéma, l'après-midi de cette journée dominicale qui fait dire à Rodenbach :

> La langueur du dimanche et son morose ennui
> N'est-ce pas d'être inapte à l'ivresse de vivre?

« Inapte à l'ivresse de vivre »? Non !... Le prince André regarde cette foule derrière son monocle, avec la satisfaction qu'on peut voir à un gros mangeur, devant les buffets garnis d'un restaurant. Il la regarde avec envie, cette foule paisible, bourgeoise, qui n'approche pas le pouvoir, qui n'est apparentée à aucune famille souveraine, aucune de ces royautés que le flot des démocraties secoue et enserre et recouvre par vagues serrées : les quinze cents mille chômeurs du Royaume-Uni, les Hollandais même, qui ne se montrent point satisfaits de leur sort...

Le monocle du prince André, coupé d'un reflet glacé à travers la brume bleuâtre des fumées de cigarettes, plonge

dans la masse embrumée de cette population paisible qui emplit les vastes gradins du Gaumont... Sans doute, il revoit les rues troublées d'Athènes, il songe aux généraux, aux ministres massacrés. Il se reporte, sous sa pâleur, huit jours en arrière. Il se dit à satiété qu'il pourrait être mort, et il lui semble que le regard obstiné de cet unique spectateur qui l'ait reconnu, soit un présage fâcheux... Il murmure quelques mots à l'un de ses deux compagnons. Il se lève, il coiffe le melon noir, il sort précipitamment, le premier, de la loge...

Lorsqu'on vient d'échapper à la mort, la vie tient au corps par des fibres plus étroitement sensibles... Le long visage blond, où l'origine danoise persiste, le flegme acquis, dont le monocle s'efforce de styliser les dehors, dérobent une âme humaine, blessée, un individu percé au foie, qui a besoin de calme, de quiétude et qui a des veilles fiévreuses, angoissées. Le grand prince que je vois disparaître suivi de ses deux compagnons ennuyés, fait penser à la bête traquée, qui, même après avoir dépisté les chiens, rôde en tremblant devant l'abri nouveau qui s'est offert à elle, la peau frissonnant sur les os, les membres brisés et, redressant sa noble tête hérissée de bois splendides, se met à déchirer le soir de ses plaintes infinies...

Et sur l'écran, de nouveau lumineux dans les ténèbres, le peuple avide recommence à suivre les péripéties d'un drame inventé, — sans se douter que le héros d'une tragédie réelle vient de se glisser hors de ses rangs, dans la crainte d'avoir été reconnu, pour aller se perdre dans le grand crépuscule miroitant du dimanche parisien.

***

Un client sérieux. — Square d'Anvers, au delà du Collège Rollin, six heures et demie. Le soir de Paris. Jours d'hiver de décembre, aimés des enfants, qui se font conduire dans tous les grands magasins, à la suite, pour y choisir entre ces jouets, que depuis un bon tiers de siècle nous avons vu périodiquement revenir avec la Noël, sans que les grands bouleversements du monde, paraissent les avoir modifiés.

Les joueurs de cartes, dans les estaminets, ressemblent à ces jouets de Noël, qui ne varient point aux rayons du Louvre...

Dès la porte franchie de ce petit café de coin, dont les deux travées se rejoignent à angle aigu, nous avons l'impression de retrouver tous les cafés de certains quartiers de Paris ou de la province qu'il nous fut donné de traverser. Dans celui-ci, pas une table qui ne soit couverte de l'un de ces tapis rectangulaires de laine rose, vert ou gris ou du ton grenat des meubles du second Empire, sur lesquels la publicité d'une anisette qui se refuse à devenir absinthe, dessine l'arabesque de son nom folâtre, ce qui doit bien troubler les joueurs, — *Amourette*, — en admettant que rien puisse troubler un joueur, à l'heure de l'apéritif.

Dès la porte franchie, nous apercevons, au fond de la galerie de droite, celui que nous sommes venu chercher ici et qui ne s'en doutera certainement pas, bien qu'il ne lui déplaise point d'être dans cet établissement, au faîte de la rue des Martyrs et de la rue Rodier, pareil à ces idoles des pèlerinages, qui sont à tout le monde, pourvu qu'on entre.

Je crois même qu'il ne pénètre personne dans son « petit café », que M. Georges Courteline ne l'ait aperçu, malgré la manille ou le bridge. Il faut dire qu'un non habitué est rare ici et, que, avant de gagner sa place accoutumée, chaque nouvel arrivant doit tendre la main à ceux qui l'ont précédé.

L'auteur de *Boubouroche* est vêtu d'une jaquette qui a bonne façon, d'un col cassé, d'un ample plastron tenu par une perle, d'un pantalon à petits carreaux brisés, dits pied de poule, noir et blanc, et, avec sa rosette rouge, que dépassent les deux lisérés d'or qui marquent le grade de commandeur, il a tout à fait l'air d'un Monsieur. A la vérité, le dossier d'un siège passé sous le bras gauche, le bras droit appuyé à une autre chaise, les épaules remontantes, les clavicules comme brisées de chaque côté du cou, il a, tout d'abord, l'apparence d'un de ces clowns d'aspect gentleman, qui prennent un air mourant, pour mieux éblouir les spectateurs, tout à coup.

Mais, le visage de Georges Courteline dément l'aspect du corps. Il ne faut pas s'y méprendre; ses traits ravagés par un tic continuel, ce masque dont la partie inférieure se rétrécit et se plisse, cette lèvre à l'expression amère, ce front vaste

qui forme trapèze et ce regard noir, ce regard brutal et doux à la fois, ne sont en rien comparables à ceux des joueurs que nous apercevons alignés de chaque côté des tables de marbre blanc.

Ce bridgeur douloureux, dont les mains portent quelques déformations et qui jaillissent des manchettes empesées par petits à-coups nerveux, ces doigts qui se frôlent aux lèvres, mécaniquement, pour s'humecter avant de prendre les cartes, cette apparence de non-cohésion, le petit détraquement des gestes, révèlent sur le fond bis du store bordé d'une guipure et la moleskine de la banquette qui fait vis-à-vis, le *personnage*, l'homme en dehors des proportions habituelles, dont le corps est en quelque sorte à l'image de ses semblables, mais dont l'esprit les domine. Ici, d'ailleurs, on peut augurer aisément que M. Courteline est roi. S'il lève dans la direction du garçon, sa main contractée, que dissimule la manchette en cornet à fleurs, la soucoupe portant le *mandarin-citron* ou quelque mixture analogue, vient mécaniquement s'ajouter aux soucoupes déjà vides...

Le regard à la sépia, qui se dissimule parfois derrière les paupières clignotantes, ce regard noir, où il y a de la bonté et la nostalgie du passé, on ne l'oublie plus, lorsqu'il s'est posé sur vous.

Comme Loti, comme tant d'autres, comme tous ceux qui ont le courage de l'avouer, Courteline souffre de vieillir. Vous croyez qu'il pense au bridge, pour lequel il vient de se rendre furieux, de crier, de tempêter avec cette voix blanche et déchirée? Non, ses pensées sont ailleurs, au delà du petit café, dont on dirait qu'il aime le bourdonnement, comme le récif aime le bruissement de la mer... Que voit-il? Sa jeunesse, la jeunesse qu'il regrette peut-être d'avoir passée tout entière, de café en café, de cafés en cafés dont il a fait et défait la fortune, car les joueurs le suivaient,... de marbre en marbre, parmi les manilleurs et les soucoupes. Ses mains frémissantes qui tiennent les cartes, en déplient nerveusement l'éventail, avec des doigts passionnés, comme le fumeur d'opium prend la pipe préparée...

Mais, les yeux, les yeux humains, les yeux d'inquiétude et de sensibilité sont ailleurs, par le monde... Il ne m'a pas été

souvent donné d'apercevoir ces yeux qui percent ainsi les cloisons, qui rêvent d'évasion et qui se haussent avec d'autant plus de frénésie, que le corps s'oblige à s'acagnarder, à demeurer prisonnier, esclave de la routine, des manies, des petites habitudes, à s'enraciner parmi de petites gens qui ne voient dans le jeu, dans ces cartes que les mains font glisser, que ce qu'elles sont, tandis que chez lui, elles trompent l'effroi de l'heure qui tourne, l'angoissante horreur de se sentir affreusement seul, partout.

***

L'OR *UP TO DATE*. — « Lorsque M. Deschanel venait me voir, il me disait : Comment pouvez-vous travailler avec un pareil tableau devant les yeux! »

M. Robineau étend en souriant la main vers une toile de Boucher, qui représente, est-il besoin de le dire, une jeune femme dévêtue et renversée, que voile, où il ne faut pas, une légère draperie de soie rose... Un fort galant berger se régale de la carnation éblouissante de la poitrine et des seins offerts, des jambes qui battent l'air et des bras ouverts. Cette sensuelle pastorale a son pendant sur le panneau qui lui fait face, derrière le bureau du Gouverneur de la Banque de France. Le mobilier, de la fin du XVIIIe siècle, est couvert en tapisserie de Beauvais et, sur la cheminée, deux candélabres, qui ne peuvent être que de Falconnet, achèvent de donner à ce vaste cabinet de travail, un aspect d'élégance française, qui nous enchante, dans ce vaste et grave monument de la Banque de France. Les deux bacchantes qui tiennent les thyrses surmontés de bougies, sont d'un or éblouissant, leur patine est vierge, comme si des globes les avaient de tout temps préservées.

— Quelqu'un en offrait quinze mille francs, dit M. Robineau, puis une autre personne vint qui en donnait trente mille... M. Hartjes, directeur de la Banque Pierpont-Morgan qui les a vus, en a aussitôt proposé cent mille, d'enthousiasme!

Ces petits détails ont bien leur importance... Les plus grands financiers du Monde entier défilent dans ce cabinet de Gouverneur; il est bon de leur montrer, au taux actuel du change,

un cadre qui fasse, dès le premier abord, beaucoup plus envie que pitié. On se sent plus facilement disposé à des concessions, lorsqu'on pénètre chez un homme environné de plusieurs millions d'œuvres d'art, dans un cadre qui témoigne de la grandeur passée de son pays et qui rejaillit par conséquent sur sa grandeur actuelle.

Puis, une porte poussée sur une pièce voisine, dans laquelle ne se trouve guère qu'un bureau à cylindre, nouvel émerveillement. Le bureau est digne de figurer parmi ceux du Louvre, avec son cylindre de bois clair, sa galerie, son dos décoré d'un bas-relief de bronze doré, ses serrures et ses poignées admirablement ciselées.

Mais, pendant que nous détaillons le bureau, quelqu'un fait jouer les commutateurs d'une rampe électrique et les reflets d'une chaude lueur emplissent la pièce. En me retournant, j'aperçois le Fragonard, on peut bien dire Le Fragonard des Fragonard, le pendant de ce que l'*Embarquement pour Cythère* est dans l'œuvre de Watteau.

Nous l'avions vu, l'an passé, à la vérité, bien mal éclairé, dans une salle du rez-de-chaussée du *Musée des Arts Décoratifs*, à l'Exposition Fragonard. La Banque de France avait consenti à le prêter et c'était bien, en effet, le clou de l'exposition, cette *Fête à Saint-Cloud*, sur la terrasse du parc, avec ses charlatans en exercice devant leurs théâtres improvisés, les spectateurs assis sur l'herbe, une belle qui passe et qu'un négrillon vêtu de garance protège avec une ombrelle des rayons du soleil... Un jeu double de rampes, placées au bas du tableau et sous la corniche, le revêt de clarté, le baigne de soleil, l'offre à nos regards dans toute sa splendeur, tel que les contemporains de l'artiste ne l'ont jamais pu voir. Et c'est encore un spectacle bien fait pour surprendre et donner aux visiteurs étrangers, l'impression de ce que peut réserver d'imprévu, de surprises à un peuple neuf, un vieux pays comme la France, qui a produit pendant tant de siècles, dans toutes les branches de l'activité et de l'art, tant de fruits.

Lorsque certains rapports débutent difficilement, entre représentants étrangers, je suppose que la vue du Fragonard doit calmer les dissentiments et dissiper les ombres... Et puis, on sait quelle somme vaut une de ces toiles uniques

au monde, survivantes privilégiées d'un temps et qui en perpétuent à travers les siècles, toute la grâce et tout l'esprit.

M. Robineau et M. Aupetit, Secrétaire général de la Banque, nous conduisent dans la grande galerie d'apparat du comte de Toulouse, sculptée, dorée, peinte, triomphe du goût exubérant et pompeux de la fin du règne de Louis XIV, où l'on voit des cerfs et des déesses, des cornes d'abondance et tout l'attirail des chasses et des sports d'alors, dont les décorateurs savaient tirer un si heureux parti.

Les délégués américains ont été reçus là, récemment, et, cette fois encore, ils auront pu évoquer la magnificence des anciennes réceptions. La boiserie de la salle à manger, elle-même, avec ses attributs sculptés et peints en gris, est un des spécimens les plus éblouissants de l'art du XVIII^e siècle.

Mais la Banque de France n'offre pas que des vestiges d'art ancien à ceux qui ont la bonne fortune de pouvoir en parcourir tous les services. Au sortir des appartements officiels, c'est une surprise de voir les transformations, les perfectionnements qui ont été apportés de tous côtés à la fois, depuis deux ou trois ans, et qui ont répandu partout la clarté, la commodité, l'ordre et ces derniers perfectionnements que les peuples nouveaux nous supposent incapables d'adjoindre à nos vieilles administrations.

Que nous ayons parcouru les toits ou que nous soyons descendus dans la profondeur des sous-sols, partout, le sentiment nous y attendait de nous trouver à bord d'un transatlantique du dernier modèle. Mais, n'est-ce pas un navire, en effet, au cœur de la France, que cette Banque, symbolique de la fortune du pays, et à laquelle on pourrait appliquer la devise qu'on peut lire sous la galère traversant à toutes voiles l'Écusson de la Ville de Paris :

*Fluctuat nec mergitur.*

ALBERT FLAMENT

# AU LENDEMAIN DE LA CONFÉRENCE

La rupture de la Conférence de Paris marque l'un des événements politiques les plus importants qu'il y ait eu depuis l'armistice. Nous entrons dans une période nouvelle, en le sachant, en acceptant les conséquences et les risques, en nous proposant aussi de tirer les avantages possibles de la situation. Nous devons considérer les faits en eux-mêmes, sans excès de satisfaction, comme sans excès d'inquiétude. La période qui commence est pleine de difficultés : elle réclame de notre part du sang-froid, de la décision, de la mesure. Mais elle sera très sérieuse pour notre avenir. Selon le succès que nous obtiendrons, la place et l'influence de notre pays dans le monde seront plus ou moins grandes. La série des événements nous a conduits à une de ces heures où il faut choisir sa route. Nous nous sommes engagés dans une direction; à nous de montrer que cette direction était la bonne et d'en donner la preuve en réussissant dans nos projets.

Au moment où, pour la première fois depuis bien des années, la politique britannique et la politique française se séparent, on éprouve deux sentiments un peu contradictoires et également profonds : l'un est tout de regret, l'autre est que les événements ne pouvaient tourner autrement. La rupture amicale des Cabinets de Londres et de Paris est un de ces faits qui apparaissaient comme impossibles et qui cependant semblent aujourd'hui avoir été inévitables. Ce n'est pas sans émotion que les deux pays ont appris l'issue de la Conférence.

Des années de confraternité d'armes, des sacrifices immenses consentis en commun, des efforts conjugués pour vaincre d'abord, pour rétablir la paix ensuite, des souvenirs d'amitié et de collaboration laissent dans l'opinion des traces profondes et qui ne sauraient s'effacer tout entières. On a beaucoup dit que les gouvernements de Londres et de Paris, ayant constaté qu'ils n'étaient pas d'accord sur le problème des Réparations et que la Conférence était sans objet, ont senti le besoin d'exprimer en même temps le vœu que la séparation des deux politiques n'était pas définitive et que l'entente subsistait. Sans doute, et il appartient à tous, en Angleterre comme en France, de contribuer aux bonnes relations des deux peuples et des deux gouvernements. Mais cependant toute l'Europe a eu l'impression qu'il y avait quelque chose de changé dans le monde, à l'heure où Londres et Paris proclamaient l'impossibilité de se mettre d'accord sur un programme. L'entente de la puissance britannique et de la puissance française était incontestablement un élément de stabilité et d'ordre; elle facilitait, dans l'Europe nouvelle issue de la guerre, la lente élaboration de l'avenir, l'organisation des peuples récemment appelés à une vie indépendante, le relèvement des nations alliées qui avaient pris part à la guerre. Ce groupement, tant qu'il existait, tant qu'il représentait une volonté et une politique, exerçait une sorte d'attraction et de direction. Quels que soient leur bonne volonté, leur amitié, leur désirs de concorde, les autres nations sentent que désormais il faudra qu'elles regardent tour à tour du côté de l'Angleterre et de la France. Ce qui a été, en dépit des incertitudes et des secousses, un grand principe conducteur de la politique, subit une transformation, qui ne sera peut-être pas de très longue durée, mais qui est profonde.

La Conférence de Paris a eu du moins ce caractère de faire paraître avec évidence que l'accord sur le problème des Réparations était impossible entre les gouvernements anglais et français. La divergence de vue était même si considérable qu'on est en droit de se demander si les Premiers Ministres ne s'en étaient pas aperçus dès le 9 décembre. Ce qui s'est passé à Paris entre le 2 et le 5 janvier aurait pu se passer à Londres, il y a un mois. Il paraît impossible que M. Bonar Law

et M. Poincaré n'aient pas senti dès leur première conversation, les difficultés d'un accord. Mais ils ont sans doute voulu tenter encore un effort et choisir, pour des considérations diverses, l'heure de rendre publique leur décision. M. Bonar Law préférait probablement attendre que le Parlement fût en vacances, et M. Poincaré jugeait plus expédient de rendre les deux programmes publics et de faire l'opinion juge. A la vérité, dès que les programmes ont été communiqués à la presse, il est devenu manifeste qu'il n'y avait pas d'accord à espérer. Les idées des deux gouvernements étaient trop dissemblables, et si, d'aventure, il était resté une chance pour un rapprochement, la publication des plans le rendait plus compliqué. La diplomatie sur la place publique, tant critiquée en diverses occasions, a montré en ces circonstances qu'elle était passée dans nos mœurs contre toutes les coutumes favorables aux négociations et qu'elle n'était pas sans inconvénient. Tout au plus peut-on dire que du moment qu'il y avait rupture, la publicité des programmes devenait un avantage et faisait l'opinion universelle juge du débat.

En réalité il y avait, entre les deux programmes, non une différence de degré, mais une différence de fond. Le problème politique des Réparations n'est pas considéré de même en Angleterre et en France dans son essence même. Ce n'est pas sur les modalités que les deux gouvernements étaient en désaccord. Sur ce sujet, ils auraient pu finir par s'entendre. Quand on le regardait de près, il y avait même dans le projet britannique un plan de mobilisation de la dette allemande qui aboutissait à des résultats tels qu'ils n'étaient pas absolument inconciliables avec nos demandes. Mais ce n'est pas là-dessus que portait le différend capital. La politique britannique s'est montrée tout entière dans le plan de M. Bonar Law : elle remet en réalité à l'Allemagne le soin de prendre des décisions; elle veille à son relèvement; elle fait confiance à sa bonne volonté; elle la suppose sincère et animée du désir de s'acquitter. La politique française, au contraire, considère que toutes les expériences possibles ont été faites, que toutes les concessions ont été consenties, que tous les délais ont été accordés avec un optimisme méthodique. Au bout de deux ans, les preuves sont faites; il faut des garanties. La seule idée

de supprimer la Commission des Réparations et de constituer un Comité où l'Allemagne aurait sa place indique le fond de la pensée anglaise. C'est le traité de Versailles même qui se serait trouvé ainsi abandonné et transformé Le gouvernement français n'a pas eu de peine à faire cette démonstration, qui a été très appréciée et qui a rallié la Belgique et l'Italie.

Le grand enseignement apporté par la Conférence de Paris c'est qu'elle nous a éclairé définitivement sur les tendances de la politique britannique. M. Bonar Law avec clarté et avec loyauté a exprimé les pensées qui sont celles de toute la nation. On sait les dispositions amicales qu'il avait pour notre pays. On sait qu'un des articles de la politique que représente le nouveau Cabinet anglais est l'entente avec la France. Toutes les conditions étaient donc réunies pour que M. Bonar Law fît les propositions les plus conciliantes possibles. Et cependant jamais propositions britanniques n'ont paru plus inacceptables. C'est que M. Bonar Law ne pouvait pas en faire d'autres. Il courait le risque, s'il s'était montré plus favorable à nos idées, de choquer l'opinion de son pays et d'être attaqué par beaucoup de partis politiques, notamment par les travaillistes et par M. Lloyd George et ses amis qui représentent encore une réelle puissance. Il a été simplement et pleinement britannique, avec infiniment de courtoisie et d'amitié, mais avec netteté. Des besoins industriels et commerciaux d'une part, de vieux préjugés sur l'hégémonie française de l'autre, ont incliné toute l'Angleterre à concevoir le problème des Réparations comme un élément secondaire de la politique européenne, et les réclamations de notre pays comme devant être réduites à la mesure des appréciations britanniques. C'est ce que nous ne pouvions admettre. Trois années avaient été patiemment consacrées à la recherche d'une solution interalliée qui était très souhaitable. Au bout de ce temps, l'Angleterre apporte un programme qui représentait pour nous une abdication. Il n'y avait plus qu'à reprendre notre liberté.

Ce n'est plus le moment de se demander si ces événements pouvaient être évités et comment se partagent les responsabilités. En France, le public a été surtout frappé de l'insuffisance des conceptions britanniques à l'égard de l'Allemagne

En Angleterre l'opinion, persuadée de l'excellence du plan de M. Bonar Law, n'a pas compris la rapidité de la discussion de la Conférence de Paris et la soudaineté de la conclusion. Il semble même que de grands personnages, comme lord Curzon, aient conservé jusqu'au bout l'illusion d'un accord possible. Quoi qu'il en soit, il faut remarquer que des deux côtés de la Manche, la presse a été surtout préoccupée de la grandeur des événements et qu'elle s'est employée, non à récriminer, mais à les commenter avec gravité. On remarquera en particulier un article du *Times* qui exprime non seulement ses regrets, mais ses incertitudes touchant l'avenir. « C'est avec un réel chagrin, écrit-il, que ce pays a accueilli la nouvelle de la rupture de la Conférence. Nous avions espéré contre tout espoir... » Tel est le commencement de l'article, qui donne vraiment le ton à tout ce leader attristé et inquiet. L'argumentation proprement dite revient à assurer, comme M. Bonar Law l'avait fait, que le projet britannique était réellement plus avantageux pour la France, parce qu'il restaurait le crédit germanique, tandis que le plan français empêche la stabilisation du mark et la réforme réelle des finances allemandes. « Nous insistons sur le caractère essentiellement raisonnable du plan britannique. Il était fondé sur une vue saine et une perception profonde des réalités de la situation. Son adoption, même sous une forme modifiée, eût signifié un retour graduel de l'Europe à la santé. Il a été carrément rejeté sans qu'on lui ait accordé aucune considération véritablement sérieuse. » Et regardant vers les années qui vont suivre, le *Times* ajoute : « De plus, nous sommes profondément affligés des risques que la France attire sur elle-même et nous ne comprenons pas bien les motifs qui la poussent à prendre cette grave décision. Les Français, en décidant d'agir séparément, ont remis indéfiniment, sinon entièrement, toute possibilité d'action commune, par laquelle l'exécution du traité de paix doit être obtenue. Ils ont créé une situation telle que le recouvrement de réparations adéquates par tous les Alliés, ou par certains d'entre eux, devient extrêmement problématique. Toute la texture de la paix est gravement compromise. Quant à la position de la France elle-même, nous ne pouvons la regarder qu'avec une grande inquiétude. La France a eu la Grande-Bretagne pour amie active et elle

n'aurait pu que tirer avantage de l'intérêt accru que les États-Unis ont récemment manifesté pour la misère de l'Europe. Maintenant, elle a préféré se plonger seule dans la confusion de l'Europe, par des méthodes que nous ne pouvons pas approuver. Dans cette confusion, la France n'a aucun ami éprouvé ou actif. Les Allemands, les Turcs et les Bolcheviks ne sont pas les amis de la France. Elle s'aventure seule parmi des ennemis. » En s'exprimant ainsi, ce n'est peut-être pas à la France seulement que pense le *Times*. D'autres journaux, parlant des périls de l'Europe, ne dissimulent pas que, si la situation qui résulte de la Conférence isole la France d'une manière d'ailleurs relative, elle isole aussi l'Angleterre.

La première question qui se pose pour la France est de régler son action vis-à-vis de l'Allemagne. Notre situation est plus favorable qu'elle ne l'était il y a quelques mois. Le programme qui a été exposé à la Conférence de Paris était modéré. La Belgique et l'Italie ont été amenées à se placer aux côtés de la France. Mais puisque nous avons repris notre liberté c'est pour agir, et nous sommes tenus maintenant d'exécuter notre programme et de démontrer qu'il ne mérite pas les critiques qui lui ont été adressées. Nous allons nous trouver en face de l'Allemagne et c'est elle d'abord qu'il importe de convaincre. Pour entrer en conversation avec elle, nous avons la lettre et l'esprit des traités; nous disposons aussi des moyens de manifester notre force. Le gouvernement français n'a pas dit, et n'avait pas à dire, ce qu'il comptait faire. Il commence par s'assurer des droits que la Commission des Réparations peut lui donner. Elle a déjà prononcé le manquement de l'Allemagne en ce qui concerne les livraisons de bois et de charbon. D'autre part, l'Allemagne doit effectuer un versement le 15 janvier. S'acquittera-t-elle? Si elle ne le fait pas, elle nous donne une raison de plus d'agir. Si d'aventure elle le faisait, elle démontrerait la vertu de la méthode qui consiste à annoncer des sanctions, et avouerait une faculté de paiement que l'Angleterre nie. Dans tous les cas, nous sommes placés dans une situation où il nous faut aboutir et obtenir des résultats. L'Angleterre demeure spectatrice amicale, nous voulons le croire et disposée à ne pas nous créer d'embarras, mais évidemment d'autant plus attentive aux effets de notre entre-

prise qu'elle nous a signifié qu'elle la jugeait périlleuse. L'Amérique enfin, dont les sentiments nous intéressent, reste elle aussi en observation, sans que nous sachions trop ce qu'elle pense et ce qu'elle projette. Mais le moins que nous puissions supposer est qu'elle n'est pas, elle non plus, très favorable à notre méthode et qu'elle jugera selon les actes et les résultats. En un mot, nous serons appréciés selon notre réussite.

Mais notre réussite dépend-elle de nous seuls, de notre fermeté, de notre raison, de notre prudence? Il y a dans l'avenir un élément complètement inconnu : c'est l'attitude de l'Allemagne. Nous laissons de côté les protestations indignées de la presse d'outre-Rhin contre le plan français et d'ailleurs contre le plan anglais, nous laissons de côté les controverses sur la rupture du traité de Versailles, les déclarations volontairement alarmées sur les actes d'hostilité de la France, et les conséquences catastrophiques qu'on faisait entrevoir. Tout cela, c'était la polémique entretenue au cours de la Conférence. Après la Conférence, l'Allemagne a surtout montré un grand désarroi. Par l'accumulation de ses fautes et par l'effet de ses manœuvres, ce n'est pas seulement à la veille de la faillite que se trouve le Reich; c'est peut-être à la veille d'une révolution. Les classes moyennes, les classes libérales sont écrasées. L'Allemagne présente ce spectacle d'une nation où une infime minorité de potentats s'est extraordinairement enrichie et fait vivre les classes laborieuses dont elle a besoin, réalisant aussi dans des conditions inattendues l'union du capital et du travail. Mais tout le reste de la nation est dans une terrible situation. La démoralisation est générale, elle s'exprime de mille manières, depuis le goût du plaisir jusqu'à l'accroissement du nombre des crimes. Dans ces conditions, il n'est pas impossible d'imaginer en Allemagne, sous l'influence de la crise financière et économique, des troubles politiques, des mouvements révolutionnaires, et sous des formes diverses, le désordre. Ce sont là des éventualités qui ne rendront pas notre tâche plus aisée et qui ne doivent pas nous prendre au dépourvu. Rien ne prouve que la conversation avec l'Allemagne aboutisse rapidement. Nous entreprenons une politique nouvelle. Nous devons savoir qu'elle ne donnera

probablement pas de résultats tout de suite, qu'elle nous réserve des difficultés, peut-être des surprises, que nous avons besoin de prévoyance et de suite dans les desseins.

Mais si la question allemande et en particulier la question des Réparations sont au premier rang de nos préoccupations, elles ne sont pas les seules. La nécessité de notre action à l'égard de l'Allemagne ne peut nous faire oublier que nous avons des intérêts ailleurs, et que la situation nouvelle oblige à poser un certain nombre de points d'interrogation. Que se passera-t-il en Orient? La Conférence de Paris ne doit pas changer notre attitude à la Conférence de Lausanne. Il a été dit et répété que la rupture franco-britannique portait seulement sur le problème des Réparations et que l'amitié des deux peuples subsistait. C'est à Lausanne que cette démonstration doit être faite. Les principaux sujets étudiés à cette Conférence nous intéressent d'ailleurs autant que l'Angleterre. Si la question de Mossoul regarde surtout les Anglais, nous ne pouvons en dire autant ni des capitulations, ni de la dette ottomane, ni de la question des détroits. Mais sommes-nous sûrs que les effets de la rupture de Paris n'aient pas une répercussion immédiate à Lausanne? Les Turcs manifestaient à Lausanne peu de bonne volonté avant le 2 janvier : ils en montreront encore moins. Aucun résultat décisif n'avait été encore obtenu à cette date. On peut croire que les négociations ne deviendront pas plus faciles. Le traité de Sèvres n'existe plus : mais le nouveau traité n'existe pas encore et il ne semble pas près d'exister. Les Turcs d'Angora sont exigeants; ils peuvent être tentés par l'illusion de traiter séparément avec les Anglais et avec la France, mais, même si la Conférence n'aboutissant pas, ils se résignent à un ajournement, comment se comporteront-ils en attendant le règlement de la paix? Quelles seront leurs vues sur Constantinople? et si, d'aventure, ils demeurent plus arrogants ou plus menaçants, y a-t-il une autre méthode pour les ramener à la raison que la solidarité franco-britannique?

Il y a enfin une autre question en perspective, c'est celle de nos rapports avec la Russie. On peut deviner à certains indices, qu'il y a en Russie un projet encore vague pour profiter des circonstances afin de rétablir des relations avec la

France. Dans l'Europe nouvelle, comme dans l'ancienne, l'amitié franco-russe peut être un élément d'équilibre. Tant que l'union avec l'Angleterre était étroite, les rapports franco-russes pouvaient attendre, pour être rétablis, des temps meilleurs. Mais aujourd'hui, les dirigeants russes se demandent si les conditions ne se trouvent pas modifiées. Le point dangereux de l'Europe est sur la frontière polonaise. Entre l'Allemagne et la Russie, la Pologne est menacée. Sa sécurité tient à l'aide qu'elle trouvera dans les nations de l'Europe centrale, et à l'appui de la France. Est-il invraisemblable que la Russie juge le moment opportun pour rassurer les amis de la Pologne et pour mettre à profit les événements? On n'a pas lu sans stupéfaction dans les journaux que la Russie demandait à la France d'envoyer le maréchal Joffre pour réorganiser l'armée. Cette nouvelle serait insensée si elle n'exprimait pas sous une forme voyante une volonté encore cachée, l'esquisse d'un projet, on ne sait quelle tentative de rapprochement. Mais d'une telle politique qui ne voit les graves difficultés? Quelle sécurité offre la Russie soviétique, malgré l'image qu'en donne M. Herriot dans l'ouvrage récent où il rend compte de son voyage et où il se montre confiant dans l'avenir? La Russie est l'alliée d'Angora et de Berlin; et la Russie, avant tout, est le siège d'un gouvernement révolutionnaire qui ne se borne pas à faire de la politique chez lui, qui a le propos avoué de faire de la propagande dans le monde entier, et qui rêve de la révolution universelle.

Ce sont là des considérations touchant l'avenir. Pour le présent, toute l'Europe et les États-Unis ont les yeux fixés sur l'exécution du programme français. Le gouvernement doit faire à ce sujet des déclarations qui ne sont pas encore connues au moment où ces lignes sont écrites. On en peut deviner le sens général. Pour commencer d'agir, le gouvernement n'a pas besoin d'attendre l'échéance du 15 janvier, date où l'Allemagne devrait effectuer un versement. La Commission des réparations a, par deux fois, le 26 décembre et le 8 janvier, prononcé le manquement de l'Allemagne et par conséquent donné aux gouvernements intéressés la liberté de prendre des mesures. Déjà des ingénieurs et des techniciens français, auxquels doivent se

joindre des Belges et des Italiens, sont à Dusseldorf, et seront chargés d'organiser le contrôle sous la protection des troupes d'occupation dans la région d'Essen. Il s'agit pour la France et la Belgique de s'assurer des livraisons de charbon auxquelles elles ont droit, et d'être en possession d'un gage pour régler prochainement la question du moratoire et des paiements futurs. Il est bien certain que les déclarations du gouvernement seront approuvées. Du moment qu'une politique a été choisie, il n'y a plus qu'à la suivre.

L'année 1922 a été une année neutre : les problèmes sont restés en suspens; les tractations et les projets ont été nombreux; les déceptions plus nombreuses encore. L'année 1923 sera dure : mais elle peut être remplie par quelques décisions capitales, par quelques faits positifs, qui déterminent ensuite pour un certain temps la direction des événements. Au seuil de cette année, la politique française se trouve libre, chargée d'une sérieuse responsabilité à l'égard de tous les intérêts nationaux, et c'est vers elle que se tournent les regards des autres peuples, dont les uns se défient d'elle et dont les autres ont confiance : elle peut remplir un très grand rôle, et comme, si la fatalité voulait qu'elle ne le remplît pas, elle se trouverait dans une situation difficile, elle doit à tout prix, par sa prudence et sa force, y réussir.

ANDRÉ CHAUMEIX

---

*Les communications relatives à la Rédaction doivent être adressées à M. André CHAUMEIX, Directeur de la* Revue de Paris, 85bis, *Faubourg Saint-Honoré. — Paris (VIIIe).*

---

*L'Administrateur-Gérant* : MARCEL THIÉBAUT.

# CHRONIQUE BIBLIOGRAPHIQUE

l n'est guère de provinces qui n'aient trouvé poètes et romanciers pour célébrer leur charme. l Morand ne songeait-il pas à certaine carte où les auteurs verraient leur nom inscrit sur les zones s ont exploitées? M. PIERRE GOURDON devra trouver le sien dans des régions variées. Après avoir int les marais salants du Croisic et le Bocage vendéen, il se transporte dans le territoire de la e. *Johanna Beaumont, Sarrelouisienne* est le résultat de ce voyage. Les Beaumont, gros industriels Sarrebruck, ont une fille à marier et Nikolaüs Wollheim, le fils de leur associé, leur apparaît me le parti rêvé. Pourtant les Beaumont sont d'origine française, les Wollheim sont de purs mands. Cela ne les empêche point de s'accorder, les uns et les autres étant, avant tout, Sarrois. anna, de ce point de vue, ne leur ressemble nullement, elle tient de ses aïeux qui ne pouvaient t sentir le Teuton. Aussi épousera-t-elle René Le Ménestrel, un jeune ingénieur français. Cela e fera point d'ailleurs aisément. Il n'y aurait pas de roman s'il n'y avait pas d'obstacles. Ce ne pas les parents Beaumont qui les font surgir; ils ne sont point barbares et admettent les inclina- s personnelles. Aussi est-ce à un espion allemand qu'incombe le rôle de brouiller les cartes. ès quelques menues péripéties, le traître d'ailleurs est confondu. La psychologie des personnages et aimable roman est un peu trop limitée aux données traditionnelles. Nous ne connaissons e des Wollheim, par exemple, que leur goût des delikatessen. On nous apprend que le jeune nier a du mérite. Nous aimerions à nous en rendre compte nous-mêmes. Cela donnerait un attrait lémentaire à l'œuvre que M. Gourdon a patriotiquement réalisée.

*Vivre*, de mademoiselle MARCELLE PRAT, est le journal d'une jeune fille amoureuse. Dans une petite du Midi, Élodie — vingt ans — vit avec sa tante. Grande maison, un peu vide. Beaucoup de l et beaucoup d'ennui. Antoine Rhode, un auteur célèbre, habite la maison voisine. Hasard graphique, prestige intellectuel, c'est plus que suffisant pour légitimer une grande passion. die ne vit plus que pour Antoine. Elle le guette, elle l'épie. Elle connaît le bruit de son pas sur avé de la rue solitaire, elle attend l'heure où la grille, en grinçant, annoncera son retour. Elle con- ple la lumière de sa lampe. Elle ne pense qu'à lui et elle attend. Et c'est une vague formidable nour qui déferle dans le silence. Antoine Rhode, bien entendu, ne se doute de rien, Élodie se con- ant de confier ses tourments à son journal. Il pourrait pourtant consacrer quelque attention voisine. Ce n'est point une jeune fille ordinaire. Elle vient d'écrire un livre qui a obtenu un gnifique succès... A vingt ans!... Mais la gloire ne la grise que chez les autres. Sitôt relevée d'une encontreuse fièvre typhoïde, elle court chez Rhode pour lui crier son amour. Hélas! Rhode a fait découverte philosophique sensationnelle. « *Cet homme-là sera le maître des destinées sentimentales l'univers... Alors être sa maîtresse ce ne serait que participer de sa maîtrise comme tant d'autres.* » cette idée-là tue soudain son amour... (ce qui représente bien le comble de la jalousie anticipée). demoiselle M. Prat a trouvé pour exprimer la violence des émotions qui bouleversent son héroïne expressions audacieuses et neuves. Elle n'a pas craint de reproduire les mots qui doivent venir s la plume d'une jeune fille de vingt ans, qui apaise sa passion en la décrivant. Et cela nous vaut phrases saisissantes et heureuses qui ne vont point sans d'autres un peu surprenantes. Élodie t : « *J'ai plongé mes antennes dans le phosphore de son intelligence — je m'envenime d'enthousiasme ma cérébralité s'exalte — l'alcool de mon sang s'allume au tison rouge de la volupté et mon cœur nbe.* » Mais, comme le remarque finement l'auteur : « *L'enthousiasme des femmes est un vin capiteux elles auraient toujours un peu trop bu.* »

Le nouveau volume de M. BINET-VALMER comprend trois contes. Dans *Parce que tu souffres*, pasteur protestant odieusement trompé par sa femme, oppose à l'infortune conjugale une rési- tion évangélique, une ascétique volonté de dompter tous les mouvements de la passion. Cela va point sans lutte intérieure. Mais le pasteur parvient à l'emporter sur le mari et tout finit bien, l'épouse adultère est soudain conquise par cette grandeur morale et répudie ses erreurs passées. s *Comme on est heureux*, spirituel récit presque entièrement dialogué, trois curieux personnages très vigoureusement dessinés. Le dernier conte de ce volume nous met en présence d'un ancier célèbre à qui la mort vient de ravir son inspiratrice. Émouvante lutte entre le souvenir de e aimé et l'instinct qui entraîne le veuf vers une vie nouvelle. Il y a de la vigueur et de l'émo- dans ce livre. Ce n'est pas l'imagination qui manque à son auteur. Ses dialogues sont alertes et ns de vie. Nous regrettons seulement dans l'ensemble une multiplicité un peu excessive de per- nages de second plan qui dispersent inutilement l'attention.

Dans l'étude qu'il vient de consacrer à *Baudelaire*, M. PIERRE FLOTTES a entrepris « *de dérouler la tion des* Fleurs du Mal *tout le long de la vie du poète, de la plaquer sur cette vie* ». Il est certain que uvre poétique de Baudelaire ne saurait être bien comprise par celui qui ignorerait les détails a vie et, de ce point de vue, le volume de M. Flottes est appelé à rendre à un grand nombre de eurs de réels services. Mais il n'apporte pas à la solide documentation réunie par MM. Crépet, rnold, Reynaud, etc..., d'éléments nouveaux. On ne retrouve même que fort atténuée cette ression de misère physique et d'incurable désespoir qui se dégage si puissamment de ces admi- es et émouvantes lettres intimes publiées par la *Revue de Paris* pendant la guerre Et c'est ore cela sans doute qu'il sera le plus prudent de relire si l'on veut bien comprendre Baudelaire. us ne saurions omettre les vues d'ensemble si originales et si clairvoyantes exposées par M. Thi- det dans notre revue.)

Dans ses *Méditations versaillaises*, M. AUGUSTE JEHAN a écrit une sorte d'histoire poétique de la de Versailles et évoqué tout particulièrement quelques-unes des journées historiques qui se oulèrent dans la vieille cité. Il y a de la force et de la grâce dans ces vers qu'éclaire une série de s historiques fortement documentées.

MARCEL THIÉBAUT

# LA REVUE DE PARIS

**Paraît le 1er et le 15 de chaque mois**

---

**PRIX DE L'ABONNEMENT**

| | UN AN | SIX MOIS | TROIS MOIS |
|---|---|---|---|
| PARIS, SEINE ET SEINE-ET-OISE | 60 » | 31 » | 16.50 |
| DÉPARTEMENTS ET COLONIES FRANÇAISES | 66 » | 34 » | 18 » |
| ÉTRANGER | 78 » | 40 » | 21 » |

---

**PRIX DE LA LIVRAISON : 3 fr. 50**

---

*On s'abonne à la* Revue de Paris, *3, rue Auber, dans toutes les librairies, dans tous les bureaux de poste de France et de l'Étranger et aussi en utilisant le compte de* Chèques postaux *de la* Revue de Paris, n° 360-50, *rue Saint-Roch, Paris.*

*Sans aucuns frais supplémentaires, la* Revue de Paris *est fournie rognée aux abonnés qui en font la demande.*

---

*Les abonnements partent du 1er ou du 15 de chaque mois.*

---

*Les mandats ou valeurs à vue doivent être adressés à la* Revue de Paris, *3, rue Auber.*

---

*La reproduction et la traduction des œuvres publiées par la* Revue de Paris *sont, à moins d'indication spéciale, complètement interdites dans tous les pays y compris la Hollande.*

---

*La* Revue de Paris *décline la responsabilité des manuscrits qui lui sont confiés.*

---

*Première* Table Décennale (1894-1903). *Prix* . . . . . 2 fr. 50
*Deuxième* Table Décennale (1904-1913). *Prix* . . . . . 3 fr. 50

---

F. BRODARD, imprimeur de la *Revue de Paris*, 85bis, faubourg Saint-Honoré, Paris.